Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1975)

LE PRIVÉ ET LE PUBLIC

TOME 2

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
Professeure retraitée du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Gemma Paquet, bénévole, professeure de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi

Courriel: mgpaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison, **LE PRIVÉ ET LE PUBLIC. TOME 2**. Montréal : Les Éditions Leméac inc., 1975, (pp. 221-515), 515 pp. Collection : La cité de l'homme.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]

Courriel : dioceselj@citenet.net

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 mai 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Tome 1

Avant-propos

Approches

Faire jaillir la source avant de construire les aqueducs
Une société « à deux étages »

Introduction

Le privé et le public, une question clé

Première partie : Aspects économiques et politiques

Chapitre I. les budgets publics

- A. Une société irresponsable ?
- B. Le gouvernement fédéral et son budget « exponentiel »
- C. Explosion du secteur public au Québec
- D. Un budget municipal et ses dessous, Montréal 1974-1975

Chapitre II. Planification et développement démocratique

- A. Le sujet historique québécois
- B. Le tertiaire québécois, un test de vérité
- C. Coordonnées socio-économiques de base
- D. Un dualisme multiforme à surmonter
- E. La politique libérale et ses pseudo-réformes
- F. Les progrès récents, un tournant ?

Chapitre III. Trois formes d'intervention

- A. L'intervention fonctionnelle
- B. L'intervention relationnelle
- C. L'intervention interactionnelle

Chapitre IV. Les enjeux internationaux

- Un pouvoir anti-politique
- L'est et le tiers-monde dans la partie
- Conspiration contre le public
- Une stratégie sans frontières
- Impuissance des états
- Une croissance folle
- On passe sur une autre orbite
- Inflation et concentration
- Des questions cruciales en veilleuse
- Une idéologie technocratique
- L'utopie ou la mort
- Le point de vue du tiers-monde
- L'O.N.U. se réveille

Tome II

[Présentation du tome II](#)

[Avant-propos](#)

[Deuxième partie](#)

Aspects psychosociologiques

[Chapitre I.](#) La révolte subjective

[Chapitre II.](#) D'un opium à l'autre, une prolétarianisation invisible

[Une question politique](#)

[Réinventer des sagesse collective](#)

[Chapitre III.](#) Le kaléidoscope des marginalités

I. [Une dramatique inédite du privé et du public](#)

II. [Trois repères sociétaux](#)

III. [Typologie de la marginalité](#)

[Chapitre IV.](#) Des « nous » à inventer

[Une première brèche : les mouvements communautaires](#)

[Les réseaux quotidiens et les cartes de relations](#)

[Du « nous » spontané au « nous » structuré](#)

[Une étape politique nécessaire](#)

[Une économie retrouvée](#)

[Chapitre V.](#) Trois cas types

- [Les petits salariés, un baril de poudre](#)

- [La femme, réconciliation du privé et du public](#)

- [Vers une société de célibataires ?](#)

Troisième partie

Aspects culturels

Chapitre I. Du joual quotidien au Québec français... un rôle politique méconnu

Chapitre II. Culture, éducation et développement

A. Culture et société québécoise : cadre de réflexion

B. Éducation et développement : cadre d'action

Chapitre III. D'un leadership à l'autre... ce sont les clowns qui nous mènent

Chapitre IV. Économie culturelle et sagesse collective

Quatrième partie

Aspects éthiques

Chapitre I. Quatre cas types

- Derrière les media, deux mythes : l'opinion publique et la neutralité
- Ni privée, ni publique, une Église à redéfinir
- Déprivatisation du syndicalisme
- Nouveaux enjeux des codes éthiques professionnels

Chapitre II. Vers une nouvelle éthique collective

- Introduction
- Le viol de la vie privée et son autocorruption
- Société ouverte et éthique nouvelle
- Comment construire une éthique collective ?
- De la critique idéologique à la philosophie sociale

Conclusions en quatre temps

- I. Brève rétrospective
- II. Un pays en quête d'âme
- III. Comment voyez-vous l'avenir ? Huit options possibles
- IV. Un « bee » historique

Jacques Grand'Maison
sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

LE PRIVÉ ET LE PUBLIC. TOME 2.

Les Éditions Leméac inc., 1975, (pp. 221-515), 515 pp.
Collection : La cité de l'homme.

Présentation du livre

(texte au verso du livre)

Jacques Grand'Maison, Le privé et le public. Tome II. Montréal : Éditions Leméac, 1975, 220 pp. Collection : "La cité de l'homme". 515 pp. (Tome II : pp. 221 à 515).

[Retour à la table des matières](#)

Dans la société d'ici, nous n'avons pas été habitués à vivre sur les deux registres du privé et du public. Le cadre villageois ne s'y prêtait pas. En façonnant un vaste secteur public, nous avons cru changer profondément cet état de chose. Les vastes entreprises de réformes ont mobilisé les intérêts et l'attention au cours de la décennie '60. Depuis quelques années, beaucoup de citoyens jeunes et moins jeunes se replient sur leur vie privée. On parle même d'une crise de la subjectivité.

Par-delà cet écartèlement du privé et du public, d'aucuns cherchent à refaire les tissus quotidiens de l'existence individuelle et collective. Mais ces expériences semblent bien fragiles. Des problèmes de fond demeurent. On les retrouve dans la conscience, dans la rue, sur les ondes, au parlement. On méconnaît l'école et la ville. C'est trop compliqué. Les lignes ouvertes font écho à des débats quotidiens au travail, à la taverne comme à la table familiale. Je soupçonne que le pessimisme actuel doit beaucoup à cette incapacité de comprendre vraiment ce qui se passe même dans la vie de tous les jours ; « j'sais pu où j'suis rendu », chante Charlebois.

J'ai voulu, dans cet ouvrage, présenter un cadre modeste de compréhension. À la suite de bien des échanges dans divers milieux, j'en

suis arrivé à penser que des raccords plus clairs entre le privé et le public permettraient une meilleure intelligence et des pratiques plus cohérentes de la vie actuelle. Bien sûr, cette démarche ne fait pas l'économie d'une critique parfois radicale de la situation présente. Mais toujours, j'ai cherché à repérer des pistes d'action pour de féconds dépassements.

Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Crise de prophétisme. Montréal, Éd. de l'A.C.C., 1965.

Le monde et le sacré. Paris, Éd. Ouvrières, 1966-1969, 2 tomes.

Vers un nouveau pouvoir. Montréal, Éd. HMH, 1969.

Nationalisme et religion. Montréal, Éd. Beauchemin, 1970, 2 tomes.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies. Montréal, Éd. HMH, 1971.

Nouveaux modèles sociaux et développement. Montréal, Éd. HMH, 1972.

Symboliques d'hier et d'aujourd'hui. Montréal, Éd. HMH, 1973.

Des milieux de travail à réinventer. Montréal, Éd. P.U.M., 2 tomes. (à paraître)

Le privé et le public. Tome II

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

Le premier tome de cet ouvrage sur le privé et le public traitait de la question à partir des manifestations les plus visibles de la surface sociale. Après avoir tenté une approche descriptive du divorce entre ces deux aires de notre société, j'ai retenu les aspects économiques et politiques comme révélateurs des enjeux les plus évidents. Dans une deuxième étape, je voudrais cerner à la fois le problème et le diagnostic à d'autres niveaux de profondeurs : psychosociologiques et culturels. Progressivement, j'ai été amené, par ces différents biais, à une question clé. La majorité des problèmes soulevés dans la vie privée comme dans la vie publique ont de fortes implications éthiques. Or l'incohérence et la superficialité de bien des débats dans l'opinion publique actuelle révèlent l'absence d'une solide philosophie éthique tant chez l'homme de la rue que chez le savant. On glisse rapidement sur ces problèmes de fond. Les scandales politiques récents en sont une preuve parmi d'autres. Mais il en est de même dans les discussions sur les pratiques les plus quotidiennes de la vie. De la subjectivité à la société programmée, en passant par la crise des institutions, on cherche vainement une ou des philosophies cohérentes de la vie. J'ai retenu particulièrement la dimension sociale, parce que notre contexte capitaliste engendre des comportements asociaux même chez ceux qui le contestent. Par ailleurs, on sent une nouvelle préoccupation éthique chez un nombre grandissant de citoyens. J'ai essayé d'offrir ici un cadre de réflexion à ces attentes et à ces expériences neuves. Je n'ai pas caché mon enseigne, surtout dans les conclusions où j'ai exprimé mes options profondes et le type de société que j'anticipe.

Le privé et le public. Tome II

Deuxième partie

Aspects psychosociologiques

- Chapitre I. La révolte subjective
Chapitre II. D'un opium à l'autre... une prolétarianisation invisible
Chapitre III. Le kaléidoscope des marginalités
Chapitre IV. Des « nous » à réinventer
Chapitre V. Trois cas types :
 - Les petits salariés, un baril de poudre
 - La femme, réconciliation du privé et du public
 - Entre le bungalow et le bachelor.

[Retour à la table des matières](#)

Le privé et le public. Tome II
Deuxième partie. Aspects psychosociologiques

Chapitre I.

La révolte subjective

[Retour à la table des matières](#)

La question du privé et du public nous amène à des niveaux de profondeurs insoupçonnés. Rappelons d'abord que dans la société traditionnelle, les relations quotidiennes avaient en quelque sorte un caractère public. Les nouvelles n'étaient communiquées que par ce canal quasi exclusif. En bien des communautés on ignorait même ce que nous appelons aujourd'hui la vie privée. Voici que la société organisationnelle a multiplié les mécanismes impersonnels et anonymes pour régir les rapports des hommes dans la cité. Ce faisant, elle a diminué l'aire des relations personnelles. Mais paradoxalement, elle permet la constitution d'un monde privé, plus gratuit, plus libre, plus intense. Les voisins sont moins imposés, et les amis davantage choisis. Le milieu comme tel n'impose plus un contrôle global et continu. Les appartenances se diversifient et se spécialisent. Résidence et lieu de travail ne coïncident plus comme dans le cas de l'agriculteur. On tient souvent à cette distanciation dans le processus d'urbanisation. C'est même une règle sociale que de ne pas mêler la vie privée au travail, à l'enga-

gement public. Il faudra nuancer tantôt ces affirmations (les vedettes en savent quelque chose).

Cette évolution semble être un progrès indéniable. Mais on n'a pas vu ce que le divorce profond du public et du privé allait opérer dans l'unicité de l'existence.

D'une part un univers public instrumental, fonctionnel, bureaucratique où même les objectifs collectifs échappent aux individus et aux communautés, d'autre part un univers privé marginal où logent à l'étroit les intentions, les expériences des personnes et leurs solidarités de base. Il n'y a plus de milieux de vie assez consistants pour médiatiser les rapports de l'individu et de la société, des conduites personnelles et des institutions. Les lieux sociaux de cohérence, de réinterprétation de l'existence sont de plus en plus rares. L'individu se sent coincé entre la technostructure et sa subjectivité, entre l'organisation sociale complexe et sa vie personnelle ou familiale. Il ne lui reste souvent que l'aire privée pour se donner une cohérence de vie. Cohérence fragile, marginale, puisqu'elle n'a pas de portée sociale, ni de soutiens collectifs assez larges et profonds.

Du public, l'individu ne reçoit que des messages standardisés : publicité, modes. Le medium est le message. Mc Luhan a bien vu le jeu, mais il n'a pas évalué l'enjeu. Les mécaniques publiques de communication évacuent les contenus. Le téléjournal, par exemple, nous livre davantage des contenants : lieux et événements, structures et fonctionnement, fonctions et statuts, intervenants et discours. On en reste le plus souvent à l'écorce de la vie. Les sens, il faut les chercher sur le terrain privé, dans l'entourage immédiat. Mais ici l'horizon se rétrécit. Il n'y a plus les solidarités d'autrefois, ni les convictions des sages populaires. Alors on y va de son opinion. N'est-ce pas symptomatique que l'on traduise tant de choses, même les questions humaines importantes, en termes d'opinions privées ou publiques ? Sondage d'opinion ou lignes ouvertes. Les media répercutent les discours officiels ou l'opinion isolée de citoyens. Nous sommes bien loin des lieux communautaires de réinterprétation dont nous parlerons plus haut. Il fut un temps où les minorités militantes s'exprimaient dans des débats ouverts à la télévision. Maintenant, on isole leurs voix. L'aire publique se neutralise jusqu'à la platitude pour laisser place aux déluges publicitaires.

res, aux conformismes superficiels des modes, des rituels sportifs, des propagandes politiques, des mythologies archaïques comme l'astrologie et que sais-je encore ! Autant de masques pour cacher le drame de tant d'hommes qui ne savent plus comment se situer dans la société réelle.

On se replie alors sur une subjectivité exacerbée. Les plus forts réussissent à se créer un projet personnel de vie, un réseau d'amis. Mais la plupart ne trouvent même pas dans leur vie privée un lieu dynamique d'intégration. Même cette aire est envahie, conditionnée par les sons et lumières, les images et les paroles, les publicités et les propagandes des media électroniques. Le dialogue familial cède à l'écoute passive des « personnages », des « vedettes », des « annonceurs ». Curieux paradoxe que ce monde lointain de l'écran devenu tellement proche qu'il en fait oublier les proches les plus immédiats. La parole de la cuisine ou du salon apparaît insignifiante face aux discours des « autres » sur l'écran de la télé. Des enquêtes récentes ont montré comme les Québécois sont ici plus mythifiés que tous les autres Nord-Américains. La chaire d'hier s'est déplacée. De nouveaux clercs nous disent quoi penser et comment vivre. La vraie vie est ailleurs ou tout autre que celle que « tu vis chez toi ». Notons, cependant, qu'il pourrait en être autrement. Quelques expériences timides de radio-télévision communautaire montrent les possibilités d'auto-expression collective signifiante et engageante, libérante et créatrice de la base sociale. Mais nous sommes loin de cet objectif. **Le monde actuel de la communication opère un dédoublement structurel et culturel non seulement de la vie sociale, mais de la personnalité.**

Les deux registres du privé et du public ne communiquent pas. L'un et l'autre s'appauvrissent. Le privé démobilise. Le public aliène. Avant de parler de dépolitisation, il faut pointer la destruction des rapports fondamentaux entre l'individu et la société, entre la base quotidienne et les structures officielles, entre la parole personnelle et les discours « fabriqués », « montés », « programmes », « plébiscités ». Liberté, responsabilité, intériorité sont aliénées subtilement. Elles n'ont à vrai dire que le choix des conditionnements. Il faut une réaction forte, soutenue et même têtue pour défendre une autonomie active et consciente dans l'aménagement de sa quotidienneté libre. Bien peu résistent longtemps aux séductions incessantes de cet environnement

obligé. Même les plus forts n'ont trouvé d'autres solutions que celle de fuir à la campagne, loin de la ville. Ils ont désespéré de se réapproprier la technopolis, la technique et la ville.

Mais pendant ce temps, la vie collective continue de se vider de son humanité. En deçà, des congestions et des pollutions urbaines, il y a donc des défis bien plus redoutables : absence de vraies communautés dans la famille, au travail, dans le quartier pour relier l'individu et la société ; absence de milieux de vie épanouissants, de rapports quotidiens suivis, de projets collectifs autodéterminés ; absence d'éthique, de symbolique et de philosophie de la vie qui permettraient à la personne de s'identifier à une famille spirituelle, à une collectivité particulière. Ne nous leurrions pas sur les entreprises communautaires des derniers temps. Elles ne tiennent pas le coup longtemps.

Les idéologies sont presque aussi fluides que les modes. Elles n'ont pas l'enracinement des traditions, ni la concrétude des néo-conformismes. La contradiction fréquente entre le vécu réel et les grandes opinions en témoigne. On me dira qu'il existe tout de même une certaine opinion publique consciente de problèmes réels, telle l'inflation par exemple. Mais combien de citoyens y sont complices par un style de vie inflationnaire en continuité parfaite avec l'escalade des pouvoirs économiques dénoncés ? Le public coupable ici, c'est le gouvernement veule et impuissant ! Le privé coupable, ce sont seulement les grandes compagnies ! Il y a collusion de ces deux pouvoirs. Voilà l'explication. *Mais voit-on la contradiction de ces nombreux citoyens qui exigent un contrôle public sévère, d'une part et qui, d'autre part, veulent maintenir une consommation privée sans restriction, sans autodiscipline. Mais ne cédon pas à un moralisme superficiel.* Cette contradiction précède la conscience. Elle est inscrite dans les structures de pouvoir, dans le système social et même dans la culture dominante. Les débats de fond qui concernent les rapports entre le public et le privé s'amorcent à peine. Qu'il s'agisse d'économie ou de politique, de style de vie ou de structures sociales, d'expériences individuelles ou de projets collectifs. Ces problèmes se posent autant dans la famille qu'au parlement, autant dans la conscience que sur la scène publique.

Il existe de moins en moins d'hommes et de milieux capables de se prendre en main, de vivre une dynamique d'autodétermination, d'exercer un contrôle démocratique dans la société actuelle, et cela malgré toutes les prétentions idéologiques du « monde libre ». Le s'auto-éduquant, le participant que veulent susciter les nouveaux techniciens sociaux avec un *engineering inspiré* de l'administration des choses, cet homme « conscientisé » se trouve démuné lorsqu'il retombe dans la vie réelle. Bien sûr, l'individu est ici de plus en plus sensible à sa liberté, à sa singularité. Mais on fait reposer sur lui la tâche de réinventer une société, une culture, une vie collective. Or, il est tout aussi impuissant dans sa vie privée quotidienne que dans ses implications sociales. Ce genre d'apprentissage crée une conscience malheureuse et anxieuse parce qu'il ne véhicule aucune économie nouvelle de la société comme telle. La recherche d'évasion, le sentiment d'insatisfaction, le peu de souffle des engagements viennent confirmer ce point de vue critique.

Peut-on changer la vie privée sans toucher le destin collectif et ses structures de base ? A-t-on inventé d'autres correspondants aux grandes signalisations d'hier : les traditions, les rites de passage, les symboliques religieuses, les éthiques collectives ? Sur quoi vont reposer les libres décisions de l'individu ? Peut-il faire l'économie de repères collectifs, de règles sociales, de responsabilités publiques, de consensus démocratiques ? Quels rôles assigne-t-on aux cadres juridiques, à l'aménagement politique, aux familles idéologiques ? N'y a-t-il que l'alternative du *law and order* et des libertés individuelles ? A-t-on désespéré des possibilités d'un minimum d'éthique collective ? Si oui, comment envisager alors une politique qui soumet aux citoyens des choix fondamentaux, des orientations sociétales d'humanisation ? N'est-ce pas déshumaniser radicalement les instances publiques que de revendiquer une privatisation des enjeux les plus humains ? La vie collective sera livrée aussi aux administrations anonymes, à des pouvoirs jamais critiqués ou contrôlés sur leurs philosophie de base, sur les fins qu'ils poursuivent. Il y aura divorce entre les finalités humaines privées et les moyens publics décrochés de la vie des citoyens.

L'insularisation de l'individu, de son aventure humaine, de ses amours dans une intimité sauvage, et cela au cœur de la cité, n'a rien du romantisme de Robinson Crusoé. Trop de chantres font écho à des

solitudes désespérées pour que nous ne prenions pas au sérieux le besoin de se situer dans le monde, de retrouver une certaine « totalité sociale significative ». Il faut bien voir les situations concrètes de l'homme urbain moderne. N'est-il pas amené à changer de personnalité selon les secteurs d'existence ? Il isole, par exemple, la dimension affective. Il a peine à concilier ses rôles de père, de travailleur et de citoyen. À l'intérieur d'un même univers d'activités, il connaît des contradictions difficiles à surmonter individuellement. Par exemple, il s'identifie socialement par son travail et en même temps il ne trouve en celui-ci que bien peu de possibilités d'expression personnelle et sociale. Le « moi » le plus profond se sent inconsistant, divisé, éclaté, à cause du parallélisme et de la multiplicité d'activités et d'appartenances peu intégrées les unes aux autres.

Du coup surgit la problématique d'un public socialement incohérent malgré ses organisations et ses programmations rationnelles. C'est ainsi que ses idées-forces comme l'intégration ou le développement sont piégées. On les réduit si souvent à l'adaptation aux instruments prestigieux de la technocratie et de la technologie. Les intentions et les expériences proprement humaines ne seront jamais purs objets d'administration ou de techniques fonctionnelles. Les récentes technologies sociales ont trop singé des modèles d'intervention de l'organisation industrielle. Ces mécaniques d'apprentissage laissent intacts les défis de réinventer des philosophies et des *praxis* à même l'expérience réelle d'un milieu. Les hommes confient difficilement leur destin aux laboratoires. N'en déplaise à R. Skinner. Ils n'acceptent pas non plus de s'enfermer dans la logique fermée des structuralistes. Ils savent leur liberté difficile et même utopique. Ce ne sont pas seulement des décisions personnelles qu'ils réclament, mais aussi des libertés collectives pour vraiment faire l'histoire et non la subir. Encore faut-il ici articuler biographie et histoire, mémoire et projet dans le vrai contexte actuel avec ses sensibilités et ses aspirations propres. Mais la même tentation demeure d'une époque à l'autre : fuir le vrai monde et ériger des systèmes fermés qui évacuent à la fois la liberté et l'histoire. Les systèmes scientifiques peuvent être aussi contraignants que les systèmes mythologiques.

Or, il serait désastreux de renvoyer au privé les projets proprement humains des libertés, des solidarités et des gratuités de l'expérience

individuelle et collective. Que restera-t-il à la sphère publique, si ce n'est que des structures, des pouvoirs et des nécessités ? La vie sociale sera alors plus instrumentalisée que jamais. Pour qui, pour quoi ? Que d'exemples nous viennent à l'esprit ! La Baie James, les Olympiques, la crise du pétrole, l'inflation suscitent des débats de structures, de techniques, de budgets, d'experts, de pouvoirs. Pour cent informations en ce sens, il n'y aura peut-être pas une seule considération sur les modes d'existence que nous voulons, sur le type de société que nous anticipons, sur les aspirations culturelles en présence. *Au privé : la culture, la philosophie, l'éthique et la sagesse ; au public : la technique et la science et les grands jeux de pouvoirs. Voilà le divorce accusé.* Combien ont perçu la différence qualitative entre les codes criminel ou civil et la charte des droits de l'homme ? Celle-ci, dans sa version récente, a récupéré des valeurs jusqu'ici reléguées dans la vie privée. Peine perdue, les juges, en plusieurs cas, ont réglé des causes en alléguant la non « applicabilité » des droits de l'homme. C'est là un premier test des difficiles raccords qui nous attendent dans la réinvention d'une vie personnelle et collective cohérente, et d'une sagesse qui vaille autant pour les tribunaux publics que pour la conscience privée.

Je ne rêve pas à un nouvel ordre semblable à ceux qui aliénaient les libertés dans les nécessités, les raisons du cœur dans les raisons du Prince ou de l'État. Je sais les possibilités de liberté qu'offrent les systèmes ouverts et complexes, les démocraties modernes, la, critique culturelle, la démarche scientifique et la technologie. Mais il nous faut imaginer de nouvelles économies humaines collectives dans ce contexte inédit de l'histoire. Trop d'hommes livrés à eux-mêmes vivent un désarroi profond qui n'est pas étranger à ce divorce entre l'organisation et la subjectivité, entre les structures programmées et les *praxis* quotidiennes, entre les moyens technologiques et les finalités humaines et politiques, entre la culture standardisée et la nature sauvage, entre l'histoire et la biographie. On a parlé beaucoup de la crise d'identité. Progressivement les problématiques ont dérivé vers les extrêmes de l'ordre ou de l'anarchie. Symptôme évident de l'échec d'une aspiration majeure : *celle de façonner une démocratie qui soit à la fois le lieu collectif d'une culture transmissible, une politique finalisée et une praxis quotidienne partagée.* Cet enjeu est bien plus juste et profond que cette stratégie de rattrapage du projet social à la remorque des progrès techniques.

Un certain esprit technocratique nous a leurrés en nous laissant entendre que science et technique suffisaient pour créer une société. Aujourd'hui les sacralités sauvages et les mythologies privées tentent de récupérer un univers spirituel que le public sécularisé a refoulé aux frontières de l'irrationnel dans les soutes de la conscience. Étrange cheminement que cette recherche de vrais rapports humains dans des mystiques décrochées. *Les gauches politisées tout autant que les pouvoirs de l'ordre établi n'ont pas compris que les citoyens en majorité ont d'abord besoin de réinventer une base sociale qui intègre les humbles praxis d'éducation, de travail, de loisirs et d'habitat, les rapports de générations, les projets individuels et les enjeux collectifs.* Toute politisation qui fera l'économie des rapports à recréer entre le privé et le public contribuera à accroître ce dédoublement de la personnalité en deux univers étanches, et à rendre plus difficile l'instauration de larges solidarités à même la vie réelle.

Une vraie praxis sociale traverse de part en part la conscience et l'opinion publique. Elle articule le vécu et le pensé. Elle est à la fois culture, économie et politique ; mémoire, actualité et projet. C'est la médiation par excellence pour inventer des lieux de l'homme en accord avec les sensibilités d'un milieu, d'une époque ou d'un groupe humain, changer les structures ou changer les mentalités ? Un faux dilemme. *C'est précisément le rôle d'une praxis sociale que d'établir ici une dialectique sans cesse renouvelée entre l'individu libre et une politique solidaire au sein d'un contexte historique donné.*

Avant d'ouvrir des pistes d'action, nous devons mieux prospecter le sous-sol de cet univers psychosociologique que nous venons de décrire.

Le privé et le public. Tome II
Deuxième partie. Aspects psychosociologiques

Chapitre II.

D'un opium à l'autre... Une prolétarianisation invisible

Une question politique ?

LOTO, opium du hasard
ASTRO, opium du destin
PORNO, opium de l'abêtissement
AVCO, opium de la manipulation
EXPOS, opium de la substitution
PHARMACO, opium de l'auto-destruction
TEMPO, opium de l'évasion

Réinventer des sagesses collectives

Une question politique ?

[Retour à la table des matières](#)

Loto, astro, porno, avco, pharmaco et expos : *chacun a sa petite drogue quotidienne*. Dans le journal populaire du matin, ou de la fin de semaine, le bilan est impressionnant. D'abord le gigantesque panthéon des idoles d'une dizaine de sports commercialisés. Le base-ball des Expos, plus que le hockey, montre jusqu'à quel point cette mythologie peut être étrangère à la vie réelle du peuple d'ici. Pas un seul autochtone. Des résultats décevants de la lotto (99.999% des cas), on passe à une autre rêverie, celle de la chronique astrologique. Insatis-

fait, on se rabat sur la porno avec ses scandales, ses violences, ses réputations salies. Le jaunisme déborde la révolution des « foufounes ». Puis vient le défilé de mode qui prétend nous faire mieux connaître les vedettes du petit ou du grand écran et du *show-business*. Il y en a pour tous les goûts comme dans le cas des saints d'autrefois. À toutes les étapes, l'opium publicitaire nous offre de quoi nous offrir ce qu'ils nous offrent. Avco a su nous le transmettre en pilule analgésique. De la bière au pot, de l'aspirine aux quatorze soleils, tout devient espace commercial et machine de rêves. On aurait bonne raison de s'évader ainsi quand l'existence se résume au boulot-métro-dodo.

Est-ce parce que la vie ordinaire n'a plus de sens ou d'intérêt ? Absence de raisons de vivre ou aseptisation du pain quotidien ? Que se passe-t-il donc ? Comment expliquer cette explosion de l'irrationnel dans une société qui se dit réaliste, fonctionnelle, raisonnable ? Du sorcier des tabous au marchand d'opium il n'y a pas loin. Le diagnostic émerge avec évidence si on relie ces différentes mythologies populaires. Quand des pouvoirs qui tentent de légitimer la société actuelle, taisent ou utilisent de telles aliénations collectives, alors le problème devient politique, et non plus seulement culturel et éthique. D'un opium à l'autre, nous n'aurons pas de peine à identifier les principales caractéristiques de la prolétarianisation... et aussi nos propres complicités ou démissions.

LOTO, opium du hasard

« Un jour, ce sera ton tour ». Les jeux du hasard ont toujours été une des caractéristiques des « décrochés » de la société. On pense ici aux riches désœuvrés, au monde de la pègre, aux exploités marginaux, bref, à tous ceux qui se retrouvent autour du champ de course. Mais il y a beaucoup plus. En effet, le monde prolétaire, bloqué sur tous les fronts, se tourne vers le hasard et la chance, comme seule issue possible. Certains pouvoirs l'ont bien compris. Les jeux font oublier les aliénations du pain. Phénomène universel ? Bien sûr, mais chez nous le succès de la Loto pourrait bien être un signe de prolétarianisation. (Il faudrait mentionner aussi la ruée vers les bingos, comme un autre indice de ce phénomène collectif.) Voilà des signes, parmi d'autres, comme nous allons le voir.

Disons tout de suite que ces mythologies de la petite semaine servent de repliement subjectif et privé et accroissent la marginalité de nombreux citoyens par rapport aux structures lourdes et complexes qu'ils ne comprennent plus. *Bien plus, quand la société elle-même paraît « bloquée » (M. Crosier), on joue les cartes du hasard, de la chance ou de l'évasion ; on fabrique des dieux, des lieux de rêve et des espoirs fous.*

ASTRO, opium du destin

Le prolétaire glisse facilement de la chance rêvée au destin fermé. Son sort est scellé en dehors de lui. Une certaine conception de la providence jouait ce rôle hier. *Après l'effondrement du ciel chrétien, il fallait bien trouver une autre carte du ciel* pour compenser la vallée des larmes. L'astrologie est une sorte de substitut complet qui a même des prétentions scientifiques. Le signe de l'un ou de l'autre sert de moyen de communication dans la conversation. On réussit à caser tous et chacun. L'univers entier retrouve sa cohérence. Cette vision du monde n'a pas de faille. Elle est doctrinale, impérative, totalitaire. Enfin le système parfait ! Mais l'histoire, la liberté, l'autodétermination n'y ont pas leur compte. Étrange paradoxe au creux des révolutions technologiques, politiques et culturelles qui toutes, d'une façon différente, nous parlent de projets humains. Dans la foulée astrologique, des phénomènes fous prennent une ampleur inédite. Pensons à tous les « para » : spiritisme, occultisme, pseudo-orientalisme. À côté d'authentiques néo-mystiques, que de cabotins, d'imposteurs ou de disciples mythomanes. Le regain d'une certaine religiosité tout en révélant la pauvreté spirituelle des grands systèmes matérialistes (A. Soljenitsyne), a aussi un fort coefficient d'aliénation en plusieurs cas.

PORNO, opium de l'abêtissement

Sur le registre mythique : l'ange et la bête. Souvent le sexe sera le lieu privilégié de cette dramatique, celle de la vierge et du don Juan, celle de la femme fatale et du héros. Nous entrons ici dans un nouveau panthéon, mais quelle réduction de l'aventure humaine nous offre la pornographie ! On devrait plutôt y voir un opium bien commercialisé et plébiscité. Gare au moralisme étroit ! L'enjeu est plus profond et l'opium plus acide et corrosif. Les fins de civilisation en témoignent.

C'est là une des dernières pâtures d'une vie insignifiante et d'une société sans projet, sans passion. La porno est à la portée de tous. On peut la seriner dans la collectivité entière, surtout quand les media démultiplient sa puissance de diffusion. Bien peu ont su voir dans cette explosion actuelle une autre forme de prolétarianisation, ou du moins une manifestation de déshumanisation. Un tel abêtissement du peuple revêt une signification politique, puisqu'il déborde la vie privée. Combien de plaidoyers pour ou contre se ressemblent ? Et cela, de la censure aveugle à la licence irresponsable. Nous passons d'une obsession à l'autre, du tabou religieux à la sacralisation d'un pseudo-érotisme aliénant. Hier, cette « maladie du sacré » restait marginale, privée. Aujourd'hui, elle devient peste publique à la mesure de la société. Luxurieux, dit le dictionnaire. Oui, un certain luxe offert au peuple pour l'endormir, pour l'empêcher de s'interroger sur la qualité de son existence. L'apologie de l'érotisme chez certains petits bourgeois frustrés sert bien la cause de la sexploitation dans les couches populaires. La nouvelle revue « Nous » qui plaidoie avec des slogans libertaires creux, tient bien sa place dans le vaste secteur porno de nos kiosques. Et si ce qu'on appelle la première révolution, était un opium déguisé pour le peuple ?...

AVCO, opium de la manipulation

On en aurait assez des trois opiums précédents (loto, astro, porno) qui nous aliènent dans le hasard, le destin et l'abêtissement. Mais non, il y en a un qui commande tous les autres. Je l'ai appelé avco dans l'introduction. Dans un rayon de cinq cents pieds de chez moi, il y a sept compagnies de finances, cinq banques. Ces hauts lieux de Mammon nous promettent le paradis à crédit. Dans les enquêtes d'attitudes, bien peu avoueront que le dollar les mène. C'est le grand dénominateur commun. On l'a vu dans une campagne électorale récente qui devait porter sur l'avenir d'un peuple. Certains pouvoirs connaissaient cette corde sensible (là où est ton trésor, là est ton cœur). Comme des maquignons, ils ont placé l'enjeu au centre d'une décision historique qui appelait, pourtant, bien d'autres visées et motivations. Terrible ravalement de la fonction politique. Le dieu avco manipule tout autant la vie politique que la vie privée. Un bon marketing peut tout vendre. Quand il se fait politique, il séduit et achète les consciences ; il devient religion invisible, *way of life* ; il se donne des airs de bon sens,

de sécurité ; il camoufle ses risques fous, ses hypothèques de l'avenir ; il cache le long terme et son futur boomerang. *Avco symbolise toute une lignée de pouvoirs manipulateurs qui font du peuple une masse servile d'exécutants au travail, de consommateurs aveuglés, de spectateurs non critiques, de citoyens dépendants. Est-ce là la légitimité qui fonde le système social et politique actuel ?*

EXPOS, opium de la substitution

On voudrait bien arrêter ici. La boucle semble faite, et le cercle vicieux, complet. Dans l'histoire, certaines dominations ont offert des jeux comme substituts des vrais enjeux. Nous en savons quelque chose au moment où nos regards, nos investissements, nos intérêts vont se porter sur le podium des Olympiques. Trois semaines de grandeur mythique et à quel prix ! Nous vivons une enfilade d'expos depuis un bon moment. Une telle substitution s'aggrave quand elle rejoint les rites quotidiens. Les événements sportifs rythment la vie collective. C'est le rôle le plus consistant et régulier. Les fidèles initiés sont légion. On ne participe pas, on assiste. Évidemment, il faut payer pour faire tourner cette machine industrielle du futile.

La religion invisible du sport commercialisé a toutes les vertus de l'innocence. Cet opium paraît bien inoffensif. Mais comment ne pas s'inquiéter quand tant de citoyens connaissent mieux les règles du hockey que la gestion de leur conseil municipal. Plusieurs en savent plus long sur la stratégie du baseball ou du football que sur les manœuvres de ceux qui les exploitent. Les plaidoyers ou les constats sur la civilisation des loisirs ont une drôle de résonance dans un pareil contexte de substitution. Serait-ce que le travail a perdu toute signification ? Quel est le contenu humain de cette apologie ? N'est-ce pas, en définitive, une pseudo-culture de masse que nous offrent les puissances d'argent et leurs complices politiques ? Un peuple de spectateurs, une société de l'entertaining. Nous voilà bien loin des légitimations officielles de l'idéologie dominante qui nous parle de souveraineté culturelle. *L'écœurement de bien des jeunes et moins jeunes et la recherche d'autres objectifs collectifs plus valables pourraient bien avoir des sources très profondes.*

PHARMACO, l'*opium d'auto-destruction*

On ne finit plus de faire le compte des drogues. Le « drug store » en dit déjà long. Mais ce phénomène déborde les pharmacies. Il y a bien des formes de pot : du scotch au joint. Ce qui frappe au premier abord, c'est encore les intérêts mercantiles. L'empire de la pilule rivalise avec tous les autres impérialismes. Voilà une autre pièce maîtresse de notre économie, une des industries les plus payantes. Et dire que de nombreuses enquêtes révèlent que la santé est au sommet de l'échelle de valeurs. Évidemment, nous ne sommes pas à une contradiction près. Celle-ci commence peut-être dans un style de société irresponsable et contradictoire. On dénonce la pollution et on entretient les pollutions. L'autodestruction se justifie par les rentabilités nécessaires, par les impératifs d'un éconisme aveugle.

Les sources de la maladie et les soins requis coûtent à la collectivité des sommes énormes. Cet autre cercle vicieux nous renvoie aux déchets humains de notre système social. Le goût morbide d'autodestruction, le recours massif aux solutions chimiques ne s'expliquent pas uniquement par les déséquilibres des transitions rapides. Qui sait si la société comme telle n'a pas perdu la trace des sagesses collectives qui ont façonné des cohérences culturelles minimales. *Nous avons cru naïvement que de la technologie des choses pouvait découler une économie des hommes.* Voici que cette rationalité des moyens et des administrations s'accompagne d'une autodéfense sauvage. Skinner et bien d'autres scientifiques plaident pour le rattrapage culturel du progrès technologique. Je ne connais pas une technique sociale qui a accouché d'une dynamique d'existence ou d'une sagesse collective.

Totalement désorientés dans leur conduite de vie, épargnés des luttes primaires pour le pain, démunis de motifs profonds de dépassement, les hommes du bien-être semblent perdre le goût du mieux-être, de ce petit quelque chose de transcendant, de sacré qui fait l'homme plus grand que lui-même. Qu'on l'admette ou pas, *l'éthique, les projets de vie, les engagements collectifs dans une histoire désespérément contingente et évanescence, ne se passent pas d'un absolu humain valable pour fonder une permanence à long terme, une solidité des rapports humains.* Autrement il ne reste que les décisions immédiates

sans avant ni après comme dans le cas de l'avortement sur demande. On peut discerner ici un cynisme fataliste et démissionnaire dans ces plaidoyers où l'on cherche vainement une philosophie cohérente des libertés. Quand on fait bon marché de l'existence nue, originelle, comment revendiquer au nom de la qualité de vie ? Dans ces destructions trop faciles, le thanatos règne en maître, avec ses séquelles de dépolitisation, de destruction culturelle et de « démoralisation ».

TEMPO, opium de l'évasion

C'est le titre d'une émission de télé., toute centrée sur les vedettes du music-hall. Par delà les tentations d'autodestruction, il y a la vie par procuration, par personne interposée, par l'idole à laquelle on s'identifie. On troque son existence insignifiante pour ce rêve impossible. En l'occurrence, la télé. quotidienne aliène peut-être tout autant que la dactylo ou la chaîne de montage. Voyons un fait déjà gros d'une attitude fort répandue. Voici ce que me disait un travailleur dans le cadre d'une enquête par interview en profondeur. *Ici, seul dans mon sous-sol, devant la T.V., j'oublie tous les tracasseries de t'usine là-bas et de la maisonnée en haut. Je suis tantôt chanteur populaire comme dans le programme Tempo que vous voyez là, tantôt champion compteur au hockey, tantôt telle ou telle vedette des téléromans et des films. C'est peut-être parce que je ne suis jamais moi-même, parce que je ne suis rien dans la société, à l'usine ou ailleurs. Je compte pour très peu, même pour mes enfants. Alors je fuis dans cette crise de petite boîte. C'est bête comme ça. Je ne peux plus m'en passer. Je suis pogné « là d'dans » une trentaine d'heures par semaine. »*

Combien d'hommes comme lui tiendraient le même langage ! Ils n'ont aucune idée des richesses cachées dans leur vie réelle, des dynamismes libérateurs qu'ils portent. L'anesthésie est assez forte pour venir à bout de toutes leurs révoltes. Leur résignation s'alimente à une passivité de spectateur entretenu à jet continu. Le temps réel s'abolit dans le temps de la radio et de la télé. ouvertes en permanence. Le medium est le message. McLuhan ne dit pas quel message. Ça lui importe peu, semble-t-il. Le message de l'autre qui tue une parole, une pensée, une vie autonomes ? Peut-on avoir le goût de libérer un quotidien apparemment sans intérêt ? L'évasion à la portée de la main coûte

moins cher que les rudes investissements d'une longue libération. *L'entertaining* quotidien remplace bien des contrôles et des polices. *Et l'échec de tant de mobilisations à la participation n'est pas étranger à cet opium quotidien du spectacle continu.*

Réinventer des sagesses collectives

[Retour à la table des matières](#)

Je pourrais continuer de déployer l'éventail des différentes formes de prolétarianisation. Pensons aux stratégies des « modes » dans l'univers omniprésent de la consommation. Les modes commandent des styles de vie éphémères. Toffler est juste dans son constat, mais bien piètre dans l'évaluation des conséquences sur la vie réelle des hommes. Comment ne pas désespérer du futur dans un présent aussi miné, aussi explosif ?

On m'accusera ici de ne voir que le versant ombragé de la société actuelle. Bien sûr, il y a aussi des progrès indéniables, des réalisations intéressantes et des sursauts collectifs de dignité. Mon travail m'amène à rencontrer les hommes à un certain niveau de profondeur où apparaît davantage le drame de leur existence. Les aliénations prennent ici des visages très concrets. Entre une certaine critique idéologique globale, abstraite, d'une part et d'autre part, des diagnostics à la pièce, il y a place pour une saisie de phénomènes inter-reliés et révélateurs d'une situation collective peut-être déterminante.

J'ai formulé ici l'hypothèse d'une prolétarianisation invisible, diffuse dans la quotidienneté. J'y ai trouvé sept formes d'opium qui renvoient à des comportements typiques du prolétaire. Est-ce uniquement le lot du monde populaire ? Même si cette aliénation du quotidien est présente à la plus grande partie du corps social, les principales victimes se recrutent dans les couches du prolétariat et du sous-prolétariat. Mais il faut voir ici la révolution culturelle en creux. La prolétarianisation de la quotidienneté ne concerne pas que les petits salariés et les

assistés sociaux. Diogène chercherait vainement l'homme ordinaire, l'humain véritable, dans bien des milieux moyens ou huppés.

Qui sait si nous ne retrouverons pas la trace de la vie vraie et de la vraie vie chez ceux qui nous parlent le langage du pain et de l'homme tout nu. Mon appartenance spirituelle m'amène à retrouver l'espoir de ce côté. Je commence à comprendre le sens et la dynamique d'une pauvreté qui peut déclencher de véritables efforts collectifs de libération et d'humanisation. Mais je ne suis pas sûr que les politiques, les luttes actuelles de pouvoir et les débats publics soient bien sensibles à ces humbles requêtes d'une existence plus vivable.

Science et technique, pouvoirs et lois ne produiront jamais d'eux-mêmes une sagesse qui donne le goût de vivre, d'aimer et de lutter. On ne fera pas l'économie d'une philosophie de la vie pour réorienter une aventure personnelle et une histoire collective, une politique ou une culture, une critique sociale ou une créativité libératrice. Comme me disait un vieux : « C'est le dessous qui est défait et depuis ce temps là on a perdu le nord ». Ce dessous invisible est complètement à refaire. Nous nous faisons Illusion si nous croyons y parvenir uniquement par le PPBS ou le plan quinquennal. C'est au moins un objectif de génération(s). Accepterons-nous d'investir à long terme, soit en luttes soutenues, soit en patientes créations ? Des aliénations aussi profondes ne se résolvent pas dans de courtes stratégies. Ce qui ne préjuge pas de la radicalité de l'engagement immédiat. La libération politique et culturelle vaudra d'abord par la qualité spirituelle de l'âme et du pain quotidien, de l'homme et de la vie ordinaires. Il y a peut-être dans notre peuple des richesses, longtemps aliénées, qui réclament plus de profondeur et de sagesse pour jaillir de source et féconder une nouvelle terre québécoise.

Le privé et le public. Tome II
Deuxième partie. Aspects psychosociologiques

Chapitre III.

Le kaléidoscope des marginalités

- I. Une dramatique inédite du privé et du public
- II. Trois repères sociétaux
 - Société ouverte,
 - Société chaotique,
 - Société non finalisée
- III. Typologie de la marginalité
 - A. Marginalités passives
 - permanente
 - transitionnelle
 - B. Marginalités actives
 - marginalités de contestation
 - marginalités de création
 - marginalités d'option

[Retour à la table des matières](#)

I. Une dramatique inédite du privé et du public

[Retour à la table des matières](#)

Le langage courant parle plus de « marginaux » que de marginalité. *Il évoque d'abord des catégories sociologiques* : les « assistés », les « drop out », ou encore les régions défavorisées, les zones grises, les ghettos ethniques, etc. Par-delà les phénomènes de sous-prolétariat et de pauvreté, on pense aussi aux activistes qui veulent briser le système, aux artisans de la contre-culture, aux nouveaux mystiques, aux citoyens « décrochés », à cette population flottante en chômage obligé ou volontaire, à ces regroupements fluides de street people. Certains définissent même le Québec francophone comme une société marginale au Canada, en Amérique du Nord.

Une approche phénoménologique nous amène plus loin. *À la limite tous ces gens se traitent de marginaux*. Serait-ce une caractéristique de la société pluraliste où les groupes sont plus ou moins marginaux les uns par rapport aux autres ? Jusqu'à tout récemment, la sociologie fonctionnaliste avait défini la marginalité comme un univers socio-culturel détaché de l'ensemble de la société. Mais aujourd'hui, le phénomène apparaît plus complexe et plus fluide. Telle la distinction entre le « drop out » et le « drop in ». Chacun se sent plus ou moins marginal de diverses manières, soit par rapport à la société globale qu'il n'arrive plus à saisir dans son ensemble, soit par rapport à des institutions, à des circuits collectifs, à des idéologies qui lui sont étrangères. Nous n'en sommes plus à l'homme total des communautés primitives ou même du village traditionnel. Au Québec, les ruptures et les transformations récentes ont amené des phénomènes particuliers de marginalité. Avant de les analyser, il faut voir comment notre expérience historique continue de nous influencer.

Le vieux réflexe de la chrétienté unanime refait surface de multiples façons. On accepte mal que les « siens » soient différents de soi. L'autre ne saurait être qu'un pur étranger. Passe pour l'individualité privée, mais le public, lui, doit s'aligner sur un seul modèle. Par exemple, fédéralistes ou indépendantistes seront considérés comme des marginaux par le camp adverse. Les tenants du Système n'appartiendraient pas au peuple. Base et superstructure s'excluent. Plusieurs n'acceptent pas d'être débordés sur leur gauche ou sur leur droite. En accusant son coefficient d'absolu, on marginalise psychologiquement « l'autre ». D'où l'incapacité de percevoir le caractère relatif de sa position. Rappelons ici que le facteur idéologique apparaît quand il y a plusieurs lectures différentes de la société. Or, nous avons vécu longtemps d'une seule vision du monde érigée en Vérité unique. Dans cette foulée, la diversité devient marginalité.

Cet ethos de base se heurte aussi à l'émergence d'une société complexe avec ses nombreux sous-systèmes, avec son extrême division du travail, avec sa spécialisation institutionnelle, avec ses multiples minorités culturelles, sociales ou politiques. Strates et classes se diversifient. La mobilité géographique, socio-économique ou autre distend les réseaux d'appartenance, brise les enracinements stables, affole les identités personnelles et collectives. Les uns et les autres ont de moins en moins de prise sur le réel. L'univers urbain des relations courtes, passagères et anonymes heurte notre expérience historique de villageois. Tout se passe comme si beaucoup des nôtres vivaient une sorte « d'extension forcée » d'une conscience individuelle et collective longtemps bien circonscrite par les frontières fermées de la chrétienté. Or, cette extension forcée se démultiplie par la dilatation rapide de la texture urbaine, par le passage des institutions privées à la grande bureaucratie publique, par l'internationalisation de l'activité économique, par l'explosion de la communication à travers les media. Combien se sentent marginalisés par rapport à ces processus complexes qu'ils ne comprennent pas ; on devrait dire plutôt « étrangers » ou « aliénés ».

Voilà un premier cadre critique pour identifier le problème. Mais il faut aller plus loin pour cerner d'autres phénomènes qui nous achemineront vers un diagnostic plus judicieux. Nous pourrions, par exemple, distinguer « la marginalité *socio-économique* dont les racines tiennent aux structures de production et à l'organisation économique

de la société, et la *marginalité socio-culturelle* qui résulte de l'élaboration d'une sorte de sous-culture parallèle, plus ou moins en opposition à la culture dominante » (G. Rocher). Mais même là, cette clarification reste bien limitée, parce que la première a aussi des modalités culturelles propres, et la seconde des dimensions économico-politiques. Bien sûr, les marginalités *imposées* et les marginalités *volontaires* ne coïncident pas.

Par ailleurs comment ne pas reconnaître ici certaines convergences ou du moins certains chevauchements ? Les zones grises de Montréal ont été un laboratoire de cette rencontre. *Dans les comités de citoyens, diverses catégories de marginaux se rencontraient.* Depuis quelques temps, ces mouvements sociaux et politiques subissent un éclatement. Les milieux populaires prennent leur distance sur les « politisés radicaux parachutés ». Et certains groupes de la contre-culture s'isolent ou fuient la ville. Un syndicalisme plus agressif tente de récupérer la concertation initiale du pouvoir populaire, des « citoyens ordinaires ». Le Parti québécois fait de même. Les uns et les autres cherchent à réinventer le « pouvoir populaire » qui traduisait l'intuition première des premières politisations des marginaux. Mais à vrai dire, il n'y a pas encore ici de profil politique bien défini. La marginalité sociale reste quand même un vaste réservoir de contestation. La « socio-économique » se fait plus politique et publique, la « socio-culturelle » plus anarchique et privée. Mais l'une et l'autre charrient des réalités humaines tellement profondes qu'on ne saurait se limiter à une analyse conjoncturelle ou à des stratégies à court terme.

Nous sommes engagés dans un long processus compliqué, dans une combinatoire kaléidoscopique très riche, mais difficile à saisir. Par exemple, *la marginalité peut être conçue autant comme une dynamique que comme un symptôme.* Elle permet une distance critique de jugement, d'autonomie, d'affirmation ou d'autodétermination. Elle peut susciter de ces « transgressions créatrices qui posent différemment les problèmes fondamentaux, pointent des utopies de dépassement et dégagent des pistes nouvelles d'action. Elle constitue une brèche ou une issue dans la société ou chez l'homme unidimensionnels. Bien des disciplines psychologiques y voient un terrain privilégié pour l'individuation. Mais l'harnachement de la marginalité comme dynamique se fait le plus souvent dans l'aire privée. Je crains ici une dé-

marche tronquée qui ne résout pas l'énorme problème de l'individu qui, bon gré mal gré, doit vivre dans la société réelle. La marginalité est aussi un phénomène social total. Et elle connaît à ce niveau la même ambivalence : aliénation imposée ou libération volontaire. Libération collective, publique, politique.

Avant d'entreprendre l'étude systématique de ce phénomène social total et des diverses formes de marginalités, je voudrais formuler une remarque générale de grande importance. Nous devons certaines conceptions de la société à une extrapolation des recherches sur les sociétés traditionnelles. C'est particulièrement vrai au plan de la culture comme nous le verrons dans le chapitre sur ce sujet. La société moderne industrielle ou post-industrielle a développé une complexité particulière. Par exemple, la cybernétique physique et sociale nous montre comment *un système multiforme peut se permettre plus de liberté, d'écart, de plasticité et même de transgression*. Du coup la marginalité acquiert des significations inédites d'ouverture, de ferment critique, d'instance de dépassement ou même de révolution sous diverses formes. Qui sait si une authentique démocratie vivante n'a pas besoin de ces écarts critiques. Une certaine idéologie unilatérale de l'ordre, après l'avènement des pouvoirs absolus, a brisé des dialectiques fondamentales de l'aventure humaine et de l'histoire. Les primitifs avaient peut-être mieux compris l'importance du tandem ordre-chaos. La Bible laisse même entendre, dès la Genèse, que cette dialectique est plus déterminante que celle du sacré et du profane. Mais la tradition judéo-chrétienne comporte une certaine rupture avec les cultures et les religions traditionnelles, en confiant à l'homme une responsabilité libre et totale de faire l'histoire à même le renouvellement des rapports entre l'ordre et le chaos.

Aujourd'hui ces rapports ont pris des dimensions nouvelles. *Les forces de l'ordre et celles du chaos entrent dans une concurrence gigantesque. Mais le contexte de leur déploiement n'a ni rituel, ni éthique, ni politique, ni philosophie correspondants. Les institutions sont impuissantes devant cette situation inédite. D'où la recherche exclusive de cohérence dans l'univers privé. Les solutions trouvées nous semblent bien fragiles dans la mesure où elles n'assument ni ne changent la société réelle comme telle*. Par exemple, on opposera d'une façon simpliste la liberté personnelle gratuite et dynamique à l'éthique

collective figée et obligée. On prétendra que l'individu en se changeant transformera la société. La naïveté tourne à l'imposture dans certaines thérapies à la mode qui font fi de toute considération sociale. Tôt ou tard l'individu « libéré » (même en laboratoire communautaire) se retrouvera impuissant et démuni devant cet univers sociétal public dont il n'a pas appris l'économie. Voilà la dramatique qui nous a amené à fouiller le phénomène social total des marginalités. Essayons maintenant de constituer un cadre systématique de compréhension.

II. Trois repères sociétaux

Société ouverte

[Retour à la table des matières](#)

Dans un système social fermé, le monolithisme et le contrôle autoritaire unifié empêchent la création de sous-groupes relativement autonomes ou oppositionnistes. La révolution démocratique a ouvert la société et a diversifié les lieux d'opinions et d'expériences sociales. La révolution scientifique et technique a dégagé des zones d'autonomie, par exemple sur le plan d'une distance critique rationnelle et des aires d'activités plus ou moins indépendantes, telle la vie économique. Les différentes formes de mobilité faisaient éclater la hiérarchie stable d'hier. De même la division du travail et une dynamique accélérée de changement venaient briser les sous-systèmes intégrés, multiplier les strates sociales et marginaliser ceux qui ne pouvaient suivre le « progrès ». On retient habituellement le qualificatif pour identifier ceux qui n'ont pas réussi à s'intégrer dans un système social mobile et agressif. Qu'il s'agisse des poches de pauvreté, des zones grises régionales ou urbaines, ou des catégories sociales défavorisées, il est toujours question d'une condition sociale comme premier fondement de la marginalité de l'individu. Celui-ci pourra bien avoir des comportements individuels qui accentueront son décrochage, mais au premier chef, il sera influencé par un environnement favorable à la marginali-

sation ou à la délinquance. Ainsi *la marginalité est d'abord un phénomène collectif à relier avec l'ensemble de la société.*

Mais il y a un autre aspect, plus directement rattaché au caractère ouvert de nos sociétés modernes. En celles-ci, il est désormais possible pour des individus et des groupes de se placer plus ou moins carrément à côté de la communauté ou du corps social. Ce qui ne pouvait se concevoir dans les sociétés fermées. En effet, l'isolement menaçait tout autant la sécurité de la société que la survie de l'individu. Tout commandait une solidarité absolue du clan, du village ou du corps social : la nécessité économique, la monoculture, le système hiérarchique, l'autarcie politique, le cadre normatif rigide, etc.

Dans la société ouverte, l'autonomie personnelle et collective devient possible. Le caractère quasi sacré de la personne et de sa liberté apparaît au-dessus des systèmes. D'où l'émergence d'une marginalité individuelle positive, comme affirmation du primat de la personne, de l'homme-projet, de la vie autodéterminée. D'où aussi l'expression de marginalités collectives volontaires constituées par des minorités critiques, par des communautés sauvages, par des structures parallèles ou des antistruktures utopiques, enfin par des groupes créateurs de nouveaux modèles sociaux, culturels, économiques ou politiques. Un regard rapide sur son propre milieu convaincra le lecteur de l'ampleur de ce phénomène. En deçà de ces exemples extrêmes, notons ici que la société ouverte, à la différence d'un système fermé, se veut pluraliste, évolutive et même révolutionnaire. Elle fait même du conflit politique un dynamisme de changement, une règle du jeu démocratique dans les rapports de force, un instrument d'expression des revendications et des oppositions, et même un levier de libération et de promotion. Ce nouvel ethos n'est pas sans retentir sur la constitution de marginalités d'opposition vis-à-vis d'un pouvoir qui n'est plus absolu, ni représentatif de la totalité des citoyens.

Société chaotique

Le chaos n'est pas le moindre paradoxe de notre société moderne qui se dit bâtie selon la logique de l'organisation ordonnée, planifiée, rationnelle et efficace. Jamais les forces violentes de tout horizon, avec des moyens inédits, n'ont été aussi multiples et insaisissables.

Que se passe-t-il donc ? Suffit-il de signaler le passage d'un ethos de l'ordre à un ethos du changement, de la promotion, de la libération et même de la révolution ? Il faut en détecter les sources profondes.

a) Nos sociétés ouvertes ont libéré l'initiative et la créativité des plus forts. Elles ont permis en même temps une multiplicité de goulots d'étranglement. Des petits groupes, à tour de rôle ou en même temps, peuvent mettre en échec toute la société. Pensons à l'escalade des grèves et des révoltes sociales dans le monde occidental. La critique marcusienne sur la société unidimensionnelle semble ignorer les brèches d'explosion, non seulement au plan culturel et politique mais aussi au cœur de l'organisation technologique dans ses ramifications les plus poussées, tel le système cybernétique. Des études récentes ont montré que notre système social s'est démultiplié en une multitude de sous-systèmes. Sa complexité s'accompagne d'une nouvelle fragilité. Voici qu'on se rend compte tout d'un coup que le sous-système le plus instable peut avoir l'influence la plus déterminante et détraquer la machine entière. Pensons aux groupes syndicaux, aux guérillistes, aux lobbyistes, aux caucus politiques, aux minorités culturelles, aux cliques dominantes, etc... Retenons ici la force inédite et la multiplicité des marginalités.

b) *Évidemment, il y a le backlash* sécuritaire et conservateur du *law and order*, avec cette peur instinctive de retomber dans le chaos. Mais on n'a rien compris aux conjonctures présentes, si l'on n'a pas saisi, en dessous du système bureaucratique-technologique, la présence de sables mouvants d'ordre culturel. Ce n'est pas sans intuition qu'on a parlé de révolutions culturelles. Car là se trouve la brèche principale du chaos. Beaucoup de marginalités viennent d'une anomie, c.a.d. d'une absence de normes au plan des conduites de la vie et des objectifs proprement humains. La quotidienneté a perdu ses axes de référence. On ne connaît plus l'aboutissant de son action. On ne sait comment les autres vont réagir.

Le milieu environnant ne fournit pas de *feedback*, de rétroaction claire et identifiable. Personne ne sait à quoi s'en tenir. Une véritable éclipse de sens dans l'hyper-rationalité des moyens. Le système est trop complexe et une majorité de citoyens n'arrivent pas à le comprendre, à « fonctionner » en lui. Ils se replient, ne veulent plus rien

savoir. Un sentiment d'angoisse et de solitude s'empare de plusieurs. N'a-t-on pas dit que l'homme américain, si sûr de lui autrefois, devient un être « insécure » ? Le pourcentage effarant de névroses n'est que le correspondant des phénomènes chaotiques de fuite par des drogues et par d'autres moyens semblables. Plus grave encore nous apparaît le fait majeur de la marginalité contemporaine, *à savoir le décrochage massif de la société chez une majorité de citoyens qui fuient une vie publique volcanique, traumatisante, incompréhensible et sans horizon.*

Plus profondément, il faut se rendre compte qu'il n'y a plus de cohérence idéologique ni de symbolique unifiée. Il ne reste que des petits signes atomisés, fugaces, pour orienter le citoyen dans le labyrinthe complexe de circuits urbains de plus en plus insaisissables. Le seul langage à la portée de tous est celui de la publicité massive. Mais il n'éclaire pas les cheminements de la conscience. Il recouvre d'un vernis d'unanimité superficielle des milieux humains inconsistants. On a bâti des systèmes techniques sans cadre socioculturel de référence pour l'ensemble de la collectivité. Les rapports sociaux reposent sur les relations courtes qui empêchent tout enracinement des solidarités. Le même individu connaîtra des appartenances trop nombreuses, mal articulées, en parallèle ou en conflit. La fragmentation sociale se répercutera dans « la vie à la miette », dans des styles d'existence aussi évanescents que les modes et les gadgets. C'est dans ce soubassement chaotique que se trouvent peut-être les causes les plus profondes de l'explosion récente des marginalités.

Société non finalisée

L'univers instrumental de la technique s'est imposé culturellement et politiquement, il a aliéné la société dans ses moyens. On n'a pas compris qu'il ne pouvait fournir de lui-même une philosophie de la vie capable d'orienter les fins humaines à poursuivre et les objectifs sociaux correspondants. Ainsi, tout ce qui relève de l'éthique et des valeurs a été refoulé dans les zones domestiques privatisées ou dans les soutes de la conscience. L'activité économique de type libéral, par sa position centrale, a opéré de terribles réductions de l'humanisme proclamé par les chartes des droits de l'homme. En effet, le libéralisme économique a subtilement utilisé la valeur-fin pour en faire un simple

moteur d'objectifs matériels. Il a posé la liberté individuelle en termes de contrat. On sait ce qui se passe dans un tel contexte quand des faibles négocient avec des forts. On comprend alors la détonation violente de groupes marginaux qui contestent radicalement cette philosophie sociale.

C'est par là que la marginalité passe du privé au public. On y affirme que les libertés individuelles pour les plus démunis sont impossibles sans les libertés collectives, sans les droits sociaux. De plus, les minorités « contestataires » veulent restaurer la dialectique des fins humaines et des moyens techniques. Elles posent d'abord le problème des aspirations, du type de société et d'homme à définir pour harnacher ensuite les moyens appropriés et efficaces. Elles inversent le mouvement libéral qui se centrait d'abord et presque exclusivement sur la croissance économique et le changement technologique, quitte à corriger par la suite les effets négatifs sur le social et le culturel. Dans l'optique libérale, les fins sont traitées à titre de conséquences. L'intervention politique doit se charger des responsabilités collectives, compenser les inconvénients, amenuiser les déchets humains, sans nuire au progrès matériel. Or, celui-ci ne bénéficie souvent qu'à des intérêts et à des pouvoirs égoïstes et minoritaires, uniquement intéressés par les profits à court terme.

Ce qui accentue le *backlash* révolutionnaire, c'est que le libéralisme a débouché aveuglément sur les catastrophes de la pollution, de la congestion urbaine, du militarisme protecteur des intérêts privés. Il a amplifié l'écart entre les nantis et les défavorisés à un point de frustration insupportable pour les marginaux de plus en plus incapables de rencontrer un coût de la vie inflationnaire et d'absorber les à-coups d'un univers social agressif. Seules les personnalités fortes se percent un trou au plafond. Les « *take over* » sont peut-être le symbole le plus poussé d'un darwinisme social qui marginalise de plus en plus de gens par rapport à une superconcentration des forts. Les violences en dérivent de part et d'autre.

N'oublions pas que de tels phénomènes se produisent dans des pays occidentaux développés, civilisés ! *Ceux-ci secrètent des marginalités violentes* d'une force insoupçonnée jusqu'ici. Beaucoup de nos institutions sont en sursis : le système monétaire, le parlementarisme,

l'école. Mais il y a tant d'indices d'éclatements prochains et possibles que les uns et les autres devront consentir à un tout nouveau contrat social, à des modèles culturels, sociaux, économiques, politiques et urbains radicalement différents. *C'est par là que le problème de la marginalité risque d'être dépassé dans un prochain avenir.* Par ailleurs, les problématiques d'intégration ou d'adaptation réduisent trop souvent la portée véritable de la situation critique des marginaux.

Le débat sur les fins sociales a été suscité par des marginalités de minoritaires agressifs. Mais il gagne progressivement une majorité de citoyens qui se sentent aliénés dans le système social actuel. Il serait dangereux alors de centrer l'attention *uniquement sur les marginalités passives et subies* et de passer à côté du débat qui s'amorce à l'échelle de toute la société. Il ne s'agit pas d'assurer des zones particulières de promotion pour les marginaux défavorisés. Trop d'échecs récents en témoignent. Le système global a tôt fait de détruire ces enclaves. *On a même accentué la marginalisation* en créant une classe sociale d'assistés sociaux, bien identifiés, par exemple, dans des Îlots résidentiels rénovés, dans des numéros matricules et des cartes d'assistance. On a exacerbé des aspirations sans bien évaluer les possibilités de les rencontrer. Pis encore, on s'est refusé à reconnaître les contradictions véhiculées par des politiques sociales d'inspiration étrangère au libéralisme économique privé. Celui-ci défait « à mesure » les efforts d'égalisation, de libération ou de promotion des laissés-pour-compte. Les pouvoirs publics n'ont pas de contrôle décisif sur le panier de consommation, encore moins sur les intérêts et les objectifs de la production. L'indice du coût de la vie lui échappe tout autant que les niveaux de vie. Des marginalités politiques s'attaquent donc directement au système économique comme source première d'injustice. Des marginalités culturelles tentent plutôt de proposer et de vivre des nouveaux styles et objectifs de vie, des nouvelles fins sociales pour préparer la création de nouvelles structures économiques et politiques. Ces deux formes d'intervention sont souvent dissociées. À leurs extrêmes, il y a les utopistes de l'homme nouveau, d'une part et d'autre part, les interventions de base qui misent sur l'action politique organisée dans les milieux populaires et défavorisés. Mais les uns et les autres ont en commun le souci de porter sur la place publique et dans le système social des valeurs humaines que le libéralisme avait refoulées dans la vie individuelle et domestique.

Signalons ici une tendance trop répandue hélas ! Celle de se servir des marginaux pour d'autres objectifs que leur promotion réelle. La droite et la gauche, des politiciens et des chefs syndicalistes, plus ou moins subtilement et différemment, se servent des marginaux comme fer de lance de leurs luttes de pouvoir. La déviation est encore plus grave quand les chrétiens soulagent leur conscience en se penchant paternellement sur les petits, quand ils font de ceux-ci un moyen apostolique pour la poursuite de leur idéal, pour la satisfaction personnelle d'une action héroïque. La *corruption des fins* est peut-être la pire de toutes. Elle marque, aliène ou détourne les vraies libérations. Les marginaux floués retombent alors dans un désespoir insurmontable. Ils ont servi à tout et à tous sans jamais en sortir. La guerre contre la pauvreté en témoigne.

III. Typologie de la marginalité

[Retour à la table des matières](#)

L'étape précédente a décrit le fond de scène social des phénomènes de marginalité. Les matériaux accumulés vont nous permettre de présenter, d'une façon succincte, les diverses formes de marginalité.

A. *Marginalités passives*

Marginalité permanente

Il s'agit de marginaux dont tout le contexte de vie (culturel, social et économique, individuel, familial et professionnel) se situe carrément à côté du système et des sous-systèmes sociaux. Ils sont en marge ou sur la marge de toutes les institutions. Le phénomène va jusqu'aux racines culturelles dans la mesure où il constitue ici une sous-culture de pauvreté avec son style de vie, son enfer propre et aussi ses points d'appui dont nous reparlerons. Contentons-nous ici d'insister sur le caractère global de cette marginalité. On ne la vainc pas par des initiatives partielles. Pensons à l'échec des politiques iso-

lées d'habitation, d'assistance, d'emploi ou d'éducation. L'orientation nouvelle du ministère des Affaires sociales marque un progrès timide mais authentique. La marginalité de ce type commande donc un ensemble intégré de politiques. Trop d'initiatives restent partielles et parallèles par rapport à l'ensemble de la société.

Marginalité transitionnelle

C'est peut-être le phénomène le plus répandu dans cette période de transition que notre société traverse. Voyons-en les principaux indices en les appliquant particulièrement à la marginalité.

a) Les marginaux transitionnels sont tiraillés entre des anciens modèles qui ont perdu leur consistance et des nouveaux modèles qui n'ont pas trouvé leur cohérence. La perte partielle de la culture originale et la non-assimilation de la culture nouvelle crée un profond déséquilibre. Par exemple, la plupart des catholiques d'ici n'ont plus la culture de leur religion réformée ni la religion de leur culture nouvelle. Le nouveau noyau de valeurs est superposé à l'ancien noyau. D'où une conscience individuelle et collective à double étage. Il n'y a pas eu ici de confrontation systématique, et encore moins de passerelles.

b) Dépréciation des expériences antérieures, de son identification première ; survalorisation de ce à quoi on veut s'identifier. Par exemple, il y a le rejet aveugle de son ancienne culture et acceptation aussi aveugle de la nouvelle ; beaucoup d'adultes dans leurs rapports avec les jeunes adoptent ce genre de comportement.

c) Ambivalence des attitudes. Double langage. Double appartenance qui se repousse. Le marginal joue sur deux tableaux malgré lui. L'héritage contesté est implicitement présent dans le langage et dans les comportements. Ex. : les schèmes religieux implicites sont présents chez beaucoup de Canadiens français qui ont pris distance face à l'Église. Après avoir désacralisé la religion, on sacralise la vie profane, la politique, la culture nouvelle. D'autres idéalisent et méprisent à la fois leur passé, ou leur identité, ou leur communauté.

d) Essai de compensation pour tisser des solidarités avec d'autres marginaux dans la même situation. Par exemple, il existe des noyaux, des secteurs, des lieux, des réseaux de marginaux. Pensons à ces sous-cultures plus ou moins distantes de l'idéologie dominante. Elles trouvent parfois des formes d'expression sociale concrètes : communes, communautés résidentielles, récréationnelles ou socio-politiques. Autour d'une revue, d'un centre d'art, d'un club, d'un local populaire.

e) Sentiment d'infériorité par rapport à ses origines. Ex. : ces jeunes qui se désolidarisent agressivement de leur famille, de leur milieu social ; ces Québécois francophones qui envoient leurs enfants à l'école anglaise.

f) Perplexité psychologique et désarticulation du sens de la vie. Conflit entre les anciennes et les nouvelles valeurs ; manque de cohérence des nouvelles valeurs. Gros problèmes d'intégration personnelle.

g) Désintégration sociale. Absence d'un réseau intégré de relations. Par exemple on peut noter ici le lien fréquent entre le décrochage de la société et le décrochage de l'Église dans les formes plus poussées de marginalité. Chez d'autres, les noyaux d'appartenance d'hier n'ont pas été remplacés vraiment. Il n'y a que des adhésions et des rapports provisoires.

h) *Immédiatisme*. Le marginal ne vit que dans le présent. Il se sent impuissant et coincé entre son déracinement historique et un avenir bloqué. Il se concentre sur son expérience immédiate comme seul appui. Il n'a pas de projet de vie. Il vivra aussi sa vie publique de la même façon, c'est-à-dire, sans enracinement et sans horizon.

i) *Appartenance à un ou à quelques groupes restreints*. L'aire sociale de ses relations est très limitée. Le marginal transitionnel s'isole facilement, tellement il a le sentiment d'être étranger aux milieux, aux institutions et aux communautés qu'il rencontre sur sa route. Il se rabat sur le voisinage à portée de la main, quand c'est possible.

Bref, le marginal transitionnel, c'est un homme au *stand by*, un homme coincé qui attend une ouverture, un homme ballotté par des vagues extérieures qu'il ne comprend, ni ne maîtrise. Il n'est pas « ins-

tallé » dans sa marginalité comme c'est le cas du type précédent. Il cherche une nouvelle cohérence vitale sans pouvoir compter sur un passé défait et sur une image claire du futur. Il cherche tout simplement sa voie pour s'intégrer dans un nouveau contexte de vie qu'il critique uniquement en fonction des obstacles rencontrés.

Marginalités actives

Marginalités de contestation

Il serait trop facile de réduire le phénomène aux explications superficielles d'une certaine opinion publique, par exemple : anti-conformisme, méconnaissance de la nécessité des institutions, projection de problèmes personnels non liquidés, agitation révolutionnaire, idéalisme juvénile, dégoût de nantis, nihilisme désespéré, éternelle adolescence, manque de discipline, absence d'objectifs de vie valables, etc. Souvent, il y a derrière ces diagnostics un postulat fonctionnaliste : « ces individus et ces groupes sont incapables de fonctionner dans la société réelle ». Leur critique sociale tiendrait du rêve, de l'illusion ou de la fantaisie. On annihile ainsi le coefficient de vérité et de réalité, développé par les minorités contestataires. On refuse aussi de mettre en doute les légitimités officielles, de reconnaître l'éclatement actuel de la plupart des institutions.

Évidemment, les marginalités de -contestation connaissent actuellement une crise de crédibilité liée à un extrémisme mal fondé, à une absence de praxis, de solutions de rechange et de projets. Par ailleurs, elles réveillent une conscience prophétique qui risquait de s'endormir dans la société de consommation et d'abondance. Elles réintègrent la fonction utopique dans les enjeux politiques. Elles forcent les marginaux à sortir de leur passivité, de leur démission, de leur désespoir. Elles évitent les pièges de la structure parallèle, des mécanismes de compensation. Elles empêchent les uns et les autres de fuir devant les problèmes de fond et les vrais défis. Elles véhiculent souvent une qualité humaine indéniable. Elles forcent les intérêts et les pouvoirs *d'underground* à faire surface. Elles obligent les uns et les autres à prendre position, à se compromettre, à s'engager effectivement. Elles empê-

chent de laisser pourrir des situations inhumaines créées par des structures sociales viciées et tolérées par les autorités et les bonnes gens. Bref, elles forcent le débat démocratique qui est sans cesse menacé d'être neutralisé et exténué en douceur.

Au plan religieux, les marginalités de contestation sont mieux acceptées dans l'action externe de l'Église que dans sa vie interne. C'est là une ambiguïté ou une contradiction qui ne peuvent tenir longtemps. Il faut craindre davantage la passivité que la révolte. Plus une institution a de l'ampleur et de l'histoire (!), plus elle a besoin d'une vigoureuse contestation prophétique interne. Bien des hommes ne l'ont pas compris. Leur vieux système religieux possède des mécanismes très forts de résistance passive. Une caractéristique rarement avouée, rarement évaluée d'une façon objective. L'impatience fébrile des contestations religieuses actuelles ne saurait se réduire au procès habituel d'infidélité, d'irréalisme et d'ingratitude. Ce langage clérical ne convainc plus personne, sauf les retraités de l'intérieur. L'autodéfense et l'autojustification aveugles ne valent pas mieux que des contestations farfelues.

Si les institutions n'acceptent pas une critique interne vigoureuse, elles continueront de sécréter leurs propres marginaux. Voilà une question clé. Dans quelle mesure les institutions actuelles sont responsables des rejets dont elles sont l'objet ? De quelle façon ? Pourquoi ? Il serait dangereux de ne voir de problèmes que chez ceux qui décrochent ou contestent. On refuse de s'interroger soi-même. On évite le débat interne, on isole le phénomène. On le particularise et l'individualise. Quand ferons-nous une évaluation systématique du phénomène de ces décrochages massifs ? Pourtant, le symptôme a pris une ampleur inédite.

Dans un autre ordre d'idées, s'agit-il d'abord de convaincre les marginaux et de les récupérer, ou bien de les écouter à fond, de voir un moment les choses de leur point de vue ? Les marginalités contestataires deviennent facilement des sectes quand elles ne sentent aucune « empathie » de la part des agents institutionnels, quand ceux-ci les considèrent comme hors-la-loi. Ce qui doit inquiéter, ce n'est pas la contestation elle-même, mais plutôt son peu d'impact réel, son atomisation et sa désarticulation. Il n'y a vraiment pas encore de forces

organisées pour une contestation prophétique vigoureuse sur l'orientation actuelle de la société.

Marginalités de création

Souvent une contestation axée sur les vrais problèmes et défis, poursuivie avec un courage honnête et lucide, débouche sur des expériences positives originales, sur des nouveaux modèles. Plus notre société se bureaucratise, plus elle a besoin de zones libres de créativité à l'affût des besoins et des aspirations de pointe.

Dans un système fermé, les marginaux sont souvent considérés comme des individus originaux et détraqués aux yeux d'une majorité unanime. Celle-ci voit en eux des déviants qu'il faut mettre au pas et réintégrer. Dans un système ouvert, il est plus fréquent de rencontrer des déviants qui charrient des dynamismes créateurs de nouvelles formes de pensée, d'action et de vie. Une société vivante ne peut se passer de ces avant-coureurs qui commencent à ouvrir des voies d'avenir, à dégager l'horizon immédiatiste de la plupart des hommes.

La créativité exige une certaine distance critique pour dépasser les habitudes, les situations « va-de-soi », et les certitudes acquises. Elle comporte toujours un coefficient de marginalité par rapport à ce qui existe déjà et au tout fait. Ne pas reconnaître cette exigence, c'est s'appauvrir à lourds frais. F. Perroux disait que souvent les institutions sont là pour résoudre les problèmes du passé. Il faut revenir sans cesse aux leçons et aux dynamismes de la vie pour « ressourcer » régulièrement les structures. Le leader institutionnel averti saura reconnaître dans certains inadaptés aux cadres existants des éléments créateurs possibles dont on doit respecter une certaine marginalité inévitable.

Les expériences neuves suscitent des déséquilibres provisoires et une certaine insécurité, même lorsqu'elles apparaissent constructives et admirables. Toute institution se méfie des corps étrangers. Elle sacrifie souvent sa cohérence acquise à des dynamismes qui la forceraient à de plus ou moins profondes mutations. Il n'y a de solution que dans une mutuelle fécondation des dynamismes institutionnels et des dynamismes de vie. Beaucoup de problèmes sont déjà résolus quand on conçoit l'institution d'abord comme agent de cohérence et de finali-

sation des dynamismes de vie. Les éléments créateurs s'y sentent plus à l'aise.

Dans la phase de transition que nous vivons, les marginalités peuvent être des ferments d'équilibre dynamique à plus ou moins long terme. En effet, elles empêchent les uns et les autres de se diviser en deux camps ennemis : d'une part, les partisans de l'ordre à tout prix et sans contenu, d'autre part les militants de la rupture radicale, anarchique et utopique. Ils ont tous en commun une sorte d'attitude pessimiste, parfois nihiliste. Ils défendent un passé ou un avenir idéalisés et sans racine dans le présent. Les marginaux créateurs ne s'empêchent pas dans ce cercle vicieux de l'autodéfense et de l'agression. Ils savent mobiliser les énergies là où elles se trouvent : en arrière ou en avant, lointaines ou toutes proches, institutionnelles ou hors-cadres. Ce sont des agents de dépassement. Une société aussi perplexe que la nôtre n'aura jamais eu autant besoin de ceux qui fabriquent des projets et des réalisations innovatrices par-delà des conflits d'idées qui risquent de s'éloigner rapidement du réel et de s'éterniser.

Voyons l'expérience d'une institution longuement marquée par l'histoire : l'Église catholique ; en elle il y eut hier des marginalités créatrices. Il faut reconnaître que trop souvent leurs artisans ont dû payer très cher leurs entreprises innovatrices. Une théologie unilatérale de l'ordre, de l'orthodoxie, de l'obéissance, du contrôle hiérarchique venait servir de caution aux pressions que l'on exerçait sur les éléments prophétiques et créateurs. Certains hommes d'Église y voient une résistance bénéfique qui permet le mûrissement des projets, le désintéressement des protagonistes, la qualité évangélique des démarches. C'est se faire une belle jambe à bon compte. Trop de problèmes ont pourri dans des chrétientés aujourd'hui déchristianisées pour que nous condamnions les impatiences de ceux qui réclament plus de latitude dans la création de nouveaux modèles de communauté, de sacerdoce, d'engagement chrétien, etc. Une Église plus centrée sur sa propre dynamique d'avenir se doit de privilégier les charismes de créativité, les mouvements prophétiques qui entraînent le peuple de Dieu vers l'avant. Ici, nous voulons signaler un aspect majeur. *L'institution ecclésiale met beaucoup de réticences devant les projets d'expériences-pilotes. Elle privilégie trop unilatéralement le « petit pas » en avant, applicable à tout le monde. Ce faux universalisme vicie non seulement*

les politiques pastorales de Rome, mais celles des Églises nationales et locales. Les rapports entre unité et diversité, entre Église universelle et Église locale, entre dynamismes institutionnels et dynamismes charismatiques de la vie, sont à revoir dans une optique moins abstraite et moins générale. On parviendrait à des clarifications plus réalistes, si on acceptait plus d'expériences-pilotes, quitte à forcer les artisans de celles-ci à bien préciser les modes et les contenus de leur démarche ; quitte aussi à articuler les différentes formes d'évaluation : critère d'authenticité, auto-évaluation des commettants, débat interne. Ces remarques s'appliquent à bien des institutions qui gardent encore les vieux réflexes autocratiques, malgré leurs prétentions démocratiques.

Nous savons bien que des marginaux créateurs résistent mal à la tentation de la chapelle. Ils s'isolent facilement dans leur champ propre. Mais on les accuse trop vite d'intolérance et d'étroitesse d'esprit, et l'on se demande trop peu comment l'institution elle-même et ses agents principaux tiennent à distance ces expériences. Les institutions contemporaines, face à un tournant historique majeur, devront donner un coup de barre du côté de l'innovation collective audacieuse. On nous objectera que la société moderne a abusé du changement, qu'elle a démoli et refait trop de choses à la fois. Mais ne s'agissait-il pas surtout de tuyauteries nouvelles ? Nous pensons ici à une créativité collective des groupes sociaux comme tels en vue de nouveaux « contenus » et contenants proprement humains. La créativité technique n'a pas encore trouvé son correspondant social et politique. Or celui-ci ne doit-il pas être prioritaire pour finaliser et humaniser l'autre ?

Au bilan, disons que les marginalités créatrices nous apparaissent comme la touche prophétique d'une société conçue comme projet ouvert et non comme un système d'autoperpétuation. À vouloir agir seulement avec la certitude d'être absolument sûr du résultat, on développe un scepticisme lucide, mais stérile. Marque de commerce de bien des « clercs » intelligents ! Les créateurs n'ont jamais été des comptables méticuleux qui cherchent le « sou » manquant dans leur bilan des actifs et des passifs. Bien d'autres s'en chargent. Eux, ils ont risqué, pris le large, et inventé de nouveaux chemins.

Marginalités d'option

Selon Durkheim, avec l'événement de la société industrielle, on serait passé d'une solidarité automatique et mécanique à une solidarité organique : vivante, complexe, évolutive, rationnelle. Voici que nous entrons *dans une autre phase de solidarité : plus critique, moins symétrique, farouchement optionnelle et libre. Les appartenances deviennent plus sélectives, plus distancées, moins rigoureuses et rigides, plus graduées, etc. L'appartenance traditionnelle était globale, immédiate et non critique. Aujourd'hui, les appartenances sont plus nombreuses, fragmentées, spécialisées et autonomes.* Les citoyens se ménagent la liberté et la possibilité de ruptures plus ou moins radicales. Ils tiennent au choix de leurs allégeances. Une telle attitude s'inscrit dans un contexte où se développent plusieurs lectures idéologiques de la même réalité sociale, sans compter les phénomènes déjà signalés de diversification poussée des tâches, des institutions, des groupes sociaux et des styles de vie et d'action. On assiste aussi à un déplacement des solidarités principales. Dans la société pré-industrielle comme dans la société industrielle, la solidarité avec les structures sociales prenait le pas sur toutes les autres. La fidélité à l'organisation dans l'univers technico-bureaucratique moderne ressemble à celle des sujets du monarque absolu. *Voici que les solidarités actuelles se tournent davantage vers l'intérêt professionnel commun, la communauté de génération, l'affinité culturelle, le groupe d'amis choisis.*

C'est dans ce contexte que s'insèrent les marginalités d'option. Le monde post-industriel veut une traduction sociale de l'autonomie de l'individu dans l'appartenance sélective. Il ne veut plus de communauté totale, englobante et obligée. Le citoyen tend à créer ses appartenances, à les relativiser. Quand il les radicalise, il veut le faire librement. C'est une façon d'aller au bout de sa liberté. Les marginalités d'option portent sur la scène publique cette orientation que les libéralistes voulaient contenir dans les aires de la vie privée.

Les marginalités d'option au plan collectif véhiculent parfois des contradictions inavouées. Elles réclament une distance critique sur le « système » tout en comptant trop aveuglément sur un nouveau système. Elles résistent mal au globalisme d'option, alors qu'elles réclament une reconnaissance sociale de leur place légitime à côté de l'al-

légeance majoritaire. Elles tirent la ficelle du pluralisme démocratique pour affirmer leur liberté, mais elles défendent en même temps une société future qui devra correspondre à leur seule et unique solution.

En deçà de cette démarcation extrême, il y a dans les marginalités d'option une brèche féconde : à savoir la pluralité des modèles et des projets possibles, la richesse transcendante de l'homme qui déborde tous les systèmes qu'il se donne la nécessité d'une critique permanente dans des ordres jamais achevés, enfin le primat de la liberté créatrice sur toutes les nécessités et les déterminismes.

Les marginalités d'option maintiennent ouvertes et vivantes les aventures individuelles et collectives, les institutions, la grande histoire comme la quotidienneté. Rien n'est plus étouffant et « sclérosant » que l'esprit de système. Nous sommes constamment menacés de créer des nouvelles scolastiques, des nouveaux systèmes clos qui façonnent des structures mentales rigides incapables d'autocritique et de dépassement créateur.

Les marginalités d'option récupèrent les nouvelles sensibilités spirituelles d'un style de vie plus personnel et plus libre. Ici, on refuse les appartenances inconditionnelles. Avant d'adhérer, on s'arrête, on réfléchit, on veut comprendre. Mais plusieurs ne trouvent pas de cohérence minimale entre leur expérience et ce que leur offrent les institutions actuelles. D'où cette tentation d'exagérer la distance critique sur celle-ci. De leur côté, les agents institutionnels risquent de réagir aveuglément, sans assumer ce déplacement radical du sentiment d'appartenance. L'homme moderne ne s'implique plus spontanément dans des rituels obligés, fût-ce le mariage. La critique n'a pas encore bien évalué les nouvelles distances culturelles des expériences actuelles vis-à-vis des institutions anciennes (ou même récentes). On résout les problèmes *a posteriori*. Le divorce en est un exemple frappant. On n'a pas pensé, par exemple, à des relais, à des cheminements, à des voies d'accès avant le mariage décisif. L'expérience culturelle plus personnalisée, plus sensible à des démarches expérimentales, choisies, voulues, ré-évaluées contraste avec les déterminants rigides qu'on a gardés du vieux code matrimonial conçu dans une monoculture stable et dans une société unitaire. Voilà un exemple entre des centaines.

Quand une société connaît des marginalités aussi nombreuses, quand la majorité des institutions sont incapables de rencontrer les vécus véritables, quand les crises se multiplient et se radicalisent, quand la vie privée ne se reconnaît plus dans les organismes publics, quand les conduites individuelles n'ont plus de repères collectifs, socio-culturels, éthiques ou politiques, Il faut songer à une révision plus radicale des finalités et des moyens mis en oeuvre dans cette société.

Le privé et le public. Tome II
Deuxième partie. Aspects psychosociologiques

Chapitre IV.

Des « nous » à réinventer

Une première brèche : Les mouvements communautaires
Les réseaux quotidiens et les cartes de relations

Du « nous » spontané au « nous » structuré

- a) Les réseaux de personnes en relation
- b) Les réseaux de lieux et de moments privilégiés
- c) Les réseaux d'activités et de centres d'intérêt

Une étape politique nécessaire
Une économie retrouvée

[Retour à la table des matières](#)

Une première brèche

[Retour à la table des matières](#)

Les mouvements communautaires récents, de la commune rurale à la communauté de base urbaine, veulent refaire une vie humaine plus solidaire. Plusieurs ne croient plus aux solutions techniques ou même politiques. On recommence à zéro, sans cadre préétabli, sans modèle prédéterminé. On invente une société et un homme nouveaux à partir de solidarités inédites. Nouvelle culture, nouvelle communauté. Liberté individuelle maximale dans un groupe permissif. Le moins de règles et de cadres possibles. Je caricature pour mieux marquer les intentions de pointe. L'entreprise à long terme devient artificielle. L'illusion communarde ou communautariste, c'est de croire qu'on crée des solidarités un peu comme on plante des arbres. Cette économie de jardin botanique ne résiste pas aux intempéries de la vie en plein air. Les solidarités ont besoin de plus de naturel. L'écosystème humain est plus complexe que cela. C'est à même les multiples circuits du terreau réel de la vie collective que doit circuler longtemps un courant de solidarité. Un « nous » est le fruit d'une longue maturation sociale et culturelle. Il ne deviendra « modèle diffusible » qu'après une longue histoire. Certains scientifiques nous effraient presque en nous montrant la lente et laborieuse montée des rapports humains durant les quelques millions d'années de l'évolution hominienne. De quoi nous ramener à un certain réalisme devant nos faciles prétentions à créer des modèles sociaux inédits.

Les sciences humaines de leur côté se font conservatrices. Certains de leurs porteurs oublient que les civilisations sont nées là où les hommes ont risqué l'utopie d'un nouveau destin. En cela, les communards des divers tournants historiques ont opéré des brèches qui préparaient des sauts qualitatifs. Les nouvelles communautés ont souvent été aux avant-postes de l'histoire de notre propre civilisation. Elles ont véhiculé des vécus originaux dans des formes neuves d'expression,

d'interprétation, de solidarité et d'action, souvent au moment où les institutions vieilles avaient en quelque sorte achevé de durcir et de tuer les rapports vivants entre les hommes. L'histoire des structures mortes s'est répétée épisodiquement. À chaque fois, des néo-communards apparaissaient pour créer des nouveaux « nous » prophétiques, anticipateurs de la société nouvelle à l'horizon. Entre les anciennes structures et les nouvelles, il y a donc ce passage obligé par l'instance communautaire. Celle-ci s'affirme presque toujours comme une anti-structure avant de déclencher une neuve institutionnalisation d'un style de vie inédit. Si telle est la place du regain communautaire dans la grande économie historique, cela ne nous donne pas pour autant la clé des économies quotidiennes qui façonnent ces « nous » simples, forts, familiers, capables de faire vivre. Il faut poursuivre notre quête davantage à ras de soi.

Les réseaux quotidiens et les cartes de relations

[Retour à la table des matières](#)

Un ami psychiatre qui revenait d'un congrès international, tenu récemment à Harvard, me parlait avec enthousiasme d'une conférence sur les *support systems*. Il s'agit de ces réseaux de relations quotidiennes qui exercent sur l'individu une influence majeure. Ainsi, une femme qui envisage un avortement serait moins influencée par le médecin ou par le travailleur social consultés que par ce noyau de personnes qu'elle fréquente souvent. Selon une vue plus large, le conférencier signalait qu'après les grandes brisures récentes des solidarités institutionnelles, religieuses et idéologiques, il ne restait à vrai dire que cette appartenance de base. Des études sociologiques ont déjà montré que ces noyaux quotidiens existaient même dans les milieux les plus défaits, par exemple dans les *tourist rooms* à New York.

J'ai fait part à mon interlocuteur d'une expérience que j'avais vécue avec des jeunes militants ouvriers à la fin des années '50. Avec beau-

coup de flair et de réalisme, ces jeunes non seulement avaient découvert ces *support systems* et leurs rôles, mais aussi s'étaient donné des mains pour les assumer et les féconder. À même leurs propres instruments, j'ai constitué un coffre d'outils qui permettent de saisir et de transformer ces tissus sociaux de base des gens ordinaires. Il s'agit d'un ensemble de cartes de relations servant à identifier les « nous » à trois niveaux :

1° Les expériences spontanées

- Les réseaux de personnes en relation
- Les réseaux de lieux et moments privilégiés
- Les réseaux d'activités et de centres d'intérêt

2° Les expériences structurées

- Les réseaux d'appartenance (organismes, institutions)
- Les réseaux de pouvoirs et de leaderships
- Les réseaux de techniques utilisées

3° Les expériences signifiées (symboles, fins, idéologies)

- Les réseaux de mots et d'expressions clés
- Les réseaux de signes quotidiens
- Les réseaux de tendances (valeurs, idéologies, politiques).

Les limites de cet ouvrage m'empêchent de débiller tout ce coffre d'outils. Je me limiterai à quelques exemples vécus au premier niveau dans le monde ouvrier ¹.

¹ Voir mon ouvrage sur *Des milieux de travail à réinventer*, Presses de l'université de Montréal. J'y fais une étude plus élaborée de ce cadre d'action.

Du « nous » spontané au « nous » structuré

a) Les réseaux de personnes en relation

[Retour à la table des matières](#)

La première carte est constituée par une observation systématique du réseau de compagnons que le travailleur de base rencontre plus souvent. Il pointe sur sa carte la fréquence des contacts qu'il a avec certaines personnes de son département, de son milieu de travail ou de ses autres milieux de vie ouvrière. Qui rencontre-t-il le plus souvent ? Quels sont les rapports entre ces diverses personnes ? Comment ces personnes se relient-elles ? Quelle place occupe-t-il dans ce réseau ? Y a-t-il un noyau plus restreint autour duquel pivotent d'autres personnes ? Quels leaderships sont exercés ? Comment ces rapports évoluent-ils ?

La carte se renouvelle de semaine en semaine. Le travailleur la précise. Il voit de plus en plus clair sur son réseau immédiat de relations. Il pointe des solidarités existantes et primaires. Il connaît davantage les personnes auxquelles il se sent lié. Il commence à se situer lui-même dans ce contexte profondément humain. Certains travailleurs qui ont fait cette expérience m'ont dit qu'ils avaient auparavant une bien piètre connaissance de leur milieu de vie :

- « Je ne voyais rien dans le département, j'avais des idées et des jugements tout faits, je n'avais qu'une vague impression de ce qui se passait autour de moi. Peu à peu avec la carte des relations, j'ai acquis une qualité d'attention qui a eu un drôle d'effet. Je suis devenu sans m'en rendre compte celui à qui on venait parler... peut-être parce qu'on sentait que j'étais attentif à ce qui se passait. Les drames personnels ne m'échappaient pas, de même les tensions et les solidarités dans le groupe. Je comprenais que mon département avait sa petite histoire à

lui, sa propre évolution. Je voyais se constituer des noyaux de relations ».

- « Quand j'ai été élu délégué de département, j'ai misé sur ces noyaux. J'ai misé aussi sur des agents de communication à qui tout le monde parle, et qui parlent à tout le monde. Les solidarités se sont élargies à même ce noyau de base principal qui s'était constitué à partir de ces rapports que j'avais établis avec ceux que je sentais plus à l'aise avec moi. Je me suis rendu compte qu'il y avait différentes formes d'influence et de communication. Certains pouvaient, beaucoup mieux que moi, entrer en contact avec tel ou tel travailleur du département ou de l'usine, par exemple pour des questions de loisirs, ou des activités syndicales, ou des batailles de quartier. »

- « Peu à peu le département est devenu un véritable milieu de vie non seulement par la qualité de nos relations, mais aussi par ce que nous faisons ensemble. Par exemple, je n'étais plus ce délégué syndical de département auquel on s'en remettait passivement. C'était notre affaire à tout le monde. Un grief personnel devenait la préoccupation de tous. Devant la direction, on faisait vite front commun. Dans les luttes à l'usine ou dans la ville, on se retrouvait ensemble. On en discutait tous les jours. On se préparait, on élaborait nos stratégies, on les revisait après coup. Je tiens à le dire : je ne suis pas un travailleur exceptionnel. Il y avait des gens plus forts que moi dans le département. Ils ont continué à jouer leur rôle. Je ne visais pas mon pouvoir personnel. Je me préoccupais davantage des solidarités, des actions communes, peu importe qui en prendrait le leadership. Mais je pense que je suis d'abord un militant qui cherche à multiplier les militants, à assumer ou à créer des noyaux de relations et d'action. La carte des relations a été ce qui a déclenché toute cette évolution que je viens de décrire ».

b) Les réseaux de lieux et de moments privilégiés

Le réseau des relations s'articule aussi sur un ensemble de lieux et moments privilégiés de rencontre et de communication. Ce peut être l'heure de la pause-café ou du lunch où des individus se retrouvent habituellement ensemble. Ce peut être la rencontre à la taverne où l'on va échanger le chèque de paye. Le restaurant du coin, le garage du

quartier, le salon de barbier, la cafétéria de l'usine, le sous-sol d'un tel sont parfois des lieux d'échanges soutenus et intenses. Des amitiés s'y nouent, des groupes s'y coalisent, des relations profondes s'y tissent. La plupart des hommes ont un réseau ou des réseaux de lieux et de moments privilégiés qui constituent un milieu de vie. Combien en sont conscients ? Est-ce que les militants savent emprunter ces circuits ? Ont-ils jamais fait eux-mêmes leur propre géographie de relations ? C'est pourtant aussi concret que vital. J'ai fait plus d'une fois l'expérience avec des travailleurs. Leur vie apparaissait tout à coup plus claire et leur milieu plus saisissable. En dessous des repères institutionnels : l'usine, la famille, l'école, la paroisse, le centre d'achat, l'aréna, il y avait d'autres lieux plus proches de leur vie d'adultes, plus déterminants pour saisir leur expérience, leur mentalité. Ils arrivaient à faire un portrait plus concret de leur cheminement. Ils devenaient capables d'entreprendre une action, d'imaginer une stratégie. Ils voyaient des possibilités de militance, d'interventions plus « naturelles », plus vraies, plus profondes. Ils pouvaient observer, repérer d'autres noyaux de relations grâce à une prospection attentive de ces lieux privilégiés. Certains arrivaient à tracer une géographie humaine de la cafétéria, de l'usine, ou des carrefours de leur quartier, ou des noyaux d'amis dans leur milieu. Cette méthode était concrète, simple et en même temps très pédagogique. Certains développèrent une connaissance profonde et utile de leur milieu de travail. Ils savaient situer les faits de vie, les événements révélateurs dans l'évolution du milieu. Évidemment il s'agissait d'un effort soutenu d'observation, de contact, de réflexion et d'action. Un milieu de vie ne se révèle pas facilement. Il faut savoir l'interroger, saisir ses dessous invisibles, ses phénomènes latents, ses impondérables humains.

Malgré cette difficulté, déjà les lieux et les moments d'échanges intenses permettent une première saisie géographique des comportements, des gestes, des paroles. Géographie des solidarités et des tensions, des clans et des regroupements, des communications vitales, quotidiennes, des leaderships et des influences. Voici un noyau de militants dans le milieu des téléphonistes du Bell. Progressivement, l'équipe s'était refermée sur elle-même. À bout de patience, je leur fais une grosse colère : « Vous êtes devenues un petit groupe de mémères qui s'organisent pour se rendre la vie intéressante. À ma connaissance, il y a, à Saint-Jérôme, au moins trente filles du Bell, qui vivent déraci-

nées, dispersées, isolées, en chambre. La plupart sont en crise ou dans des situations impossibles. Qu'attendez-vous pour aller les voir, pour toucher du doigt les vrais problèmes ? » Le choc fut bénéfique. Elles se partagèrent la tâche des visites. Elles firent la carte des relations et des lieux. Elles découvrirent des situations dramatiques qui leur avaient échappé totalement. Leurs contacts devenaient alors possibles dans le milieu de travail. De là, plusieurs initiatives de solidarité et de soutien naquirent. Activités culturelles (club de couture, loisirs en commun, etc.). Action collective au travail ; on sait les conditions pénibles de travail : heures brisées, stress très poussé, impossibilité de participer aux associations et aux activités des autres milieux de vie. Il fallait donc créer un premier terrain de relations entre elles. Pour ce faire, l'équipe a établi la carte de noyaux existants de relations, des amitiés. Par ce filon, elles ont pu établir un système de communication et d'information rapides. Les mots de passe faisaient rapidement le tour du milieu de travail. Au bout d'un certain temps, l'atmosphère était profondément changée. L'équipe s'était multipliée. De nouvelles solidarités apparaissaient. Les filles commençaient à élargir leur champ d'existence pour s'intéresser à des questions plus larges dans la communauté locale, dans le milieu syndical ou dans le parti politique.

c) Les réseaux d'activités et de centres d'intérêt

Qui se regroupe, où, quand, comment ? Il faut aller plus loin et faire la carte des activités et des centres d'intérêt pour mieux comprendre les motivations, les aspirations, les véritables dynamismes. Cette carte élaborée sur une période suffisamment longue montre les tendances (les *trends*), les déplacements de centres d'intérêt. Comment mener une action sociale, syndicale ou publique sans connaître à fond ces réseaux de choix et d'actions ? Peut-on passer à côté des activités qui regroupent effectivement, ou des centres d'intérêt qui occupent le champ de conscience ?

Quel est le contenu de ces centres d'intérêt ? Bien sûr, le repérage des diverses activités d'un milieu ou d'un groupe indique déjà les contenus humains particuliers qui constituent ces collectifs. La carte ira plus loin si elle commence à établir des rapports entre les diverses activités, entre leurs formes, leurs démarches et leurs visées. C'est ainsi que certains militants ont découvert comment beaucoup de travail-

leurs adoptent un type de loisir qui correspond à leur genre de travail. La réflexion sur le contenu démasque de terribles illusions. Par exemple, dans quelle mesure le travailleur se rend-il compte qu'il se trompe en croyant qu'il choisit vraiment ses loisirs ? N'a-t-il pas assimilé la structure de dépendance qu'il vit au travail au point de la reproduire partout ailleurs ? Il est alors parfaitement conditionné.

D'autres travailleurs sont allés encore plus loin. Leur carte de relations leur a révélé que les luttes sur le front de la consommation mettent souvent la charrue avant les bœufs : ils ont compris que la manipulation publicitaire tire sa force de l'aliénation du travailleur dans l'action productrice. Leur découverte est peut-être plus profonde que l'analyse économique d'un Galbraith montrant comment la technos-structure crée le marché, les besoins, les attitudes et les conditionnements. Ces deux découvertes se renforcent. Mais celle des travailleurs comporte une conscience critique qui mord sur des réalités fondamentales de leur condition humaine.

C'est par la maîtrise de son travail que l'homme devient sujet, qu'il s'auto-construit et transforme le monde. Aliéné au cœur de son travail, l'homme perd tout dynamisme d'autodétermination. Il s'asservit ou se fait oppresseur à son tour. Il vivra, par exemple, des relations sadomasochistes avec son conjoint, ses enfants, son patron, ses compagnons de travail. Il se soumettra à la nature comme à la culture dominante. Le couple domination-esclavage constituera une dialectique totale et englobante, ne laissant place ni à la libération ni à l'être-pour-soi-même. Il perdra toute confiance en lui-même et dans les changements qu'il pourrait faire. Il se voit aussi comme ne pouvant se changer lui-même. Sa situation devient mythe fatal, dogme inaltérable, lieu absolu de contrainte.

La simple élaboration de la carte des réseaux d'activités et de centres d'intérêt atteint parfois une lucidité extraordinaire, même si le travailleur n'a pas l'équipement idéologique pour prononcer les diagnostics précités. Mais ceux-ci émergent progressivement de cette prise critique sur la réalité, sur le milieu spatio-temporel. Certaines cartes commencent à cerner les relations entre les comportements, entre les modes d'être et d'agir au travail, à la maison, à la taverne et devant la

télé. Un travailleur m'expliquait ainsi le rapport saisissant qu'il avait établi sur sa carte :

« Je suis allé visiter Roger chez eux. Il était seul dans le sous-sol, bien assis devant sa télévision. Sa femme et ses enfants s'occupaient en haut. Je le retrouvais comme à l'usine, solitaire et silencieux devant sa machine. Il était rivé à l'appareil, incapable de se sortir de sa passivité. L'oeil sur l'écran, il causait à bâtons rompus. Le dialogue était impossible. Pourtant je l'entretenais de problèmes qui le concernaient au plus haut point. Il revenait sans cesse à l'écran et demeurait lointain, inaccessible. Mon amitié avec lui me permit de réagir violemment. Il m'avoua qu'il avait perdu tout ressort, tout intérêt. Tous les soirs, il s'enfermait comme cela dans son sous-sol, ne voulant rien savoir. « Ça fait douze ans que je tire mon fil (...) j'ai perdu toute capacité de faire autrement. Je continue de tirer mon fil à la télé. Je fais l'amour un peu comme ça. Je ne sais pas quoi dire avec mes gars et mes filles. Je suis comme bloqué. Je vis en dehors du réel, dans le rêve. Je suis joueur de hockey, vedette, chanteur, politicien, mais jamais moi-même. Je suis l'ombre des autres... de ma machine, de la télé. Tu ne peux rien faire avec moi. Essaie plutôt avec des plus jeunes. Moi, c'est fini ».

« J'étais muet devant Roger. Jamais je n'ai autant compris les causes profondes de l'absence de solidarité, de conscience ouvrière, d'implication syndicale chez les gars. J'ai vu comment sa femme le dominait. Il avait besoin d'elle comme du boss. Il était incapable de communiquer d'une autre façon. Il s'en remettait toujours à un patron. À vrai dire, il ne pouvait même pas être un compagnon de travail, encore moins un membre actif du syndicat. Il fait partie de tous ces silencieux aux assemblées syndicales. Il parle peu, même à la taverne. Je suis sorti de chez lui un peu découragé. Mais j'ai compris ce qui se passe en faisant le lien entre l'usine et la maison, entre deux manières d'agir. Je me serais assis à mon tour, si je n'avais pas saisi qu'il existe d'autres rapports positifs chez ceux qui ont un noyau de relations, qui se joignent à d'autres dans une activité quelconque. Je pense aux équipes de bowling. En établissant ma carte, j'ai vu que ces équipes correspondaient à des groupes que je voyais à la cafétéria et à la taverne. On a tout transformé l'action syndicale en passant par ces groupes et leurs

leaders. On a eu des actions collectives au travail de la même façon. Jusque-là, on n'avait pas réussi à mobiliser les gars ».

Une étape politique nécessaire

[Retour à la table des matières](#)

Voilà l'exemple d'une praxis quotidienne capable de réinventer des « nous » au cœur des solidarités existantes ou possibles, latentes ou manifestes. La démarche de la carte de relations peut fonder une action soutenue et réfléchie, une maturation des solidarités vitales, une dynamique collective d'identification et d'intervention, une militance lucide et efficace, enfin une transformation profonde d'un milieu de vie. J'ai vu comment des « non instruits » ont connu une évolution personnelle, sociale et politique extraordinaire grâce à cette pédagogie de réflexion et d'action. Un tel apprentissage leur permettait de faire de leur vie un terrain permanent d'information, de formation et d'engagement, un matériau très riche pour l'autolibération d'une solidarité bien concrète, une rampe de lancement pour des interventions collectives de plus en plus larges et profondes. Je me demande si on n'a pas télescopé ces humbles cheminements des expériences quotidiennes spontanées, structurées, finalisées et signifiées.

Tout le beau monde du savoir ritualisé, du canon scientifique, de l'expertise technique lèvera ici les épaules en signe de scepticisme. Mais avec ces riches appareils a-t-il jamais accouché de praxis sociales capables d'assumer les dynamiques internes d'un milieu humain ? Certains nouveaux idéologues révolutionnaires ne font pas mieux, d'ailleurs. Ils ne savent pas l'économie quotidienne des socialisations et des politisations populaires. Par exemple, l'asphyxie actuelle des mouvements de base dans les zones grises de Montréal doit beaucoup à ces charriages idéologiques artificiels qui ont « écoeuré » ou dépolitisé des milliers de citoyens que des démarches plus réalistes avaient éveillés à la fin des années '60. Cette erreur est trop grave et encore trop souvent répétée pour que nous acceptions de la taire sous prétexte de ne pas réjouir les pouvoirs en place. Faut-il le répéter, le petit cadre

d'analyse qu'on dit marxiste, transporté d'une réunion à l'autre par certains idéologues militants n'a jamais accouché de vraies praxis d'engagement populaire, d'action quotidienne soutenue. Il manque ici une pédagogie concrète, acculturée, articulée sur les dynamiques collectives propres à un milieu.

Qui sait si bien des scientifiques, des technocrates et des idéologues n'auraient pas beaucoup à apprendre des praxis que des hommes modestes et solidaires façonnent pour dynamiser leurs milieux de vie ? S'est-on équipé vraiment pour saisir leurs dynamiques d'action ? La recherche des idéologies, des valeurs, des attitudes n'est pas inutile, loin de là. Elle permet des regards précis sur les modes de vie, mais elle est incapable de saisir les principaux nerfs de l'action collective en ces milieux.

Une économie retrouvée

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui est important à ce point-ci de notre évolution collective, c'est le façonnement de praxis quotidiennes grosses de solidarités fécondes, signifiantes et engageantes. Les milieux populaires ont paradoxalement une plus grande liberté en ce domaine. En effet, sans s'en rendre compte, les « instruits » sont engoncés dans l'amoncellement de rationalisations, de thèmes, d'appareils, de techniques qui sont souvent des obstacles pour mettre en marche des actions concrètes de transformation des milieux de vie. Ici de modestes militants ouvriers nous apprennent l'abc d'une vraie praxis quotidienne. À y regarder de plus près, on y découvre les premières démarches essentielles de la science, de la pédagogie et de la politique. Nos sociétés occidentales, disions-nous au début de cet ouvrage, ont perdu l'économie des « nous » quotidiens. Plusieurs citoyens se sentent coincés entre les grosses patentes publiques et une vie privée individualiste, informe et sans but. Or voici que des travailleurs nous réapprennent le chemin de la *praxis*.

Nous pourrions condenser les principaux traits de cette économie de création des « nous quotidiens » en disant d'une phrase qu'elle comporte un vécu original collectif dans un champ circonscrit qui a trouvé ses formes propres d'expression, d'interprétation, de solidarité et d'action.

La praxis des « nous quotidiens » est donc un vécu exprimé, interprété, partagé et transformé. C'est un savoir-vivre, dire et faire collectif. On peut cheminer à partir de l'une ou l'autre de ces coordonnées. Mais toujours, elles doivent toutes se retrouver au bout du processus pour constituer une dynamique collective spontanée, structurée et finalisée.

La libération de la parole, par exemple, ne peut constituer une praxis quotidienne, si elle n'est qu'une forme originale d'expression. Les travailleurs gueulaient autrefois à la taverne. Mais leur parole ne portait pas parce qu'elle ne s'inscrivait pas dans des réseaux quotidiens d'interprétation, d'action et de solidarité à même les activités et les circuits ordinaires où ils vivaient leur vie, leurs problèmes, leurs défis et leurs aspirations. Le jour où cette parole s'est constituée agent de « nous quotidiens » transformateurs, elle a eu force d'éducation et de libération collectives.

La libération de la parole est peut-être le facteur le plus fréquent d'émergence d'une praxis. Mais le point de départ peut tout aussi bien être une action collective soutenue qui provoque un nouveau sens collectif, ou encore une solidarité particulière à vivre. Par exemple, je me suis rendu compte, dans un regroupement récent de jeunes chômeurs, que leur premier objectif (encore mal explicité) n'était pas d'abord une réponse fonctionnelle (immédiate) à leur recherche d'emploi, mais plutôt un besoin profond de se retrouver ensemble, de se donner un réseau quotidien de relations. Plus ou moins consciemment, ils sentaient qu'il fallait prioritairement refaire un tissu humain capable de supporter d'autres démarches jusqu'à leur achèvement. La *praxis* des « nous » se prête donc à de multiples cheminements. Des groupes plus instruits, par exemple, vont accorder plus d'importance, au départ, à la fonction d'analyse et d'interprétation de la situation.

À la manière de Christophe Colomb, plusieurs d'entre nous cherchent les Indes. Les voilà tout à coup en Amérique. Savent-ils reconnaître que les autochtones l'ont découverte avant eux, ou plutôt la vivent depuis longtemps ? Les « nous quotidiens » existent. Ils cachent des forces latentes ou endormies, des germinations secrètes. Les longs détours par les Indes ont assez duré. Détours technocratiques des lourds appareils anonymes et stériles. Détours idéologiques de cadres d'analyse abstraits et déculturés. Détours mystiques des lointaines spiritualités orientales. Détours politiques de modèles chinois ou autres. Nous avons à apprendre à tricoter nos propres mitaines. Cet apprentissage ne se fera que dans l'authentique tissu historique de notre peuple avec ses formes originales d'expression, d'interprétation, de solidarité et d'action. C'est une conviction que j'ai acquise après vingt ans de militance en milieu ouvrier. Ceux qui craignent ici un enfermement culturel et politique dans la « québécoisité » ignorent que l'homme accède à l'universel par le particulier. L'homme de la rue et le savant doivent emprunter ce passage obligé. Sans ces « nous quotidiens » transformateurs, aucun programme politique, aucun grand système idéologique n'auront force de mobilisation du peuple d'ici. Après tant d'échecs électoraux, certains militants doivent réviser leur stratégie de base plutôt que de geindre sur les vices des superstructures impériales de la démocratie libérale. Ils se laissent ainsi entraîner au deuxième étage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs, par-dessus la tête de la masse des citoyens. Au bilan, nous avons trop peu investi au premier étage, là où se façonnent les vraies praxis de solidarité et de libération d'un peuple.

Le privé et le public. Tome II
Deuxième partie. Aspects psychosociologiques

Chapitre V.

Trois cas types

Les petits salariés, un baril de poudre
La femme, réconciliation du privé et du public
Vers une société de célibataires ?

Les petits salariés, un baril de poudre

Un monde peu connu

[Retour à la table des matières](#)

Les études statistiques sur les seuils de pauvreté chez nous ne manquent pas. Mais nous risquons de nous habituer aux chiffres au point de perdre de vue les situations et les visages humains sous cette mathématique anonyme. À l'autre extrême, il y a le case work des agents institutionnels qui rencontrent souvent les individus en dehors de leur vrai contexte d'existence. Nous voulons faire écho ici à ce que des petits salariés regroupés nous ont révélé de leurs défis quotidiens. Il s'agit d'un dossier modeste, sans prétention scientifique, bâti par des leaders populaires, par des agents sociaux et des pasteurs de la région de Saint-Jérôme. Ce bilan de recherche s'inscrit dans de nombreuses expériences de regroupement et d'action collective chez cette

large couche sociale silencieuse, mai connue, et fortement secouée dans les conjonctures actuelles. Le profil timide que nous traçons n'en demeure pas moins saisissant pour celui qui accepte de se laisser interroger sans céder aux idées reçues et aux préjugés habituels.

Le budget familial

Nous respectons l'ordre des préoccupations majeures, exprimées dans les rencontres individuelles et collectives. Au premier plan, apparaît la difficulté quasi insurmontable de boucler un budget sans cesse déséquilibré par l'escalade des prix et des taxes. On se souviendra que les petits salariés ont été de plus en plus distancés par les gains récents des « gros syndiqués », des corps de métier et de profession. Avec leurs maigres revenus, ils ont tout à payer... et au même prix que les autres. Ce truisme cache des drames souvent insoupçonnés. En effet, la moindre dépense imprévue provoque une réaction en chaîne de perturbations familiales : coupure dans des nécessités vitales, recours désespéré au crédit dispendieux et endettement, climat d'insécurité et de tension, etc.

Nous écrivons ces lignes au moment où l'indice du coût de la vie atteint la plus forte hausse en 23 ans (mai 1974). Le prix des denrées alimentaires, par exemple, a augmenté de 3% en ce seul mois, portant l'indice d'augmentation à près de 19% en un an. Or on sait l'importance de ce poste dans le budget des foyers modestes. Il faudrait parler ici de tous les biens essentiels. Nous ne soulignerons jamais assez le caractère tragique d'une telle situation.

Ces conditions sont d'autant plus vivement ressenties qu'elles rendent de plus en plus difficile un sens des responsabilités chez des gens qui se font un point d'honneur de faire face par eux-mêmes à « toutes leurs obligations ». Sans doute, certains en arrivent à démissionner tout simplement, mais c'est à la suite d'un long itinéraire d'efforts rarement récompensés. Nous avons vu trop de familles modestes porter à bout de bras de tels défis, pour ne pas dénoncer les ignobles préjugés qui les accablent. Nous avons rencontré des centaines de femmes qui réussissent à tenir le coup avec un revenu nettement insuffisant. Notons qu'en ces milieux, la femme administre le budget familial dans la plupart des cas. Mais à quel prix réussit-on ce tour de force ! Au prix

d'une santé délabrée, d'une insécurité permanente, d'une vie conjugale et familiale peu épanouissante. Des hommes humiliés, des femmes ahuries, des enfants déçus... et en même temps des êtres profondément humains, vrais et courageux. Voilà ce que recèle cette réalité brutale d'une situation financière toujours précaire.

Le travail

Encore ici on pourrait évoquer le spectre du chômage, ce fer de lance de luttes politiques partisans bien ambiguës. Mais on a souvent une bien vague idée des *underdogs* du marché du travail. Les fluctuations et les déséquilibres de celui-ci atteignent massivement les petits salariés et les plongent dans l'insécurité sous toutes ses formes ; perte effective ou éventuelle d'emploi, silence devant des conditions de travail peu humaines ou injustes, absence de garanties minimales et de bénéfices marginaux. Simplement pour faire survivre leur famille, combien de journaliers doublent la semaine de quarante heures et se privent de toute vie familiale normale, alors qu'ils voient d'autres catégories de travailleurs obtenir 32 ou 35 heures de travail par semaine avec un salaire deux fois plus élevé. Les plus chanceux ou les plus débrouillards « s'accrochent d'autres jobines ». Mais ce travail noir est habituellement très dur et peu rémunérateur. Cela vaut pour les femmes comme pour les hommes. Par exemple, les travaux domestiques chez les nantis, les ménages de nuit dans les édifices publics, l'entretien des clubs, tavernes et autres lieux de gaspillage organisé. Ici on ne dénoncera jamais assez l'exploitation des ménagères par *les jobbers de la couture*.

Nous pourrions allonger indéfiniment le dossier. Les petits salariés sont des gens « travaillants » au sens populaire du terme. Mais ils ne font souvent que cela, même s'ils agissent, dans bien des cas, avec un sens aigu de leurs autres responsabilités familiales. Sans s'en rendre compte, ils accumulent une hypothèque psychologique chargée de conflits humains latents qui éclatent un jour violemment dans leur foyer. Un foyer qu'ils ont pourtant construit avec de terribles sueurs. À cela s'ajoute le peu de reconnaissance sociale et d'intérêt humain que représente leur genre de travail, sans compter l'absence ou la faiblesse de l'appui syndical dans ces milieux. On comprend leur agressivité « rentrée » même devant un certain syndicalisme qui leur semble ga-

gner des points sur leur dos. Plusieurs en sont venus tragiquement à penser que ce n'est pas (ou plus) un instrument pour eux.

La vie familiale

Les remarques précédentes nous aident déjà à comprendre pourquoi *les petits salariés concentrent presque tous leurs intérêts sur leur famille. Plusieurs avouent que les défis financiers limitent au minimum leurs participations, leurs relations, leurs loisirs.* Ils ont d'ailleurs peu de temps à consacrer aux activités extra-familiales. Le nombre plus élevé d'enfants y est sans doute pour quelque chose. Les épouses qui restent au foyer (majoritairement) souffrent de plus en plus de leur univers fermé, en contradiction avec toutes les séductions du monde publicitaire et de sa consommation ostentatoire. Le mari souvent très fatigué supporte mal un tel climat familial où il y a peu de possibilités de paix et de repos. Inutile de rappeler ici que la plupart des petits salariés connaissent des conditions pénibles d'habitation. Les enfants peuvent difficilement jouer ou faire leurs travaux scolaires sans se nuire les uns les autres ou sans imposer de lourds sacrifices à leurs parents.

Malgré tout, nous avons constaté, en plusieurs occasions, combien la vie familiale était intense et très humaine. Tous les membres sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans les diverses situations du foyer. Tassés les uns sur les autres, on évite difficilement les chicanes et les insatisfactions. Pourtant, on s'entraide beaucoup dans ces familles. On s'aime plus que dans bien d'autres milieux sociaux. Le réseau de parenté y subsiste plus qu'on ne le pense habituellement. Il a souvent valeur de support moral, de solidarité, de milieu élargi, de continuité et de stabilité. C'est une sorte de société en petit qui compense pour la marginalisation sociale des petits salariés. Quand ce réseau n'est pas là, ces familles connaissent un isolement générateur de graves frustrations. Ici apparaît le drame des foyers modestes déracinés, déplacés. Qu'on ne saute pas trop facilement aux schèmes habituels de degré d'urbanisation ou d'une mentalité rurale. Le problème majeur, en l'occurrence, relève davantage de l'absence ou de la présence d'un réseau minimal de relations humaines, comme premier facteur de consistance sociale.

Le problème scolaire

Voilà un point chaud qui mérite une grande attention, parce qu'il est le lieu avoué *d'une des* grandes inquiétudes des petits salariés. Ceux-ci ont un niveau de scolarité souvent très bas. Ils reportent leur espoir sur l'instruction de leurs enfants, quitte à s'imposer de lourds sacrifices pour atteindre ce but. Leur insatisfaction face au système scolaire actuel est aussi vive qu'indéfinie. En effet, on ne comprend pas ce qui se passe et on se sent incapable de s'impliquer activement dans les structures. De plus, le décalage entre l'instruction des parents et celle des adolescents crée des tensions familiales rarement identifiées et assumées par ceux qui les vivent.

Ce phénomène s'inscrit dans un ensemble de frustrations bien compréhensibles. D'une part, la démocratisation de l'enseignement met les jeunes défavorisés en contact quotidien avec des compagnons de classe mieux pourvus sur différents plans ; ce qui exacerbe la sensibilité sociale des premiers et déclenche une agressivité latente dont les parents écopent. D'autre part, les parents eux-mêmes, dévalorisés à ce plan, ressentent une infériorité entretenue de toute part par une société qui les ostracise à cause de leur manque d'instruction.

Ce problème se révèle aussi par un autre biais : les cours offerts aux adultes. De telles initiatives rejoignent une part infime de petits salariés. Il est quasi inutile, pour eux, d'entrer dans le long processus de formation générale qui contraste avec les urgences de leurs obligations. Par ailleurs, l'accès au secteur professionnel leur est pratiquement fermé, à cause de leur basse scolarité. Seuls les cours payés durant une période de chômage ont preneurs en ces milieux. Mais on sait comment ces initiatives gouvernementales sont pratiquement perçues comme des mesures déguisées d'assistance financière et comme des substituts au manque de débouchés et à l'absence de vraies politiques économiques d'emploi et de croissance.

Vie sociale et Implications politiques

Nous avons déjà souligné bien des facteurs de marginalisation chez les petits salariés. Celle-ci prend encore plus de relief quand on re-

garde leur situation à partir du contexte social et politique. *Disons d'abord que les petits salariés sont coincés entre les assistés sociaux et les biens pourvus.* Situation pénible qui les réduit souvent à des attitudes de neutralité ou de pure négativité. Plusieurs sont mobilisés uniquement par leur fierté de faire face par eux-mêmes à leur survie. Ils résistent mal au jugement sévère vis-à-vis de ceux qui vivent de prestations. Par ailleurs, ils regardent les autres couches sociales favorisées avec une envie qui relève davantage de la séduction ou de l'attente d'une chance pareille. Quand l'objectif devient sûrement inaccessible, on se replie, on se renfroge silencieusement. Au plan social et politique, le silence les caractérise. Ils savent qu'ils doivent se taire, parce que la moindre représaille au travail ou ailleurs risque de rompre l'équilibre strictement minimal qu'ils se sont donné.

Mis à part leur vote épisodique, ils ne sont pas sur l'échiquier politique... à la différence des assistés sociaux, des gros syndicats et des forces sociales et politiques organisées. Les pouvoirs se servent d'eux pour tourner le fer à la fois contre les assistés et contre les centrales syndicales. Les hommes politiques, les chefs des gros syndicats professionnels, les grands administrateurs, les financiers, les « élites » de toutes tendances, les contestataires doctrinaires se battent entre eux, au-dessus et au nom du « peuple » des petits salariés. Mais rarement ceux-ci peuvent faire entendre leur voix, révéler leur véritable situation. Ils sont annexés pour des fins qui n'ont rien à voir avec leur véritable promotion collective. Quand ils « participent » dans la ligne du pouvoir en place ou dans celle des oppositions, ils le font rarement à partir d'eux-mêmes, de leurs problèmes et de leurs aspirations propres, mais en fonction des intérêts, de la droite ou des « ismes » de la gauche. Évidemment, ces catégories politiques ne veulent rien dire dans l'esprit des petits salariés. Mais la réalité brutale de leur annexion ou de leur aliénation demeure, sans qu'ils puissent l'identifier et la combattre. *Il ne leur reste qu'une vague protestation propice à toutes les utilisations démagogiques.* Les « lignes ouvertes » avec leurs messages en témoignent. Pourtant, c'est un nouveau contrat social qu'appellent ces « oubliés de la prospérité » proclamée par les pouvoirs en place ².

² Statistique Canada a publié récemment un bulletin qui me laisse songeur. Quinze des vingt-trois villes les plus riches du pays sont au Québec. Or on

Un avenir bloqué

Les urgences du présent prennent bien de la place dans les préoccupations des petits salariés. L'instinct de conservation et de subsistance joue à plein, au point de noyer toute distance critique. Celle-ci n'est possible que lorsqu'ils s'interrogent sur l'avenir. L'avenir de leur situation économique précaire, de leur travail, de leurs enfants, de leur vieillesse. Tout concourt à leur annoncer des jours pires. « J'aime mieux pas y penser ». Panique, aveuglement volontaire, démission, fuite ou résistance passive ?

La roue politique tourne sans eux et les rouages économiques de type capitaliste fonctionnent avec eux. Ils sont les plus dociles et les plus rentables. En un mot, ils servent à tous les autres, sauf à eux-mêmes. C'est le capital humain le plus précieux et en même temps le

sait, par d'autres enquêtes, la pauvreté de la communauté francophone. C'est donc dire les profondes inégalités socio-économiques non seulement individuelles mais sociales au Québec. Richesses disproportionnées de nos banlieues cossues qui pratiquent un égoïsme collectif évident. Certains débats récents à la CUM ou ailleurs nous l'ont prouvé. Le régime de taxation reste très injuste. De même la répartition des services. Des villes riches comme Westmount, Mont-Royal, St-Laurent, Beaconsfield, Brossard et plusieurs autres révèlent par elles-mêmes l'iniquité fiscale de l'organisation municipale au Québec et l'inefficacité des correctifs de tout le système d'imposition. L'Ontario a procédé à des rajustements plus vigoureux surtout dans le domaine urbain. Ici, les projets de révision traînent sur les tablettes depuis nombre d'années.

La prospérité chantée par le premier ministre Bourassa est un mirage pour la communauté francophone. La masse des citoyens n'a pas encore perçu les coordonnées réelles de la situation du Québec francophone. Les élections récentes en témoignent. Ces statistiques tirées du recensement de 1971 sont peut-être décalées par rapport à la détérioration plus accusée de la situation des couches populaires chez nous. Encore une fois, les « moyennes » servent d'écran pour masquer les profondes inégalités. Par exemple le Québec « figure » dans la bonne moyenne canadienne. Mais, décanté du riche patrimoine de sa minorité anglo-saxonne et des quelques communautés francophones cossues, ce même Québec francophone est un parent très pauvre dans la confédération. 23% des familles québécoises touchent un revenu inférieur à \$5,000. L'escalade inflationnaire récente a plus que neutralisé les mesures apparemment généreuses des dernières fiscalités d'Ottawa et de Québec.

moins cher de tout le système social. Ils sont aussi indéfinissables que l'obscénité. Une sorte de matière première utilisable pour toutes les manipulations, elle n'a pas d'avenir pour elle-même.

Voilà le test de vérité le plus ignoré des grandes contradictions de notre organisation sociale. Contradiction des politiques sociales et des politiques économiques. Contradiction des classes sociales jusqu'au cœur du syndicalisme. Contradiction d'une situation révolutionnaire et d'un comportement traditionnaliste. Contradiction de la trudeumanie libérale et de la protestation caouettiste. On pourrait allonger la liste. Une connaissance plus vraie et plus profonde de la situation des petits salariés éclairerait peut-être certains choix fondamentaux : d'abord le plein emploi ou d'abord le revenu garanti. Les petits salariés inclineraient sans doute vers le plein emploi. Mais ils ne tarderaient pas à poser d'autres problèmes redoutables sur le contenu de ce plein emploi, et cela à partir de leur expérience présente. Les discours politiques des derniers temps sur la « création d'emplois » ignorent totalement les conditions sociales, économiques et politiques des hommes qui ont eu le « bonheur » d'être reclassés ou employés.

La véritable condition des petits salariés est l'interrogation la plus percutante de ce qui continue à fonctionner et des solutions que l'on avance en haut lieu pour préparer l'avenir. Point de vue pessimiste ? Faut-il sacrifier une vision claire de la situation brutale pour s'épargner une mauvaise conscience ? Si oui, la politique demeurera longtemps notre principale industrie nationale et le hockey notre grande fierté compensatoire.

Quand un espoir se donne des mains

Il existe un peu partout au Québec des initiatives de regroupement et d'action collective dans les milieux des petits salariés. Pensons aux comités de citoyens, aux associations de locataires, aux coopératives, aux caisses d'économies, aux multiples associations d'assistés, de chômeurs, etc. Ces expériences de base, dans leur fine pointe, ont connu trois phases importantes. *D'abord, des regroupements revendicateurs et provisoires à partir de problèmes communs, de situations partagées, de campagnes épisodiques. Ensuite, une étape de cohésion et d'organisation internes où l'on pressentait qu'il fallait refaire le*

tissu social d'un milieu non organisé, atomisé et impuissant. Enfin, une politisation progressive qui amenait tes uns et les autres à situer leurs objectifs individuels et collectifs, d'une façon critique, dans l'ensemble de la société. Dans certains milieux, après avoir assumé des réseaux quotidiens de relations, des mouvements de base ont réussi à se donner une plate-forme de communication, un axe commun d'intervention et même une stratégie communautaire. Parfois des organismes comme l'ACEF, des structures religieuses, des centres communautaires, servent de lieu de convergence et de concertation. D'où la possibilité d'une action plus large qui rejoint les dimensions politiques et les enjeux collectifs de l'ensemble social. Au bilan, plusieurs groupes commencent à se façonner des soutiens institutionnels valables et à déboucher sur des stratégies à long terme.

Cette dernière étape est à peine amorcée. La critique sociale ou politique reste superficielle et partielle. Mais peut-on demander à des gens aussi marginalisés une vision structurée de la société qu'ils veulent avoir ? Par ailleurs, leur pratique sociale les amène à une lecture de plus en plus large et profonde de leur vie ; ce qui évite les fausses idéologisations d'une certaine gauche dogmatique qui voudrait bien les « charrier ». Leurs refus devant ces embardées extrémistes sont beaucoup moins aveugles qu'on ne le pense. Ils reconnaissent d'instinct les manipulateurs qui veulent les séduire.

Par ailleurs, ces expériences ont une portée sociale et politique, tantôt surestimée, tantôt sous-estimée. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'un progrès indéniable a été marqué sur des terrains particuliers. Par exemple, un sens nouveau de la solidarité, de la liberté « collective » et de la justice sociale, une attitude critique devant l'échelle de valeurs dominantes : argent, intérêt privé ou statut social. Ces critères sont réévalués à l'intérieur d'humiles expériences communautaires d'une tout autre inspiration. Telle initiative visera une libération de dépendance indigne et humiliante. Telle autre prendra à rebours les prétentions populistes des caisses populaires ou des politiques sociales. À travers des luttes et des projets concrets, les artisans rencontrent sur leur route les services publics de la localité et de la région, les grosses entreprises industrielles et commerciales, les ministères gouvernementaux. *Peu à peu, ils prennent connaissance du « pays réel » qui, de diverses façons, marque leur existence. Voilà peut-être une semence*

qui portera du fruit, par delà les terribles « ensorcellements » d'une politique et d'une publicité qui ne cessent de les envoûter malgré eux. Les meilleurs réagissent et constituent des pelotons susceptibles d'opérer certaines trouées prometteuses. Je ne suis pas sûr qu'on respecte « de l'intérieur » ces dynamismes originaux. J'ai connu des militants de base qui ont été interrogés et analysés par des dizaines de reporters et d'analystes. Au bout des processus, ils n'étaient plus eux-mêmes. On leur avait mis dans la bouche un autre vocabulaire et une idéologie d'emprunt. Précisons notre inquiétude qui est l'envers de l'espoir suscité par ces expériences démocratiques à ras de sol.

Un contexte politique chaotique, à gauche comme à droite

Dans plusieurs milieux, les extrémismes de droite et de gauche ont compromis cette première militance qui commençait à peine à porter fruit. Les ressacs électoraux depuis 1966, les crises d'octobre, devraient faire réfléchir ceux qui font bon marché de certaines étapes essentielles dans la maturation d'une nouvelle conscience politique et des praxis correspondantes. Plusieurs militants sociaux de la base trouvent que leur travail est devenu très difficile depuis les escalades des dernières années. Pour un citoyen qu'on idéologise à doses concentrées, il y en a cinq qu'on dépolitise en même temps. Paradoxe d'une certaine radicalisation sans racine. *Une culture politique minimale nous avertit qu'on ne peut pas opérer des changements profonds sans tissus politiques de base, sans réseaux de militants dans les circuits quotidiens. Or, c'est précisément ce que les mouvements sociaux de la dernière décennie ont tenté de constituer dans une première étape.*

Les petits salariés restent massivement non organisés. Ils sont le fort contingent de la « majorité silencieuse », cet envers d'une démocratie de base vigilante et responsable. Les vrais enjeux demeureront longtemps noyés dans les campagnes politiques de type publicitaire, si cette masse de citoyens n'est pas rejointe sur son propre terrain, si elle n'a pas d'appuis institutionnels où elle se reconnaisse dans ses intérêts et ses aspirations propres. On ne fait que commencer à s'attaquer à ce défi majeur pour la promotion et la libération collectives du monde populaire.

Ce ne sont pas les slogans des politiciens, les idéologies abstraites, les recettes d'épicerie du genre « initiatives locales », qui rencontreront les aspirations des petits salariés. Face à des leaderships populaires qui commencent à développer des praxis de base, il n'y a pas de véritables politiques socio-économiques bien articulées et finalisées. Est-ce qu'enfin les formations politiques vont se confronter sur des enjeux décisifs et proposer à la population un vrai choix entre des projets collectifs valables, entre des stratégies de développement ? Vues à la lumière de la situation tragique des petits salariés, les dernières campagnes électorales font figure d'un véritable cirque, d'un grand jeu scout. Cette comédie « pseudo-démocratique » a trop duré. Se rend-on compte de la dérive actuelle : une politique qui se réduit à un show-flu sur l'écran, des slogans creux, des critiques sans projets, des minauderies de boulevard ? Et l'on est surpris que tant de citoyens décrochent de la société ! Les petits salariés supporteront-ils longtemps que des problèmes aussi graves que le chômage ou l'inflation soient uniquement des fers de lance pour des batailles partisans au-dessus de leur tête ? Les aura-t-on aliénés irrémédiablement ?

La qualité du pain quotidien

Nous espérons que le réalisme du pain nous remettra les deux pieds à terre. Ces vitamines qu'il faut ajouter à un pain de base trop pauvre, symbolisent très bien le type actuel d'intervention politique de nos gouvernements. Nous dépensons des énergies énormes pour raffiner nos grosses tuyauteries bureaucratiques. Il faudrait nous interroger sur la qualité et la quantité d'eau qui en sort. Ceux qui ont faim et soif de justice, pour le moment, n'ont sûrement pas leur compte. Si nous redéfinissons nos tâches collectives en fonction des vrais besoins, nous pourrions mesurer l'effroyable gaspillage d'une société *du* superflu et *du* futile. Les petits salariés nous forcent à regarder les choses à partir du pain quotidien, celui de la table, celui du travail, celui de l'homme ordinaire avec sa dignité la plus simple et la plus fondamentale. Combien d'entre nous consentent à un tel examen personnel et collectif et acceptent effectivement d'agir en fonction du « nécessaire » pour tous ? En serions-nous à défendre notre crème sur le gâteau, même au détriment de ceux qui n'ont même pas accès à la pâte ? Je me demande parfois si la marque la plus sûre d'une civilisation dé-

cadente ne réside pas dans le refus d'évaluer la qualité de son pain quotidien. À ce compte-là, les petits salariés peuvent nous rendre un grand service. Eux, ils y ont mis toute leur fierté et leur dignité. Leur échec, c'est le nôtre ! Et leur courage nous incite à chercher des solutions plus sérieuses... et qui sait... à ouvrir de nouveaux chantiers. Je partage avec certains d'entre eux une expérience spirituelle têtue qui refuse de démissionner devant un tel défi.

NOTE

Depuis dix ans, nous poursuivons ce travail systématique avec les petits salariés. Nous voulons insister ici sur leur condition dramatique dans le contexte actuel de l'inflation. Par exemple, dans un bloc-appartements où habitent une majorité de petits salariés, 52 foyers sur 54 ont des dettes dont la moyenne est de \$8,000. Les uns sont pris à la gorge pour une période qui va de 10 à 20 ans. Les autres ne voient vraiment pas comment ils pourraient s'en sortir. Les allocations actuelles ou promises ne changent pas leur situation de fond. C'est particulièrement évident dans le cas des prétendus correctifs fiscaux que claironnent les politiciens au pouvoir. Plusieurs de ces petits salariés n'attendent plus rien des institutions politiques actuelles qui ont épuisé leurs batteries de réformes. À quoi bon multiplier les enquêtes, les commissions sénatoriales ou autres sur la pauvreté. Le dossier sera-t-il toujours insuffisant ? Celui de ces 18,000 endettés sans espoir dans la ville de Sherbrooke, celui des ACEFS dans différentes régions québécoises. Un salaire minimum d'un peu plus de \$80. par semaine est ridicule par rapport à ces hausses spectaculaires de l'alimentation et de tous les autres biens essentiels. Et que dire de la famille qui ne vit que d'assistance sociale avec un revenu annuel d'un peu plus de \$2,000 !

Rappelons avec force que les moyens de défense des couches sociales mieux pourvues sont de plus en plus disproportionnées par rapport à l'impuissance des petits salariés. L'écart des inégalités vient d'atteindre une démesure sans précédent dans notre société. Les camouflages habiles de l'administration publique et des partis au pouvoir rencontrent une certaine complicité dans la population des travailleurs spécialisés et des professionnels. Ne parlons pas des abus évidents dans les couches du sommet !

On se sert plutôt de l'argument des « classes moyennes pressurées » pour neutraliser l'impact de la situation explosive des citoyens à faible revenu. Mécanisme bien entretenu en Amérique du Nord. Les « moyennes » sont identifiées à la majorité silencieuse. Symptôme du mythe de l'abondance à la portée de ceux qui « veulent s'aider ». L'évolution actuelle pourrait bien jeter bas les derniers masques d'une fausse prospérité chantée par les publicités et les propagandes officielles. Devant les mesures d'austérité inévitables, cette prétendue sagesse modératrice des classes moyennes virera peut-être en extrémisme de droite comme ce fut le cas récemment dans d'autres pays.

Les libéralistes craignent le chaos social des défavorisés en agitant le spectre d'un gauchisme totalitaire. Ils s'aveuglent ainsi en refusant de reconnaître que ce chaos est interne à leur idéologie et à leur propre système économico-politique. Il faut démasquer l'imposture de leur lecture de la situation actuelle pour bien marquer d'abord que l'éclatement de la société vient d'eux et non des victimes d'une économie violente et inhumaine ³.

³ Avant de rejeter d'un bloc un certain contrôle politique des prix et des salaires, il faudrait bien évaluer le chaos socio-économique actuel que provoque une inflation qui prête à tous les abus inimaginables. Nous savons la difficulté d'une telle démarche politique. Mais le laisser-faire actuel vaut-il mieux ? Par exemple, les syndicats de la construction demandent un supplément d'un dollar l'heure en plus de l'augmentation de 13% prévu dans leur contrat. Comment convaincre les petits salariés que c'est là une bataille pour la justice sociale... et pour la gauche prolétarienne ? ! Les dés sont pipés de part et d'autre. Et l'on accuserait les petits salariés de manquer de conscience politique ! Mais que diable, sur qui peuvent-ils compter quand tout se mesure uniquement à la force que peut exercer tel ou tel groupe sur la société, et cela à partir de ses seuls intérêts privés. Qu'on ne nous serve pas l'argument des effets d'entraînement. En effet, l'écart n'a fait que grandir démesurément entre les rémunérations des petits salariés et les victoires des gros syndicats. Il est trop facile de renvoyer exclusivement la responsabilité sur le dos des gros capitalistes. Cette *tartufferie est dégoûtante*.

La femme, réconciliation du privé et du public

Artisans de nouveaux modèles sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Madeleine, femme de milieu ouvrier, apprend du boulanger qu'un foyer de la rue attenante vit dans une situation tragique de dénuement.

Pas question d'en rester à des sentiments de commisération, ni d'appeler la Saint-Vincent-de-Paul ou le service social, ni de « placer » une commande chez l'épicier. Madeleine prend plutôt contact avec le foyer en difficulté. Elle intéresse d'autres voisines au problème de la mère nécessiteuse impliquée. Un noyau se constitue avec ses voisines et quelques mères nécessiteuses du quartier. Une action s'engage qui va les mener jusqu'au niveau des politiques gouvernementales et de l'ensemble de la société.

En allant au fond du problème ensemble, ces femmes, sans instruction, sans pouvoir, ont ouvert leur quotidienneté à la mesure de tout le système social. Rien d'une politisation abstraite et doctrinaire. Elles ont tout accroché au passage : éducation, économie, culture et politique. Elles ont libéré la parole, l'action, la solidarité, bref tout le vécu avec ses besoins et ses aspirations.

La femme n'a dit que son premier mot dans la vie publique. Jusqu'ici elle avait été la maîtresse incontestée de la vie privée, mais on lui réservait un rôle de domestique dans les « grandes affaires » de la cité. Un rapide tour d'horizon nous permet de déceler des expériences fort intéressantes pour évaluer les nouvelles formes d'affirmation collective des femmes.

Lyse, célibataire, chef de secrétariat, joue un rôle clé dans l'action d'un mouvement politique municipal. Après la victoire, elle contribue à la réalisation de trois projets de « logements à loyers modiques » par l'Office d'habitation municipal.

Johanne dépasse ses participations intermittentes à la chose scolaire. Elle se présente comme commissaire et se fait élire. Elle prend un tas d'initiatives dans lesquelles les gens de la base se reconnaissent et s'engagent avec intérêt.

Denise, au conseil d'administration du CEGEP, parvient à rétablir le lien entre les jeunes, les professeurs et les administrateurs.

Jacqueline, dans le cadre d'une zone rurale bouleversée par l'implantation d'un aéroport, amène discrètement mais efficacement les citoyens à se regrouper au plan communautaire (14 villages touchés) et dans des actions plus précises vis-à-vis des pouvoirs gouvernementaux.

Gisèle partage son temps entre la maison et un Centre de la famille. Elle est à l'origine de plusieurs regroupements : mères nécessiteuses, femmes séparées, vieillards, jeunes couples en difficultés, etc.

Toutes ces femmes sont en train de faire naître de nouveaux modèles sociaux plus humains.

Une ressource humaine extraordinaire

Dans des organismes publics, dans des mouvements communautaires, dans des syndicats, dans des partis politiques, plusieurs femmes apportent une nouvelle vision des choses. Comme commissaires d'école, elles dépassent les questions de tuyauterie pour s'enquérir de la qualité de l'eau qui y circule. Primat des facteurs humains, des rapports sociaux, des personnes, de l'éducation, etc. Comme syndicalistes, elles ne ramènent pas tout à l'espèce sonnante et trébuchante. Ce sont les conditions de travail qui retiennent davantage leur attention. Comme engagées sociales, elles ont compris, mieux que tout autre, certains enjeux de notre société : besoins fondamentaux à assurer,

nouvelle échelle de priorités, réfection des tissus communautaires de base. Dans une quotidienneté qui n'a plus d'axe ni de but, elles s'inquiètent de la corrosion du sol humain sur lequel des hommes bâtissent de grosses patentes coûteuses, impersonnelles et de courte durée. En politique, on commence à découvrir que les militantes sont les plus efficaces pour rejoindre ce vaste réseau informel de relations qui tissent un milieu. Les femmes sont beaucoup plus enracinées que les hommes dans les divers milieux de vie. On l'a vu dans les campagnes électorales récentes, dans diverses initiatives de la démocratie de base. Des noyaux de militantes ont pu couvrir un territoire et rejoindre une majorité de citoyens, grâce à des méthodes ingénieuses et dynamiques, grâce à un contact plus personnel et plus attentif. Avec un peu d'humour je dirais que les femmes longtemps forcées à la « ruse » dans la société traditionnelle, commencent à l'utiliser au plan public. Pauvres hommes naïfs que nous sommes ! N'a-t-on pas dit que la capacité de faire un détour a marqué le passage de l'animalité à l'humanité ? Les femmes nous seraient-elles supérieures ? Certains hommes commencent à douter de leur prétendue supériorité. Leur conservatisme vis-à-vis de l'émancipation féminine s'appuie sur des craintes souvent inavouées. Ils sentent très bien la menace de cette escalade de leurs châteaux-forts installés surtout dans la vie professionnelle et publique. Déjà de grands historiens considèrent « l'entrée publique » de la femme comme une des principales caractéristiques du XXe siècle. « Pacem in terris » consacrait ce fait majeur au début des années '60. *Les femmes arrivent avec des yeux neufs dans la vie publique.* Elles nous révèlent les trésors inouïs de notre sous-sol humain. Avec leur patience lucide, elles pourraient nous apprendre à refaire les tissus de base de la société.

Un nouveau pouvoir... non exclusif

J'ai retenu la dimension « publique » du phénomène féminin moderne parce qu'elle m'apparaît centrale (mais non exclusive). Comme clerc, mâle, célibataire, je suis mal placé pour aborder d'autres aspects importants. Mon atavisme clérical pourrait me faire osciller de la misogynie à l'idéalisation factice de la femme. Je m'en défends. Mon statut de mâle célibataire me condamne auprès des femmes mariées qui sont en droit d'entretenir un soupçon critique vis-à-vis d'un « outsider ». Comme sociologue, je suis une cible favorite pour les féminis-

tes de la *Women liberation* qui sont en réaction contre les observateurs, les analystes, les définisseurs paternalistes de leur phénomène social. Avec de telles hypothèques, vous vous rendez compte de ma naïveté ! Et pourtant je persiste à croire que les femmes ont besoin, comme tout le monde, d'alliés libérés ! Elles trouvent souvent dans leurs propres milieux féminins leurs pires ennemies. Par ailleurs, il y a déjà assez peu d'hommes ouverts effectivement et pratiquement à cette nouvelle force sur l'échiquier social !

Un faux débat : maison ou bureau

Trêve de précautions, il faut pousser plus loin notre percée dans la perspective esquissée plus haut. Je crois que certains débats situent très mal la question. Par exemple, on oppose bêtement le statut de la femme à la maison et celui de la femme au travail, la vie au foyer et les activités extérieures. Il existe une sorte de psychologie de guerre où, de part et d'autre de la barricade, on se donne patte blanche pour mieux noircir l'ennemie. Aux yeux de certains, la femme au foyer est une ménagère domestiquée, inculte et asociale, arriérée et insignifiante. Et aux yeux d'autres critiques, la femme au travail néglige ses enfants, brûle la chandelle par les deux bouts, compromet sa relation amoureuse, et perd sa féminité. Parfois on radicalise les enjeux en niant toute différence entre l'homme et la femme, en poussant même le procès jusqu'à remettre en cause la structure biologique de la femme comme mère. Ce genre de plaidoyer risque d'enlever toute crédibilité à un mouvement qui s'amorce à peine.

L'enjeu du divorce public-privé

Une des ambiguïtés fondamentales me semble relever d'une vision très pauvre des relations nouvelles entre le privé et le public. **Notre société commerciale et techniciste tente de refouler à une périphérie inoffensive les fins de l'existence, les objectifs humains de vie, les raisons d'aimer et d'exister, les valeurs les plus profondes d'une éthique vraiment humaine. On réserve tout ça à la vie individuelle et privée, et même à la conscience de chacun.** Pendant ce temps-là, la société s'aliène dans ses instruments, ses moyens, ses structures, sans remettre en cause son échelle de valeurs implicites : des maisons plus luxueuses, des autos plus dispendieuses, des avions

plus gros, des revenus toujours plus élevés, des autoroutes « à deux pas de chez nous », bref des produits de plus en plus nombreux, chers et prestigieux. Un gadget nouveau apparaît, tous les foyers de la rue doivent se le procurer. On se crève à travailler pour consommer follement. Des spécialistes américains ont établi une relation très étroite entre le taux de consommation et le taux de maladies nerveuses et coronariennes. Les jeunes ne nous interrogent pas vainement sur nos raisons de vivre et de travailler. Il arrive que des couples de quarante ans se retrouvent vides, écoeürés, contestés par leurs enfants, après avoir poursuivi cette folle chevauchée « consommatoire » pendant vingt ans. Sur un plan large, on pourrait dire que les budgets publics comme les budgets privés ne distinguent pas mieux le nécessaire, l'utile et le futile, l'humain et l'inhumain, les fins et les moyens, les causes et les effets.

Au cœur de la révolution culturelle

Or, jusqu'à preuve du contraire, la femme porte une sensibilité spirituelle très marquée pour des valeurs humaines reléguées au dernier plan dans le trafic quotidien de notre société. Tout se passe comme si nous avions à réapprendre à vivre, à aimer, à communiquer, ou encore à travailler. Au plan humain, nous ressemblons à des enfants qui apprennent à marcher. Il nous manque encore plus de sens que de pain. Pour moi, la femme est l'être du « fondamental », du « vital », du « personnel », du « sens », du « cœur ». Un être à la fois très enraciné et très ouvert sur des horizons plus gratuits. Un être qui se révolte sainement dans un monde fait de « choses », « d'instruments », de structures. Voici que nous passons d'une société fonctionnelle à une société relationnelle. Cette révolution culturelle se poursuit dans la famille, l'école, le quartier et la ville, dans l'économie, la politique et la culture. L'homme fonctionnel a prouvé son inhumanité ou du moins ses insuffisances. Il a bâti de gros systèmes sur des milieux humains défaits, un univers de plastic et de néon insipide et sans chaleur. La violence naît autant de l'ennui que des rapports de domination. **Nous avons perdu la trace de l'homme. Et nous avons besoin de la femme pour la retrouver !**

Fille de Pierre
Mère de Paule
Épouse de Jean
La femme n'aurait-elle qu'un statut familial toujours en fonction
d'autres qu'elle-même ?
Et sa condition de personne autonome ?
Et son statut de travailleuse, de citoyenne ?
Et sa place dans la vie publique ?

La révolution féminine

Qu'elle soit à la maison ou au travail à l'extérieur, qu'elle se définisse d'abord comme épouse et mère ou comme professionnelle ou travailleuse, la femme doit faire sourdre son sens de l'humain dans le système social, sous forme de contestation ou de libération radicales, sous forme de projets inédits ou de nouvelles manières de vivre et d'agir ensemble. Les objectifs humanitaires ne sauraient rester dans l'aire domestique. Par exemple, il est temps que les femmes au foyer fassent entendre une voix plus concertée et plus efficace. Non pas à la manière d'un appel réactionnaire lancé à certains manipulateurs des lignes ouvertes à la radio. Il existe encore un trop fort contingent de femmes qui ne croient pas à leur apport original et nécessaire sur la scène publique. Les femmes portent une expérience dont la société a besoin. Sans stratégie, sans organisation soutenue, elles perdent sur tous les fronts : consommation, éducation, organisation sociale, etc. Quant aux femmes sur le marché du travail, elles ne sauraient se limiter à leur statut de producteur. Elles doivent remettre en cause un système économique et politique dont elles sont des victimes évidentes. Il faut réinventer des rapports humains, non seulement à la maison, mais aussi dans tous les secteurs de la société : écoles, lieux de travail, quartier, etc. Les femmes ont aussi cette possibilité de réouvrir la vie privée sur ces grands enjeux collectifs au-delà du tandem boulot-foyer. Le mouvement du privé au public et vice-versa trouve dans l'intervention de la femme sa longueur d'onde la plus humaine, la plus

pratique et peut-être la plus efficace. Ce qui présuppose une meilleure solidarité des femmes de l'un et l'autre secteurs, de celles qui vont de l'un à l'autre.

S'unir par la pointe des enjeux cruciaux

Nous sommes bien loin du faux débat : maison ou travail. Une mère sans antennes sur les grandes influences sociales qui marquent ses enfants, sera une mauvaise éducatrice. Une travailleuse qui méprise les tâches d'intérieur ne créera jamais un climat affectif épanouissant au foyer. Une femme qui nie sa féminité, au nom de son émancipation ou d'une contestation culturelle ambiguë, prive la société d'une longue expérience historique qui a tout un poids d'humanité. Au moment où on redéfinit l'homme (et aussi la société) comme *un être en relation*, il est nécessaire que l'être féminin essentiellement relationnel intervienne pour nous en faire comprendre toute la vérité et la densité. Ce qui ne préjuge pas de la volonté d'être considérée comme une personne, en deçà, par-delà et à travers certaines fonctions réservées jusqu'ici aux femmes. D'ailleurs, les femmes célibataires jouent ici un rôle privilégié de personnalisation. Sait-on qu'il y a chez nous une femme sur quatre, célibataire, entre trente et cinquante ans (c'est-à-dire à l'âge où l'on est le plus souvent, soit mariée, veuve, divorcée ou séparée) ? Célibataire ou mariée, à la maison ou au bureau, la femme peut s'affirmer comme telle, beaucoup plus en mettant à profit sa propre dynamique qu'en se limitant à réclamer une nécessaire égalité des sexes dans tous les domaines. *C'est par des interventions de qualité au cœur des enjeux vitaux déjà signalés, que beaucoup d'hommes découvriront l'importance inestimable de l'apport féminin dans la société.*

Des problèmes déplacés et des rôles accumulés

Certaines féministes évaluent à plus de 10,000 dollars le travail annuel d'une femme à la maison. Une telle évaluation reste superficielle. Elle fait le jeu d'une philosophie sociale aux antipodes de la sensibilité humaine de la femme.

Il y a tellement de façons de récupérer, d'assimiler ou de nier une contestation. Par exemple, réclamer des avantages économiques inac-

cessibles, c'est condamner sa propre légitimité. Même les révolutions sont l'aboutissement d'une longue gestation. Encore ici, la femme peut nous apprendre à respecter les conditions et les rythmes humains du changement. Elle en a souffert peut-être plus que les hommes. Par exemple, on a ouvert les milieux de travail aux femmes, sans aménager la société en conséquence : garderies, conditions de travail plus adaptées, etc. *Trop de femmes tentent de s'arranger « en privé »*. Pendant ce temps-là, des problèmes *pourrissent, qui nécessiteraient une action publique et politique*.

Tout se tient dans un système ; si vous bouleversez un rôle clé vous devez ré-ajuster l'ensemble. Par exemple, si la femme se perçoit et agit différemment, les rapports avec l'époux et les enfants, la structure familiale, les relations avec l'extérieur seront profondément transformés. Sans révision globale, une crise grave éclatera. Combien se sont rendu compte que dans l'ère moderne il y a eu une addition de rôles de plus en plus lourde sur les épaules de la femme ? Celle-ci, en plus des rôles traditionnels, a accumulé ceux du travail à l'extérieur et des engagements sociaux. On calcule que la femme mariée au travail fait une semaine de 84-90 heures. Et si l'on ajoute d'autres participations, on arrive à une situation de surmenage chronique. Impossible de surmonter la difficulté, sans un profond réaménagement des tâches, des responsabilités et de l'organisation sociale.

Des tentations compréhensibles, mais réactionnaires

Évidemment les engagements sociaux risquent d'être reportés aux calendes grecques. Je connais des femmes essoufflées et lasses qui rêvent de devenir ou redevenir une « petite mère et épouse », dépendante de son mari, capable de se payer un peu de bon temps et un rythme plus viable d'existence. Mais pour moi, l'entrée de la femme dans la vie publique est irréversible, du moins pour les années à venir. Il s'agit pour elle de mieux choisir et d'aménager ses investissements, d'aller aux enjeux et aux objectifs les plus vitaux. Les hommes pressés, énervés s'accrochent au court terme, à la relation courte. Les travaux à long terme ont un rythme plus lent, une implication plus profonde. Nous avons besoin de cette longue patience de nos compagnes de route. Il leur faut éduquer la société tout entière et nous redonner le goût de vivre, le temps d'aimer, et cela dans tous les secteurs d'exis-

tence et non pas seulement dans l'aire du repos du guerrier. Certaines pourront se révolter devant ces nouvelles tâches. « Laissez-nous vivre, laissez-nous tracer notre route nous-mêmes... foutez-nous la paix ». Bon gré mal gré, hommes et femmes nous sommes solidaires devant un destin inédit à créer. Au creux de cette solidarité, je ne puis m'empêcher de formuler des attentes et des espoirs.

Trois tâches capitales

1. Nous traversons une crise spirituelle qui s'affirme en filigrane dans la plupart des débats et des luttes. Il y a d'abord une quête neuve de sens dans une société en recherche de raisons valables de vivre. *Traditionnellement, chez nous et ailleurs, les femmes ont joué un rôle spirituel essentiel. Elles ont intégré leur personnalité à l'entour de cet axe.* En liquidant de réelles aliénations du passé, certaines ont balancé en même temps cette dimension pour adopter la modulation de fréquence des hommes ; rentabilité, *matter of fact*, succès financier, obsession du standing social, consommation ostentatoire, idolâtrie du veau d'or, etc. La société actuelle se réveille du cauchemar prométhéen, de la croissance à n'importe quel prix. Des jeunes tentent d'inventer de nouveaux styles et objectifs de vie en les opposant exagérément aux questions de niveaux de vie. Ils ont *besoin de témoins qui ont intégré d'une façon adulte le pain et le sens, le matériel et le spirituel, le travail et l'amour, le privé et le public.* Dans notre histoire, la femme a atteint une intégration personnelle beaucoup plus qualitative que celle de l'homme. Au moment où les individus comme la société d'ici tentent de se ramasser, de s'unifier dynamiquement, je me demande si les femmes de chez nous n'ont pas à nous faire profiter de cet héritage désormais décanté qu'elle porte. Un héritage, je devrais dire plutôt... une dynamique d'intégration des dimensions vitales de l'aventure humaine. Cette intégration pour être vraiment humaine, se fera toujours autour d'un pôle spirituel, et non autour d'un quelconque succès matériel érigé en absolu. « Pourquoi le monde est sans amour ? » nous crie la petite mère.

2. *Dynamique du sens, mais aussi dynamique du pain quotidien.* Quand le pain quotidien perd son goût, sa signification, quand les uns et les autres fuient d'une façon artificielle et déshumanisante une quotidienneté vide et ennuyeuse, c'est que la vie tout court est terrible-

ment menacée. On brasse de grandes affaires et de grandes idées, on gonfle des conflits jusqu'à la démesure, on valorise le spectaculaire, le sensationnel, l'extraordinaire, l'exceptionnel, l'inédit. Pendant ce temps, la vie ordinaire, le train « normal », les tâches humbles mais nécessaires, deviennent insignifiantes et méprisables. Révolution ou pas, le premier goût de vivre et de lutter se prend dans le quotidien. À ce niveau, il y a moins d'illusions. La qualité humaine est davantage mise à l'épreuve. Or, pendant ces longues années d'action sociale, surtout dans les milieux populaires, j'ai rencontré des femmes extraordinaires dans des projets ordinaires de libération et de promotion. Souvent des réveils collectifs d'envergure avaient été préparés par ces initiatives de base qui avaient tissé de profondes solidarités et creusé une conscience sociale plus lucide et plus courageuse. « J'ai montré comment coudre à vingt-cinq femmes du quartier » ; c'était le début d'un éclatement du privé... qui allait conduire cette femme avec les autres à des engagements de plus en plus larges aux plans social et politique. Rien d'une idéologisation politique sectaire, abstraite et précipitée. Que d'autres exemples j'aimerais donner ici !

3. Le public et le privé ne se sauveront pas l'un sans l'autre. J'ai montré comment des femmes, avec finesse et réalisme, ont établi de nouveaux rapports dynamiques entre ces deux sphères d'existence. *Elles ont fait beaucoup plus pour la libération et la promotion de la femme que certaines chapelles exclusivistes et extrémistes* qui se sont développées, surtout aux États-Unis. En coude à coude, avec des alliés masculins, ces engagées au plan social ont réalisé des projets féconds, des solidarités neuves. Elles ont compris que leur libération et leur affirmation sont inséparables de celles qui montent de la vie collective actuelle. Là vraiment se révèlent des types inédits de femmes qui accompagnent les nouveaux modèles sociaux en gestation. Ce qui n'exclut pas des actions collectives plus spécifiquement centrées sur des problèmes touchant plus directement le statut de la femme. Mais ces luttes doivent se situer dans le contexte réel et global de la société pour éviter un pouvoir parallèle vite marginalisé ou étouffé.

Je suis incompetent pour évaluer les points de vue différents de B. Friedan, M. Grégoire, K. Millett, M. Mead, S. de Beauvoir ou G. Greer. Les femmes sont capables de se définir elles-mêmes. J'ai voulu, dans l'optique de ma propre discipline, revoir la question féminine à

partir d'une certaine vision de la société et des requêtes contemporaines correspondantes.

NOTE :

« Pauvres hommes »

Que de fois j'ai entendu cette remarque chez des femmes de tous âges, de tous milieux sociaux. L'homme québécois, un être fragile, facilement démissionnaire devant sa compagne ? Même les jeunes mâles ne tiennent pas le coup face aux nouvelles affirmations féminines. Bien sûr, il y a quelques caïds dans le lot.

Cinéma, théâtre, roman, téléromans de chez nous font écho à toute une histoire du masculin en bémol, de l'homme humilié. Ce n'est pas lui l'être résistant et courageux. Les propos savants sur le meurtre du père ont une étrange résonnance dans la société d'ici. Y a-t-il vraiment eu de fortes paternités ? La revanche des berceaux appartient davantage aux mères. Même le clerc autoritaire d'hier cachait mal sa faiblesse derrière ses véhémences d'emprunt. Ainsi le père québécois ne serait jamais né.

Aujourd'hui, on parle plutôt du couple. Sans tradition amoureuse, sans pôle masculin bien campé, sans figure précise de la femme « autonome », on inventera difficilement de nouveaux cheminements à deux. Tant d'itinéraires tronqués en témoignent. Dans bien des cas, l'époux d'aujourd'hui n'a donc pas plus de consistance que le père d'hier. Je me demande si les compensations de l'*open marriage* (mariage ouvert) qui laisse place à des amitiés hétéro-sexuelles ne sont pas des fuites devant les difficultés d'une aventure amoureuse profonde et stable. Il en est de même des copinages entre compagnons et compagnes de travail. Et ceux qui se rabattent sur l'amour libre en connaissent vite les désillusions.

Ne reste-t-il alors que les relations courtes de l'univers urbain consommateur ? Certains situent le problème dans cette perspective. Il n'y aurait plus de vrais rapports sociaux dans une telle économie de choses. L'administration prend la place d'une dynamique communau-

taire créatrice, libre, plus personnelle et plus humaine. D'une part, une vie privée consommante et d'autre part une vie publique industrialisée. Un univers de choses et de piastres étouffe les rapports de personnes, les milieux de vie. L'homme industrialisé a perdu la trace de son humanité. Il ne sait plus être père, époux, ami ou compagnon. Même le dialogue conjugal cède à la télé commerciale.

On dit le Nord-Américain de plus en plus « fragile ». Il n'aurait ni les racines, ni l'intériorité des vieilles cultures. Ses réussites matérielles paraissent tout à coup comme le tombeau d'une vie intérieure, seule capable d'amour, d'humanité et de passion profonde. On ne changera pas la vie comme on change d'auto. Que d'illusions dans les nouveaux modèles d'existence ! Ils ont la durée des modes. Telle la commune.

L'opinion publique retient davantage les retombées des échecs et des ruptures : divorces, avortements, etc. Et bientôt, après le féminisme, viendra le ressac : la libération du mâle. Posons-nous les problèmes à la bonne place ? Derrière la dénatalité, la crise du couple, la guerre des sexes, l'absence de paternité ou l'éclatement de la société, il y a une requête plus profonde : celle d'une sagesse où homme, femme et enfant, inséparablement, réapprendront à vivre ensemble la solidarité la plus fondamentale de toute société. Il faut forcer celle-ci à se redéfinir en fonction de cette base humaine que tant d'irresponsabilités ont saccagée. En ce domaine, les mâles ont cumulé bien des démissions. Et leurs compagnes ont la tentation de fuir un rôle qu'elles ont trop longtemps assumé toutes seules.

Si on ne sait pas le défi de ré-humaniser la vie individuelle et collective, on ne pourra pas redéfinir les sexes avec pertinence et bonheur. C'est l'humain, homme et femme, qui est en cause. L'humain ordinaire, quotidien. Celui d'un style d'existence plus fraternel, d'un amour plus fidèle, d'une vie plus intérieure, d'une passion plus tendre et soutenue. Beaucoup de mâles de nos sociétés technologiques ont soumis les relations de personnes à l'industrie des choses. Il leur faut réapprendre leurs premiers métiers d'homme : amant, époux, père, éducateur, travailleur solidaire et citoyen responsable.

Vers une société de célibataires ?

D'une économie familiale à une société individualiste

[Retour à la table des matières](#)

Allons-nous vers une société de célibataires ? Bien des revendications le laissent entendre. Chacun veut faire sa vie ou la refaire comme il l'entend. L'homme ou la femme, le jeune ou l'enfant, de diverses façons, affirment leur liberté individuelle avec force. Même dans des milieux communautaires très poussés, comme chez les religieux, le projet personnel de vie prend le pas sur le reste.

Le sociologue dira que c'est le signe d'une liquidation définitive de la *société traditionnelle*. Celle-ci, en effet, laissait peu de place à l'autonomie personnelle. Une économie de subsistance amenait une très forte interdépendance des membres du clan ou de la communauté. Les moindres écarts menaçaient cette solidarité obligée. Nous parlerions aujourd'hui de collectivisme. Par exemple, dans un contexte rural, le divorce aurait entraîné un désastre économique pour la famille.

La société industrielle de type capitaliste a valorisé la capacité et l'affirmation de l'individu. Mais elle a brisé aussi les communautés traditionnelles. Compétence, mobilité, agressivité, autant de qualités individuelles rattachées à une fonction qui ne dépendait plus de la famille étendue, des communautés de base, des milieux de vie. On s'insérait dans la société, moins par les rites d'initiation religieux ou familiaux que par l'obtention d'un poste, d'un « job » où il fallait faire ses preuves. Tout le reste de la vie devenait dépendant de l'itinéraire de travail. On adaptait sa vie, ses solidarités à tel ou tel changement d'emploi. Il n'en fallait pas moins pour développer un fort accent individualiste dans la philosophie de la vie. Bien sûr, la famille gardait une certaine importance pour la vie affective, pour la continuité des générations. Mais elle ne commandait plus l'organisation de la vie collective comme dans le monde agricole.

Deux phénomènes récents

Peu à peu les *femmes* sont entrées dans ce mouvement. Elles ont cessé d'être uniquement mère, fille ou épouse. Pour entrer sur le marché du travail, il fallait instruction et compétence nouvelles. Du coup, la femme trouvait des conditions inédites d'indépendance. Autrefois, liée à son foyer, elle se définissait uniquement en fonction des autres. Voici qu'elle peut maintenant poursuivre un projet personnel distancé grâce à cette économie nouvelle.

On a connu une évolution semblable dans ce phénomène moderne qu'est la *jeunesse*. Dans la société traditionnelle, on passait directement de l'enfance au monde adulte. Or les jeunes d'aujourd'hui constituent une couche sociale relativement autonome. Assez tôt, ils font des choix personnels et libres qui les rendent très critiques devant leurs parents. Même dans le cas de longues dépendances financières, ils tiennent à marquer leur autonomie subjective et leur libre orientation de vie. Aussitôt qu'ils le peuvent, ils vivent par eux-mêmes. Ils préfèrent une bourse anonyme du gouvernement à une attache financière à leur famille.

Choc du privé et du public

Jusqu'ici les choses semblent claires. *On passe de la communauté obligée à l'individualité libre*. Mais cette transition s'accompagne du choc de la société traditionnelle maintenue dans l'aire privée et de la société industrielle qui commande de tout autres comportements publics. Ainsi la femme se trouvait à vivre sur deux registres assez étrangers ; travail et famille amenaient deux styles de vie assez éloignés l'un de l'autre. À la maison, la femme restait cet être en fonction des autres. Au bureau ou à l'usine, malgré les discriminations connues, elle s'affirmait sous un mode purement personnel. On comprend pourquoi le mouvement d'émancipation féminine s'est fortement centré sur certaines « aliénations » de l'être féminin conjugal et familial, tout en débordant sur les conditions de travail.

Mais on ne saurait isoler un tel phénomène. Les adultes masculins tout autant que les adultes féminins, les jeunes aussi, ont voulu retrou-

ver dans la vie privée la même autonomie subjective qu'ils expérimentaient dans la vie publique. C'est ce qu'on pourrait appeler : *l'émergence du réflexe de célibataire*.

Le célibataire envié

La société post-industrielle vient accuser cette tendance. Plusieurs peuvent désormais se payer le luxe de vivre uniquement en fonction d'eux-mêmes. Le *bachelor* n'est-il pas un symbole important de l'habitat urbain, après les contestations du bungalow familial de banlieue ? Le premier symbolise la vie libre, indépendante, passionnante. Le second évoque paradoxalement l'ennui, l'isolement, le village anachronique. Bien sûr, il y a les images folles du *playboy*, de la *bonnie*, de l'éternel adolescent. Mais, aux yeux de plusieurs, *l'existence du célibataire apparaît comme un idéal*, tantôt avoué ouvertement, tantôt envié silencieusement. Celui-ci choisit ses relations, ses appartenances. Il ne s'enferme dans aucune d'elles. Il peut se séparer du partenaire ou de l'ami devenus encombrants. Il peut planifier sa vie à sa guise, ses activités, son rythme d'existence, ses vacances, ses sorties. Il a moins de contraintes pour changer de travail.

Il y a plus de continuité et de cohérence entre sa vie privée et sa vie publique. Si vous l'accusez d'égoïsme, il vous dira que la société de demain s'organisera en fonction de solidarités plus libres, de groupes plus spontanés, de communautés plus gratuites. Les institutions privées comme la famille devraient perdre de l'importance. Par ailleurs les nouvelles contraintes de la bureaucratie et de la technocratie seront compensées par les neuves possibilités d'une vie privée plus personnalisée et autonome. À la condition évidemment qu'on refuse de retourner au village d'autrefois comme c'est le cas des communautés banlieusardes ou même des nouvelles communes.

Le mariage dépassé ?

Au bilan, la nouvelle culture des célibataires exigera une révision radicale des structures sociales actuelles qui maintiennent la fiction juridique d'une société défunte. Plusieurs jeunes, par exemple, refusent les cadres juridiques du mariage. Ils veulent un cheminement libre et autonome dans un compagnonnage aussi tolérant qu'intense.

Peut-être voudront-ils sanctionner socialement un jour une union qu'ils voudront plus décisive ? Mais ils refusent de s'encarner dans une institution encore aussi rigide, même avec ses possibilités de divorce. Ils préfèrent, à ces procès publics éventuels un itinéraire privé susceptible de révisions, de ruptures, de fidélités successives, de changements de partenaires. Ils croient même que ce nouveau contexte est plus propice à la maturation des personnes, à des choix plus judicieux, à une vie ouverte et plus épanouissante. *L'être célibataire, entendu dans ce sens-là, offre donc, pour la première fois dans l'histoire, un style de vie plus personnel, plus libre.* Certains, au nom d'une telle philosophie, cherchent à provoquer ce saut qualitatif de civilisation. Du moins, c'est ce qu'ils prétendent.

Mais plusieurs objections se dressent sur la route de cette évolution.

Un luxe peu accessible

N'y a-t-il pas ici un prolongement inconscient d'un libéralisme qui a saccagé les solidarités les plus fondamentales entre les hommes ? Le célibataire de ce type serait aussi monstrueux que la société capitaliste avec ses culs-de-sac écologiques, politiques et psychologiques. La subjectivité exacerbée des individus ressemble « étrangement » à l'inhumanité d'une entreprise privée asociale, aveuglément esclave de ses intérêts investis. N'accusera-t-on pas la loi de la jungle, celle des plus forts ? N'est-ce pas un luxe inaccessible pour les pauvres, les démunis, le petit peuple ? Eux ne peuvent vaincre les conditions collectives de leur dépossession si ce n'est que par de fortes solidarités communautaires qui sacrifient pour un certain temps le mieux-être individuel. *À la limite, est-on en face d'un néo-bourgeoisisme camouflé ?*

Et les enfants ?

Autre objection que le sort des enfants dans ce monde émancipé des adultes centrés sur eux-mêmes. Aucune théorie psychologique n'a encore inventé un mode de remplacement d'un noyau familial stable et très solidaire. L'enfant de parents séparés, ou divorcés ou peu présents l'un à l'autre n'est sûrement pas dans des conditions idéales. Il a même moins de chance d'autonomie quand il est attaché à une seule per-

sonne. Les équipements collectifs ne sauraient suppléer à ce premier milieu affectif de la famille. C'est une imposture que de transposer cette solidarité de base dans des organisations anonymes. Certains rétorquent ici que l'explosion démographique offre une ouverture justifiable pour expérimenter la civilisation du célibataire. L'argument n'a pas grand poids. Il faut au moins une moyenne de 2.2. enfants pour maintenir la population actuelle. Or, plusieurs pays « civilisés » ne se renouvellent même pas actuellement. Du moins la courbe des naissances va dans cette direction. La psychosociologie, dans ses recherches, a noté la stérilité culturelle et sociale, l'affaissement psychologique collectif et individuel des milieux malthusiens. *La fécondité biologique de base, généreusement et intelligemment assumée, serait source de dépassement humain à long terme.* L'avortement sur demande, par exemple, peut devenir un autre phénomène social de démission, par-delà les exigences de solutions morales et juridiques plus souples et plus humaines. Nous ne sommes pas à une contradiction près. Cette campagne s'instaure dans des sociétés qui s'acheminent vers une certaine stérilité biologique !

Peu de célibataires heureux

La troisième objection ne manque pas de poids non plus. C'est un leurre de laisser croire que le style *bachelor* est épanouissant dans la plupart des cas. Que de déséquilibres psychiques accompagnent cette expérience ! Sentiment profond de solitude, absence de relations stables, complexe d'inutilité, recherche maladive d'évasion artificielle. Même une activité professionnelle solide et riche ne semble pas compenser le désarroi psychique d'une vie privée éclatée, d'une liberté indifférenciée. Freud parle ici d'une angoisse flottante. On ne peut l'identifier. L'être célibataire connaît facilement l'explosion ou l'hypertrophie du moi que les contraintes d'hier évitaient en le ramenant à ses vraies limites concrètes. Les responsabilités à long terme devant un conjoint et des enfants offrent un cadre stable dans l'itinéraire d'un adulte. Elles sont sources de dépassement, d'incitation, de motivation de longue portée. *L'homme vaut par la qualité de ses engagements, de ses relations.* C'est par les autres qu'il s'affirme, s'ouvre, se comprend, se dépasse. Il ne trouve pas le bonheur quand il cherche celui-ci pour lui-même. Paradoxalement, il se libère quand sa liberté crée celle des autres. Sartre, avec beaucoup de noblesse, disait qu'il ne sera libre

pleinement qu'au moment où les autres partageront la sienne. Nous préférons parier ici d'une liberté définie et vécue solidairement par un groupe humain. Nous sommes loin d'une psychologie de célibataire toute occupée à peser tous les jours sur la balance son degré de bonheur frileux et menacé.

La peur de la liberté

Trois objections très fortes. Et pourtant, elles n'effacent pas ce qu'il y a d'authentique dans cette nouvelle culture de la personne. Cette personnalisation interroge radicalement le collectivisme d'hier et ses nouvelles formes bureaucratiques, politiques, idéologiques et culturelles. Les sociétés comme les hommes ont toujours eu peur de la liberté individuelle concrète. Au plan collectif, Machiavel a soutenu que les peuples préféreront toujours leur sécurité à leur liberté. En ces temps révolutionnaires, les choses commencent peut-être à changer. Nous hésitons face à un certain risque pour ré-interroger de vieilles structures sociales de plus en plus éloignées des sensibilités culturelles actuelles. La remontée des pouvoirs absolus avec les complicités populaires marque peut-être une réaction devant ce saut dangereux qui menace les sécurités séculaires lentement nouées par nos pères. Chez nous, je soupçonne que certains refus politiques de libération collective révèlent le clivage entre la culture des jeunes et celle de leurs aînés. Les pères ont dit non à l'aspiration des fils. Qui sait si cette option de sécurité immédiate ne déguise pas la peur d'un avenir neuf, différent de ce que la génération présente voudrait prolonger ?

Retard des institutions

Une certaine société est en train de mourir. Une autre émerge péniblement au travers des phénomènes sauvages qui pourtant véhiculent des valeurs aussi essentielles que les anciennes. Saurons-nous les reconnaître, les évaluer, les assumer judicieusement ? L'affirmation de l'être individuel, l'émancipation de la femme, la revendication d'une vie privée plus distancée, la libération collective des classes dépossédées, la relativisation des institutions et de leurs contraintes, les nouveaux styles de vie des jeunes, les modèles inédits de rapports sociaux, d'éducation, de travail, ont des parentés spirituelles. Ils contestent la société programmée tout autant que les vieilles institutions

maintenues. Ils ouvrent vers d'autres horizons une civilisation bloquée, en quête de projets de rechange. Pour le moment, les majorités ne suivent pas. On a peut-être dressé des barricades en sous-estimant la possibilité de viriles confrontations. Il ne s'agit plus de guerroyer pour gagner du territoire. Même la lutte des pouvoirs est insuffisante. Il suffit de considérer le désarroi de la société entière face à *une fonction publique hypertrophiée* par une gigantesque bureaucratisation et disloquée par une macro-économie aveugle et asociale. Face aussi à un « quotidien privé » défait, sans éthique, sans styles et projets de vie valables, sans passions et raisons de dépassement. Il ne reste alors que les rites de la consommation, utiles pour la machine de production, mais peu motivants dans une vie en quête d'humanité, d'âme et de cœur.

Des opinions aux convictions

Au fond, *il nous manque une ou des sagesse*s pour savoir où faire porter les vraies luttes de libération, où engager les forces de promotion et pour réinventer de nouvelles cohérences vitales dans la conduite de la vie. Par exemple, en matière éthique, bien des citoyens sont coincés entre la vieille morale collectiviste et une conduite de vie privée arbitraire, subjectiviste, immédiate et souvent anarchique. Je pourrais donner bien d'autres exemples. Mais les arguments précédents suffisent pour illustrer la radicalisation des problèmes humains actuels. *Nous ne pouvons plus nous contenter d'opinions superficielles. Il nous faudra confronter des convictions plus solides et plus sagesse*s.

Entre le bungalow et le bachelor

Dans un tel contexte, je crains une société qui s'organise trop en fonction des célibataires. Elle ne peut réinventer ces sagesses collectives dont nous avons tant besoin pour imaginer une nouvelle civilisation, des projets de rechange. Et pourtant, les célibataires ne cesseront de rappeler l'importance de la personne et de sa liberté face aux vieilles et nouvelles institutions, face aux extrémismes de gauche et de droite, face aux lois et aux morales officielles. Les hommes libres sont plus rares qu'on ne le pense. On se crée rapidement de nouvelles servitudes (Dostoïevski). Certains disent vouloir changer la vie. Savent-ils

ce qu'il faut de courage et de sagesse, de liberté et de responsabilité pour mener à bien un tel projet, pour y donner un vrai contenu humain et des mains efficaces ? Célibataires ou mariés, femmes ou hommes, adultes ou adolescents, **nous sommes quand même tous acculés à trouver une nouvelle philosophie de la vie et un style de société qui ne sacrifient pas les richesses acquises du patrimoine humain, et fécondent en même temps des expériences inédites.** Nous ne ferons pas l'économie de tensions et de ruptures. Mais nous ne pouvons rester longtemps entre le bungalow et le *bachelor* !

Le privé et le public. Tome II

Troisième partie

Aspects culturels

- Chapitre I. Du joual quotidien au Québec français... un rôle politique méconnu
- Chapitre II. Culture, éducation et développement
- Chapitre III. D'un leadership à l'autre... ce sont les clowns qui nous mènent
- Chapitre IV. Économie culturelle et sagesse collective

[Retour à la table des matières](#)

Le privé et le public. Tome II
Troisième partie. Aspects culturels

Chapitre I.

Du joual quotidien au Québec français... Un rôle politique méconnu

Une continuité historique

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons la mémoire courte. Le problème politique de la langue chez nous n'est pas d'aujourd'hui. Il a été au centre des contentieux de notre peuple. Celui-ci, en deçà ou au-delà de ses impuissances et de ses solitudes, a bien vu le danger, même s'il s'est laissé aller à de graves démissions. Mais ne cédon pas à des procès faciles. imaginons une France entourée de deux milliards d'Allemands. Voilà la disproportion qui n'a cessé de grandir d'un recensement à l'autre. On a la langue de sa situation. C'est une évidence pour nous et pour bien d'autres. Comment nommer un environnement qu'on ne possède pas ? Le langage d'emprunt chez les colonisés est bien connu.

Mouillé dans les grandes eaux de *l'américan way of life*, notre esquif français y prend senteur et couleur, heurts et malheurs. Il traîne ces relents de port en port. Je dis bien « relents » parce que nos aliéna-

tions nous font retenir souvent ce qu'il y a de plus débilisant ou résiduel dans cette identification nord-américaine. « Presqu'Amérique » est un euphémisme pernicieux. Je n'arrive pas à chanter l'Amérique qui m'habite. Vous voyez ça l'esclave qui s'ennoblit de la puissance de son maître. Triste sort de la dépossession totale.

Mon verbe se fait politique dès qu'il devient critique de lui-même. Celui de mes pères avait aussi ce drôle de petit sens, même quand il se voulait gardien d'une foi, seule bouée d'identité sur cet infini désespérant de la mer anglo-saxonne. Le vieux nationalisme religieux, après toutes les décantations critiques, a eu au moins le mérite de maintenir vive une certaine instance politique qui vaut bien la velléité de souveraineté culturelle serinée par des politiciens maîtres-chanteurs. Je comprends les timidités de mes ascendants. Mais je rage devant les lâchetés de ces maquignons qui troquent l'échéance peut-être décisive de notre petite nation têtue pour leurs mesquins intérêts de roitelets-nègres. Ils savent si bien manipuler les peurs qui affligent le peuple d'ici. Les patiences d'hier s'entendaient. Aujourd'hui, elles deviennent démissions sans un vigoureux projet d'indépendance.

Voici que la récente politique linguistique du vieux pouvoir toujours en selle veut nous convaincre de la vertu des accommodements administratifs. Le processus dilatoire est trop évident. On veut remettre à la prochaine génération une décision politique qui fera figure de bombe à retardement dans un désert de l'impossible. Dérive tragique d'une responsabilité politique possible vers une éventuelle explosion aussi violente que désespérée. Jamais la trahison n'a paru aussi évidente. Les technocrates de service savent jongler avec les chiffres pour vanter leurs mini-solutions comptables, et pourfendre les prophètes qui brandissent le spectre de la mort d'une nation. Un ministère nous parle de règlements et de correctifs, alors qu'il y va de l'âme d'un peuple, arrivé au seuil du non-retour. *Les forces jeunes et vives d'ici ne peuvent se contenter de freiner la descente. Ont-elles tort de poser hic et nunc l'alternative cruciale de l'assimilation ou de l'indépendance ? Voilà ce que de vieilles élites tentent de dissimuler derrière des marchandages qui ont trop duré.*

Mais ce débat politique est-il le seul à tenir dans les conjonctures ? Comment interpréter les complicités d'une forte masse de citoyens,

qui elle aussi veut reporter de telles échéances à des lendemains impossibles ? Je crois qu'il faut atteindre des paliers plus profonds de notre existence collective pour comprendre notre crise de la langue. Au premier chef, je retiens le divorce entre le privé et le public, qui contribue à re-poser l'enjeu culturel de la démarche économico-politique, le problème des classes sociales dans la libération nationale. Voyons les choses de plus près.

Du patois au joual

Le joual pour les rapports quotidiens et le français pour l'école et les communications officielles ? Nous avons longtemps connu cet écart entre la langue parlée et la langue écrite. Nos leçons de grammaire ne résistaient pas à l'expression spontanée de la vie courante. Évidemment certains folkloristes et littérateurs ont défendu hier le patois québécois. Mais personne ne prenait au sérieux de telles revendications, d'autant plus qu'elles coïncidaient avec le mythe du retour à la terre, à rebours d'industrialisation et d'urbanisation. Au fait, comment ne pas comprendre ce particularisme rural, seul patrimoine restant dans une société où villes et usines ne nous appartenaient pas ? L'économie industrielle comme la culture urbaine relevaient d'un autre monde que le nôtre.

Mais attention, *il y a loin entre l'idiome paysan et le joual montréalais. Le premier qualifiait une identité, le second une aliénation.* L'original Grignon ravivait un souvenir toujours vivant, alors que le frère Untel pointait le dédoublement de notre personnalité et de notre culture. Certains sociologues ont disputé nos traits paysans ou urbains. Les uns nous disaient de mentalité rurale ; les autres soutenaient que les villes avaient davantage façonné notre image collective. Ce débat superficiel vite écarté, il a bien fallu reconnaître que les vrais clivages étaient ailleurs. Une sous-culture prolétaire prenait le relais du patois pour le défigurer, l'angliciser et le vider de sa propre sève culturelle. Peu à peu le joual a gagné l'arrière-pays, malgré toutes les campagnes du bon parler français, malgré même la langue de l'école, des journaux et des discours officiels.

Par ailleurs, l'autodéfense contre l'envahissement de l'anglais masquait ce divorce du langage parlé et de la langue académique. Notre

société parallèle devenait *aussi* une société à deux étages. *En haut la rhétorique creuse des élites, en bas le patois déstructuré du peuple.* Ces deux aliénations se renforçaient. Disons qu'à ras de quotidienneté, la plupart des nôtres enfourchaient spontanément le joual. Il ne restait pour la langue officielle que le statut d'un rite décroché qui maintenait nos fictions académiques, juridiques et politiques. La culture, c'était celle de la France ou bien celle des Anglo-Saxons. Nos lettrés, malgré tous leurs idéaux nationalistes, avaient l'esprit tourné vers la mère-patrie de là-bas. Curés et politiciens, bien sûr, savaient « parler au peuple ». Mais leur discours et sermons venaient surtout combler le vide d'un langage quotidien sans prise sur l'environnement.

Le joual ne se prêtait pas à la critique transformante du milieu, encore moins des grandes institutions téléguidées de Rome, Londres, Ottawa ou Washington. Tout était succursale chez nous, même le Parlement et les cathédrales. Les langages officiels empruntés ont pu convaincre parce qu'ils bénéficiaient de l'absence d'une parole vraiment autonome et articulée chez les masses québécoises. Le privé était aussi aliéné que le public, de même le langage quotidien tout autant que le discours officiel. Mais cette double parole nous offrait l'illusion de croire que le français reconnu exprimait un certain statut politique autonome et nous branchait sur la vraie culture... qui n'était pas d'ici. Quant au joual, il ne servait qu'à la communication domestique. Il n'avait rien de culturel ou de politique.

Comme la « sacrure », cette « parlure » permettait tout au plus au porteur d'eau de crier ses rages et ses impuissances. Contrairement au vieux patois, elle ne savait même pas dire la nature, l'amour, l'amitié, la paternité, bref la vie familiale. À la limite, le quotidien n'avait pas de langage consistant. Deschamps et Tremblay sont aujourd'hui l'écho de cette profonde déstructuration de la culture première. Une vie privée qui n'a pas de langue ne peut déboucher sur une politique démocratique. Le discours public n'a alors pas de vis-à-vis critique. Tascheureau et Duplessis ont le chemin libre pour assurer leur pouvoir absolu. D'ailleurs Mgr Bourget et ses successeurs avaient bien tracé le chemin. *Fait à noter, le don oratoire est l'outil principal de ces pouvoirs. Un peuple aussi muet cherchait à meubler son silence privé par ces paroles publiques qui n'avaient pas de concurrence.* Le divorce se transmuait donc dans le monolithisme de l'autorité et de la pensée of-

ficielles. Une parole unique pour exprimer l'unanimité. Mais c'était une unanimité de soumission, de procuration, de silence, de négation de soi, d'ignorance. « Ce que le peuple ne sait pas, ça ne lui fait pas mal », disait Duplessis. Les jeux se faisaient au-dessus de lui. Il ne pouvait ni les savoir, encore moins les dire.

Ainsi le joual n'avait aucun contenu parce qu'on lui avait retiré tout ce qui . aurait pu le désaliéner : la culture, la politique, l'économie. Celles-ci se déployaient à ce deuxième étage inaccessible de l'aire publique colonisée où les pouvoirs étrangers et autochtones négociaient leurs propres intérêts. Les cris de la cuisine ou de la taverne ne servaient qu'aux luttes domestiques du peuple « privatisé ». Le joual ne faisait que briser une trame de silence qui habitait les relations entre époux, entre jeunes et adultes, entre compagnons de travail.

Rôle politique du joual

Il y avait quand même une brèche. *C'était la force chaotique et violente du joual qui véhiculait depuis longtemps une colère rentrée et une dignité retenue.* Ce silence du mâle québécois à la maison, à l'usine, à l'église, à l'école cachait une humiliation explosive. De temps en temps le joual « prenait l'épouvante ». Il piaffait d'impatience. Il maintenait un minimum d'instance critique. Mais il éclatait davantage à la taverne que dans le syndicat d'affaires.

Voici que des mouvements populaires vont permettre une première expression des sans-voix. On oublie souvent ces phénomènes de la base quand on analyse des changements historiques. Par exemple, la fin de la chrétienté et du duplessisme, l'avènement de la révolution tranquille sont rattachés à des figures de proue : Borduas, Charbonneau et Asbestos, équipe de Cité Libre, abbés Dion et O'Neil, Frère Untel, et surtout l'affirmation de nouvelles élites. Mais bien peu ont su reconnaître dans les milieux populaires des années '50 des montées de conscience, des expériences collectives qui marquaient une nouvelle dynamique collective. Ces humbles expériences n'avaient pas accès aux canaux publics.

Le joual ne s'écrivait pas à ce moment-là. Mais il commençait à s'affirmer, à nommer ses aliénations, bien avant Parti Pris ou « l'équipe du tonnerre ». Bien sûr un certain déblocage politique et une démocratisation des institutions scolaires, syndicales ou autres favorisaient cette première libération de la parole du peuple. Les classes populaires et les étudiants se mirent à parler, à contester. Leur parole a porté, du moins pendant un certain temps, avant le ressac des vieux pouvoirs qui ont refait surface aujourd'hui. Dans la foulée de cette première libération, le joual a été dédouané et plébiscité dans la chanson, le roman, le cinéma et le théâtre québécois. Il a acquis une certaine valeur culturelle et politique.

Les successeurs du bon parler français y ont vu une terrible dérive. D'où leurs plaidoyers pour le français international. Imaginez ! Si un tel mouvement continue, ils seront coupés de la France qui leur envoie la vraie culture ! Mais le peuple s'en balance. Il a pris la parole pour la première fois. Le joual se « déprivatise ». Il débouche sur une politique d'indépendance. Comment être international, si on n'est même pas « national » ! *Entre le joual privé et le français international, il y avait un fossé immense.* Plus ou moins inconsciemment plusieurs ont vécu cette phase du joual contestataire comme une sorte de chaos révolutionnaire. Les grands bouleversements historiques ont toujours été accompagnés de mouvements sauvages. Chez nous la libération publique du joual rencontre cette constante de l'histoire. *De Tremblay ou de Deschamps à la bataille linguistique il y a une continuité déconcertante, mais plus politique qu'on ne le pense.*

Bien sûr, l'idéalisation du joual comporte d'énormes dangers. On ne peut éterniser un parler aussi déstructuré qui ne saurait enrichir le discours culturel et politique du peuple, ni donner consistance à un quotidien privé déjà si peu cohérent. Mais il y a ici une des seules dynamiques à la portée de la masse québécoise. D'autres expériences, ailleurs, rencontrent les nôtres. Ainsi Paulo Freire a réussi un travail culturel et politique extraordinaire par une stratégie simple et intelligente de libération de la langue populaire. Avec leur argot, des prolétaires ont nommé, interprété, critiqué, partagé et transformé leur situation. Toute dynamique collective de la parole est inséparable d'une critique, d'une solidarité et d'une action communes. Or, n'est-ce pas ce qui se passe dans les zones grises de Montréal comme dans l'Est du

Québec, dans les nombreux mouvements de base et chez les étudiants, bref dans notre petite révolution culturelle et sociale récente ?

Une certaine critique n'a rien compris au rôle politique du joual. Celui-ci était un passage obligé pour une implication du peuple qui ne pouvait accéder à une conscience et à une action collective en faisant l'économie d'un instrument aussi privilégié que sa langue parlée. Évidemment nous ne sommes qu'au début du processus. Les vieux comportements politiques aliénés ont la vie dure. On l'a vu dans les dernières campagnes électorales. Mais une libération incoercible a pris corps.

Ici il faut démystifier des censeurs qui ne voient qu'abêtissement et aliénation dans le joual. Celui-ci ne serait pas digne de la lutte pour un Québec français. Commençons donc par acquérir une langue véritable. Des linguistes font le jeu ici de la petite bourgeoisie assimilée et des maîtres étrangers qui se servent facilement de cet argument pour reporter des décisions démocratiques vigoureuses. *On ne saurait attendre que la majorité soit capable d'une langue écrite pure. Dès maintenant il faut aller au bout de la dynamique collective de la langue parlée par le peuple.* La tradition orale, toute fragile soit-elle, a des dynamismes cachés que certaines stratégies récentes ont fait ressortir. C'est elle seule qui peut déprivatiser un peuple tenu à l'écart des grandes institutions. Il y a des forces vives dans cette parjure chaotique et sauvage. Des forces nécessaires à une action politique largement diffusée. Celle-ci à son tour donnera la cohérence favorable à la maturation d'une langue mieux structurée. Nous ne politiserons jamais notre peuple par des langages d'emprunt. Toute notre histoire en témoigne.

Un académisme et un technocratisme éteignoirs

L'opération grammairiale ne sera guère plus efficace. Un exemple extrême m'en convainc. J'ai étudié la grammaire anglaise pendant dix ans à l'école. Au bout de l'itinéraire je ne pouvais dire trois phrases d'affilée, encore moins tenir une conversation. Une courte expérience de langue parlée dans un milieu anglo-saxon m'a donné de tout autres résultats. Les premières dynamiques vitales sont donc dans cette aire d'expérience. On a longtemps parlé une langue avant de constituer une

grammaire. Celle-ci, d'ailleurs, ne fait qu'exprimer les cohérences nouées par une longue expérience originale de communication dans une communauté historique. Or, chez nous, on commence à découvrir des virtualités cachées dans la parlure des nôtres, des cohérences et des dynamismes invisibles. Ah ! il s'agit de bien timides points d'appui à côté des terribles trous d'aliénation. D'où l'importance de relier un joual quotidien aussi menacé à un projet politique audacieux. Cette opération permettra des transmutations linguistiques plus consistantes et mieux finalisées, et une possession de notre propre environnement que nous pourrions nommer d'une façon plus judicieuse et confiante.

Il serait dommage que cette dynamique soit soumise à des réflexes *d'Académie française*. Celle-ci vient de refuser le terme « créativité » parce que les vieux académiciens aristocrates y voient le résumé de toutes les hérésies du vingtième siècle. Française, anglaise ou allemande, les langues sont des matrices capables de grandes fécondités. Je me demande si certaines rigidités académiques ne pourraient pas être vaincues par un plus libre déploiement des particularismes de la francophonie. Le français international ne doit pas être réducteur. Qu'on me comprenne bien, je n'en veux ici qu'à certains purismes scolastiques. Les académiciens de partout y sont pour quelque chose. Cette scolastique véhicule une rationalité pure, mais sans mains, sans vitalité, sans force de renouvellement. Dans un monde de changement précipité, la censure étroite devient désastreuse. Le bel esprit logique indéniable du génie français peut se conjuguer avec les gratuités fécondes de l'histoire et les spontanéités créatrices de la vie.

Il y a donc une intuition assez juste dans ce retour à une langue parlée plus libre, plus expressive, non seulement dans la vie privée, mais aussi dans les grands circuits collectifs. L'impératif est d'autant plus fort que les langages formels, bureaucratiques et technocratiques, étouffent souvent les lieux naturels de l'expression communautaire de la communication quotidienne et des débats politiques. Pour une politique des hommes qui domine une administration des choses, il faut une langue vivante autonome, intelligente et dynamique qui se soumet les langages administratifs et électroniques. Le « medium est le message ». Quel désastre cela amène, si la langue vivante cesse d'être le principal medium, surtout dans un cadre politique où des pouvoirs autarciques peuvent exercer une do-

mination anonyme grâce à ces media électroniques ! Nous ne boudons pas les progrès de la science. Mais nous savons les culs-de-sac d'une technologie consacrée aveuglément à des intérêts incontrôlables et aliénants chez les masses manipulées et asservies.

Voilà des dimensions invisibles dans le débat actuel autour de l'avenir de la langue française au sein de notre société et de la civilisation actuelle. Qu'on nous comprenne bien, *il n'est aucunement question de faire l'apologie du joual*. Il y a tant à faire pour le transmuier, le libérer. Mais nous n'y parviendrons pas en niant notre parlure particulière, première rampe de lancement de notre libération collective. Rappelons-nous que la première aliénation populaire, c'est celle qui force une masse de citoyens à emprunter un langage étranger dès qu'ils sortent de leur vie privée, dès qu'ils expriment collectivement leur situation commune.

La trahison libérale

Certains exemples sont gros de tout un contexte politique. Dans ma petite ville, au moment de la fameuse opération 55 qui se voulait une offensive de démocratisation, j'ai noté ce fait révélateur. Nous étions rassemblés dans une immense salle. Des parents de toutes les couches sociales étaient présents. Une bourgeoise du milieu était présidente d'assemblée. Voici ses premières remarques : « Nous allons entendre l'opinion de ceux qui ont quelque chose de valable à dire à la suite des informations que monsieur le ministre Gérin-Lajoie va nous donner. J'espère que ceux qui ne savent pas s'exprimer correctement et décemment auront la pudeur de se taire ». Cette grande dame alléguait l'aristocratie de la belle langue française. Celle-ci servait la cause de l'étiquette et du privilège bourgeois pour rendre le peuple muet une fois de plus. Elle n'a pas réussi son tour de passe. Heureusement. Mais elle symbolisait ce qui allait se passer sous le nouveau signe de la bourgeoisie libérale dont nous sommes affligés plus que jamais en ces temps de pouvoir unique.

Même les jeunes du milieu bourgeois se servent du joual contre leurs pères qui continuent de trahir le peuple. C'est à travers cette parlure que des Québécois de différents horizons se retrouvent pour répondre collectivement à une violence coloniale qui a trop duré. *La*

libération de la parole ne fait que commencer. Elle n'a d'avenir que dans un projet et des démarches politiques, par delà les épiceries administratives et les manœuvres d'un pouvoir libéral à démasquer.

Le scénario de la commission Gendron et l'utilisation machiavélique que des ministres en ont fait, nous révèlent les nouveaux mécanismes subtils de manipulation par la minorité ploutocratique. Recherche et administration savantes viennent déguiser des refus idéologiques et politiques. On embourbe l'opinion publique dans une multiplicité complexe de règlements que les experts raffinent à plaisir. Et des ministres bavards et superficiels se chargent à leur tour de noyer le poisson. Tout un stock d'explications est accumulé par des experts de service qui ont tout avantage à être du bon bord (comme certains éditorialistes grassement payés par des corporations concentrées). Leurs arguments de bon sens établi contrastent étrangement avec le non-sens d'une situation linguistique de plus en plus insurmontable. L'opportunisme libéral ne voit que les intérêts immédiats.

Mais mesure-t-on l'impact de cette scolarisation française massive de la dernière décennie ? Les jeunes ne peuvent miser sur les intérêts immédiats. Ils pressentent que les espoirs annoncés par les libéraux sont fumisterie dans la mesure où ils ne reposent sur aucune vraie stratégie politique d'autodéveloppement. Comment cueillir les fruits d'une éducation française dans une économie livrée à des pouvoirs et à des intérêts d'une autre culture ? Sans assiette politique assez large et assez forte, les Québécois francophones ne pourront pas plier un pouvoir étranger qui aura reçu de nos vieilles élites autochtones tous les appuis juridiques et politiques pour asseoir une autorité absolue sur nous.

Les libéraux nous parlent de sécurité et de prospérité. Mais qui en profite vraiment ? Si les libéraux se contentent d'une affirmation timide de la langue française « publique » dans les secteurs les plus vitaux, s'ils s'en tiennent au minimum vital pour le peuple, quels autres avantages pourraient-ils bien lui offrir ? Car tel est bien le cas, et en même temps le test de vérité le plus simple et le plus manifeste. Aucune politique démocratique et aucun auto-développement ne sont possibles, si le peuple reste muet, si sa parole ne sert que dans l'aire des institutions domestiques, dans la succursale parlementaire de

Québec ou dans des lieux d'exécution d'un travail dirigé par des pouvoirs étrangers.

Les nouvelles mesures administratives de la pseudo-politique linguistique ne changent pas fondamentalement les règles du jeu actuel. La minorité anglo-saxonne tient même la balance du pouvoir sur notre propre terrain. Elle fait chanter les ministres libéraux au point de les amener à défaire dans des stratégies invisibles de concessions maquillées ce premier correctif qu'était le regroupement scolaire de l'Île de Montréal. Même jeu dans le domaine de la langue de travail. Des déclarations publiques abondantes servent de paravent pour faire oublier que dans la vie quotidienne de l'économie, le français recule sur tous les fronts. Quand nous signalons des exemples concrets de cet état de chose, les libéraux allèguent leurs généreuses intentions politiques. Quand nous les rejoignons sur ce palier pour les critiques, ils nous ramènent à un certain réalisme mesquin qui commanderait la prudence du petit pas en avant. Devant le recul de la réalité française d'ici, comment justifier des mesures administratives en si fort décalage avec cette prétendue vigueur politique ?

De la loi « 63 » à la loi « 22 »

Le débat linguistique a pris une ampleur inédite récemment. Tant de choses ont été dites et redites. Relevons l'essentiel. La loi 63 était toute centrée sur la liberté individuelle particulièrement en matière de langue d'enseignement. La loi 22 débouche davantage sur l'aire publique en proclamant le français langue officielle du Québec. Comme caution, une Régie et les règlements administratifs ambigus dans ces quatre domaines pourtant si importants : administration publique, travail, affaires, enseignement. Le débat prend bientôt une allure simpliste : droits collectifs et droits individuels ; unilinguisme et bilinguisme. Des minorités anglophones craignent de perdre une parcelle de leurs droits. Qu'est-ce que cette supposée menace à côté de l'expérience *réelle* d'aliénation de leurs droits linguistiques chez tant de groupes francophones du Canada depuis la Conquête ! On accuse facilement les colonisés de racisme. Eh bien, on a vu des groupes anglophones de Montréal crier au nazisme comme si la langue anglaise nord-américaine canadienne et québécoise était menacée. J'ai entendu des propos racistes des deux côtés. Un cercle vicieux à rompre.

J'aime mieux le langage de la justice. À ce niveau, des anglophones ont isolé leurs « droits individuels » de tout le contexte historique et politique concret du Québec. Quand vous avez un cadre politique et économique assuré, il ne reste plus que vos droits individuels à affirmer. Ce n'est pas le cas des francophones d'ici. Le sophisme des privilégiés est encore ici bien servi par l'idéologie libérale qui a su utiliser cette rationalisation pour défendre des intérêts privés absolus derrière des institutions publiques pseudo-démocratiques. Notre petite communauté francophone ne peut survivre dans un tel contexte si certains droits collectifs fondamentaux ne sont même pas assurés. Évidemment, il faut beaucoup plus économiquement et politiquement. De là l'importance de situer l'enjeu sur une base plus large. Pour le moment, nous devons nous battre sur des terrains aberrants. **Nous allons nous imposer à nous-mêmes ce qu'aucun pays au monde n'a jamais consenti : subventionner l'investisseur ou le propriétaire non-francophone pour qu'il francise son administration ou la langue de travail dans des milieux à majorité francophone au Québec.**

Voilà à quelle humiliation nous amènent des libéraux. On a fait état de certains sondages-éclairés dans la population sur les bases simplistes déjà mentionnées : bilinguisme ou unilinguisme. De telles démarches sont piégées au départ. Dans le contexte actuel, non seulement les immigrants mais aussi un grand nombre de francophones ne peuvent vitalelement se permettre d'ignorer la langue anglaise. Qui niera l'importance de celle-ci en Amérique du Nord ? Voilà un truisme pour les Québécois francophones eux-mêmes. Le problème, c'est davantage l'espace public, politique, culturel et économique pour la langue, la culture et le peuple francophones. Bien sûr, il n'y a pas de droit absolu pour une collectivité prise isolément, mais cela vaut aussi pour des individus. Ce que la presse anglophone, à ma connaissance, n'a jamais osé affirmer. Or, quand il s'agit d'une position de force déjà assurée, l'absolutisation d'un droit chez les plus forts devient tyrannie. Voici qu'on demande à la collectivité la plus faible de relativiser sa position en deçà du minimum, tout en rendant absolus les droits de la collectivité la plus forte. Car tel est bien le cas. Ce n'est pas jouer le paradoxe que de considérer la minorité anglophone québécoise comme une collectivité qui a tout le pouvoir du monde anglo-saxon nord-américain.

La majorité francophone infériorisée ne peut être qu'en état d'auto-défense si sur son propre terrain les plus forts n'acceptent des concessions qu'après avoir garanti leur position de force. Pendant cent ans les minorités francophones ont été persécutées au Canada, et la minorité anglophone a connu un statut privilégié au Québec. Et aujourd'hui, devant la moindre perte de certains privilèges, devant la moindre limitation de certains droits, les anglophones d'ici nous accusent de racisme. C'est de l'aberration et de l'imposture. Je n'accepte pas certains extrémismes linguistiques chez des francophones, mais je les comprends quand je songe à tant d'injustices, accumulées jusqu'à l'extrémisme violent, hargneux que je lis dans la « Gazette » de Montréal. Qui sont les vrais séparatistes dans tout cela ? Combien de francophones comme moi se sont fait dire quelques fois dans leur vie : « *Speak white* », pas à Toronto, mais à Montréal même ? Mon père a travaillé pendant trente ans dans une manufacture de 1,400 employés, dans une ville à 99% francophone. Il devait parler anglais au travail. Et l'on voudrait que cette dignité humaine écorchée jusqu'à la moelle s'humilie davantage en ajoutant au maximum du droit des autres ? C'est trop demander.

Quand des urgences rejoignent le long terme

Dans le climat actuel, beaucoup de Québécois francophones cèdent à la panique ou à des comportements démissionnaires. Près de chez moi, une école anglaise de 1,900 élèves reçoit 700 jeunes francophones. Le Bill 63 a permis la multiplication d'exemples pareils. On dénombre 20,000 transferts entre 1971 et 1973. Ces chiffres sont bien en deçà de la réalité. La propagande officielle n'a pas révélé qu'on a arrêté l'investigation en cours de route.

Ces parents francophones sont logiques dans la mesure où ils ne voient plus d'avenir pour notre communauté nationale. Ils ne font que tirer les conséquences de la politique du tandem Trudeau-Bourassa. Le fédéralisme réel, et non celui qu'ils ont plébiscité, mène à cette impasse. La leçon du bilinguisme ailleurs au Canada nous donne depuis longtemps une telle conviction ⁴. C'est une fumisterie désastreuse : les

⁴ Il n'est pas inutile de se rappeler ici certaines études post Rapport Gendron. Elles nous révèlent ces taux d'assimilation des francophones : 70% à l'ouest du

chiffres parlent d'eux-mêmes. Allons-nous, nous aussi, vers un statut de minorité folklorique là même où nous pourrions mettre sur pied le seul cadre politique français en Amérique du Nord ?

Des recherches récentes ont montré comment cette absence de stratégie politique d'autodéveloppement collectif s'accompagnait de phénomènes profonds de destructuration culturelle. Par exemple, les expériences pédagogiques dans les zones grises de Montréal ont mis à nu l'incapacité radicale, chez les enfants, de surmonter les handicaps d'un milieu social défait et marginalisé. La cassure linguistique semble être la plus fondamentale. Démunis de langage, ils ne peuvent accéder aux autres disciplines scolaires. Ce phénomène n'est pas neuf. La sociologie depuis quarante ans a démonté tous les mécanismes de destructuration dans des minorités culturelles infériorisées : *ambivalence des attitudes, double langage, dédoublement de la personnalité, rejet aveugle de la culture originale, non-assimilation de la culture étrangère ou seconde, repli sur la vie privée, sentiment d'infériorité, immédiatisme psychique, désintégration sociale, désintérêt socio-économique*. Le bilan négatif est impressionnant. Voilà la dérive que nous offre la démission libérale francophone.

Une tâche historique encore possible.

Les peuples qui se sont donné un État autonome peuvent connaître des crises profondes et retomber sur leurs pieds. Il suffit de bien lire l'histoire pour s'en convaincre. Pour nous, un tel projet politique devient primordial. La lutte linguistique comme telle, contrairement à certains plaidoyers, n'est pas pure revendication culturelle. *C'est une voie politique privilégiée pour la sensibilisation d'un peuple face à des échéances urgentes*. Nous comprenons notre situation quand nous considérons ce rapport fondamental qu'instaure la langue dans la communication d'un milieu ou d'une société. L'expérience linguistique est la plus vitale dans l'existence collective. La plupart des souverai-

Manitoba ; 45% au Manitoba ; 40% en Ontario et 10% en Acadie. ici au Québec 75,000 francophones parlent l'anglais en famille. Le nombre d'unilingues anglais a même augmenté au Québec. Il a atteint le chiffre de 633,000. La loi 22 ne vient sûrement pas corriger profondément cette détérioration croissante de la situation.

nistes ont tiré leurs premières convictions de libération après avoir connu des agressions ou des dominations à ce niveau. Leur identité profonde était atteinte, de même leur façon propre d'être au monde, leurs appartenances les plus enracinées.

Bien sûr, nos volontés d'affirmation collective culturelle et politique sont marquées d'un pari, d'un risque. Le grand creuset américain ne se prête pas facilement à cette visée d'autonomie et d'originalité. Mais nous n'avons pas d'autre alternative : l'assimilation ou la souveraineté. Les mini-solutions d'entre-deux ont toutes avorté. Nous sommes allés au bout de nos patiences et de nos concessions. Les vieilles élites au pouvoir feront-elles violence longtemps à une jeunesse qui cherche un tout autre avenir collectif que la perduration de ce fédéralisme colonialiste ? Complices, bien des pères s'entêtent devant leurs fils. Le débat politique et linguistique pourrait bien porter à ses extrêmes une lutte radicale de générations, qui briserait peut-être irrémédiablement et notre collectivité et ses membres. Il reste peu de temps pour vaincre cet aveuglement face à notre avenir collectif.

Sans céder à une quelconque idéalisation de notre projet québécois, nous croyons véhiculer des *motivations profondes d'engagement*. Les jeunes Occidentaux, et surtout Américains, ne trouvent plus dans leurs sociétés de plastique et de néon, des raisons valables de vivre et de lutter. Ici, au Québec, nous avons la possibilité de bâtir un pays à nous, une culture originale. Laisserons-nous passer la dernière chance qui s'offre à nous ? La langue fait partie de notre coffre d'outils politiques pour construire une société francophone libre et dynamique. Le « laisser-faire » du vieux libéralisme précipite le processus de déculturation de notre communauté. Il nous force à radicaliser la lutte. Dignité et identité sont ici inséparables. Nous aimerions vivre ce projet collectif sans violence contre qui que ce soit, et surtout avec ouverture sur nos voisins anglo-saxons et sur le reste du monde. Mais nous serons acculés à poser le problème en termes de lutte plus ou moins radicale, dans la mesure où la collectivité dominante continuera d'imposer d'une façon aussi inconditionnelle, et disons-le, violente, son pouvoir absolu.

Le privé et le public. Tome II
Troisième partie. Aspects culturels

Chapitre II.

Culture, éducation et développement

1. Cadre de réflexion
 - Une culture originale
 - ouverte
 - complète
 - finalisée
 - cohérente
 - dynamique
 - critique
 - juste
2. Cadre d'action
 - Un développement communautaire
 - sociétaire
 - urbain
 - rural
 - local
 - régional
 - national
 - international

[Retour à la table des matières](#)

Affronter les vraies questions, c'est déjà s'engager dans des voies réalistes de solution. *Dans quelle mesure le « pays réel » est-il présent dans nos grands débats publics, dans nos réformes éducationnelles, économiques et politiques ? Le pays réel, c'est d'abord ce que nous avons sous les pieds. Féconder notre propre terreau, voilà la première*

tâche. Je me demande si nous ne sommes pas en train de prendre l'habitude de brûler nos semences avant même qu'elles n'aient produit leurs premiers fruits. Quand j'essaie d'évaluer les grands projets collectifs des dernières années, je m'interroge sur notre fibre morale, sur sa résistance, sur sa capacité de long souffle. Loin de moi toute tentation de céder à un autodénigrement de minoritaire. Au contraire je voudrais ici prospecter et forer le pays réel pour y trouver les sources profondes d'un dynamisme prometteur. Mais, on l'aura compris dès les premières lignes, une telle entreprise commande une volonté lucide de prise par le fond d'une aventure collective aussi difficile que passionnante.

Il faut accepter, avec courage, de nous interroger sur la qualité de nos matériaux de base, de notre culture première et de notre pain quotidien. Nous avons commencé à produire des oeuvres culturelles de belle venue. Mais ce premier dynamisme tarde à déborder effectivement sur des fécondités socio-économiques et politiques. L'étude des sociétés progressives nous révèle qu'elles ont puisé leur élan dans une culture ouverte au dépassement et dans la fécondation des solidarités les plus fondamentales qu'une longue expérience commune a tissées. Par exemple, les Japonais ont su allier leurs traditions avec les requêtes de modernisation. De même les Chinois ont su respecter leur tissu historique et culturel dans une révolution qui pourrait bien devenir une civilisation de rechange sur l'échiquier de la prochaine histoire. Plus près de nous, les pays occidentaux qui vaincront la crise actuelle, devront beaucoup à leurs transmutations culturelles aussi réalistes qu'audacieuses.

On ne crée pas de rien une culture, des nouvelles valeurs, un nouveau projet de société. Cela se fait par une transmutation intelligente et féconde de ce que l'on porte au plus profond de soi. En ce sens, la politique tout autant que l'économie, la révolution tout autant que la réforme sont culturelles. Et toute culture est particulière. Chacune a son histoire, ses virtualités et ses faiblesses propres, ses aspirations originales. Une telle perspective nous force à sonder nos vraies manières d'être, de vivre, de penser et d'agir ensemble. Voilà une autre façon de poser notre première question sur le pays réel.

Bien sûr, on a vu récemment apparaître dans le milieu québécois une diversité de tendances sociales et d'options collectives. Certains parlent de sous-culture pour qualifier, par exemple, le monde des jeunes. Mais encore ici reflue notre préoccupation initiale. Il ne suffit pas de s'aménager un terrain où on se sente à l'aise avec des gens semblables à soi. Ce genre d'expérience décline, marginalise, si les uns et les autres n'apprennent pas à se situer dans l'ensemble de la société réelle où ils vivent. Une société plus diversifiée, plus complexe que ne l'est son petit milieu immédiat. Une société, comme la nôtre, alertée par l'urgence de ne perdre aucune de ses ressources humaines. Or, il y a tellement de façons, à gauche et à droite, de fuir les réalités brutales de nos grands défis collectifs, et surtout de reporter sur les autres les responsabilités qui nous sollicitent. Moi, j'en ai assez des pancartes, des slogans de politicien. Et vous ? Ce qui importe c'est la qualité de notre coffre d'outils et du chantier à mettre en oeuvre. Je voudrais m'adresser à ce qu'il y a de meilleur en nous avec l'assurance que nous saurons ensemble conjuguer le pays réel avec les espoirs qui nous habitent. Voici un modeste outil d'analyse et d'action pour clarifier et assumer certains enjeux importants à ce tournant de notre histoire.

A) Culture et société québécoise

Cadre de réflexion

[Retour à la table des matières](#)

Une culture originale. J'ai le goût ici de plaider pour une sagesse culturelle qui semble manquer à plusieurs d'entre nous quand il s'agit d'identifier le Québec. Les uns idéalisent ou méprisent notre passé. D'autres s'enferment dans l'immédiat de la vie présente. D'aucuns rêvent d'une société nouvelle tout à fait étrangère à celle d'hier. Même si la plupart reconnaissent une certaine originalité dans notre sujet historique québécois, ils laissent tomber bien des éléments essentiels du pays réel. En matière de culture, on ne peut se permettre de tels découpages superficiels. Il y a tout un monde entre la dissection (même scientifique) d'un cadavre et l'intervention chirurgicale sur un organisme vivant qu'on veut dynamiser. Il en est des peuples un peu comme des hommes.

Un être adulte, vivant, intégré, fort, sait lucidement et courageusement relier ce qui l'a fait naître, ce qu'il est et ce qu'il veut être, bref son héritage, sa situation actuelle et son projet d'avenir. Voilà trois composantes essentielles d'une sagesse capable d'assumer la continuité, les ruptures et les dépassements d'une culture originale. *Les radicaux sans racines ne valent pas mieux que les réformistes sans mémoire et sans rêves. Et nos conservateurs feraient mieux de redécouvrir l'élan collectif de dépassement dans la foulée première de notre histoire.* Malgré les erreurs et les tâtonnements, nous nous sommes bâti une culture qui appelle aujourd'hui une société munie des instruments collectifs nécessaires à son intégrité et à son progrès.

Une culture complète. Les peuples qui ont pu traverser les pires crises et retrouver un nouvel élan, avaient une structure et une culture politiques autonomes. C'est une constante dans l'histoire. Or, la nation francophone d'ici a dû se déployer dans une société tronquée où des centres de décision essentiels appartenaient à des métropoles étrangères successives : Paris, Londres, Rome, Washington... et dans une certaine mesure Ottawa. Il manque toujours à la communauté francophone le lieu politique autonome d'un État fort et démocratique, accordé aux aspirations de cette culture particulière. En deçà des scénarios politiques des partis actuels, il faut saisir un tel enjeu aussi fondamental. Peu importe si les solutions de demain ne correspondent pas tout à fait aux statuts que nous définissons diversement aujourd'hui. Pour nous, il s'agit d'atteindre la visée principale que nous venons de

préciser. À ce niveau, c'est une question de vie ou de mort pour la nation. Au plan des aménagements, il y a plusieurs modèles politiques possibles, par delà les alternatives d'un fédéralisme ou d'un indépendantisme étroitement conçus et confrontés, par delà le débat idéologique : capitalisme ou socialisme. Il n'y a pas de dogme en politique. Par ailleurs, il y a des impératifs humains et culturels qui ne sont pas matière à négociation. Par exemple, nous ne pouvons pas renoncer à être avec les autres communautés culturelles un partenaire politique de plain-pied.

Une culture ouverte. Déjà le qualificatif nous interroge sur nos comportements individuels et collectifs. Sans cesse renaît la tentation de l'esprit de système, du catéchisme aveugle. S'il est une marque particulière de la civilisation, c'est bien sa lente libération des systèmes clos, monolithiques et intolérants. Les vrais progrès débouchent sur de multiples possibles. Voilà une ouverture dynamique pour des stratégies souples et diversifiées, capables de constants dépassements. La société ouverte refuse l'autorité absolue. Elle joue la carte de la liberté et de la responsabilité. Elle repose sur la qualité des citoyens, sur une éthique de conviction, sur une solidarité fondamentale de ses groupes constituants. Nous avons déjà qualifié la « société ouverte » dans un chapitre précédent. Ajoutons ici quelques aspects nouveaux. Au Québec, nous sortons à peine d'une société close, et nous n'avons pas encore appris à vivre dans un système social ouvert. Qu'ailleurs, on n'ait pas encore réussi à assumer ce défi inédit de l'histoire, cela montre l'ampleur d'une telle mutation culturelle. Il faut une autre philosophie sociale et politique pour éclairer les démarches correspondantes à la société ouverte. Ces remarques nous amènent d'abord à interroger les fins communes qui peuvent assurer le consentement collectif minimal de groupes aussi nombreux et de tendances aussi diversifiées.

Une culture finalisée. L'homme moderne s'est aliéné dans ses instruments. Il se retrouve aujourd'hui incapable de définir qui il est comme homme et ce qu'il veut. De même la société s'est longtemps refusée à porter le débat sur les fins sociales à poursuivre. Les réalités humaines les plus profondes étaient refoulées dans la vie domestique et dans la conscience. On ne se questionnait pas sur ce qu'on produisait ou sur ce qu'on consommait. La question des manières de vivre et des objectifs d'existence n'entraînait pas dans la quête d'un niveau de vie

supérieur. Les programmes politiques ne proposaient pas à la collectivité des choix collectifs véritables et des alternatives de développement. Derrière les projets, les situations d'inégalités, les utilisations de ressources, il n'y avait aucune philosophie sociale consciente et critique. Pourtant, c'est avec les critères de celle-ci qu'on juge de la priorité du transport public ou de l'auto, du lait ou du *coke*. Ceux qui en doutent devraient se demander pourquoi tant d'hommes ne savent plus quoi penser ni comment vivre. Combien de citoyens sont capables de distinguer le nécessaire, l'utile et le futile, et d'agir en conséquence. D'où cette urgence de préciser ce que nous voulons vraiment : un *ski-doo* pour tout le monde ou d'autres choses. Première démarche pour retrouver la trace de l'homme et la qualité de la vie. Évidemment ces fins seront toujours marquées par les aspirations propres de notre culture et la critique constructive de nos styles de vie quotidienne.

*Une culture critique,
juste, dynamique et cohérente*

On n'a pas débouché sur les révolutions culturelles sans raison. Toutes les autres conduisaient à celles-ci. Les questions et les attentes des hommes se sont radicalisées. On n'accepte plus les modèles tout faits et les changements aveugles. On revendique cette liberté première d'orienter sa vie, de juger le système social qui conditionne son existence. On veut des institutions qui soient le fruit d'expériences collectives organisées et finalisées. La ville, la région, l'école, l'usine deviennent des projets qui doivent reposer d'abord sur l'autodétermination de la société impliquée dans son ensemble. N'est-ce pas *l'intuition sous-jacente à cette sensibilité du « milieu » qui remplace celle du système ? Il faut refaire des milieux de vie plus humains, mais cette fois avec une dynamique culturelle plus consciente et plus critique*. La culture permet justement cette distance sur la réalité. Par exemple, Deschamps nous présente un miroir qui permet de nous juger nous-mêmes et de nous identifier. Mais ce sens critique s'inscrit dans une société ouverte où les conflits font partie d'un contexte de pluralité, de changement. La démocratie politique n'a pas seulement le rôle de faire une place légitime aux divers lieux d'opinion et de regroupement. Elle doit aussi donner cohérence aux conflits même les plus radicaux. Or, dans cette philosophie politique, il faut reconnaître que des démarches collectives cohérentes dépendent autant de citoyens responsables que

de leaderships efficaces. Mais aussi importantes nous apparaissent les caractéristiques culturelles que nous privilégions ici.

Les quatre qualificatifs : critique, juste, dynamique et cohérent sont des composantes essentielles d'actions vraiment humaines, même les plus modestes. Sur un plan plus large, on débouche sur la dimension politique, quand on sait situer, selon ces quatre critères, une expérience ou une lutte dans l'ensemble du pays réel. Il y a trop souvent des critiques sans cohérence, des revendications sans projets, des dynamismes mal articulés, etc. Comment humaniser des rapports de forces sans aller au fond de toutes les requêtes de justice ? Le droit et la force ont besoin l'un de l'autre dans une authentique démocratie. Par exemple, la liberté individuelle « légale » est un vain mot pour les minorités dépossédées et pour les petits, si ceux-ci n'ont pas : les moyens collectifs pour s'exprimer, se défendre et prendre leur juste place dans la communauté.

Mais la sagesse politique va beaucoup plus loin si elle se veut profondément humaine. Ainsi les radicaux, tout autant que les minorités possédantes, sont souvent incapables de gratuité, de tendresse, de bonté... autant de tests de vérité de l'amour de l'homme. Pour celui-ci, même le pain matériel est spirituel. Il vit autant de sens que de pain, d'amour que de justice. Je me suis interrogé au début sur notre fibre morale. Avons-nous le courage d'aller au bout de nos entreprises et de nos expériences individuelles et collectives ? Or, c'est la vie quotidienne qui mesure la vérité de nos idées et de nos débats. Combien acceptent une telle confrontation ? On pourrait démasquer ici bien des impostures. Une bourgeoisie de gauche et une bourgeoisie de droite qui se disputent le pouvoir sur le dos du peuple. La vraie sagesse politique met au premier plan le réalisme du pain, le pays réel, l'amour de l'homme, la promotion collective, le sort des plus faibles comme premiers tests de vérité. Elle dénonce le faux réalisme de ceux qui disent : « En affaire et en politique, au plus fort la poche ». Elle refuse le pessimisme de ceux qui démissionnent : « Il n'y a rien à faire, c'est toujours pareil ». Avec les échéances planétaires de la faim, de l'écart de pauvreté, de l'explosion démographique, de la guerre nucléaire et de la pollution, seul peut vaincre un homme qui se perçoit plus fort que les destins d'hier et les culs-de-sac d'aujourd'hui. Bon gré mal gré, nous faisons face à l'éclatement des nouveaux systèmes comme des

anciens. Il nous faut songer à d'autres modèles sociaux, à d'autres manières d'être, de vivre, de penser et d'agir ensemble. Mais ce défi ne sera relevé que dans la mesure où nous saurons donner cohérence et dynamisme à ce qui monte déjà de notre vie la plus profonde, de notre culture première ; voilà le premier élan pour ouvrir de nouveaux horizons et de nouveaux chantiers de dépassement. Notre quotidien doit retrouver ses racines propres et foncer vers l'avenir avec des projets réfléchis et réalistes. Mais toujours il faudra garder l'œil et le pied sur le pays réel que nous avons à construire.

B) Éducation et développement

Cadre d'action

[Retour à la table des matières](#)

On a longtemps pensé que l'éducation résoudrait tous les problèmes de développement. Bien des échecs, les nôtres compris, ont démythifié cette illusion. Notre réforme scolaire a créé des structures riches *dans une* société pauvre. Nous savons mieux aujourd'hui qu'en matière de développement, il ne faut pas séparer culture, économie et politique, sans compter une action vigoureuse pour la transformation des structures sociales. Ce qui présuppose des stratégies réalistes de promotion collective et d'inévitables luttes de libération. L'histoire

passée et récente nous l'enseigne. Pensons à ce que nous révèlent déjà les grands échecs consignés par les conférences internationales sur le développement (Genève, 1964 ; New-Delhi, 1968 ; Santiago, 1972). Le monde de l'éducation risque de s'installer dans ses structures riches et d'ignorer le pays réel qui se crève pour les entretenir. Des expériences comme celles de P. Freire nous présentent une tout autre vision des choses et une pédagogie plus réaliste. À travers un processus aussi élémentaire que l'alphabétisation, il a su amener des populations très frustes à déclencher les dynamismes collectifs qu'elles portaient. Toutes les démarches étaient en fonction de la culture réelle. La lecture, l'écriture et la libération de la parole servirent à connaître et à assumer la vie réelle du milieu. Après une première phase de conscientisation, de socialisation et de politisation on débouchait sur des initiatives économiques et politiques prometteuses. Un exemple, entre plusieurs, d'un style d'éducation inséré dans la construction de la société.

Évidemment, nous avons marqué certains progrès chez nous. Nous sommes passés des modèles traditionnels d'imitation et d'assimilation à des modèles de créativité. Mais ceux-ci se réduisent trop souvent au statut d'instrument pédagogique. Ils n'ont pas encore été articulés à la conscience sociale et aux tâches correspondantes. Pour y arriver, il faut s'inspirer des requêtes du « milieu ». Le travail étudiant de l'été et des fins de semaine, toujours valable comme expérience et comme utilité immédiate, ne saurait remplacer une stratégie éducative présente activement à la construction de la société concrète. Aurons-nous le courage de nous demander si ces 15 ou 20 ans de scolarité telle que conçue actuellement préparent vraiment à agir effectivement dans le monde d'aujourd'hui, s'il ne faut pas songer à conjuguer différemment les apprentissages scolaires et sociaux ? À titre d'exemple, je me demande combien d'éducateurs tiennent compte lucidement de l'arrière-plan social de leurs étudiants ? En combien de classes du Québec y a-t-il de 10 à 20% d'étudiants qui appartiennent à des familles assistées, de 20 à 40% à des familles de petits salariés ? A-t-on mesuré l'impact des inégalités sociales dans les cadres scolaires démocratisés ? Est-ce que le pays réel est vraiment assumé ? Une des issues, c'est d'y être davantage présent là où il requiert des collaborations, là où il se traduit dans ses différentes dimensions. Nous proposons ici un cadre dynamique d'action.

Un développement communautaire. On ne créera pas une école plus communautaire sans s'inspirer des expériences de même esprit, qui ont cours dans les milieux sociaux où l'école est implantée. Je crains que trop d'éducateurs et de jeunes s'enferment dans leur sous-système, dans leur sous-culture, et s'écartent du milieu. Rien de plus réaliste que ce souci de participer aux autres efforts collectifs. On gagnerait à mieux connaître les regroupements qui existent déjà, les initiatives sociales qui reconstituent des tissus communautaires : plans d'habitation, centres communautaires, coopératives, équipes départementales à l'usine, etc. J'ai vu des jeunes du secondaire et du CEGEP faire leurs travaux scolaires sur ces expériences et y participer en même temps. Une telle perspective s'inscrit dans une société qui doit refaire ou créer ses unités de base, ses supports communautaires pour équilibrer vitalelement les impératifs d'une planification toujours plus poussée. Le danger de bureaucratisation, c'est précisément de noyer la créativité sociale, les initiatives de base, le goût de la responsabilité personnelle et du risque collectif. Il existe dans nos divers milieux d'admirables expériences coopératives. Il faut leur donner une plus grande portée et une plus grande qualité. Voilà un embryon fragile qui appelle une action réfléchie et soutenue pour atteindre sa pleine maturité.

Les milieux d'éducation en symbiose avec d'autres milieux créateurs ont beaucoup à donner et à recevoir. Des phénomènes comme la drogue ou les « drop out » sont des effets particuliers de conditions générales de vie dans la société. Les entreprises communautaires (de base) risquent de se confiner aux remèdes ou à la réhabilitation. Je ne crois pas que ce soit l'approche propre à l'intervention éducationnelle. Celle-ci vise davantage un apprentissage créateur et collectif capable de solutions à long terme, un apprentissage critique et constructif bien campé dans les dynamiques culturelles de notre milieu québécois. Ce sont les adultes qui ont créé le mythe de la jeunesse. Je me demande si l'aspiration la plus profonde et la plus positive de la majorité des jeunes ne réside pas avant tout dans ce désir d'être partie prenante d'un nouveau Québec à construire. Étouffer cet espoir, lui refuser des mains, c'est compromettre gravement un avenir québécois déjà menacé. Plusieurs pays occidentaux n'ont rien à offrir à leur jeunesse comme objectif passionnant (cf. le dernier Congrès mondial de la jeunesse à New York). La nôtre est habitée par l'horizon d'un pays à

construire. La meilleure façon d'éviter de fausses idéologisations, c'est une confrontation aux défis de base à la portée de tous, dans les collectifs quotidiens culturels, sociaux et économiques.

Un développement urbain. Voici une ville qui connaît une détérioration lamentable de sa situation. Des groupes de citoyens entreprennent une action concertée de relèvement. Certains professeurs et étudiants participent aux travaux d'évaluation des structures scolaires, économiques, sociales et autres. Dans plusieurs classes, on étudie ce premier bilan de la situation du milieu. Plusieurs groupes de jeunes participent aux diverses initiatives qu'amène un tel projet. Voilà ce qui s'est passé dans notre petite ville. Ce fut la plus belle expérience de démocratie de base que j'ai faite dans ma vie. Elle est déjà grosse de toute une pédagogie renouvelée et d'une insertion sociale réaliste. Récemment une vieille entreprise de la ville menaçait de fermer ses portes. Il fallait reconsolider son administration, reclasser les travailleurs, prévoir d'éventuelles mises à pied. Nous en avons fait un véritable défi communautaire, en mettant à l'œuvre les ressources humaines du milieu en solidarité avec les agents économiques de l'usine, les ouvriers et les responsables syndicaux. Des éducateurs de diverses disciplines ont fait un travail formidable pour aider les gens impliqués à prendre leur affaire en mains. Au moins une soixantaine d'étudiants ont participé à l'opération-profil des travailleurs à partir d'entrevues et d'études en comités. La recherche des étudiants leur était créditée au plan académique. En même temps ils entraient en contact avec certaines réalités brutales de la vie. De plus ils se rendaient utiles et présents à la vie du milieu. Comme responsable de l'expérience, j'ai pu apprécier tous les bienfaits de ce genre d'opération. Ce qu'on manque d'imagination en ce domaine... et aussi de réalisme ! Quand on s'y met, on peut réaliser des choses extraordinaires. Il existe des expériences semblables dans d'autres milieux. Mais elles sont trop souvent à la marge du monde de l'éducation comme tel. Pourtant il faudrait faire de ce souci une composante essentielle de nos stratégies pédagogiques et sociales.

Un développement rural. C'est ici le défi de l'arrière-pays que le monde scolaire, tout autant que l'ensemble de la société, a laissé à lui-même. Loin de moi le mythe du retour à la terre ou les jérémiades stériles sur la désertion des jeunes ruraux ! Mais laissons-nous le Québec gonfler artificiellement sa métropole en siphonnant toutes les res-

sources humaines du territoire ? Que ferons-nous de ce vaste désert ? Sans doute nous faut-il des métropoles régionales plus dynamiques et plus diversifiées, mais que ferons-nous de l'arrière-pays ? Avons-nous entendu les cris de l'opération-dignité ? Connaissons-nous la géographie sociale et économique des grandes régions québécoises ? Avons-nous un portrait concret du Québec réel ? Combien de citoyens ignorent notre véritable géographie humaine dans toutes ses dimensions ? Il faut redonner consistance à l'arrière-pays qui englobe diversement nos villes. Ici le monde scolaire doit retrouver plus de réalisme et empêcher certains déracinements inutiles en établissant des liens vitaux avec ces milieux.

Un développement sociétair. Le Québec, comme deuxième offensive de développement après l'éducation, instaure de nouvelles politiques sociales, crée de nouvelles structures, rencontre des problèmes gigantesques sur sa route. Est-ce pensable que le monde de l'éducation demeure étranger à cette deuxième étape ? Tous les citoyens sont appelés à l'évaluer, à y participer. Combien d'éducateurs savent parler intelligemment du rôle de l'État moderne, des grandes institutions qui constituent la trame de notre société ? Combien d'étudiants sortent de l'école, de l'université, sans connaître l'abc des rouages sociaux, économiques et politiques ? Pourtant, tous devront vivre et travailler dans un système social dont ils ne connaîtront que vaguement les principales composantes. Sont-ils préparés à leur rôle de citoyens vigilants et responsables ? Suffit-il d'accorder le vote à 18 ans ? Encore ici, je m'interroge sur la qualité de nos prises sur le pays réel. Ne retarde-t-on pas indéfiniment l'implication sérieuse de l'étudiant dans la construction de la cité ? Sans céder à la critique idéologique facile ou biaisée, n'y a-t-il pas moyen de permettre une réflexion systématique sur les problèmes cruciaux de la collectivité d'ici, sur les solutions existantes et possibles ? Par exemple, il existe des dossiers bien faits sur les divers projets collectifs qui ont jalonné les dernières années. Je sais bien qu'il y a aussi d'autres lieux pour aborder ces questions. Mais je demeure persuadé que le monde de l'éducation doit participer davantage à la connaissance et à la maîtrise de nos grands défis de développement, et cela dans le contexte réel de notre actualité historique avec ses crises, ses espoirs, ses réalisations et ses appels de dépassement. Le nouveau statut de citoyen peut s'exprimer autant à l'école qu'ail-

leurs dans la cité. Mais une telle orientation exige des rapports plus vivants et plus dynamiques entre le scolaire et le social.

Un développement local et régional. Les solidarités ont pris chez nous de nouvelles modalités. On connaît la réaction de nombreux citoyens devant les gros appareils bureaucratiques. Plusieurs décrochent et se replient sur leur environnement immédiat. Une autre version du village, de l'esprit de clocher ? Pourtant, il faut réinventer la ville tout autant que le quartier, la communauté tout autant que la famille, les grands circuits collectifs tout autant que les relations quotidiennes. On a besoin de pôles de croissance et de développement et en même temps on voit la nécessité de reconstituer des milieux de vie à taille humaine. Certains mettent un ou là où il faut mettre un et. Bon gré mal gré, nous ne saurions éviter de renforcer à la fois la communauté locale et la région ou la communauté urbaine. Les citoyens de la base valorisent surtout la première et les technocrates tentent de promouvoir les deux dernières. Combien de débats tournent en rond, parce qu'on refuse de s'écouter les uns les autres !

Il manque ce que j'appellerais un « réflexe de développement ». Celui-ci cherche à situer les problèmes particuliers dans un ensemble cohérent de démarches collectives qui veulent déboucher efficacement sur une promotion globale et intégrée. Par exemple, la régionalisation n'est pas encore entrée dans notre culture et notre pratique politique. Elle reste artificielle et souvent abstraite. Les structures scolaires régionales étaient un premier test. On aurait pu en faire de véritables carrefours d'une conscience régionale créatrice. Or, dans la société moderne, la région et la communauté urbaine sont des paliers très importants pour équiper vraiment un milieu d'un réseau complet d'institutions. Trop de Québécois ont brûlé ici des vaisseaux à peine mis à l'épreuve de l'eau ! Il faudra bien ré-interroger nos attitudes profondes pour exorciser cette peur des nouvelles solidarités. Je nous soupçonne d'en être restés à la mentalité des braconniers ou des coureurs de bois qui « s'arrangent » avec leur pauvreté et les possibilités immédiates de survie. On ne bâtira pas le Québec moderne comme on a colonisé le territoire. Ce qui ne m'empêche pas de penser que nous avons à rivaliser avec le courage de nos prédécesseurs Retenons un dernier paradoxe : au Québec, l'identification régionale est très forte et pourtant

nous tardons à donner de véritables structures politiques déterminantes à ces entités où l'histoire passée rejoint l'histoire à faire.

Un développement national et international. Nous assistons actuellement au paradoxe d'un double resserrement : celui des appartenances culturelles et nationales, celui des interdépendances internationales. Nous nous voulons Québécois et hommes de la planète. Nous avons conscience de la fragilité de notre société particulière et de la grande communauté des nations. Nous sommes sensibles aux grandes luttes de libération des peuples asservis. Nous savons que nous ne pouvons résoudre nos problèmes sans participer au gigantesque tourment de l'humanité actuelle. On n'a qu'à penser à l'écheveau inextricable des grands égoïsmes collectifs de pays puissants, de blocs impérialistes. L'humanité n'a pas connu encore une véritable expérience de paix. C'est la guerre qui continue de faire l'histoire. Ici les sceptiques peuvent se permettre tous les cynismes devant les appels idéalistes aux solidarités fondamentales de la famille humaine. Par exemple, la guerre au sous-développement n'a pas avancé d'un pas, bien au contraire, si on en juge par le désespoir des pays pauvres à la dernière conférence de Santiago. Certains en sont venus à ne plus croire aux moyens pacifiques pour accéder à une véritable justice. Ils passent de l'idée de développement solidaire à la lutte violente.

Rien ne sert de se mettre la tête dans le sable, soit en alléguant qu'il n'y a pas de solution possible, soit en acceptant passivement le cercle vicieux de la violence des forts qui répond à celle des désespérés. Chacun des pays vit, à l'intérieur, des drames semblables. Les grands systèmes actuels ne semblent pas pouvoir répondre aux exigences d'une société qui se veut plus humaine et plus solidaire. Jamais les nations n'ont eu plus besoin les unes des autres non seulement pour des coopérations plus fécondes, mais aussi pour trouver ensemble de nouveaux modèles socio-économiques et politiques. Il ne s'agit pas de viser une plate uniformité ou des imitations serviles. Les réformes, les révolutions, les nouveaux modèles auront de l'avenir dans la mesure où ils s'enracineront dans leur terreau culturel propre. À ce niveau, les échanges internationaux, tout limités soient-ils sont déjà inestimables.

J'ai vu de belles expériences en ce domaine. Des jeunes de chez nous et d'autres pays ont travaillé ensemble dans le pays d'accueil et

dans le pays d'envoi. Ils ont œuvré à des projets communs, tout en approfondissant leur connaissance mutuelle. La valorisation du Québec ne doit pas devenir québécity étroite. On ne fait rien de fécond avec un esprit de minoritaire assiégé et replié sur soi. Pour être un partenaire de plain-pied, il ne suffit pas d'évoquer des droits fondamentaux. Excellence et compétence sont les premières garanties. Les peuples forts ont toujours su allier une solide discipline avec une liberté créatrice, et donner des assises matérielles à leur culture, à leur goût de vivre la même aventure collective.

Des expériences comme Rallye Tiers-Monde, Jeunes coopérants et tant d'autres dans nos milieux d'éducation méritent d'être mieux soutenues par les institutions et d'être davantage présentes au trafic quotidien de la vie scolaire. Je tiens à signaler ici deux dangers : celui de ne pas relier d'une façon réaliste notre propre développement national et le développement international ; celui d'un paternalisme aveugle devant le vrai contexte économique et politique des peuples sous-développés. Le premier nous alerte sur une façon subtile de fuir les requêtes concrètes du milieu quotidien, sans compter l'irréalisme d'initiatives extérieures qu'on n'a pas éprouvées sur son propre terrain. Le second nous incite à ne pas fausser les enjeux véritables des luttes de libération par les voies de diversion d'un néo-colonialisme aussi haïssable que l'ancien. Nous avons autant à recevoir qu'à donner.

Enfin, il serait dommage que la nouvelle sensibilité québécoise et francophone amène plusieurs des nôtres à ignorer les richesses des autres cultures contemporaines. Se fermer par exemple au monde anglo-saxon qui nous environne, c'est se priver d'un enrichissement à la portée de la main. On nous dira qu'il nous envahit déjà de toutes parts. Bien sûr, il faut s'équiper pour être totalement nous-mêmes, à tous les plans. Mais cet objectif nécessaire et valable peut s'accompagner d'échanges mieux assumés et plus avertis. En ce domaine, l'agressivité et la passivité se ressemblent. Elles partagent la même pauvreté de culture politique et de sens de l'homme. Le premier internationalisme, nous avons à le vivre au Canada et en Amérique du Nord.

Conclusions

Je ne puis résumer cette petite fresque prétentieuse. Contentons-nous plutôt de formuler certaines convictions fondamentales qui sous-tendent cet outil de réflexion et d'action. **Faut-il rappeler que nous devons mille fois plus à notre société que ce que nous lui apportons. L'affirmation collective du Québec repose d'abord sur cette première prise de conscience de ses citoyens. Les vrais parasites sociaux se déploient comme un cancer chez ceux qui ne participent à rien et trouvent que ça fonctionne quand même. Il y a bien des formes de créativité sociale. Des citoyens de milieux défavorisés nous l'ont prouvé. Notre plus dangereux ennemi de l'intérieur, c'est le citoyen démissionnaire, consommateur ou apathique, prêt à sacrifier ou à ignorer les causes les plus justes pour ne pas troubler son confort et son intérêt privé. Comme disait mon grand-père, l'aime mieux un étalon fringant qu'une « pigouille » endormie. Dans ce pays réel à construire, les jeunes ont des rôles essentiels à jouer. J'ai essayé Ici de donner une cohérence dynamique à des initiatives éparses qui existent déjà et qui commandent une stratégie mieux orchestrée et plus réaliste. Une société qui sépare l'univers social et culturel de sa jeunesse, qui écarte celle-ci des grands enjeux politiques, se prépare de tristes lendemains. Les jeunes ne sauraient fournir leur apport original sans être partie prenante de la transformation de la société réelle, de ses projets historiques.**

Le privé et le public. Tome II
Troisième partie. Aspects culturels

Chapitre III.

D'un leadership à l'autre... **Ce sont les clowns qui nous mènent**

Quatre leaderships primaires en interaction
La montée des clowns, l'invasion des
Barbares, les nouveaux clercs
Les autres pouvoirs ?

[Retour à la table des matières](#)

Il y a bien des façons de saisir l'évolution d'une société, je voudrais en tirer une de l'anthropologie culturelle. Il s'agit d'un cadre de compréhension qui me semble bien exprimer ce que nous vivons au Québec depuis les années '50. Nous avons fait, en quelque sorte, le tour de roue complet des leaderships de base d'une communauté humaine. Évidemment il faudra relativiser et nuancer l'approche que nous avons choisie. Notre angle de vision reste partiel, mais peut-être très révélateur de ce qui nous arrive dans notre tribu québécoise.

Quatre leaderships primaires en Interaction

John Marshall, dans son film ethnographique *The Hunters*, nous présente un archétype de communauté humaine où quatre fonctions majeures, avec leurs valeurs et leurs leaderships propres, entrent en interaction. Il y a le chef de la communauté, l'expert-chasseur, fort et beau, le shaman qui fait intervenir les forces transcendantes ou magiques et le clown qui démystifie les trois autres et transforme en jeu le travail et la vie quotidienne. Voilà une présentation bien simpliste, mais assez claire pour signifier ce qui peut se passer dans les relations primaires d'une collectivité. Relations dont la civilisation a perdu la trace. Et pourtant elles sont toujours là au milieu de nous. Il suffit de retracer la genèse des institutions pour découvrir aux divers stages de l'histoire comment on a bâti à partir :

- du shaman, la religion puis l'éducation ;
- du chef, l'État et ensuite le gouvernement ;
- de l'expert, l'armée et l'industrie ;
- du clown, les arts et les media ;

Nous voulons soumettre ici une hypothèse de lecture de notre évolution récente : *Nous serions passés en quelques années à travers quatre phases rapides et superficielles de leadership* : d'abord le leadership des clercs, puis celui des chefs politiques, ensuite celui des technocrates et enfin celui des clowns.

1. La preuve n'est plus à faire. Notre communauté nationale s'est structurée à sa base autour du pôle clérico-religieux. Nous sommes devenus peuple en même temps que chrétienté avec une certaine cohérence sociétaire, au début du XXe siècle. Pendant cinquante ans le pouvoir clérical a été dominant. La grève d'Asbestos en 1949 a été en quelque sorte l'événement révélateur de la fin de ce pouvoir quasi-exclusif. Duplessis commençait à asservir les évêques, et en même temps à affirmer un leadership un peu plus politique. Mais attention !

Le contenu de ce pouvoir restait fortement d'inspiration clérico-religieuse.

2. La révolution tranquille marquait d'une façon plus évidente le primat du politique. Sans céder à l'idéalisation facile, nous pensons que l'histoire future dira qu'il y a eu au début des années '60 une véritable tentative de mettre en place un authentique leadership politique. Pensons à certaines décisions qui indiquaient un tel tournant : la réforme et l'éducation, la nationalisation de l'électricité, la mise en place d'instruments économiques, l'esquisse de politiques sociales plus cohérentes et finalisées. On visait un projet politique et séculier. Mais voici que la fonction gouvernementale et étatique a pris une importance quasi-mythique. Nous croyions tout faire à partir de là. Il y avait peut-être dans cette attitude un vieux modèle religieux mal élucidé qui se transmuait en État-Providence. De plus, un autre pouvoir montant allait prendre le relais de cette poussée politique jeune, fragile, encore ambiguë.

3. Les changements de partis au pouvoir et le repli apolitique de l'électorat devaient favoriser l'influence dominante des technocrates. Ceux-ci bénéficiaient déjà de bien des appuis. D'abord l'influence prépondérante des modèles industriels administratifs dans toutes les autres institutions : l'État, la ville, l'école, les services publics, etc. Il faudrait évaluer ici bien des convergences : le rapport Parent, le BAEQ, les régionalisations scolaires socio-économiques et administratives, les communautés urbaines. Derrière les conférences fédérales-provinciales, on oublie souvent les débats et les affrontements de groupes de technocrates. Même les nouveaux types d'hommes politiques ont une figure technocratique. Le ministre Castonguay en fut un exemple frappant.

4. Mais derrière toute cette belle rationalité programmée, des incohérences de toute sorte marquent l'éclatement de la vie réelle et quotidienne des citoyens : la révolte des jeunes, l'émergence d'une classe d'assistés sociaux, les grèves sauvages, les crises d'octobre avec leurs extrémismes de droite et de gauche, la multiplication des mouvements revendicateurs de base, le néo-patronage. Pour la première fois, nous vivons une diversité idéologique où de vastes groupes défendent des conceptions différentes de la vie, de la société, de la nation. La brisure

de l'éthique dominante, les révolutions culturelles contemporaines, le décalage grandissant entre nos aspirations socio-économiques, nationales et notre situation réelle, exacerbent encore plus profondément la fonction critique. Celle-ci va être exercée d'une façon particulière par un nouveau leadership : les clowns de la nation.

*La montée des clowns,
l'invasion des barbares ou les néo-clercs ?*

Les lectures de ce qui nous arrive peuvent être bien différentes. Certains retrouvent davantage les ébats de foire à l'Assemblée nationale. Ce serait le haut lieu par excellence du *show-business*. Une telle politique aurait tous les traits de famille de cette industrie. D'autres, plus sérieux, s'inquiètent d'une tragi-comédie qu'ils qualifient comme l'invasion de néo-barbares : la révolution permanente des CEGEP, le cycle infernal des grèves et l'agoramanie des manifestations. Enfin, plusieurs pensent plutôt à l'importance que prend le monde des arts et des media. Chansonniers, romanciers et cinéastes deviendraient les principaux définisseurs de la nation. Et à la fine pointe, ce sont les clowns : Deschamps, Tremblay, Sol, Landré, Moreau, etc. qui exprimeraient le mieux l'état d'âme actuel de la tribu.

De toute façon, les numéros de « clownerie » défilent sans arrêt sur tous les écrans et tribunes. Les Québécois sont pour le moins des spectateurs attentifs. Quant à se marrer... c'est une tout autre affaire. Il y en a trop qui sont « pognés » pour embarquer dans cette nouvelle fête des fous. Et pourtant, une telle catharsis est peut-être nécessaire avant des « rounds » sérieux dont l'échéance approche. Pour le moment, c'est la fonction critique qu'on aiguise. Ne sommes-nous pas en pleine révolution culturelle ? Chaque oeuvre se veut une parabole du Québec... et pas du Québec à son meilleur. Nos clowns culturels sont souvent bilieux alors que certains clowns politiques sont plutôt d'étranges mégalomanes conservateurs. Nous ne sommes pas à une contradiction près, depuis Mercier à Québec et Laurier à Ottawa, en passant par le tandem Duplessis-Saint-Laurent. Il ne faudra tout de même pas aller jusqu'au couple TrudeauLévesque. Là nous aurons déclassé les « boulevards » d'Achard ou de Feydeau. Il paraît que nous voyons double (dixit Bouthillet). Le vrai paradoxe, c'est que nos clowns sont très sérieux. Et tous ensemble nous serions des comédiens

qui s'ignorent. On dit que ça existe chez tous les peuples. Les clowns révèlent les hommes à eux-mêmes ; ils nous démasquent quand nous commençons à nous prendre pour d'autres. C'est peut-être seulement en eux que plusieurs retrouvent leur vérité oubliée, leur vrai visage.

Après ce premier tour de roue, on recommencera peut-être le manège avec de nouveaux clercs. Ils ont des précurseurs chez ceux qui se veulent au-dessus ou à côté de la tribu. Lucides, objectifs, neutres, froids et raisonnables. ils départagent, à la façon du Père éternel, les bons et les méchants. Le tribunal peut être le pupitre éditorial, la chaire d'université, l'instance révolutionnaire, l'officine gouvernementale et que sais-je encore ? Ils sont les hommes de la fin, qui attendent le résultat des tâcherons, pour décanter le peu de bon qui n'est pas neuf, et le peu de neuf qui n'est pas bon. À vrai dire, ils n'ont pas tellement le goût du risque. Ils sont d'ailleurs très sûrs d'eux-mêmes. Ils ont des « relations » mais sans s'y laisser prendre. Ils savent tout sur la tribu, sauf ce que ses membres vivent et pensent vraiment. Ils sont « dans le monde sans être du monde ». Il y a leur personnalité... et puis le Québec... et loin, loin, les Québécois, cette race étrange pourtant leur ! Et voilà pour le cirque : je viens d'y jouer peut-être mon propre numéro.

Les autres pouvoirs ?

On a beau se situer en dedans ou au dehors. On a beau parler idéologies différentes, lutte de classes ou générations en rupture, -c'est désespérant, aux yeux de certains-on se retrouve toujours en famille. Frères ennemis ou pas. Au moment où la tribu va faire face au risque de décider de son avenir, il serait peut-être temps qu'en dessous des clivages graves à surmonter, nous commençons à reconnaître que nous partageons tous le même sort quant à notre futur comme peuple. Si j'ai bien compris, les Vietnamiens, face à l'agression américaine, ont trouvé autant de courage dans cette appartenance première que dans le marxisme-léninisme. Il y aurait bien d'autres exemples à donner. Pourtant le nôtre devrait suffire. Qu'est-ce que sont nos batailles de shamans, de politiciens, de technocrates, de clowns ou de nouveaux clercs, à côté de ces pouvoirs « étrangers » (disons le mot, sans xénophobie), nos bons « boss » (es) qui nous font la grâce de bien nous amuser et nous chamailler ensemble, quitte à mettre à leur profit

notre vie sérieuse ? Le peuple reste silencieux dans tout cela. Seuls les clowns lui « sérénadent » son air de famille. Aurons-nous bientôt de solides politiques qui pourront en dire autant ? Sinon, le cirque ne sera pas plus drôle à Québec qu'à Montréal. Comme dans le grand jeu scout, le problème n'est pas d'y entrer... mais d'en sortir pour rejoindre le pays réel à bâtir.

Le privé et le public. Tome II
Troisième partie. Aspects culturels

Chapitre IV.

Économie culturelle et sagesse collective

L'éclatement des cohérences d'hier
Pour une meilleure Intelligence de la culture
Nouvel accent spirituel
De l'homme ce normal » à l'homme « normatif »
Une culture « préfigurative »
Économie culturelle, sagesse collective et philosophie sociale

L'éclatement des cohérences d'hier

[Retour à la table des matières](#)

Nous venons de voir sous l'angle culturel les discussions publiques des Québécois : l'éducation, la langue, le développement, les leaderships. Mais dès que nous abordons ces questions à partir de l'expérience privée, nous rencontrons de profondes perplexités dans les conduites de la vie. L'éclatement culturel devient plus évident. Le Québec n'a plus de contexte quotidien cohérent en dépit des grandes manœuvres d'encadrement qui ont accompagné les diverses réformes des dernières années. Constaté le passage du monolithisme au pluralisme, c'est s'en remettre à un repère idéologique bien ambigu. Il n'y

reste pas grand-chose de notre sujet historique, sans compter l'incapacité d'identifier les formes et les contenus de cette nouvelle pluralité. Je pressens que le lecteur peut se demander si je ne cherche pas ici une nouvelle cohérence univoque pour rencontrer la quête exacerbée d'une certaine spécificité culturelle.

La culture est plus qu'une dimension de la société, plus qu'une façon originale de vivre et même plus qu'une appartenance particulière ou même une identité. Elle a toute la complexité de l'histoire et de l'aventure humaine, en deçà et par delà les réseaux intégrés de symboles et d'institutions. On sait comment certains analystes s'en tiennent à quelques traits marquants pour qualifier les Québécois ; d'autres à une sorte de géographie humaine superficielle aux frontières de temps et d'espace bien définis. D'aucuns font le décompte des liquidations récentes et des résidus avant d'imaginer un tout nouveau visage du Québec futur. La culture québécoise devient ici tout à coup un terrain de sondage folkloriste dans la lointaine et la petite histoire au grand dam des nouveaux politisés tout occupés à créer un inédit québécois « étrangement semblable » aux grandes utopies et idéologies qui courent le monde. Parfois les raccords sont rapides : tel le joual révolutionnaire.

Je n'arrive pas à réprimer chez moi ce soupçon de néo-conservatisme inconscient derrière ces nouvelles tendances culturelles ou politiques. Jugement peut-être biaisé ou fautif si celles-ci recèlent une volonté latente d'assumer ce qu'il y a de profond en soi pour redéfinir un destin personnel et collectif. En deçà des ruptures et des négations, le même contexte culturel historique reflue sur les comportements réels même au creux des luttes radicales ou des innovations sans précédent. Par ailleurs, plusieurs parmi nous aimeraient ramener le propos culturel à un cadre simple de compréhension et d'action. Ils se méfient des analyses critiques du sociologue ou de l'anthropologue. Voici une clef d'interprétation, ils sautent dessus comme si elle disait tout sur nous : le Canadien français et son double, le complexe de colonisé, l'identification au porteur d'eau, l'impérialisme, la lutte des classes, l'indépendance, le cléricalisme d'hier et d'aujourd'hui, les latins catholiques pauvres et anti-démocrates, le dualisme socio-économique, le pragmatisme nord-américain, le spiritualisme qui méprise richesses et biens matériels, etc.

À force de chercher des explications décisives et simples, on en vient à ne plus s'interroger sur soi-même, sur sa vie réelle, sur ses milieux concrets d'appartenance, sur sa propre philosophie de la vie. On a parlé beaucoup du Québec en mutation. Mais en fait qu'est-il arrivé aux Québécois ? Qu'est-ce qui a changé dans leur vie, dans leurs comportements, dans leurs façons d'être, de penser, d'aimer, de travailler ? Combien d'adultes, par exemple, ont évalué leur évolution par rapport au contexte global de chrétienté qui a fourni le premier tissu culturel et historique de leur personnalité ? On répond souvent par quelques vagues sentiments, quelques nouvelles valeurs. Exaspéré par ce questionnement, on hausse les épaules en disant : « C'est quoi la culture québécoise ? » L'éclatement de l'identité et des cohérences privées est ainsi éludé. On laisse ça au psychiatre. Bien peu se rendent compte de la perte de l'économie des rapports entre la culture d'appartenance et la philosophie de la vie. Tout se passe comme si on poursuivait deux projets parallèles.

Bien sûr, certains protesteront ici. Ne cherchent-ils pas effectivement des connivences entre leur « privé » et leur « public » ? Mais c'est « au pif », sans grand investissement soutenu et systématique. Je veux bien que plusieurs considèrent que la religion (re-ligo/relier) ne joue plus ce rôle chez eux. Mais quelle autre sagesse de vie ont-ils trouvée effectivement ? Je ne veux pas céder ici à un quelconque pharisaïsme religieux. Je partage cette même pauvreté avec les incroyants d'ici. Nous arrivons même à des dialogues passionnants. Des dialogues qui ne résolvent pas pour autant la perplexité de la majorité des Québécois... et avouons-le, la nôtre aussi. Personnellement, je ne crois pas que nous puissions éviter une révision lucide de cet humus. Un peu à la manière du « cultivateur » qui médite l'hiver sur ses prochaines moissons, qui procède au printemps à un dur labourage suivi d'ensemencement, de « renchaussage », d'effardochage, avant les grandes corvées de la moisson. Les nouvelles criées sur la Terre Québec, qu'elles soient politiques, économiques ou poétiques, me semblent parfois très décrochées des dramatiques vraiment vécues par le gros contingent des villageois du centre-ville ou de la banlieue, de la petite ville ou de l'arrière-pays. Nos luttes et nos chants nouveaux de libération ont souvent des rapports bien lointains avec ceux des résistances d'hier. Le souverainiste que je suis reste drôlement coi devant le crédi-

tiste qui résiste sans pouvoir nommer son histoire, sa protestation. Mon oui est trop loin de son *non*. À en croire certains analystes j'ai l'avenir pour moi, alors que mon interlocuteur disparaîtra comme le dernier je-me-souviens.

Que faut-il en retenir ? La majorité des Québécois de toutes tendances ne savent pas plus qui ils sont, ce qu'est le Québec, et l'avenir qu'ils veulent. Même notre histoire n'est plus considérée comme un phare dans bien des cas.

Je ne prétends pas répondre ici à ce défi historique gigantesque. Mais j'aimerais d'abord susciter une réflexion plus critique et peut-être mieux articulée sur ce que nous appelons « culture ». Nous sautons trop vite sur notre spécificité, sur notre identité, sur notre projet collectif propre. Récemment on demandait à des Québécois de diverses tendances une certaine anticipation de l'avenir prochain du Québec. À peine quelques réponses bien courtes. Un symptôme révélateur d'une sorte de *black out* qui, selon moi, révèle la profondeur du désarroi culturel actuel. Essayons une première distance critique, quitte à revenir plus loin dans l'ouvrage à des figures mieux dessinées du pays à bâtir.

Pour une meilleure intelligence de la culture

Il existe bien des définitions de la culture. Kroeber en dénombrait plus de trois cents au début des années '50. Les uns décrivent la culture comme un ensemble d'institutions, de techniques, de représentations collectives et de valeurs qui caractérisent un groupe humain. D'autres mettent en relief sa dimension historique autour du pôle : héritage transmis. Plusieurs retiennent son caractère normatif et en font un système, un modèle, un code particulier. Certaines définitions psychologiques l'identifient à un processus d'adaptation qui amène un groupe humain à aborder d'une façon originale les problèmes fondamentaux de l'homme. L'école fonctionnaliste de Malinowski et ses disciples s'attache davantage à montrer l'unité fonctionnelle des composantes de la culture, surtout en regard des besoins et de l'environnement d'une société particulière. Plus près de nous, les néo-structuralistes font ressortir le système invisible sous-jacent au mode de vie d'un groupe, mais aussi distinct des comportements des mem-

bres de ce groupe. Plus récemment, certains analystes en ont fait un « phénomène entièrement symbolique ».

Norme, cadre, modèle, système, processus, outillage mental, réseau de symboles, ordonnance de valeurs, la culture risque d'être un fourre-tout. Par ailleurs, toutes ces facettes montrent la richesse humaine de cette réalité difficilement définissable à cause des impondérables et des implicites qu'elle véhicule. L'analyse idéologique peut affiner l'étude de ce vaste domaine en cernant ce qu'il y a d'explicite dans une culture. Mais il faut d'autres instruments pour saisir le fort coefficient d'inconscient dans toute expression culturelle. Nous ne voulons pas entrer dans ces analyses complexes. Retenons que la culture est sans doute un lieu humain privilégié pour connaître le vrai visage d'une communauté et de ses membres ; elle est un miroir d'identification, un ciment de solidarités particulières, un levier de motivations et d'engagement, un tissu historique ⁵.

Mais jusqu'ici nous demeurons dans une vision des choses passablement statique. Les révolutions culturelles récentes veulent faire de l'homme libre et responsable le grand artisan de l'élaboration d'une culture. Elles centrent donc l'attention sur l'acteur culturel comme tel.

⁵ Certains distinguent deux couches dans la culture : la première comme enracinement et milieu, la seconde comme fin et horizon. La culture première s'exprime à travers des représentations collectives et des schèmes idéaux qui trouvent leur canevas de fond dans un sujet historique déterminé. La culture seconde est la résultante des projections et des créations du groupe humain correspondant. Cette dernière permet précisément une distance dynamique qui, non seulement assume le tissu de sa réalité propre, mais aussi la critique et la finalise. Pensons à la murale du grand théâtre de Québec, qui interpelle notre communauté culturelle québécoise. Une telle distanciation vient corriger l'automatisme non-critique de la « personnalité standard » d'une culture première. Mais il ne faut pas perdre de vue ici un phénomène de plus en plus évident, particulièrement chez nous, à savoir la destructuration de notre tissu historique de base, de nos milieux de vie. Or notre évolution culturelle récente a été marquée par une contestation unilatérale de ce qui a fait ce que nous sommes. Nous nous retrouvons avec une nouvelle culture sauvage sans racine et sans figure d'avenir. Il y a donc crise aux deux paliers et surtout entre eux. Voir F. Dumont, *Le lieu de l'homme*, HMH, 1968 et, du même auteur, *Enseignement, éducation et crise de la civilisation*, in Colloque de l'AUPÉLF, l'Université, l'éducation permanente et la société, Abidjan, 1969.

L'homme est vu davantage comme producteur de sa culture seconde, et moins comme produit de son héritage. Soulignons ici le caractère créateur et dynamique de la fonction culturelle, alors que dans les conceptions traditionnelles la culture avait des rôles plus ou moins statiques d'intégration, d'adaptation, d'identification, de cohésion, de communication et d'organisation ritualiste de la vie collective. Évidemment, on connaissait des changements socio-culturels, mais ceux-ci n'étaient pas le fruit d'interventions humaines conscientes et maîtrisées. Certains parmi nous ont trop minimisé les dernières fonctions culturelles que nous venons de mentionner. C'est ainsi que la culture historique québécoise a cessé d'être un contexte global, vital et particulier pour les individus comme pour le peuple.

Mais n'y a-t-il pas ici une sorte de rupture qu'il nous faut mieux évaluer et assumer ? Marguerite Mead formulait récemment cette critique : « *Notre connaissance actuelle de la culture est basée sur le modèle dérivé de l'étude des sociétés primitives. Nous avons eu grand besoin jadis de ce modèle, qui continue à offrir de nombreuses possibilités. Mais il a été à la fois exagérément étendu et trop peu différencié au cours du dernier quart de siècle... Du point de vue de ce que le psychologue, le sociologue et l'historien tentent de comprendre, le modèle « culture primitive » s'est prêté à une extrapolation grossière...* ⁶ »

Il y a dans la contre-culture une intuition qui rejoint la critique scientifique de M. Mead. Les porteurs de cette tendance veulent se libérer de la culture statique vue comme héritage, système, code et a priori, pour exprimer ce qui fait le caractère unique, ineffable et transcendant d'un vécu humain particulier avec ses aspirations inédites. La culture, beaucoup moins que l'économie et la politique, s'accommode des infrastructures et des superstructures. Elle leur échappe de bien des façons. Elle peut devenir un formidable ferment critique, une instance de dépassement.

⁶ Margaret Mead, *Culture and Commitment*, Doubleday, 1970, p. XXIII. Cette remarque ne doit pas pour autant minimiser l'apport très riche des études de la culture, faites dans cette foulée. On connaît mieux désormais des processus comme l'acculturation, la déculturation, l'inculturation, la transculturation, etc.

Nouvel accent spirituel

Sur son versant dynamique elle opère des brèches de transcendance. Bien sûr, on peut noter le phénomène inverse. Les enfermements culturels sont les plus contraignants. D'où la difficulté de cerner le problème. Mais voici que la culture moderne récuse les conditionnements des anciens et nouveaux systèmes clos, et devient critique, ouverte, « préfigurative », pluraliste. La culture traditionnelle était plus centrée sur les besoins que sur les aspirations. Voilà pourquoi il fallait un intense mouvement de libération pour dégager le dynamisme de dépassement et de transcendance de l'instance culturelle. La perspective est alors totalement changée. Il s'agit moins de s'acculturer dans un sens d'adaptation, mais plutôt de se transculturer dans une optique de transcendance libérée, créatrice et ouverte.

Les enfants de la technocratie assument le dynamisme de transmutation de la nature physique pour le porter sur le plan de la culture et des philosophies de la vie. Ils veulent faire le monde comme ils le veulent. Après la conquête de l'univers matériel, c'est celle de l'univers spirituel. Pour eux, le premier obstacle se trouve dans la culture statique et systématique des aînés qui ont troqué leur âme pour des possessions matérielles aliénantes. Le bourgeois possesseur « arrivé » se voit contesté à sa propre table familiale. Son scepticisme lucide face aux idéologies de l'économisme collectiviste ne mord pas sur cette contestation interne. Son libéralisme paraît tout d'un coup aussi étroit, clos et sans horizon ⁷. Les révolutions politiques se font de plus en plus spirituelles dans leur inspiration profonde. Il ne s'agit plus d'une confrontation de l'efficacité des divers matérialismes. Par delà les frontières idéologiques, Carmichael, Fanon, Dylan, Soljenitsyne et R. Bach se rejoignent. L'Orient spirituel séduit. L'utopie chrétienne refait surface.

De l'homme « normal » à l'homme « normatif »

L'homme moderne se réapproprie donc l'instance culturelle d'une façon plus consciente. Il se refuse à considérer la culture comme un pur système hérité et objectif qui l'englobe et le conditionne. Il se veut

⁷ Th. Roszak, *Vers une contre-culture*, Stock, 1970.

créateur de son identité, de ses appartenances et des symboles qui l'expriment. Il s'auto-crée, se projette, s'auto-transcende. Il harnache les dynamismes culturels comme des tremplins de libération. Il se veut maître des communications qu'il instaure avec d'autres. Marcuse se demande « si la tension entre la fin et les moyens, entre les valeurs de culture et les réalités sociales, n'a pas été abolie par la lente aspiration des fins par les moyens ». C'est alors que la culture comme fin et horizon peut jouer un rôle critique, dans la mesure où des systèmes sociaux actuels repoussent les choix décisifs à des périphéries inoffensives, dans la mesure où ils aliènent les fins transcendantes de l'homme. Un certain libéralisme a « normalisé » *ce qui est par rapport à ce qui peut, pourrait ou devrait être*. Il identifie ainsi « les concepts normatifs avec leur réalité sociale effective ».

Il est intéressant de comparer cette critique avec celle de M. Rioux : « Le grand saut que devra accomplir la société de demain, c'est celui du passage de l'homme normal à l'homme normatif... l'homme sain n'est pas l'homme normal, mais l'homme normatif, l'homme qui peut créer et assumer des normes. À l'homme extéro-dirigé de nos sociétés industriellement avancées devra succéder l'homme autonome qui saura fonder sa personnalité et sa conduite sur des valeurs qu'il saura créer et assumer ⁸. Du coup, on affirme l'homme au centre de la culture comme agent déterminant, libre et créateur.

Une culture « préfigurative »

L'expression est de M. Mead. Cet auteur distingue trois types de culture :

Postfigurative -La caractéristique essentielle des cultures postfigurative est « la conviction que les membres de la génération la plus âgée expriment, dans tous leurs actes, un mode de vie (quelles que soient, en fait, les modifications qu'ils y ont introduites) qui sera sans

⁸ M. Rioux, *Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec, Québec, 1968, p. 33. Voir aussi H. Marcuse, Remarques à propos d'une redéfinition de la culture, dans Culture et société, Éditions de Minuit, Paris, 1970, pp. 311 et suivantes.*

changement, éternellement pareil ⁹ ». Comme second trait, on peut dire que dans ces cultures beaucoup de facteurs inchangés restent non analysés. De plus, elles commandent un consensus non-critique et une appartenance univoque.

Cette description s'accorde bien avec la figure globale non seulement d'une certaine société traditionaliste, mais aussi d'un certain *backlash* conservateur devant les réformes récentes et devant l'instabilité sociale actuelle. Ce conservatisme plus ou moins latent refuse d'analyser les facteurs inchangés et exige un consensus de soumission non-critique aux pouvoirs et une appartenance univoque à la vision du monde héritée. Il définit unilatéralement toutes les coordonnées de la « culture québécoise », dans la foulée de notre histoire idéalisée. Le futur ici n'est que la projection amplifiée de l'expérience des pères. on cherche dans la tradition l'unique repère décisif.

Cofigurative - Ici le modèle qui prévaut est le comportement des contemporains. La tradition perd de son automatisme obligé. On considère comme allant de soi le fait que le comportement de chaque génération nouvelle soit différent de celui de la génération précédente. La mode, le changement, l'expérience immédiate servent de balises provisoires pour les orientations de pensée et d'action.

On reconnaîtra dans ce modèle culturel, un certain style de vie qui cherche exclusivement une correspondance immédiate avec l'actualité historique. Cette famille spirituelle est dans la lignée de la « civilisation heureuse ». Elle ne vit qu'à partir d'elle-même. Il lui manque des racines. Elle n'a pas de vision d'avenir. Ses membres expriment bien un tel état d'âme en disant : « J'agis quand ça me dit quelque chose, comme ça me plaît ». On mesure le danger ici de passer d'une culture postfigurative imposée par des pouvoirs absolus à une culture cofigurative fabriquée par les commettants pour consommation immédiate. L'une et l'autre exténuent l'économie historique qui se renouvelle par l'incessante conjugaison de la mémoire, de l'expérience et du projet ; de l'acquis, du vécu et du rêve ; des racines, des tiges et des fruits.

⁹ M. Mead, *op. cit.*, p. 29.

Préfigurative - Cette nouvelle culture véhicule le sentiment d'être projeté vers l'avenir. Un avenir inconnu, imprévisible et radicalement neuf. Un avenir en rupture avec le passé et le présent. Un avenir qu'on ne saurait concevoir comme une extension du présent. Un avenir ouvert qui conteste toutes les cohérences définies et closes. Un avenir caractérisé par l'universalisme, l'esprit de prospective, la recherche de solidarités fondamentales et l'éloignement indéfini des frontières. « Nous devons en effet apprendre nous-mêmes à modifier notre comportement adulte, de manière à abandonner notre éducation postfigurative, y compris ses éléments cofiguratifs tolérés, et à découvrir les voies préfiguratives d'enseignement et d'apprentissage qui maintiendront l'avenir ouvert. *Nous devons créer de nouveaux modèles pour les adultes, afin que ceux-ci enseignent à leurs enfants non ce qu'il convient d'apprendre, mais comment apprendre ; non ce à quoi ils doivent se vouer, mais la valeur de l'engagement... Nous devons travailler à la création de systèmes ouverts centrés sur l'avenir* ¹⁰ ».

L'auteur lui-même emploie ici un langage peu accordé à ce genre de culture. Il parle de système, de modèle, de devoir. Autant d'expressions qui irritent les préfiguratifs. Ceux-ci préfèrent le langage des dynamiques, des perspectives, des questionnements. Ils s'inquiètent moins des « comment » de l'auteur. Les « pour-quoi » sont plus importants à leurs yeux. De plus, ils veulent une anticipation dès aujourd'hui. « L'autosacrifice total pour le futur, c'est la révolution de papa, pas la nôtre », disaient les sorbonnards de mai 68. De même on préfère des choix ouverts à des systèmes ouverts, parce que les premiers ont une plus grande valeur de liberté et de responsabilité ; ils laissent des brèches pour la nouveauté et la transcendance, pour l'avènement de quelque chose d'autre, pour un incessant questionnement. Rien ici du film-Providence déjà tout impressionné, mais non encore tout à fait développé ou déroulé dans le temps et dans l'espace. Non, l'avenir est à faire, et cela dans une histoire imprévisible, et dans des risques et des anticipations préfigurés par les utopies. Cette dynamique culturelle est aux antipodes du sécurisme des majorités « silencieuses ». Bien sûr, les comportements réels de cette famille culturelle n'ont pas la netteté d'une telle description. Jusqu'à présent, elle ne semble pas savoir ce qu'elle veut, ni vouloir ce qu'elle prétend savoir. Parfois sa

¹⁰ *Op. cit.*, pp. 142-143.

critique sociale véhicule un conservatisme inavoué, et son style de vie un conformisme immédiat désarçonnant.

*Économie culturelle, sagesse collective
et philosophie sociale*

Au bilan, nous nous demandons si l'une ou l'autre de ces trois tendances culturelles n'a pas perdu ce que nous avons appelé l'économie historique d'une culture. Science, technique et idéologies ne remplaceront jamais, répétons-le, une sagesse collective capable d'amener un peuple à maîtriser son économie historique culturelle. Le thème de l'absurdité n'est plus une pure question philosophique. Il devient monnaie courante dans les aventures individuelles et collectives concrètes des hommes actuels. Nous avons cru que les puissants radars scientifiques avaient remplacé les humbles boussoles des sagesse populaires. Quelle illusion ! Combien d'hommes désorientés cherchent dans tous les *para* et les *meta* irrationnels une sagesse qui a disparu du paysage quotidien. Ils ne la trouveront pas plus dans cette voie. Gurus et astrologues symbolisent la déculturation des masses occidentales, et la nôtre au Québec. Il n'y a plus d'économie culturelle capable de vraiment nous faire vivre dans le pays réel. D'où ces choix réducteurs entre jouer le jeu ou fuir dans ces *no man's lands astrologiques*, mystiques ou autres. Notre société marchande sait même commercialiser sous diverses formes mercantiles ces succédanés mythologiques.

Une véritable économie culturelle peut conjuguer la vie réelle des individus et les projets collectifs de leur société. Elle rend leur histoire signifiante, compréhensible et engageante. Elle sait marier l'expérience privée et le débat public. Elle donne profondeur et horizon à l'aventure originale d'un peuple. Elle offre un contexte cohérent et dynamique qui fonde les consensus nécessaires et même les combats internes et externes inévitables. Elle constitue un cadre critique fondamental en deçà des lectures idéologiques et des options politiques. Elle instaure des dialectiques fécondes entre l'enracinement et le dépassement, entre les modèles et les praxis, entre le spécifique et l'universel.

Nous parlons toujours ici non pas de la culture comme système, mais comme économie proprement humaine ; ce qui n'exclut pas les

facteurs structurels de divers ordres, ni les dimensions historiques, politiques ou autres, ni les écosystèmes naturels, ni les démarches scientifiques et techniques. Nous plaçons davantage pour la réinvention de sagesse collective qui se définissent d'abord par cette économie culturelle. Par divers biais, tout au long de cet ouvrage, nous avons tenté de cerner cet objectif trop absent des univers privés et publics contemporains.

Dans la dernière étape, nous allons préciser notre angle d'attaque privilégié autour de l'axe éthique. Nous soupçonnons une attente, une sensibilité, une recherche de cohérence à ce niveau chez beaucoup de nôtres. Combien d'interventions de toutes sortes portent cette requête ? On s'y attarde bien peu dans la vie privée ou publique. La démarche devra assumer toute la complexité de la situation actuelle.

Nous ferons d'abord quelques forages en profondeur pour une première évaluation du terrain. Puis nous essaierons dans une ligne éthique de relier notre économie culturelle et une sagesse collective qui soit nôtre. Notre propos éthique serait tronqué s'il n'aboutissait pas à un cadre critique normatif qui ne saurait être que philosophique. L'homme « cultivé » ne devient « cultivé » qu'au prix d'une distance sur lui-même. C'est peut-être un drame typiquement nord-américain que de séparer un style de vie pragmatique et des idéaux mystico-utopiques. Bien sûr, tous les hommes sont menacés de cette schizophrénie. Mais dans l'Amérique anglo-saxonne et la « presque-Amérique » française nous entrons dans une diversité idéologique inédite *sans équipement philosophique, sans économie culturelle, sans sagesse collective. Nous formulons ici une hypothèse de travail : l'apprentissage de construction d'une éthique valable à la fois dans la vie privée et dans la vie publique est peut-être la première tâche pour façonner et articuler les trois coordonnées précitées.* Nous ne prétendons pas apporter la solution, mais un cheminement parmi d'autres vers cet objectif d'une maîtrise vraiment humaine de notre propre économie historique et culturelle.

Notre petite société québécoise plus secouée que jamais ne peut se permettre de rester trop longtemps comme ces bateaux amarrés qui attendent la fin de la tempête. L'image ici veut signifier que le risque fait partie de la recherche d'un équipement vigoureux et d'un vaisseau

solidement construit. Notre première aventure sur le continent ne s'est pas contentée d'aménager des ports, elle voulait bâtir un pays en amont du fleuve et gagner la mer en aval. C'est peut-être la meilleure façon de vivre passionnément la terre des hommes.

Le privé et le public. Tome II

Quatrième partie

Aspects éthiques

Chapitre I. Quatre cas types

Chapitre II. Vers une nouvelle éthique collective

[Retour à la table des matières](#)

Le privé et le public. Tome II
Quatrième partie. Aspects éthiques

Chapitre I.

Quatre cas types

Derrière les media, deux mythes : l'opinion publique et la neutralité
Ni privée, ni publique, une certaine église à redéfinir
Déprivatisation du syndicalisme
Nouveaux enjeux des codes éthiques professionnels

Derrière les media, deux mythes : L'opinion publique et la neutralité

Contradictions et limites critiques du système libéral

[Retour à la table des matières](#)

Une certaine démocratie libérale a su créer bien des illusions chez les citoyens. Par exemple, on peut exprimer une opinion libre dans une ligne ouverte, envoyer une lettre aux journaux, voter tous les quatre ans, et cela dans un cadre démocratique dit « neutre », et ouvert aux diverses tendances. Neutralité du gouvernement et des media face aux citoyens et à leurs différents regroupements. Et voilà les citoyens au pouvoir ! Déjà une telle explication du propos démocratique de nos élites libérales laisse percer un soupçon de rationalisation et d'illégitimité.

mité chez ceux qui soutiennent pareille mystification. Un nombre grandissant de citoyens n'y croient plus. On arrive à un clivage dramatique : d'une part, des oppositions militantes et vigilantes de plus en plus exaspérées par leur marginalisation privée, et d'autre part, une masse de moins en moins critique face à des pouvoirs qui la contrôlent par des techniques monstrueuses et inédites de persuasion et de massage.

Notre critique peut paraître simpliste. On nous dira : « Que faites-vous des corps intermédiaires, des nouvelles structures de participation en différents domaines, de la force contraignante des syndicats ? » L'évolution culturelle et politique récente dément cette naïveté tartufe de certains démocrates qui lèchent les bottes d'un pouvoir de plus en plus concentré. Notre société libérale a développé des mécanismes très puissants de « massification » de la collectivité. Les machines des gros pouvoirs arasent la scène publique et relèguent à des périphéries privées toutes les oppositions menaçantes. C'est peut-être une des sources de violence les plus explosives. Nos crises récentes en témoignent. Il faudrait virer à l'envers certains arguments d'éditorialistes qui fréquentent les « gros » de notre société. Ces pseudo-sages soutiennent que la violence de minorités agressives « insécurise » le peuple et que celui-ci porte au pouvoir des hommes forts, capables d'un contrôle absolu. Et si l'hypothèse inverse était aussi vraie et peut-être plus fondamentale ? En court-circuitant les vrais processus démocratiques par des manœuvres autocratiques de caucus privé et de coulisses, certains pouvoirs dominateurs briment des libertés collectives et des groupes intermédiaires critiques. Il ne reste alors que ce pouvoir unifié face à une masse de citoyens désemparés et démunis. Le tour est joué. La surface publique a toutes les apparences démocratiques, mais en fait, elle est enfermée dans une aire restreinte d'intérêts privés non soumis à de véritables contrôles par les citoyens.

L'échec des enquêtes sur la corruption politique démontre non seulement la force de cet *underground* privé, mais aussi la fiction démocratique qui le protège légalement ou autrement.

La caution des media

Le sous-sol antidémocratique de notre société n'a pas à se défendre. À la surface, certaines institutions le masquent suffisamment. Le monde des média sert de paravent, de caution pour légitimer fallacieusement le système libéral. Par exemple la direction d'un journal ouvre ses pages aux lecteurs.

Elle est bien démocrate puisqu'elle fait une chose que les pays totalitaires ne permettent pas. Mais à y regarder de près, je me demande ce que cela change dans l'exercice du pouvoir quotidien des propriétaires, des administrateurs et éditorialistes. Les opinions individuelles disséminées ne résistent pas au massage permanent que ce nouveau pouvoir pratique chez la masse des lecteurs. J'y vois un problème à la fois éthique et politique qu'on ne soulève pratiquement jamais. Même dans le cas d'une presse supposée libre, le défi demeure. Il s'agit de la liberté de qui, en l'occurrence ?

Entre les citoyens et les journaux, il y a un déséquilibre de forces évident. Déjà bien des études nous montrent comment la plupart des hommes n'arrivent pas à maintenir une distance critique par rapport au magma actuel du monde de l'information, par rapport aux idées que des commentateurs permanents serinent quotidiennement. Il y a ici une influence invisible, d'autant plus subtile qu'elle ne se présente pas sous forme d'un pouvoir.

Dans ce contexte, l'opinion publique devient un phénomène aussi ambigu que superficiel. En effet, elle reflète en bonne part cette influence quotidienne, omniprésente, des media. Elle en tire son langage, ses interprétations, ses orientations de pensée. D'aucuns s'interrogent sur cette tendance vers le pouvoir unique dans les sociétés démocratiques actuelles. Ils ont peut-être ici une partie de leur réponse. Les media décuplent l'influence d'un pouvoir de plus en plus concentré économiquement et politiquement. Les opinions dissidentes et les oppositions ne font plus le poids. Les autorités en place se créent leur majorité silencieuse par l'omnipotence des média, non pas seulement à cause d'une concentration de la presse qui favorise la collusion des

pouvoirs dominants mais à cause du medium lui-même qui se prête admirablement bien à ce totalitarisme déguisé.

Le cadre de l'information lui-même a tous les airs de neutralité. Ne fait-on pas écho à tous les événements ? Même les éditorialistes se disent tout à fait indépendants, et libres de toute pression. Au chapitre de la nouvelle, il faut un joli équipement critique pour saisir les biaisements, les critères de sélection, les priorités des manchettes et de la mise en page.

Qu'il s'agisse d'une grande chaîne ou d'un journal dit « indépendant », la question de fond subsiste.

Ces considérations nous amènent à démythifier deux notions courantes et bien entretenues : la liberté et le pouvoir de l'opinion publique, d'une part et d'autre part, le masque de la neutralité.

1. Une opinion conditionnée, manipulée et privatisée

Notre société ouverte nous laisse croire au primat de l'opinion publique dans l'évolution collective. Comment accepter une telle illusion quand on sait la force des techniques de persuasion et de conditionnement ? C'est une évidence dans le cas de la publicité commerciale. Mais dès qu'il s'agit de la chose publique, certains prêtent aux citoyens une liberté de jugement et d'expression qu'ils n'ont pas ailleurs. Par exemple ils considèrent le vote comme une démarche accompagnée de profondes évaluations de la part des électeurs. Pourtant le même contexte de conditionnement demeure en ce domaine. Les pouvoirs politiques utilisent souvent la même technologie manipulatrice du comportement. Les media continuent d'exercer le même type d'influence, tout en lui prêtant un visage de pureté virginale.

Il existe d'autres mécanismes plus raffinés de neutralisation. L'opinion publique n'existe pas dans les nuages. Elle s'exprime à travers des individus et des groupes bien concrets. Or, ce sont des opinions qui gardent la plupart du temps les traits de l'aire privée. Elles n'ont de « publicité » qu'un moment. C'est du « public » évanescent, provisoire ; du public noyé dans les voix officielles qui occupent la plus grande partie de l'espace de l'information, du commentaire, ou des

discours des pouvoirs établis. L'opinion publique prend alors un caractère insaisissable et indéfinissable.

Il ne reste que ces fugaces sondages d'opinion pour certaines prises sur le pouls de la vie collective et de ses principales tendances. Mais au fait, comment se sont constituées ces opinions ? Quels sont leurs contenus démocratiques véritables ? Ne sont-ce que des opinions... des avis superficiels, des vagues sentiments, des présomptions, des approximations, des interprétations risquées, des positions très provisoires et très relatives ? Quel poids ont-elles en dehors des enjeux électoraux à court ou à long terme ?

À en croire certaines élites, c'est là le fin du fin de la démocratie de base. Moi, je suis plutôt inquiet de cet étalement superficiel d'une civilisation de l'opinion qui sert bien les pouvoirs autocratiques. Que n'ont-ils pas dit sur les vertus de la majorité silencieuse ! Séduction, massage, démagogie, paternalisme, autant de caractéristiques d'une oligarchie bien connue qui se prolonge jusque dans les organes d'opinion et dans les services « dévoués aux intérêts du public ». Quelle imposture ! En effet, on soumet aux citoyens beaucoup plus des slogans, des images, des mythes, des sales pitch que des données et des choix sérieux et compromettants.

Bien sûr, ces pouvoirs savent multiplier des livres blancs ou verts que la plupart des citoyens ne lisent jamais et pour cause : ces documents sont construits par et pour les experts et l'oligarchie elle-même. Il ne reste que l'intermédiaire des « media » et certaines réactions à la pièce d'individus et de groupes privés. Au bout de la ligne, la masse des citoyens est réduite à de bien vagues opinions sur lesquelles nos libéralistes prétendent fonder la démocratie.

C'est tout ce contexte qui fausse le débat démocratique. Un véritable cercle vicieux : des opinions apparemment libres, mais effectivement conditionnées, manipulées, superficialisées, relativisées, marginalisées, privatisées et que sais-je encore. Je vois des bien-pensants me dire que j'ai une piètre idée des possibilités des citoyens ordinaires. Je ne répondrai pas à cette critique démagogique par des aveux naïfs qui atténueraient la portée des illusions que je dénonce. Ayant travaillé dans des minorités d'opposition depuis vingt ans, j'en sais quelque

chose. La privatisation, la neutralisation et la récupération des forces critiques de notre société sont des phénomènes trop évidents pour en refaire une fois de plus la démonstration. Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est la situation réelle de la majorité qu'on utilise d'une façon machiavélique. J'ai le goût de dire ici aux tenants du pouvoir d'une certaine démocratie libérale : « Vous laissez entendre hypocritement à la collectivité que vous suivez une opinion publique que vous avez créée vous-mêmes ». Avec des ressources financières qui viennent en bonne part de l'ensemble des citoyens ! C'est une des pires mystifications que je connaisse. Et ces mêmes crypto-autocrates ont l'audace de vanter nos libertés face à certaines dictatures étrangères. Là-bas, au moins, les citoyens savent qu'ils sont bernés. Je soupçonne que les violences grandissantes des oppositions de rue dans les sociétés occidentales ne sont pas étrangères à cette fiction démocratique désespérante et mensongère. Les règles du jeu étant viciées au départ, on perd foi en de telles institutions soi-disant démocratiques y compris celles des tribunaux, du parlement et des media. L'opinion des citoyens reste en définitive dans l'aire privée, sans grand impact, alors que le pouvoir en place occupe effectivement la grande part de l'aire publique.

2. Une neutralité de mystification : quatre traits majeurs

- C'est la marque de commerce d'une idéologie de droite que de se nier comme idéologie. Les tenants ici se disent neutres, pragmatiques, démocratiques. Leurs partis pris se drapent de principes éternels, irréfutables quand la pseudo-neutralité n'arrive pas à dissimuler des intérêts trop évidents. Nous connaissons bien leurs tours de passe-passe : ils évoquent tantôt la neutralité des faits, tantôt celle des principes, selon les besoins de la cause. Si vous les rejoignez sur un palier, ils passent à l'autre. Vous montrez les failles réelles du fédéralisme canadien, on vous répond en vantant le fédéralisme en soi. Si vous interrogez le fédéralisme actuel à partir d'une pensée politique, on vous dit qu'il y a place pour des solutions administratives réalistes dans le cadre de notre confédération, en escamotant évidemment la brutalité des échecs réels et des faits contrariants.

- Le deuxième trait de cette pseudo-neutralité, c'est l'ouverture critique, la tolérance, mais seulement après que le pouvoir effectif de son

idéologie dominante est assuré. Une mentalité de pouvoir absolu se situe vite au-dessus de la mêlée, des diversités d'opinion, d'idéologie ou de parti : pour elle ce ne sont là que coteries. On se donne des airs de vertu. On se présente en juge impartial. On prend figure de mythe aux yeux de la population. On ne se laissera pas entraîner dans des voies qui pourraient affaiblir sa position de prestige. Surtout il faut éviter de se retrouver dans une position minoritaire. Mais on ménage quand même ses arrières par quelques déclarations ambiguës, au cas où le vent tournerait un jour. Aux minorités qui se disent victimes d'injustice, l'esprit neutre au pouvoir - qu'il soit politicien, éditorialiste ou homme d'affaires - demandera des preuves jusqu'au fond du tonneau. Il n'a pas la même mesure quand il s'agit des siens... ou de ses preuves à lui. Le voilà tout à coup « général », tolérant, positif, compréhensif. Intelligent, il décochera quelques flèches inoffensives. Mais la modération en tout, n'est-ce pas ? Celle-ci fait oublier le pouvoir total qu'on s'est donné.

- Le troisième trait est vraiment très fort et évident sous sa forme négative : on n'est pas neutre quand on est dans l'opposition, quand on menace le pouvoir, quand on conteste le statu quo. N'est-ce pas étrange que la presque totalité des éditorialistes soient du même bord par rapport aux polarisations majeures de la population, même dans le cas d'une pseudo-presse libre et non orientée idéologiquement ? « Nous sommes démocrates, et non indépendantistes. » Une belle jambe, à bon compte ! Ils sont neutres parce qu'ils sont du bon côté, ou parce qu'ils se soumettent au pouvoir qui les paie, ou bien parce qu'ils sont fidèles à la majorité (celle qu'on a si bien massée et massifiée). C'est bien connu, on n'accusera pas un fédéraliste d'exercer une pression idéologique induite. Le socialiste se verra mettre au rang des idéologues faussaires alors que le capitaliste est tout simplement un bon citoyen de notre système social... réel et vrai, juste et légitime, bon et rentable. Le scientifique qui a le malheur d'avoir un parti pris politique d'opposition est un homme dangereux. L'intellectuel au service du pouvoir, lui, sera à l'abri de tout soupçon. Il arrive, pour sauver la face, qu'on s'associe quelques contestataires isolés. Mais l'objectivité reste centrée sur le pouvoir. Par exemple, les chiffres auront une valeur indiscutable quand ils confirmeront l'option sous-entendue et l'influence qu'on détient. Dans le cas contraire, il y aura un examen comptable jusqu'au dernier sou manquant.

• Le quatrième trait pourrait être qualifié par la dimension cléricale du phénomène. D'abord une transcendance olympienne au-dessus des inévitables partis pris de l'histoire concrète et surtout de l'univers politique démocratique. On sait comment un certain cléralisme a pu instiller une conception négative de la politique dans le peuple, tout en maintenant intact son pouvoir inaccessible, identifié à l'unique vérité. Cette transcendance se traduit par le complexe du moraliste ou du magistrat. Elle se donne un statut d'indépendance pour juger de haut tout le monde, tout en étant à l'abri des risques et des erreurs qui accompagnent des engagements réels forcément limités. Subtilement elle se place au centre du monde comme l'instance de la fin qui évalue sévèrement les durs cheminements des uns et des autres. Elle pèse les « pour » et les « contre » avec une sorte d'autorité absolue venue d'on ne sait où. Elle se réserve toujours, toutefois, quelques délicatesses au cas où..., et cela par un système complexe de rationalisations. De la sorte elle pourra dire à l'occasion qu'elle avait oublié ou négligé tel ou tel élément qui l'aurait fait pencher autrement. Mais toujours demeure intact son pouvoir neutre qui la sert si bien.

Une pseudo-neutralité, bien entendu, garantie par une sélection judicieuse de critères dits objectifs. Eh oui ! L'objectivité ne peut se situer qu'à ce niveau. En bas, il ne saurait y avoir d'autres critères objectifs à moins qu'ils n'aient été pris en considération au sommet d'où l'on peut juger. L'image du tribunal transcendant garde donc sa perfection immaculée pour juger des pauvres mortels, humains ordinaires, faillibles, contraints à des partis-pris toujours ambigus. Cette neutralité impériale cache son autocratie et sa violence derrière une fonction de judicature apparemment impartiale. À la limite, elle ne reconnaît de véritable indépendance que la sienne d'où elle tire sa prétention à la modération et à l'équilibre. C'est elle seule qui définit donc le sens et les limites de la mesure, qu'il s'agisse de l'autorité établie ou des oppositions. Aussi réprime-t-elle difficilement son préjugé en faveur du pouvoir le plus fort, et ses réticences à l'égard des oppositions des plus faibles toujours menacées de déviation tendancieuse ou violente. Cette transcendance cléricale a une longue tradition systématisée par l'esprit scolastique.

De nouveaux lieux démocratiques à créer

Voilà quatre caractéristiques d'une pseudo-neutralité. Existe-t-il un vrai statut de neutralité capable d'objectivité et d'impartialité intégrales ? Quel être humain peut revendiquer un tel statut ? L'intention de la démocratie nous incite plutôt à penser que le débat que celle-ci instaure conteste indirectement toute prétention à l'objectivité intégrale chez un individu qui dirait exercer un pouvoir neutre. La séparation du législatif, de l'exécutif et du judiciaire n'a pas surtout un sens d'indépendance ; elle fait éclater le pouvoir unique pour permettre divers contrôles mutuels. Cela ne vaut pas seulement pour la sphère politique comme telle. Toute institution vraiment démocratique, qu'il s'agisse d'une école, d'une corporation ou d'un journal, doit se défendre constamment contre la tentation de reconstituer un pouvoir unique personnalisé, sans les contrepoids de contrôles effectifs. Notre société ne manque pas d'exemples de fiction démocratique où derrière les statuts officiels il y a un pouvoir absolu qui neutralise tous les autres contrôles.

J'ai voulu démontrer ici les mécanismes de certaines fausses représentations de l'indépendance, de l'objectivité et de la neutralité. Or c'est peut-être dans le domaine des media que les citoyens sont davantage floués. Sur la scène politique, on connaît mieux les enseignes et les partis pris. Il en va tout autrement du monde des media auquel on peut ajouter ici celui des technocrates, sans oublier l'univers toujours vivant d'un certain cléricalisme. Je crois que les media actuels qui se disent neutres ou même indépendants leurrent la population. C'est faux de laisser croire que les directions ne sont pas forcées à des compromis, à des sauvegardes d'intérêts. Nous comprenons tous qu'il y a là les limites inhérentes à toute réalité humaine et historique. Mais ce que nous n'acceptons pas, c'est la prétention pharisienne à une neutralité et à une indépendance intégrales. Voilà l'imposture et l'illusion.

Même imposture au sujet de l'opinion des citoyens. Dans le contexte actuel, elle est tellement marginalisée, conditionnée, manipulée, privatisée et individualisée qu'elle perd l'impact public que la démocratie libérale veut bien lui accorder mais d'une façon mensongère et inefficace.

Tenant compte de l'éveil actuel de minorités critiques grandissantes, je crains que sans une plus juste démocratisation les oppositions de la base ne soient forcées de sortir d'une légalité qui ne sert que le pouvoir en place. Nous entrerions alors dans le cercle vicieux permanent du pouvoir unique encadrant une masse asservie et démunie. Comment ne pas s'inquiéter de l'aveuglement de ceux qui pourraient contribuer à l'édification de lieux démocratiques propices à une expression publique plus soutenue de ces oppositions privatisées ? Cela exigerait évidemment de sacrifier certaines rentabilités immédiates et des sécurités tranquilles.

NOTE :

Le rôle des sondages d'opinion publique suscite bien des interrogations depuis quelques années. Pour les uns, c'est une sorte de référendum qui a plein statut de consensus populaire ou de prise de position politique. Pour d'autres, c'est une sorte d'instantané en photographie, une « opinion » à un moment donné. Quelques-uns, plus critiques, questionnent le processus lui-même : son caractère primaire et superficiel, ses énormes limites, son utilisation ambiguë et ses finalités mal définies.

On interroge des individus sans tenir compte des contextes réels des répondants, des solidarités sociales où s'élaborent les opinions. On introduit un cadre de questionnement et une rationalité étrangers à la démarche des interrogés. On sait par exemple les exigences très poussées qu'imposent des enquêtes sérieuses ; je pense ici aux recherches sur la satisfaction au travail. Leurs résultats ont été à l'opposé des conclusions des premiers sondages d'opinion. Ceux-ci ignoraient les référents sociologiques et culturels des travailleurs. Est-on satisfait de son travail parce qu'on a la conviction qu'on ne peut avoir mieux ? Référents économiques et politiques aussi ; dans le système actuel, le droit de gérance est absolu, le bilinguisme nécessaire, le salaire minimum assez haut, etc.

Une mathématique abstraite qui deviendrait bientôt un mode gouvernemental de consultation, aux grands plaisirs et intérêts des firmes de sondages et de leurs technocrates. Intérêts aussi des politiciens qui

voient ici une masse indifférenciée d'individus encadrés à peu de frais, sous le couvert d'une neutralité aussi objective que celle de la presse concentrée ! Dans cette voie, le débat démocratique et la conscience politique n'iront pas loin. C'est la culture de la soupe-minute érigée en prise de décision démocratique. « Donne-t-on » vraiment ici la parole à la population ? Il n'y a pas de place, en tout cas, pour la confrontation des idéologies, des philosophies de base, des choix vitaux ou fondamentaux. Que la majorité des sondages aient été faits autour de la boîte de scrutin, cela marque bien l'aire restreinte des choix des thèmes et les intentions mal explicitées des commanditaires (partis et media).

Par exemple, quand a-t-on sondé les opinions autour de besoins sociaux, de problèmes ou projets collectifs concrets, dans un ensemble organisé de démarches démocratiques d'information, de consultation, de discussions et d'expressions collectives articulées ? Certains postulats sont à revoir. Par exemple, on parle d'opinion publique sans même mentionner le fait de plusieurs « publics ». Il faut démystifier aussi le terme *opinion* comme s'il était synonyme de volonté décisive, de conviction profonde, de jugement mûri. Les techniciens de sondages protesteront ici. Qu'ils relisent leurs propres dossiers d'interprétations et surtout ceux des commentateurs officiels. Certaines rationalisations inavouées frisent parfois la malhonnêteté. C'est pour le moins un problème éthique non résolu.

Sans compter les aspects farfelus. Pensons à un sondage sur les impôts, sur le bill Omnibus. On nous accusera de minimiser le bon sens des citoyens. Hors d'ordre ! Nous contestons ceux qui prétendent fournir un miroir sûr et certain de ce que vivent, pensent et disent les collectivités ou même les individus. Les aspirations et les besoins, les expériences et les jugements, les appartenances et les consensus, les conditionnements et les libertés constituent un univers complexe dans lequel se réfractent les opinions. *You can't so easily skim the cream.* On souhaiterait un plus grand esprit critique devant des écrémages d'opinions dont le processus est exclusivement dans les mains d'une poignée de technocrates. Un autre pouvoir à surveiller !

Quand le problème de l'information et de la participation démocratiques reste entier dans la société, on peut se méfier de l'impor-

tance accordée aux sondages par les divers pouvoirs. Faut-il pour cela bannir une telle mode ? Mais non. Nous sommes davantage préoccupé de mieux cerner les limites de ce processus, d'exiger des clarifications sur les techniques utilisées et surtout sur les interprétations et la portée des questions et des résultats. Ce serait déjà beaucoup si on distinguait « les alternatives simples et les questions complexes ».

Ni privée, ni publique, Une certaine église à redéfinir

La polarisation politique reflue dans l'Église

[Retour à la table des matières](#)

L'engagement collectif public devient politique, même si ses intentions refusent les étiquettes partisans. Souvenons-nous des soupçons soulevés par la Commission Dumont. Certains y ont vu un filigrane péquiste, ou à tout le moins souverainiste. Dans leurs lettres collectives de septembre (1969-1973), les évêques semblaient appuyer une certaine politisation des forces ecclésiales. Mais jusque-là, on pouvait s'accommoder de la distinction du politique et de la politique, et se défendre du parti pris qualifié de partisanerie.

Mais voici que des prêtres militent dans le P.Q., que les « 31 » prennent position en sa faveur. La revue *Relations*, malgré sa distance officielle par rapport à cette formation politique, n'en adopte pas moins son idéologie de base. Se trompe-t-on en disant que la plupart des militants sociaux d'inspiration chrétienne, chez les laïcs, clercs et religieux, sont dans la même foulée ?

La polarisation politique de la société profane se retrouve dans l'Église sous un visage particulier. D'une part, une masse non politisée et une bourgeoisie libérale et, d'autre part, une grande majorité d'engagés qui vivent leur foi sous un tout autre mode. Les premiers veulent une séparation radicale de la « religion » et de la politique. Les

seconds réintègrent leur « foi » dans des tâches historiques qui, en l'occurrence, impliquent un certain rapport entre le salut collectif et la libération du petit peuple, au encore d'un peuple asservi.

Deux conceptions de l'Église

Nous ne ferons pas l'économie de ce débat- dans notre Église locale. Mais celui-ci ne sera pas étranger à un autre qui concerne l'institution ecclésiale elle-même. Certains voient dans les politiques actuelles de Rome et de certaines autorités religieuses d'ici, le même type de pouvoir qu'ils contestent déjà au cœur de leur engagement politique profane. À leurs yeux, le cléricalisme, sous d'autres modes, garde en main ce pouvoir décisif, unique, absolu que les chefs politiques en bien des pays s'assurent par tous les moyens. Ils s'inquiètent de ce phénomène actuel de concentration du pouvoir. Des oppositions organisées et reconnues ont autant de difficulté à s'affirmer dans l'institution religieuse que dans les autres institutions profanes.

Des censeurs objectent ici que l'Église est d'un tout autre ordre. On leur rétorque que leur lecture particulière du message et leur conception correspondante de l'institution ecclésiale dépendent de leur idéologie cléricale et aussi de leur philosophie politique. Ainsi se voient-ils affublés de l'étiquette qu'ils posent sur le front de ceux qui favorisent d'autres types de ministère, de communauté, d'autorité, d'organisation ecclésiale et d'engagement chrétien. Discernons bien ici deux mécanismes subtils.

Deux voles d'évitement

1. Les tenants du pouvoir absolu et ceux qui s'y identifient nient la réfraction de leur propre idéologie dans leur position doctrinale : ils conçoivent celle-ci comme la seule vraie, définitive et fidèle. Ainsi la relativité idéologique et le particularisme subjectif ne concernent que les oppositions. Ainsi encore, il y a univocité entre le message, la théologie officielle, la structure historique actuelle de l'Église, le pouvoir clérical et la vérité. Les erreurs sont toutes du même côté.

2. Le critère d'objectivité doctrinale ne peut alors venir que de Rome. L'affirmation des Églises particulières ne réussit pas à prendre

corps. La clef de voûte du pouvoir clérical n'est pas ici. Elle a besoin de l'infailibilité de là-bas sur les moindres questions concernant la liturgie, le catéchisme ou le confessionnal, le code ou le rite, les structures locales ou même les styles de vie chrétienne, les communautés religieuses ou la pastorale. La collégialité, les synodes, les commissions internationales servent bien la cause d'un pouvoir clérical unifié qui est de plus en plus menacé à la base. En effet, on peut faire de la collégialité épiscopale une sorte de mini-papauté de service, du conseil presbytéral un mini-exécutif épiscopal. Mais avec les laïcs promus aux ministères constituera-t-on un mini-clergé qui prolongera l'instance cléricale ? La cassure véritable est à la base. Elle est triste cette clergification invisible du laïcat après quarante ans d'Action Catholique. On recule précisément au moment où, dans la vie profane, les militants chrétiens s'associent à une lutte qui veut donner aux citoyens ordinaires un véritable pouvoir. Bien sûr, ils sont minoritaires dans l'Église et dans la société. L'une et l'autre, actuellement, semblent prêtes à sacrifier une de leurs plus grandes ressources humaines. Que se passe-t-il donc ?

Primat de la sécurité sur le risque et la liberté ?

Il faut revenir ici à la première tendance majoritaire, aussi bien profane que religieuse. Besoin de stabilité, dans un monde qui n'a pas su donner aux changements cohérence et horizon clairs et compréhensibles. Les majorités, Machiavel l'a bien vu, préfèrent la servitude à la liberté. Et plusieurs attendent encore de l'instance religieuse un rôle de stabilisateur. Le pouvoir clérical en est d'autant renforcé. Mais comme dans l'univers politique, c'est par en haut. Les problèmes de la base pourrissent. Il n'y a pas de vie quotidienne responsable, libre, créatrice, solidaire. Les bureaucraties, l'Église institutionnelle comprise, reposent sur une base extrêmement fragile. Dans un tel contexte, des commettants sont pour la plupart indifférents, déçus, décrochés par rapport aux institutions et aux pouvoirs. C'est ainsi que ces appuis aux vieux pouvoirs séculiers ou religieux ont un contenu bien pauvre, fait des réflexes cités plus haut. Les élites dominantes peuvent alors se gausser du silence prétendument approuvateur de la majorité impuissante.

Choix entre Indifférence ou militantisme

Mais une autre lecture fait apparaître le drame et son envers d'espoir. Les engagés chrétiens sont à la base. De grâce, qu'on ne nous dise pas que les fonctionnaires, les permanents des structures sont, en grande partie, eux aussi des engagés. Leur crise et leur inefficacité affaiblissent le plaidoyer. Par exemple, dans le domaine pastoral, me trompé-je quand je soupçonne que bien des permanents ne se retrouveraient même pas dans un groupe de chrétiens de base, encore moins dans une cellule militante, s'ils cessaient d'être des clercs ou des religieux. On a trop confondu la tâche officielle avec le statut de mission ou de militance. Combien d'exercices pastoraux ne servent qu'à entretenir la boutique et à justifier le *job* ? Mais ne soyons pas injustes. Un système vicié et anachronique vient à bout des meilleures intentions. L'énorme affaïssement du corps clérical et religieux tue le dynamisme qui reste chez les membres. Seuls ceux qui « missionnent » avec des groupes de chrétiens retrouvent élan et espérance. N'est-ce pas aussi le cas des permanents des autres institutions ?

Mais n'oublions pas que ce phénomène s'accompagne d'une attitude de contre-réforme chez les pouvoirs au sommet, et d'une inquiétante indifférence dans la masse des « fidèles ».

Encore ici, nous signalons la parenté des deux univers. Pour sauver les vieilles institutions, leurs permanents et leurs tenants de pouvoirs, laissera-t-on les majorités silencieuses s'enfoncer dans un repli stérile et un refus de l'histoire et de la cité réelle ? Car tel est bien le cas, on peut voter pour un pouvoir absolu sécurisant et être aussi insatisfait de la société qu'il promet. De même, on peut défendre le pouvoir clérical et en même temps refuser de s'identifier à l'institution qu'il défend et contrôle. Combien d'engagés souffrent de ce terrible contexte d'aveuglement qui masque la nécessité de considérer ce qui déclencherait des dynamismes collectifs créateurs et un deuxième souffle historique dans des communautés profanes ou religieuses affaïssées.

Un nouvel élan historique collectif est en jeu. Et voici que, dans la société et dans l'Église d'ici (et d'ailleurs), on risque d'exténuer ce qui reste de forces vives, généreuses et militantes. Une foi qui annonce un

Royaume, avenir décisif du monde, est mal soutenue par des structures religieuses anachroniques, par un système d'autorité et de pensée qui correspondent à une civilisation morte. N'y aurait-il alors que le choix entre l'indifférence ou la militance hors-cadre pour ce nombre grandissant de chrétiens qui ont perdu confiance dans le vieux modèle tridentin que la curie romaine nous ressert après Vatican II ? Les derniers décrets en témoignent, surtout celui de la grande déclaration doctrinale visant à protéger l'Église contre les erreurs d'aujourd'hui. Comme si notre temps ne reflétait aucune nouveauté de l'Esprit, aucune fraîcheur de Bonne Nouvelle ! Ces chemins inédits de fraternité évangélique, d'engagement chrétien collectif, de mystique renouvelée n'auraient donc rien d'ecclésial ? Mais où donc se situe-t-elle cette Église officielle qu'on ne trouve ni dans le monde en construction, ni chez la majorité indifférente des fidèles, ni dans les lieux de militance ? N'est-ce pas abuser que d'identifier le noyau (de plus en plus réduit) de pratiquants au petit reste qui va évangéliser le pays séculier et témoigner du Royaume aux avant-postes de l'histoire ? Il faut répondre à ces questions.

Deux défis majeurs pour l'Église d'ici

1. D'abord la situation d'entre-deux de l'univers institutionnel et pastoral. Considérons le trafic actuel de l'activité ministérielle de l'Église. Les rites de passage, l'assemblée dominicale, les cadres ecclésiastiques de la confessionnalité scolaire et les rouages internes occupent la grande partie du temps de bien des clercs. Comme image globale de l'exercice pastoral, on retient ce terrain vague où le passant s'arrête un moment quand il quitte ses sentiers habituels : les milieux de vie ou le centre de la cité. L'activité pastorale prévalente ne mord ni sur le privé, ni sur le public.

D'ailleurs aucun ecclésiologue, à ma connaissance, n'a réussi à définir cette sorte d'institution mi-privée, mi-publique par rapport à la société actuelle. Certains indices de cette absence d'identité sociale sont révélateurs. Par exemple, on ne sait pas de qui relève, en définitive, la pastorale scolaire. Il en est de même de tous les statuts religieux officiels dans les autres institutions profanes. Je me demande si bien des retraits pastoraux devant certaines requêtes missionnaires ne viennent pas de cette gigantesque mutation où l'Église est passée d'une

position sociale centrale à une situation indéfinissable de marginalité, de « corps intégré et constituant » à « corps étranger ». La plupart des agents pastoraux n'ont appris à travailler que dans les lieux institutionnels de l'Église. Or voici que ceux-ci sont devenus des terrains vagues. Dans la mesure où l'institution peut se nourrir encore de son acquis, ses permanents âgés pourront survivre et s'accommoder. Mais il n'y a pas de renouvellements véritables. L'histoire actuelle de plusieurs communautés religieuses révèle le caractère tragique de cet entre-deux qui paraît plus un vide de liquidation qu'une transition de reprise.

Les hautes autorités ecclésiales refusent de regarder ces faits brutaux en face. On a l'impression que l'orientation actuelle vise plus une volonté de restructuration qu'une dynamique d'innovation missionnaire. Or une réalité tragique demeure et elle a d'énormes conséquences en évangélisation : à savoir cette absence de l'instance chrétienne à la fois dans la vie privée et dans la vie publique. Comment être surpris que tant de citoyens et même de chrétiens ne sachent vraiment pas situer cette institution de nulle part ? Si le royaume échappe à l'histoire tout en y passant, ce n'est pas le cas de ce médiateur historique qu'est l'Église visible. Dans un tel contexte, comment tenir des débats, des échanges où toutes les questions au point de départ sont brouillées par une situation d'entre-eux indéfinissable et non clarifiée ? Qu'il s'agisse des grands enjeux collectifs, politiques ou autres, qu'il s'agisse de l'existence familiale, on n'arrive pas à définir les contenus, les modes et les agents d'une intervention proprement ecclésiale. Précisément parce que l'Église n'a plus d'image sociale saisissable.

Les décrets romains récents qui nous parlent encore d'Église-société nous renvoient à une chrétienté défunte. Et comment « se représenterait-elle » comme sacrement, en refusant tous les risques et les signes que les contemporains vivent ou lisent ? Car tel est bien le cas. Rome pousse son pouvoir absolu et unique jusqu'au contrôle culturel. Elle bloque les efforts de « reculturation » de l'expression de la foi dans les divers contextes culturels et politiques. S'il s'agit ici de maintenir le modèle clérical pour assurer un contrôle universel sans faille et sans dissidence, le cercle vicieux est parfait. L'institution s'enroule sur elle-même, quelque part entre le Royaume et le monde, entre les croyants et le Père éternel. Tout ce qui pourrait aider le croyant

ordinaire à s'identifier, à reconnaître l'Église, à signifier sa foi, lui est soutiré au profit du lieu obligé d'une culture cléricale qu'il ne comprend plus.

2. La disproportion entre les objectifs pastoraux et les redoutables problèmes privés et publics des hommes et de leur société apparaît comme une deuxième question majeure posée à l'institution ecclésiale d'ici.

Disproportion entre les luttes pour la présence officielle de l'Église institutionnelle à l'école et la profonde crise de l'éducation.

Disproportion entre le renflouement des paroisses et une crise urbaine sans précédent, entre des zones pastorales emparoissialisées et les formidables problèmes régionaux.

Disproportion entre les préoccupations administratives de l'Église et les énormes difficultés du coût de la vie, de l'habitation et de la pauvreté.

Disproportion entre nos velléités de communauté chrétienne et l'absence d'une vie collective constante, de rapports sociaux authentiques et justes, de communication quotidienne.

Disproportion entre les difficultés du clergé, des religieux et la crise du chômage, des métiers, des professions et des syndicats.

Disproportion entre les catéchèses habituelles et la destruction de la culture, de la philosophie de la vie, et l'explosion des utopies et des idéologies.

Disproportion entre les « catinages » d'une certaine pastorale sacramentelle et l'aplatissement tragique de symboles profanes ou religieux, des fêtes ou des rites de la vie collective.

Disproportion entre une pastorale de survie, de *self-perpetuation* et une politique profane forcée de penser pour vingt ou trente ans à l'avance.

Disproportion entre les censures de Rome et les défis, les requêtes, les possibilités d'une évangélisation capable d'annoncer la Bonne Nouvelle dans l'inédit d'une société neuve à l'horizon ; entre l'autodéfense d'un système historique déphasé et l'action rénovatrice d'une espérance, levier de libération du monde, et signe créateur de salut dans l'Esprit et le Royaume.

Disproportion entre l'inflation bureaucratique actuelle de l'Église et la pauvreté du témoignage, de la militance et, disons-le, de la vie chrétienne et ecclésiale de base (le mouvement actuel de contre-réforme répète l'hypertrophie de l'instance romaine qui n'a cessé de s'accuser depuis le Concile de Trente).

Disproportion entre le formidable mouvement historique du christianisme et un institutionalisme rigide qui réduit l'aire de l'Église dans un champ structurel et doctrinal de plus en plus étroit.

Nous pourrions multiplier cette liste par vingt, ou bien mettre les points sur les « i » comme dans le cas révélateur de la Baie James. L'Église d'ici veut mettre en place des services liturgiques pour ce nouveau secteur de colonisation ! Or, il s'agit d'un choix très grave du gouvernement, un choix qui engage l'avenir de notre développement. L'image d'une Église qui va organiser des messes sur les chantiers a bien peu de pertinence dans un tel contexte. Nous caricaturons à peine.

Mais ne soyons pas injustes. Dans l'épiscopat, comme dans certains groupes chrétiens de base, il y a vraiment des antennes évangéliques sur certains enjeux collectifs.

Par ailleurs, entre les deux, la pastorale ordinaire est trop centrée sur le fonctionnement interne de l'institution. Même certaines expériences admirables de pastorale sacramentelle sont compromises par le peu d'investissements en évangélisation dans la vie courante comme dans les grands circuits de la société. Nous ne vaincrons jamais ces disproportions en misant obstinément sur une assiette cléricale qui ne peut contenir la riche diversité des charismes du peuple de Dieu.

Les institutions profanes occupent toute la place. Elles peuvent compter sur des participations obligées. Ce n'est plus le cas de l'Église. On ne maintient pas longtemps une bureaucratie dans le contexte d'une telle marginalisation. Les permanents se découragent vite d'un fonctionnement à vide. Bon gré mal gré, le leadership religieux devra déboucher sur une pastorale des « engagés chrétiens » et fera éclater le vieux code des Ordres au profit des poussées gratuites et nombreuses de l'Esprit. Le primat (biblique et évangélique) des témoins et des engagés commande une nouvelle ecclésiologie des ministères et des services. Or, le magistère actuel persiste à maintenir la problématique inverse. Au fond, il refuse de tirer les conséquences concrètes de la primauté du peuple de Dieu qu'il affirmait dans « *Lumen Gentium* » à Vatican II. C'est au nom des sources chrétiennes elles-mêmes que nous réclamons ce renversement des perspectives de la théologie officielle.

Au seuil d'un nouveau projet chrétien historique

Ces creux constituent déjà tout un programme pour la vie de l'Église et son action dans le monde. D'ailleurs nous avons déjà présenté un coffre d'outils dans une publication récente, *La seconde évangélisation* (3 vol., Fides, 1973). Ici nous avons adopté un mode plus critique pour faire ressortir davantage des requêtes d'une importance particulière pour une évangélisation à même cette recherche historique d'une civilisation de rechange. Il ne s'agit pas de s'adapter à cette cité qui meurt en même temps qu'une certaine Église.

Nous misons sur les « engagés » qui ont pris au sérieux le chapitre du jugement dernier en Matthieu. N'est-ce pas un critère décisif ? L'Église vaut par ses témoins et ses militants encore plus que par sa hiérarchie et ses sacrements. Certains sursauteront ici. Qu'ils relisent la Bible et l'Évangile. Qu'ils relisent l'histoire des premiers chrétiens. Si ceux-ci, par leur style de foi et d'Église, n'avaient pas remis en cause la société, son pouvoir, son système d'esclavage, on ne les aurait pas martyrisés. Étrange contraste avec une mentalité d'Église frileuse qui recule à chaque fois qu'on lui fait le moindre reproche d'un certain radicalisme évangélique manifesté par des risques et des engagements concrets !

Nous ne sommes pas pessimiste, loin de là, dans la mesure même ou nous n'attachons pas les promesses de l'avenir à un modèle historique d'institution religieuse. L'Église a survécu à certaines papautés qui l'avaient compromise gravement aux yeux de leurs contemporains. Ce sont plutôt nos censeurs qui manquent de foi en la nouveauté de l'Esprit, puisqu'ils veulent enfermer celui-ci dans les formules d'hier qu'ils ont faites leurs, pharisaïquement. Ces étranges pèlerins sédentaires refusent de suivre les déplacements de la tente du peuple de Dieu et de son Seigneur qui le précède. Pendant qu'ils vaticinent leur prophétisme de malheur, l'Esprit suscite de nouveaux témoins qui émerveillent par la profondeur de leur âme et l'ampleur de leur horizon d'humanisation et d'évangélisation.

Qui sait si la véritable Église n'est pas en train de se décentrer de Rome, comme elle l'a fait un jour lorsqu'elle a débordé le judéo-christianisme de Jérusalem. Nous entrons peut-être dans une phase historique nouvelle. « Les aveugles voient, les voyants ne voient plus », nous dit saint Jean. Le paradoxe évangélique joue à plein. On rejoint toujours le Christ à l'envers, me disait une jeune ouvrière. Le pharisaïsme de toujours ne l'a pas compris.

Ferons-nous l'économie de ces grands schismes qui ont divisé la robe du Christ ? Nous le croyons. Les débats de formules n'intéressent plus les croyants. Plusieurs investissent davantage pour réinventer des chemins de prière, de témoignage et d'engagement. Certains chefs rebelles devront bien suivre un jour, puisque le peuple les aura précédés avec ses témoins et ses prophètes. Amos et plus tard Jésus ont joué ce tour aux grands prêtres du Temple, comme aux grands du monde. L'Esprit retourne toujours aux croyants ordinaires pour ressusciter la flamme prophétique qui rallume l'espérance après la destruction du Temple, aux pires creux des exils politiques, religieux ou autres.

Souvent ce même Esprit passe par le monde pour briser nos images taillées de Dieu et de son Royaume. Certains de nos évêques s'inquiètent de l'image de l'Église. Qu'ils s'apaisent. Voici que des nouveaux barbares spirituels qui se réclament de la foi chrétienne sont en train de créer d'autres signes pour exprimer le sacrement du salut. Des images nouvelles d'une Église plus humaine et plus évangélique commencent à surgir dans la lumière d'une résurrection inattendue. Elles vien-

ment, une fois de plus, d'un monde travaillé en son sous-sol par l'Esprit. Allons, mes Seigneurs, un peu plus de foi. On ne s'accroche pas ainsi aux images. Elles passent. L'Esprit demeure. L'essentiel, c'est que le Christ soit annoncé. Ne l'a-t-il pas dit lui-même à ses disciples ? Ah ! cette obsession des antiquités, des vieilles outres. L'horizon du Royaume n'est pas en arrière, faut-il le répéter.

Pauvre, mais libre

Pour vivre le salut de Dieu, Israël a dû faire un premier choix, entre l'Égypte et le désert. Être un peuple esclave et entretenu ou un peuple pauvre et libre. Il fallait ce risque humain pour accéder aux richesses collectives de la Terre Promise.

Jésus radicalise la première Pâque et l'amène à de nouveaux horizons. Mais le passage obligé demeure celui du procès politique qu'il connaîtra. L'expérience des premiers chrétiens qui nous ont livré son message éclaire la grande accusation des pouvoirs religieux et profanes : « Il soulève le peuple ». Une signification cachée apparaît.

Les premiers chrétiens ont été jetés aux lions parce que leur foi au Royaume, entre autres raisons, les amenait à vivre des rapports d'égalité, de liberté, de dignité, qui remettaient en cause un système d'esclavage et de domination. Vous voyez ça, des esclaves qui se conduisent en hommes libres et convainquent même leurs maîtres de se comporter effectivement comme frères de tous les hommes ! Le pouvoir a vu le danger : le peuple des plébéiens préférant la liberté solidaire et pauvre à la sécurité asservie et bien nourrie ! Comprenez qui veut.

NOTE :

Sortir des ornières de la chrétienté

Retenons ici un exemple révélateur d'un certain catholicisme qui influence les politiques pastorales de l'Église romaine. Le pape et les évêques italiens tentent en 1974 d'utiliser le bras séculier pour imposer une législation anti-divorce à tous les citoyens, sans distinguer le

moindrement la dimension morale et la dimension proprement légale et politique. Après avoir reproché à certains groupes chrétiens de politiser l'Église et même la foi, voici que la hiérarchie romaine s'associe à un parti pour faire une bataille politique ambiguë qui révèle une conscience et une culture démocratiques d'une pauvreté navrante.

Le monde ecclésiastique n'a pas encore appris la différence entre le domaine privé et le domaine public. L'État, la loi civile, le parti pris politique, la morale et la conscience sont coulés dans le même moule univoque de la vieille scolastique. Nous ne nions pas que l'Église institutionnelle ait le droit d'intervenir publiquement pour défendre ses positions morales. Mais ne maintient-elle pas en même temps, comme dans le cas présent, une attitude latente qui refuse le débat moral entre les citoyens ? Implicitement, la hiérarchie romaine n'accepte vraiment pas l'économie proprement historique et humaine en voulant déduire et appliquer immédiatement ce qui, à ses yeux, est une loi divine non négociable. Je ne sache pas que l'histoire du salut soit compatible avec cette scolastique qui fait trop bon marché de la liberté, du cheminement éducationnel, de l'économie de l'histoire profane avec son autonomie réelle. À la limite, il n'y a plus de place pour des conversions où l'homme est impliqué dans des démarches vraiment personnelles. Il ne reste que l'autorité absolue, seule maîtresse d'intelligence et de décision, d'une part et d'autre part, l'obéissance aveugle des individus et même des peuples.

Ce catholicisme a trop l'air de consentir malgré lui à la liberté de conscience des personnes et au cheminement démocratique de la société profane. Quand il fait de la politique, il manifeste son incompréhension d'une telle *praxis*. Le « dossier moral » du catholicisme est-il aussi net et sûr que l'autorité romaine le prétend ? Il véhicule un bien faible coefficient d'autocritique dès qu'on le soumet à des épreuves de validation scientifique et philosophique. La conscience n'y trouve pas son compte. L'enjeu dépasse la question publique et politique. Il rejoint le problème brûlant de la liberté privée, même celle de pécher et de se convertir. Au fond, un système religieux historique veut se substituer au Royaume non encore arrivé. Voilà le démonisme du cléricalisme romain « se prendre immédiatement pour » la Seigneurie du Christ, en niant pratiquement les médiations historiques relatives que Jésus de Nazareth a lui-même acceptées dans la logique même de la

lente économie de l'histoire du salut. Le problème s'aggrave du fait que la civilisation actuelle, plus consciente des diversités anthropologiques et culturelles, rejette radicalement ce genre d'absolutisme religieux monolithique. Du coup, l'essentiel de la foi, de l'amour et de l'espérance est sacrifié au néo-pharisaïsme d'un pouvoir incapable de critiquer ses propres bases historiques et humaines. Il veut tout surplomber... et les consciences et les peuples. On comprend alors son incapacité de se redéfinir comme instance politique. Car il est aussi une instance publique dans l'histoire profane. Pensons au vaste réseau diplomatique de l'Église catholique. Vatican II n'a pas osé y regarder dans sa démarche de redéfinition ecclésiologique. Jamais on n'a abordé cette question du privé et du public dans les rapports de l'Église et des sociétés.

Après des refus aveugles, la hiérarchie commence à entrer dans le débat public sans vouloir imposer une « parole unique », comme le disait récemment Paul VI. Celui-ci a même proposé une ouverture vers des courants de civilisation, autrefois rejetés comme des antithèses absolues du christianisme. Tel le socialisme. Mais il y a toujours en filigrane ce fameux ordre social chrétien qui sert de principal référent, à travers le biais moral. À tant se vouloir gardienne privée et publique des mœurs qu'elle a définies, l'Église institutionnelle compromet la transcendance d'une foi capable de s'exprimer librement dans diverses formes sociales, culturelles, politiques et éthiques. En imposant un système moral unique, la hiérarchie opère implicitement une réduction anthropologique non seulement de l'homme, mais de la foi elle-même. Elle fabrique une image éthique étroite de Dieu, enfermée dans un cadre historique trop figé pour intégrer la révolution spirituelle actuelle. Pourtant les sources chrétiennes révèlent une foi qui s'exprime librement à travers plusieurs anthropologies. L'Église tridentine se limite à une seule, coulant ainsi foi et morale dans un moule unique. Il n'y a même plus de place pour la distinction entre foi, éthique et culture.

Les promesses de l'indéfectibilité sont alors accrochées à une sorte d'infailibilité morale extrêmement ambiguë. À ce niveau, Rome refuse de tirer les conséquences d'un dossier historique marqué d'erreurs indéniables, et compromet ainsi la crédibilité des certitudes propres au Royaume de Dieu. Peut-on vraiment tirer du Mystère chrétien un sys-

tème de règles auquel on accorderait le même statut d'absolu ? C'est ce qu'on a fait dans la définition de l'infailibilité en reliant aussi étroitement les mœurs et la foi, et cela dans un système scolastique qui prétend toujours éterniser en nature une anthropologie chrétienne historique. On a traîné l'infailibilité jusque dans des questions comme le prêt à intérêt. On ne sait ici si le ridicule cède à la déraison ! Comment enfermer l'Esprit qui souffle gratuitement dans ce système fermé ? La liberté extraordinaire de la foi, les possibilités si diversifiées de l'Incarnation dans les contextes culturels les plus divers, dans des anthropologies et des éthiques qui finissaient toujours par échapper à leur systématisation, condamnent un certain catholicisme de contre-réforme. L'Église romaine actuelle tente d'intervenir publiquement sur des questions éthiques inédites avec une anthropologie faussement absolutisée au nom de la foi. Tragiquement, des hommes repoussent un Dieu coulé dans un tel moule.

Il se passe des choses passionnantes à la base de l'Église, dans des communautés privées. Mais les grandes images publiques qui sont projetées dans les media, surtout par le pouvoir encore très centralisé à Rome, apparaissent comme des contre-signes de liberté évangélique. Images de monarchie absolue, de bureaucratie totalitaire. *Mater et Magistra* plus que levain et sel évangéliques, hiérarchie plus que communauté, pouvoir plus que liberté. La structure cléricale exténue la mission prophétique. Bref, un ensemble de traits qui qualifient l'Église comme une structure sociale d'un autre âge, au grand dam d'une mission d'avant-poste de l'histoire et d'une évangélisation compréhensible par les hommes d'aujourd'hui.

Qu'on ne nous leurre pas, trop de faits nous le prouvent, l'Église institutionnelle ne réserve pratiquement sa voix publique qu'à une hiérarchie sévèrement contrôlée par le pouvoir romain. Les autres voix sont privatisées, particulièrement celles des croyants. Privatisées, et facilement marquées d'un soupçon d'arbitraire, de subjectivisme et d'incompétence. Quant à l'opinion publique des croyants, elle n'a pas grand poids dans un système clérical qui sait bien relativiser le sens commun des fidèles. Répétons-le, le pouvoir romain est en train de sacrifier l'Évangile à un système historique révolu.

Déprivatisation du syndicalisme

[Retour à la table des matières](#)

Dans ces nouvelles conjonctures du privé et du public, le syndicalisme fait face à des défis redoutables. Par exemple, les grèves dans le secteur public suscitent beaucoup de remous dans la population souvent tenue en otage. Non seulement parce qu'il s'agit souvent de services essentiels, mais aussi parce que de tels conflits engagent un surcroît d'impôts et de taxes. Comment refuser de prendre au sérieux la disproportion souvent flagrante entre les revendications immédiates d'un groupe de syndiqués et les effets négatifs indirects d'un arrêt prolongé de travail à l'école, à l'hôpital, au bureau de poste, dans les transports ou ailleurs. La Corporation des enseignants du Québec l'avouait honnêtement : « Nous en arrivons à nous opposer, au niveau de l'intérêt économique, à d'autres travailleurs salariés, syndiqués ou non ». Je ne suis pas sûr que les centrales syndicales ont bien évalué ce champ politique. Les libéraux, en jouant la carte du bill 89, savaient les appuis massifs qu'ils comptaient dans une population exacerbée par l'absence d'éthique collective dans les grèves publiques des dernières années. C'est pourtant un terrain où le syndicalisme devrait faire montre d'une qualité de démocratie et de solidarité que les pouvoirs en place n'ont pas. Les soixante pour cent de travailleurs non-syndiqués assistent impuissants à une lutte dont ils ne voient que les inconvénients immédiats, souvent tragiques dans leur cas. On a beau invoquer les effets d'entraînement à long terme, les manœuvres des puissances financières, les démissions de l'État, les rapports interdépendants des facteurs sociaux, économiques et politiques, le problème des graves déséquilibres dans l'échelle des salariés reste entier dans la mesure où les luttes favorisent les syndicats les plus forts. À quoi bon parier du relèvement des minima, si en même temps on revendique un accroissement des maxima dans l'échelle des salaires. N'est-ce pas adopter la logique capitaliste qu'on dénonce idéologiquement ?

Bien sûr, il existe bien d'autres ambiguïtés : par exemple, celle de l'État juge et partie, de l'État employeur et arbitre, de l'État patron et législateur ¹¹. Jusqu'ici les pouvoirs ont bénéficié de cette imprécision des domaines et de cette incohérence structurelle. Le syndicalisme

¹¹ Aussi longtemps que les conflits de travail ont été limités au secteur privé, l'État pouvait jouer un rôle d'arbitre en certaines circonstances. Avec la syndicalisation du secteur public, l'État s'est trouvé dans la situation ambiguë d'employeur et d'arbitre. Le Bill 89 ne levait pas cette difficulté. Bien au contraire. Peu à peu on en est venu à utiliser les tribunaux pour faire appliquer unilatéralement des décisions de certains pouvoirs discrétionnaires. Les injonctions servaient d'expédients qui, à la longue, pouvaient éroder le crédit de neutralité des institutions judiciaires de la démocratie libérale. D'ailleurs la politisation des conflits de travail au privé comme au public rendait encore plus sujette à caution l'utilisation de la loi par le pouvoir en place. La magistrature était coincée entre les forces économiques et politiques en présence. Par exemple, dans un contexte de remise en cause du contrat social, sur quoi va-t-on faire porter le choix entre une cause « civile » et une cause « criminelle ? »

À l'automne 1974, le juge Jules Deschênes de la Cour supérieure, créait un précédent dont on n'a pas encore mesuré toutes les conséquences. Le magistrat a refusé de continuer à jouer automatiquement le jeu des « injonctions ». Il a indiqué clairement que le tribunal ne pouvait être le lieu des transformations plus ou moins radicales du contrat social, ou le lieu de redéfinition du débat politique et idéologique où apparaît une nouvelle diversité de pouvoirs et de tendances.

Certains critiques y ont vu une manœuvre pour sauvegarder la crédibilité et la légitimité des institutions de la démocratie libérale, qui n'a pas avantage à formaliser devant les tribunaux les vrais rapports de force. D'autres ont interprété ce geste comme une interpellation adressée à l'État et à toute la société pour clarifier une situation économique, politique et socioculturelle de plus en plus complexe et chaotique où il n'est plus possible de juger des responsabilités et des libertés diverses nouées dans un écheveau inextricable. Que veut dire le respect de la loi quand il y a un tel écart entre les structures, les lois et les situations réelles, quand les terrains privés et publics ont été profondément bouleversés, quand on ne s'entend plus sur les différents rôles des diverses institutions en présence ?

Le système judiciaire s'est bâti sur un ordre stable et relativement moins complexe. On lui demande de résoudre des problèmes modernes avec des instruments du passé. L'instauration de tribunaux de travail ne résout pas ces questions de fond qui touchent l'ensemble de la société. Au moment où la vie collective est rythmée par les conflits de travail, on comprend que ce secteur social soit le lieu de telles interrogations. Au bout de la ligne, la démocratie libérale fera peut-être face à ses contradictions structurelles, par exemple celle d'une économie privée versus la démocratie « publique ».

perdra en légitimité et en crédibilité, s'il ne prend pas les devants pour redéfinir le public et le privé dans une pensée et une praxis politiques plus nettes et plus justes. Les cadres d'analyse sommaire des derniers documents des centrales ne cernent pas concrètement ces conjonctures inédites du privé et du public. Il est trop facile de nier ou d'ignorer cette réalité complexe au profit d'un lointain horizon plus symbolique que politique où tout sera propriété publique démocratique. On s'installe dans une utopie décrochée et schizophrénique. La critique assez juste des vices de l'entreprise privée perd tout à coup sa pertinence quand elle passe au projet politique à élaborer. Le secteur public n'est pas mieux défini. On ne nous dit pas grand-chose sur les rôles qu'on veut voir assumer par l'État, par les propriétés collectives, par les collectivités elles-mêmes, par les groupes particuliers de travailleurs.

Quelle sorte d'école va remplacer celle qu'on juge au service de la classe dominante ? Quelles formes précises d'autogestion propose-t-on ? Quelle stratégie doit-on élaborer dans le contexte concret actuel ? Les symptômes sont identifiés, les mécaniques de domination bien analysées, mais les diagnostics ? Évidemment, ce langage d'action apparaît trop pragmatique à ceux qui ont déjà défini la société future dans un azur limpide loin des contingences historiques. Faire l'histoire, élaborer une politique, ce n'est pas seulement critiquer rigoureusement une situation et proposer une visée idéologique. Cette militance ne convient qu'aux intellectuels. Les pouvoirs l'ont bien vu et ils ont su exploiter cette faille en misant sur l'allergie du peuple face à des modèles dans lesquels il ne se reconnaît pas.

Certaines oppositions militantes se sont façonné des schèmes politiques et culturels en circuit fermé, dans des sous-systèmes loin des contextes de vie réelle du peuple. Évidemment, il y a de nouvelles polarisations qui marquent un progrès sur l'aire politique indifférenciée des vieux partis. Mais déjà, on sent un certain plafonnement des forces idéologiques d'opposition, parce qu'elles s'enferment dans les réseaux parallèles des nouveaux organismes qu'elles ont créés. Étape nécessaire ? Peut-être. Mais l'enjeu d'une vaste politique de libération « diffusible » dans le peuple et dans son véritable contexte historique est laissé pour compte. Les forces d'opposition ne sont pas encore « acculturées ». Je crains même que dans leur évolution actuelle, elles accentuent leur marginalité. Elles se définissent trop à partir d'elles-

mêmes ; elles veulent élaborer une nouvelle culture seconde sans tenir compte du terreau historique de la culture première, là où se trouvent les racines, la sève et le suc de l'identité québécoise.

J'en veux pour exemple les débats éthiques actuels. Le peuple se laisse séduire un moment par certaines modes, mais il retourne toujours à la vieille éthique collective traditionnelle, s'il ne trouve aucune cohérence vitale dans le changement de valeurs proposé. Or, c'est précisément la faiblesse de certains courants d'opposition aux modèles reçus que de refuser, presque en principe, toute forme d'éthique collective. Étrange paradoxe ! *D'une part une libération politique collective, d'autre part une éthique purement individualiste ; d'une part, une solidarité économique collective, d'autre part, une nouvelle culture sauvagement privée, libertaire et peu politique.* Certains idéologues radicaux nous semblent très superficiels quand ils mettent dans le même sac l'autodéveloppement d'un Québec indépendant et socialiste, les communes de la nouvelle culture, le retour à la nature, l'avortement sur demande et que sais-je encore ! Dans ce contexte, la morale est une contrainte inutile et oppressante. Et pourtant ! *Enlever aux révolutions politiques ou culturelles leur éthique collective dynamique et exigeante, c'est briser leur élan humain et spirituel qui permettrait de changer profondément l'histoire, la vie, les hommes et les structures.*

Or, nous croyons que le syndicalisme a un rôle très important à jouer ici. Il doit être un des principaux agents définisseurs d'une nouvelle éthique collective. Son champ d'action est éminemment concret et vital. Encore faut-il garder pied sur celui-ci. On a plutôt l'impression que les revendications des groupes syndiqués privés sont d'une autre inspiration que celle des critiques idéologiques du système et des grands combats politiques. On ne gagnera pas à nier ici la brutalité des faits et les comportements réels qui contredisent les « rapports moraux » des grands congrès. Les citoyens ont assez de flair pour discerner derrière certains propos gonflés de justice sociale, le centre de gravité réel de certaines revendications syndicales ou les intérêts privés poursuivis par un groupe particulier. Bien sûr, les abus ici sont sans proportion avec l'exploitation systématique d'énormes pouvoirs financiers. Raison de plus pour s'imposer une éthique de justice très rigoureuse qui amène la base sociale à trouver espoir de libération dans cet instrument privilégié du mouvement ouvrier historique.

Trop de grèves des « plus forts » ne peuvent justifier clairement leurs revendications sur une base éthique. « Elle n'existe pas dans le système actuel » dira-t-on. Alors on a le chemin libre. Pourquoi ne pas prendre les devants ? Répétons-le, il faut craindre la corruption du meilleur. En se faisant champions de la justice, les syndiqués doivent s'attendre à être jugés plus sévèrement sur leurs comportements réels. Or, à ce niveau aussi, il y a une crise de crédibilité du syndicalisme dans la population. Pour ne pas compromettre davantage cet état de choses, on évite l'auto-critique entre groupes de syndiqués. Est-ce impensable qu'une centrale dise à l'un de ses locaux affiliés : « Telle revendication est injuste, anti-démocratique ; telle démarche pénalise trop gravement une catégorie de citoyens impuissants ; telle lutte risque de se faire sur le dos des petits ». On se joue des mauvais tours à long terme quand on se prend pour l'immaculée-Conception, ou quand on remet sans cesse des chirurgies ou des assainissements nécessaires.

Le syndicalisme verra son rôle démocratique et politique se détériorer, s'il n'a pas le courage horizontal de débat interne et de révision éthique sur les diverses batailles qu'il mène. Tout se passe comme si le leadership actuel consacrait toutes les causes et les mettait dans le même sac de la « bonne cause ». Aucun citoyen sensé ne peut accepter ici un chèque en blanc. Quand on a une vocation de justice aussi importante que celle du syndicalisme, on ne saurait pratiquer un tel aveuglement idéologique. Dans une société qui, avec tant de complicités, a érodé le sens éthique minimal, est-ce farfelu de souhaiter ici une qualité morale qui motivera de profonds engagements chez les travailleurs ! Je crois « dur comme fer » que le syndicalisme gagnera à s'adresser à ce qu'il y a de meilleur chez l'homme. Ce sens aigu de la justice dans la classe ouvrière est capable d'autoévaluation et de grands dépassements. Je ne suis pas sûr que bien des stratèges syndicalistes fassent confiance à cette qualité humaine malheureusement enterrée dans cet écheveau anarchique d'une économie asociale et trop souvent immorale. Une connaissance minimale de l'homme et de l'histoire nous avertit : on juge plus sévèrement ses proches que les ennemis lointains. C'est ainsi que les pouvoirs exploiters anonymes peuvent présenter patte blanche, que les politiciens et les magistrats de leurs hauts lieux renvoient citoyens et travailleurs à de tragiques luttes entre pairs. J'en veux pour exemple ces propos :

« Le syndicalisme nous rend un grand service. Ses grèves sauvages, atomisées et épisodiques maintiennent l'illusion d'un certain climat révolutionnaire. Elles effraient tout juste assez la population pour qu'elle n'accorde pas de crédibilité sociale et politique à ceux qui lui cassent les pieds dans sa vie quotidienne. Elles insécurisent davantage les 60% de non-syndiqués qui se considèrent plus pénalisés que les nantis, quand les syndiqués du secteur public obtiennent des avantages disproportionnés par rapport au secteur privé. Notre tolérance projette l'image d'une société libre ; la violence gauchiste, syndicale ou autre apparaît étroite, antidémocratique et totalitaire. On n'a pas de peine à convaincre le public que la gauche québécoise est dangereusement fasciste, incompétente et sans projet de rechange. Elle n'a aucun flair, aucun sens politique. Les syndicats se battent entre eux. Les centrales n'ont aucun contrôle sur les extrémismes fous de certains agitateurs qui se foutent du bien public. Les sabotages de toute sorte ont sapé la légitimité de toutes les oppositions au régime. Celui de la Baie James a été encore plus rentable pour nous que l'assassinat de Pierre Laporte par des jeunes marginaux. Le régime est plus fort que jamais. Nos ennemis font les mêmes erreurs d'une élection à l'autre ».

« Les radicaux québécois importent un langage, des méthodes, des théories que les Nord-Américains que nous sommes ne comprennent pas. Le peuple ne s'y reconnaît pas. La gauche se pend elle-même. Pendant ce temps-là, nous pouvons continuer d'agir à l'aise et effectivement. Les media se chargent d'assurer la catharsis des insatisfactions. Le bla-bla révolutionnaire se neutralise lui-même. C'est toujours le même disque. Les gens en sont « tannés et écœurés ». Ils savent bien que derrière les escalades idéologiques, la majorité des syndiqués, dans n'importe quelle grève, poursuivent des objectifs concrets du monde capitaliste : plus d'argent, plus de profits individuels. Tout le monde partage la même structure d'aspirations, le même style de consommation, la même philosophie du plus fort, le même type d'intérêts privés. Les radicaux, dans leur vie courante, n'hésitent pas à défendre leurs privilèges, leurs droits acquis, fussent-ils injustes par rapport aux autres en dessous d'eux. Les gauches québécoises ou nord-américaines sont schizophrènes. Leurs idéologies sonnent faux, parce que leurs modes de vie les démentent. Le peuple flaire vite cette im-

posture. Il ne sait pas à qui il a « affaire ». Le réalisme est sur notre bord et il s'en rend compte ».

« La meilleure tactique, c'est de laisser la gauche totalement libre. Cette attitude a été de plus en plus rentable durant la dernière décennie. Plus il y a eu de liberté, plus l'opposition radicale s'est calée elle-même en ne s'imposant aucune discipline, aucune contrainte d'étapes, aucun respect du besoin de sécurité chez les gens, aucune règle du jeu. On a commis une erreur durant la crise d'octobre 70. Mais maintenant on sait quoi faire : la plus grande liberté possible d'excès, puis on peut fesser à l'aise ».

Je rapporte les propos d'un homme de droite au cours d'une conversation spontanée. Il faudrait être aveugle pour y refuser toute matière à réflexion ou prétendre que les militants de l'opposition connaissent ces jeux habiles de la droite. Certains militants avouent, en privé, le problème. Mais bien peu le posent dans l'institution syndicale elle-même. Il y a dans le syndicalisme de la construction, par exemple, un énorme problème moral interne qu'on fait passer sur le dos d'une lutte de pouvoir inter-centrales. J'ai entendu des justifications aberrantes de la part de permanents de centrale. Allons donc, combien de citoyens vont « gober » ces rationalisations démenties par des faits évidents qui se passent sous leurs yeux ? ¹²

¹² Que les syndicats de la construction aient acquis un pouvoir décisif, voilà un progrès indéniable du mouvement ouvrier. Cette victoire montre les brèches possibles pour les prochaines luttes des travailleurs au sein du monde capitaliste d'ici et d'ailleurs. Faut-il, pour cela, renoncer à toute forme de critique et d'autocritique sur les manœuvres et les politiques du syndicalisme de la construction ? Il n'y a pas que les vices du « système capitaliste » et de ses tenants de pouvoir. La violence sur les chantiers, la violation des lois, le vandalisme fréquent, les luttes entre travailleurs eux-mêmes sont peut-être aussi les effets de vices structurels et politiques d'un certain syndicalisme d'affaires, prêt à sacrifier l'unité ouvrière et l'intérêt général à des profits immédiats et à des intérêts privés peu compatibles avec les visées politiques de justice des grandes centrales. Certains se vantent de pouvoir mettre en échec les employeurs et l'État sur ce terrain. Mais à quel prix ! Le courant d'antisindicalisme chez nombre de « citoyens ordinaires » devrait susciter des révisions plus franches. Dans ces conditions, le pouvoir libéral pourra compter longtemps sur un appui massif de la population. Certains militants s'entêtent à ne pas vouloir considérer cette lecture politique de l'avenir déjà très compromis des forces de base.

Est-ce réactionnaire que de s'inquiéter de la « corruption du meilleur » ? Le syndicalisme, à l'intérieur du mouvement ouvrier, est trop important pour que nous laissions aller de telles dérives et de tels aveuglements. Dans une société si peu humaine, n'a-t-il pas déjà en main des situations d'injustice criante pour y mettre un poids éthique d'une force inouïe ? Qu'a-t-il besoin de moyens douteux, de violences artificielles, de sabotage irresponsable pour affirmer sa vocation de justice et la radicalité de sa lutte ?

À son dernier congrès, une centrale syndicale affirmait sa volonté de ramener davantage son action sur le milieu de travail comme lieu central et quotidien politique. Un signe des temps. On revient aux sources. On rejoint le pouvoir là où il est le plus près des travailleurs. Ainsi le lien entre les enjeux privés et les grands défis publics pourra mieux être compris et assumé.

Les centrales syndicales tentaient récemment un nouveau front commun : la réouverture des négociations collectives en relation avec l'inflation galopante et l'indexation des salaires. L'augmentation du coût de la vie « affecte » toutes les catégories de travailleurs. C'est aussi un problème concret qui peut véhiculer un fort coefficient de politisation. Ici, il n'y a plus de distinction entre le privé et le public, entre les centrales. Si les travailleurs québécois n'arrivent pas à s'unir autour d'un défi aussi fondamental, il faudra s'interroger sur cette fameuse « classe sociale » dont parlent les documents et les discours de gauche.

J'entends des commentaires étranges de ce temps-là : « Ah ! les syndiqués du secteur public ne suivront pas... eux, ils l'ont déjà l'indexation ». D'autres disent qu'une telle opération relève exclusivement des unités de base. Pour une fois qu'on peut envisager une vaste action concertée de tous les secteurs du monde des travailleurs sur une question qui concerne chacun vitalement et quotidiennement, va-t-on reculer ? Si oui, ce serait dommage. Il y a de ces tournants historiques qu'il ne faut pas louper, surtout ceux qui impliquent les solidarités du pain.

Ces remarques ne minimisent en rien certaines luttes justifiées des travailleurs de la construction : telle l'insécurité des permanents non spécialisés.

L'inflation devient une véritable tragédie pour un nombre croissant de travailleurs. Il faut lutter non seulement contre les pouvoirs exploit-teurs qui la secrètent, mais aussi contre les complicités de certains égoïsmes collectifs. On peut maintenir ou accroître des écarts injustes de revenus de bien des façons. Aurons-nous le courage de nous de-mander si la stratification actuelle entre les salariés ne contribue pas à briser toute dynamique de classe ? Aux yeux des petits salariés, syn-diqués et non syndiqués, les slogans « solidarité » et « égalité » susci-ent plus de méfiance que d'espoir, dans la mesure où ils servent à des luttes qui taisent cet écart scandaleux.

Je sais que ce genre de plaidoyer peut être ambigu. Mais l'inflation galopante rend le problème encore plus brutal. C'est la vocation du syndicalisme que d'amener la société à se construire par sa base. Une telle perspective renverse radicalement l'économie politique de la dé-mocratie libérale du système actuel de pouvoir et des institutions cor-respondantes. En ce sens le syndicalisme nord-américain doit faire sa propre révolution interne qui sera beaucoup plus difficile que celle des rapports inter-centrales. Les enjeux du pain se radicalisent et se politi-sent. C'est en même temps une chance et un défi pour le mouvement ouvrier. Les pouvoirs en place ne peuvent plus camoufler une crise profonde qui devient de plus en plus explosive. Le réformisme libéral arrive à ses limites critiques. Bien sûr, les échecs actuels peuvent tout aussi bien déboucher sur des réactions sécuritaires que sur des élans collectifs de libération. Le *Prince* de Machiavel aura-t-il toujours rai-son ? Cent ans de luttes ouvrières syndicales et politiques veulent dé-mentir le vieux philosophe et son pessimisme-éteignoir.

Peut-être n'avons-nous pas encore appris à faire assez confiance aux instruments historiques que les travailleurs se sont donnés ? Plu-sieurs militants me disent : « À quoi bon, de nombreux syndicats n'embarqueront pas et nous allons perdre la face devant l'opinion pu-blique ». Mais les choses pourraient être vues autrement. Par exemple, d'un front commun à l'autre, à travers risques, échecs et demi-réussites, l'instance du mouvement ouvrier comme telle demeure vi-vante. Il faut sans cesse un « pot » au centre de la table de poker syn-dical. C'est autour d'objectifs communs que les débats et les solidarités de fond vont prendre corps au sein du monde ouvrier.

Il semble que l'inflation n'est pas près de s'arrêter. Elle offre une perspective à long terme d'engagement à même un défi qui joint le quotidien et le politique, le privé et le public, l'individu et la société. Jamais la conscience collective des travailleurs n'a connu une telle interpellation pour constituer un bloc historique déterminant.

Nouveaux enjeux des codes éthiques professionnels

[Retour à la table des matières](#)

L'idée de base des chartes des droits de l'homme, un peu partout dans le monde, commence à se diffuser dans diverses institutions. Beaucoup de professions révisent leur code éthique propre, surtout en rapport avec des questions inédites et souvent cruciales. Les scandales récents de tous ordres ont suscité assez de problèmes de conscience pour accélérer le processus de révision. Mais en même temps, l'opinion publique découvrait le « retard éthique » de bien des secteurs institutionnels, sans toutefois pouvoir qualifier exactement et les symptômes et les diagnostics. Il fallait donc fournir aux citoyens des cadres de jugement pour préciser des expressions aussi vagues que « la protection de l'intérêt public », les droits des consommateurs, l'éthique professionnelle, l'indépendance de la fonction publique et de l'État. Jusqu'ici les révisions ont été bien timides. On a peine à dégager la philosophie de base des codes civils et criminels retouchés. Les chartes des droits de l'homme sont plus nettes en ce domaine. Mais elles restent marginales. En matière éthique, nous sommes écartelés entre des chartes idéalistes et des codes pragmatiques. On dit que ce grand écart est symptomatique des temps de crise. D'une part, les grands principes, d'autre part, les arrangements casuistiques avec un fort coefficient d'arbitraire. L'Ombudsman ne peut régler un tel problème. Nous le tenons de son propre aveu.

Les compagnies de finance nord-américaines, à leur dernier congrès, se sont donné un code d'éthique. Les règles étaient si vagues et si peu compromettantes que personne ne pouvait les prendre au sérieux. Mais que voulez-vous, le puritanisme a ses exigences de vertus et d'idéaux officiels. Voyons les choses de plus près.

Nous allons soumettre au regard éthique les principaux secteurs de la société, privés ou publics. Comme entrée de jeu, nous avons évalué quelques institutions, en sondant non seulement les politiques officielles, mais aussi les comportements des membres. Par exemple, il est clair que le syndicalisme doit procéder à une révision éthique profonde de ses conditions nouvelles et de ses réorientations récentes, particulièrement dans le secteur public. Sera-t-il le seul organisme à ne pas s'imposer un code éthique ? Bien sûr, celui-ci ne résout pas tous les problèmes. Mais il nous apparaît un instrument nécessaire. Poursuivons notre démarche en nous arrêtant un moment sur un secteur connexe : les professions.

Le retard éthique ahurissant des professions traditionnelles

Il a fallu huit ans avant d'aboutir à un véritable Office des professions qui situe celles-ci dans un ensemble socio-politique cohérent et susceptible de mieux fonder cette expression vague : l'intérêt public. La loi 250 (1973) établissait un nouveau code des professions. On sait comment les grandes professions traditionnelles avaient maintenu des corporations qui ressemblaient davantage aux trois ordres de la société « pré-1789 ». Chasse gardée aristocratique du droit et de la médecine par exemple. Contrôle malthusien du contingentement des membres. Atelier fermé jalousement et inaccessible à un regard véritable de l'État et des citoyens. C'est ainsi que ces corporations ont pu pendant des décennies se moquer éperdument de l'inégalité professionnelle, sociale, économique et régionale des services. La protection de leurs propres intérêts a été pratiquement l'unique centre de gravité de ces vases clos. On ne saurait nous raconter de romances sur ces temps idylliques (!) du libéralisme professionnel traditionnel. Le dossier historique est trop chargé pour qu'on nous leurre sur ces prétendus « services » tout consacrés à la protection des citoyens et à la poursuite du

bien commun. Les gens ordinaires y voient une apologie scandaleuse de privilégiés.

Je ne cache pas ici mon impatience. Il y a eu tellement de *lobbying*, de chantage de ces professions dans la difficile démocratisation des services publics essentiels. Aujourd'hui, le syndicalisme permet de mieux distinguer (sans forcément les isoler) l'intérêt propre des membres et l'intérêt public. L'Office des professions et les corporations peuvent davantage voir à la qualité du service « public » comme tel. Or certaines professions, même à ce niveau, cherchent à neutraliser la participation du public et un contrôle minimal de l'État. On l'a vu récemment quand les représentants des médecins ont repoussé avec mépris (leurs attitudes publiques en témoignent) des remarques judicieuses des deux derniers ministres des Affaires sociales, sur certains abus. On se croirait devant une société secrète réservée aux initiés, un monde sacré et intouchable. Pourtant, il n'est pas si loin ce temps où certains professionnels dûment diplômés étaient considérés comme des « compétents à vie ». Il fallait de forts scandales pour faire bouger la corporation professionnelle concernée, qui était à la fois juge et partie.

Dans ces petites sociétés pré-démocratiques, on ne s'embarrasse pas de la séparation des pouvoirs et du point de vue des outsiders profanes, incompetents. Comme si la compétence professionnelle couvrirait tout le champ de comportement des membres de la profession. Que fait-on des dimensions sociales, du contexte public, des rapports avec les commettants, des relations avec les autres professionnels ? Mais non, seul l'acte individuel de l'initié doit être pris en considération. Il est le seul maître de son geste. Seul le Père éternel peut lui demander des comptes.

N'est-ce pas une exigence minimale de l'éthique que « l'intérêt public » commande un certain droit de regard des instances publiques et des citoyens ? Autrement l'intérêt privé exclusif l'emporte trop facilement. On n'aménage pas une société uniquement sur la base de la bonne volonté et de la vertu individuelle « souhaitée » surtout quand il s'agit de droits et de biens essentiels de la collectivité.

Le débat récent s'est centré sur la présence d'administrateurs externes dans les bureaux de direction des corporations. La loi prévoit ici 2, 3 ou 4 administrateurs externes sur un total de 8, 16 ou 24 administrateurs selon que la profession compte moins de 500 membres, entre 500 et 1,500 membres, ou plus de 1,500 membres. Cette présence externe vise à assurer un lien plus discret entre la société et les décisions prises au sein des organismes professionnels. Ces membres externes sont indépendants, au titre de la nomination et de la rémunération, à la fois de la corporation et du pouvoir politique.

Les objections des corporations face à cette première démocratisation sont très révélatrices. Pourtant, les quatre administrateurs externes dans les bureaux (24 membres) des grosses corporations traditionnelles n'ont pas tellement de possibilités d'exercer une forte pression. On sait se protéger dans ces milieux privilégiés !

Au moment où les activités professionnelles connaissent des conditions inédites d'exercice dans un type de société bien différent des régimes traditionnels, il est pourtant urgent de redéfinir les professions. Pensons aux impératifs d'équipes interdisciplinaires pour rejoindre la multidimensionnalité plus évidente aujourd'hui de tout champ humain, individuel ou collectif, privé ou public. Ce que la médecine individualiste libérale ne veut pas admettre. Elle veut rester entre pairs, ou du moins s'assurer tout le pouvoir sur son activité forcément aussi sociale qu'individuelle. De même des phénomènes comme la démocratisation locale et régionale appellent de nouvelles concertations professionnelles et d'autres partages de tâches. Les professionnels traditionnels, tout en s'ouvrant à une certaine polyvalence, n'acceptent pas qu'un certain généralisme ici soit dépassé. Ils se croient capables de jouer les psychologues, les travailleurs sociaux, les éducateurs, etc. Tout le contraire de l'esprit de base qui préside à une vraie concertation des politiques sociales, des services et des biens essentiels à une vie privée et publique saine et dynamique. Comment isoler, par exemple, la maladie de son contexte psychologique et sociologique ? Prenons le cas du « médecin de famille » ; beaucoup de choses échappent à sa compétence même au cœur de son rapport avec le patient. Au fond, une fois de plus, nous constatons la pauvreté de la philosophie et des *praxis* sociales sous-jacentes à ces interventions.

Les professions traditionnelles ne sont pas les seules en cause ici. Mais elles gagneraient peut-être en qualité humaine, en pertinence sociale et en esprit démocratique si elles confrontaient leurs attitudes avec celles d'autres corps d'intervenants qui tentent de renouveler leur code éthique. Nous retenons ici deux exemples dans des domaines très importants.

Nouvelles règles d'éthique pour la fonction publique

L'État a pris une importance grandissante au cours des années. On doit lui assurer une radicale autonomie pour une gestion juste et démocratique des énormes fonds engagés par l'administration publique. Les exécutifs gouvernementaux commencent à formuler une déontologie de plus en plus exigeante, à cause de l'ampleur des pouvoirs et des décisions qu'ils ont en mains. Au Québec, nous avons de bonnes raisons de manifester inquiétude et vigilance. Depuis Tachereau-Duplessis, les vieilles habitudes de gestion publique se perpétuent d'un gouvernement à l'autre jusqu'aujourd'hui. Nous avons déjà souligné les scandales de l'administration actuelle. On nous annonce un nouveau code d'éthique. Mais au même moment, le ministre de l'Industrie et du commerce soutient ouvertement en chambre que le favoritisme à l'égard des amis du parti est et restera la règle générale de conduite. Tel est le cas, par exemple, de l'engagement des fonctionnaires. Le patronage n'a pas reculé d'un pouce au Québec. Peut-être le nouveau projet de déontologie que vient de formuler le gouvernement fédéral aidera-t-il la population d'ici à briser le cercle vicieux de cette corruption honteuse de la démocratie ? Voyons cet ensemble de règles qui offre un premier cadre de réflexion et d'action ¹³.

¹³ L'État québécois promulguait en 1974 de nouveaux règlements pour éviter les conflits d'intérêts des ministres et pour protéger l'indépendance de l'État. Nous avons fait état de ces règlements dans la première partie de cet ouvrage. Rappelons que la nouvelle réglementation se prête à bien des échappatoires. Après tant d'abus, on s'attendait à un contrôle plus rigoureux, et vérifiable par le public.

Aux hauts fonctionnaires comme aux ministres, on suggère quatre options différentes pour éviter des conflits d'intérêts entre leurs avoirs et leur fonction publique.

- se départir totalement de leurs participations financières susceptibles d'engendrer des conflits ou des abus d'intérêt, ou de les faire bénéficier d'avantages liés à la position privilégiée de leurs porteurs ;
- confier ces avoirs à une fiducie immobilisée ;
- les mettre en fiducie sans droit de regard ;
- enregistrement d'une déclaration des avoirs auprès d'un registraire nommé à cette fin, autonome juridiquement dans ses jugements, et accessible au contrôle des citoyens eux-mêmes.

On sait que le gouvernement de l'Ontario a étendu ces mesures de contrôle aux proches parents des ministres. Au gouvernement fédéral, on insiste pour que les fonctionnaires supérieurs aient les mêmes obligations que celles des ministres.

Quant aux autres secteurs de la fonction publique, voici les règles principales du code éthique :

« Le principe qui sous-tend notre politique dans ce domaine est le suivant : il ne suffit pas qu'un fonctionnaire observe la loi. Nous croyons que le fonctionnaire se doit d'avoir une conduite si irréprochable qu'elle puisse résister à l'enquête la plus minutieuse. C'est pourquoi il doit faire en sorte de ne pas être en reste avec une personne qui pourrait vouloir se faire accorder par lui une compensation ou un avantage particuliers, ou qui chercherait par quelque moyen à obtenir de lui un traitement de faveur. De même, il ne doit pas avoir d'intérêts pécuniaires susceptibles d'entrer en conflit de quelque manière que ce soit avec l'exercice de ses fonctions officielles. Une fois nommés, les fonctionnaires, à l'instar des ministres de la Couronne, devront gérer leurs affaires personnelles de manière à éviter, le cas échéant, tout conflit d'intérêts.

Il est demandé aux fonctionnaires de veiller, dans la gestion de leurs affaires personnelles, à ne pas se servir, ni sembler se servir à leur avantage de renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions officielles et qui, de façon générale, ne sont pas accessibles au public. Pour ce qui est des questions de contrats, ils ne doivent pas se mettre dans une situation où ils pourraient retirer des profits ou des intérêts directs ou indirects d'un contrat gouvernemental sur l'adjudication duquel ils auraient pu exercer une influence. En ce qui touche les emplois à l'extérieur de la fonction publique, on leur demande de ne pas accepter de tels postes ou emplois dont les exigences seraient inconciliables avec leurs fonctions officielles ou qui pourraient mettre en cause leur aptitude à remplir ces fonctions de façon objective. Dans l'exercice de leurs charges officielles, les fonctionnaires doivent par ailleurs prendre bien soin de s'assurer que leurs parents, leurs amis ou des organismes dans lesquels eux-mêmes, leurs parents ou leurs amis ont des intérêts financiers ou autres, ne bénéficient pas d'un traitement de faveur.

Notre politique clarifie pour la fonction publique les responsabilités qui, sans être nouvelles, ni s'ajouter à celles qu'assument depuis toujours les fonctionnaires, se trouvent présentement énoncées nettement et officialisées. Afin d'aider les fonctionnaires à déterminer les secteurs de conflits d'intérêts possibles, notamment là où des intérêts financiers, commerciaux et d'affaires peuvent être en jeu, nous leur demandons de divulguer à titre confidentiel tous leurs intérêts financiers, commerciaux et d'affaires dans les cas où ceux-ci pourraient vraisemblablement être censés venir en conflit réel ou éventuel avec leurs fonctions officielles. C'est au fonctionnaire lui-même qu'incombera la responsabilité de divulguer ses intérêts et de déterminer dans quels cas ceux-ci pourraient être censés entrer en conflit avec ses fonctions officielles. Seuls devront être divulgués les intérêts qui, de l'avis du fonctionnaire, sont susceptibles de donner lieu à un conflit réel ou éventuel ».

Bref, le fonctionnaire devra être indépendant des fournisseurs de l'État. Il ne saurait tirer profit « des contrats qu'il distribue ou des informations qu'il possède ». Il renoncera aux cc intérêts et aux activités qui l'obligeraient à choisir entre son profit personnel et l'avantage de

l'État ». Ici les scandales des dernières décennies sont gros de toute une leçon. Rappelons simplement celui du gaz naturel où l'on a utilisé un secret d'office, d'une façon plus que rentable ! Mais jusqu'où ira ce contrôle, demande l'éditorialiste Laurent Laplante ? Intérêts, informations ou manœuvres peuvent être refilés à l'épouse, aux plus ou moins proches parents, aux amis. Un puissant mandarinage existe encore. L'entreprise privée continue de s'allier sous diverses formes les commis de l'Etat et les élus. Il n'y a pas ici que les cas d'ex-ministres ou d'ex-fonctionnaires. On appartient de bien des façons à un conseil d'administration. Les subterfuges des raisons sociales déguisées ajoutent à l'imbroglio avantageusement ! Mais c'est surtout le tissu informel et insaisissable de relations privées qui constitue l'écheveau inextricable d'intérêts particuliers enclins à mettre à leur profit les ressources publiques ¹⁴.

¹⁴ Laurent Laplante formulait récemment des remarques judicieuses à propos de nouveaux règlements québécois sur la fonction publique : « Il n'est pas normal qu'on exige une certaine éthique de la part des fonctionnaires alors qu'on admet encore, chez plusieurs membres du Cabinet des ministres, l'utilisation de critères partisans dans l'embauche des fonctionnaires. Les directives ne contiennent qu'une trop brève référence au fait que les fonctionnaires sont d'abord et avant tout au service du public. Mais on préfère de beaucoup s'étendre sur le respect que le fonctionnaire doit à ses supérieurs hiérarchiques ». Le citoyen moyen actuel manifeste beaucoup d'insatisfaction vis-à-vis de la fonction publique : rendement des services, qualité et quantité de travail et souci de l'intérêt du public sont des points chauds dans l'évaluation des citoyens. Beaucoup de temps, d'argent et d'énergies passent dans la tuyauterie sans jamais en sortir. « Les fonctionnaires, si on en juge par les chiffres du ministère des Communications, prennent plus de temps à se parler entre eux qu'à répondre aux demandes de services émanant du public. » Il reste aussi beaucoup de chemin à faire pour rendre accessible l'information administrative. Encore ici, on ne pêche pas par excès en haut lieu comme à tous les autres paliers bureaucratiques. Quant à la Commission de la fonction publique, a-t-elle vraiment la possibilité de changer les choses dans son cadre statutaire actuel ? Nous en doutons. Bien de ses rapports pourraient aller directement au panier, si le parti au pouvoir garde une emprise discrétionnaire sur les suites à donner aux enquêtes sur des conflits d'intérêts (par exemple !). Beaucoup de scandales récents incitent à craindre un néo-duplessisme. Telle l'affaire « Boutin ». Telle la chasse aux péquistes. Si ceux-ci sont fonctionnaires, ils ne peuvent militer dans leur parti. Deux poids, deux mesures.

À moins de verser dans l'inquisition, le contrôle ne pourrait franchir certaines limites. Les règles juridiques ne remplacent pas l'honnêteté et l'intégrité. À ce niveau, les fonctionnaires ne sont ni meilleurs ni pires que les autres citoyens. Ils ont droit à une considération de départ, libre de tout préjugé.

Déontologie journalistique

Nous sommes ici sur un des terrains les plus neufs, les plus accidentés et les plus critiqués de l'éthique professionnelle. Le journaliste est souvent le bouc émissaire de toutes les insatisfactions des citoyens face aux media d'information et de communication. La nouvelle diversité idéologique marque à la fois les émetteurs, les transmetteurs et les récepteurs. L'objectivité des uns et des autres devient de plus en plus difficile. Mais on accusera plus spontanément l'agent intermédiaire, i.e. le journaliste. On le soupçonnera de biaiser la nouvelle et le processus démocratique. Les anciens pouvoirs verront dans « cette nouvelle élite » des concurrents dangereux. Pensons aux procès fréquents des politiciens à l'égard des journalistes. Procès, mais aussi flatteries, séductions. Qui niera l'énorme pouvoir de s'adresser tous les jours à un vaste public ? Il n'y a pratiquement pas d'influence aussi soutenue dans quelque autre profession. D'où l'importance d'une éthique exigeante et vigilante.

Encore ici, disons que les règles éthiques ne suffisent pas. Dans la société moderne hypercomplexe, le métier de journaliste devient compliqué à souhait ! Beaucoup de citoyens oublient ces conditions dans lesquelles travaillent les agents d'information. Beaucoup de reproches sont plutôt reliés aux questions délicates soulevées par les divers rôles des media de communication, et même par les nouvelles formes de vie collective : sociale, culturelle, économique et publique. Comment exiger du journaliste une éthique qui n'a pas encore été définie dans le monde de la communication ? On l'a vu dans les débats sur la concentration de presse. Les spécialistes des sciences humaines ne s'entendent pas sur l'influence des media. Il y a toutes les gammes d'hypothèses possibles. Quant à la dimension morale, elle se déplace sur un « terrain vague ».

On lira ici avec grand intérêt un résumé de René Mailhot sur une déontologie journalistique type, conçue et formulée dans le cadre de l'UNESCO. Nous retenons ce texte, à cause de la qualité et de l'universalité de l'éthique définie Ici. Il y a derrière ce code éthique une philosophie sociale- qu'on souhaiterait voir partagée par les autres professions et par les divers intervenants sur la scène publique. Tout citoyen y trouvera un ensemble de repères pour juger non seulement son milieu, sa société, mais aussi ses propres attitudes.

« Il ressort de l'examen des préceptes énoncés dans les codes de déontologie existants que les grands principes en jeu s'appliquent à divers aspects du processus de la communication. Certains concernent la profession dans son ensemble ; mais d'autres s'appliquent particulièrement aux journalistes dans l'exercice de leur métier, tandis qu'une troisième catégorie intéresse essentiellement les dirigeants. Dans cette dernière catégorie, entreraient en particulier les dirigeants de la radio et de la télévision ainsi que de la presse.

Règles concernant la profession dans son ensemble

1. Véracité de l'information rapportée. Cette exigence fondamentale d'exactitude de l'information rapportée suppose nécessairement une parfaite intégrité des journalistes et des dirigeants des moyens d'information.

2. Présentation honnête des faits. Cette règle fait obligation aux journalistes et opérateurs non seulement de rendre compte de façon équilibrée de tout événement mais encore d'éviter d'en donner une version tronquée ou délibérément faussée, qu'il s'agisse de relater un accident d'automobile ou d'exposer des décisions politiques. Elle implique le respect d'autres principes importants mais qui lui sont subordonnés, comme ceux de la pertinence et de la conformité aux faits.

(Bien que plusieurs codes mentionnent aussi l'objectivité, les participants aux consultations ont estimé que celle-ci était impossible à atteindre et que d'ailleurs, dans maints pays, elle n'était pas souhaitable. Ils ont fait notamment allusion aux méthodes couramment pratiquées par la « presse engagée » -)

3. Information relative à la violence et au crime. Éviter la recherche exagérée du sensationnel est généralement considéré comme étant une obligation morale de la presse et de ses dirigeants.

(Dans l'ensemble, les représentants aux consultations se sont accordés pour penser que la modération constituait le principe de base du reportage, en ce qui concerne non seulement le crime et les actes de violence, mais aussi la sexualité.)

4. Respect de la vie privée. Ce principe peut, dans certains cas, faire double emploi avec celui qui précède en ce sens qu'il implique aussi le refus du sensationnel à tout prix.

(Les participants aux consultations ont émis l'avis que le droit à la vie privée dépendait néanmoins aussi de la profession de la personne en cause. Ils ont fait remarquer, par exemple, qu'un homme d'État ou une vedette du cinéma, de par la position même qu'ils occupent, renoncent au droit d'avoir une vie privée aussi protégée que celle d'une personne moins en vue. Les participants ont aussi attiré l'attention sur le fait que les journalistes peuvent se montrer délibérément réserves dans les informations qu'ils rapportent, évitant par exemple de faire état du passé criminel d'un individu dont on parle dans la presse.)

5. Confraternité. Les moyens d'information devraient s'efforcer de maintenir un juste équilibre entre une concurrence loyale et la nécessité d'une solidarité au sein de la profession. Aucune discrimination fondée sur la race, la religion ou la nationalité ne devrait être admise.

(Les participants aux consultations ont souligné à ce propos le problème auquel se heurtent les correspondants qui travaillent dans des pays autres que le leur. Ils ont estimé que les moyens d'information avaient le devoir particulier d'aider les correspondants étrangers, contribuant du même coup, en complétant les données de base dont ils disposent, à améliorer la qualité de leurs dépêches.)

6. Formation professionnelle. La compétence des journalistes de tous les moyens d'information peut être améliorée par une formation

professionnelle valable visant notamment à leur inculquer, en début de carrière, les principes déontologiques à respecter.

Règles concernant surtout les journalistes

1. *Responsabilité morale* de l'information publiée. Assumant pleinement la responsabilité morale de l'information qu'il transmet, le journaliste devrait s'efforcer de vérifier son exactitude. S'il ne peut le faire, il devrait le signaler dans son article.

2. *Accès aux sources*. Dans l'exercice de ses fonctions, le journaliste devrait avoir pleinement accès aux sources d'information, notamment à celles qui jouent un rôle dans les affaires publiques.

(Au cours des consultations collectives, il a été suggéré que l'institution d'une carte internationale de journaliste serait de nature à faciliter l'accès aux sources d'information, notamment pour les correspondants étrangers. Des participants ont aussi estimé que le principe de l'accès aux sources était lié à la question du secret professionnel (voir ci-après). On a aussi fait observer que la liberté d'accès aux sources entraînait la nécessité de mettre le public en mesure d'obtenir les informations qui lui sont nécessaires en lui offrant une pluralité de points de vue et en évitant autant que possible une présentation monolithique des faits.)

3. *Secret professionnel*. Le droit des journalistes à garder secrètes leurs sources d'information est un des principes de base de la profession. Dans certaines circonstances, il est entendu que le journaliste peut être contraint d'enfreindre cette règle du secret professionnel dans l'intérêt de la société. Par exemple, si un journaliste a connaissance d'un délit avant la police, ses devoirs de citoyen l'emportent sur ceux de journaliste.

(Les deux plus grandes organisations non gouvernementales de journalistes ont exposé leur point de vue sur cette question. La Fédération internationale des journalistes a approuvé une déclaration selon laquelle les journalistes doivent garder le secret professionnel au sujet des sources de renseignements communiqués confidentiellement. L'Organisation internationale des journalistes a affirmé que le journa-

liste respecte le secret professionnel et garde pour lui les renseignements qui lui sont communiqués à cette condition. Il ne révèle pas non plus ses sources d'information sauf à son supérieur responsable s'il estime que ce dernier est lui aussi lié par le secret professionnel.)

4. *Calomnie et diffamation.* Bien que, dans la plupart des pays, la calomnie et la diffamation soient punies par la loi, de nombreux codes existants stipulent qu'un des principaux devoirs du journaliste est d'éviter de tels actes.

5. *Plagiat.* Il existe également des lois qui punissent le plagiat, mais les codes qui enjoignent au journaliste de ne pas recourir à de telles pratiques le font surtout en ayant en vue la solidarité professionnelle et le devoir du journaliste d'éviter tout acte qui pourrait nuire à un collègue.

(À ce propos, il a été fait allusion au cas du journaliste qui signe un article rédigé par un collègue.)

6. *Publicité ou propagande.* Le journaliste ne doit accepter de rétribution ou d'avantages en contrepartie d'un article que de l'organisme d'information pour lequel il travaille. Comme il doit avant tout être loyal envers cet organisme, il ne doit ni déformer ni supprimer des informations pour contenter une source extérieure. Il doit s'abstenir de toute publicité commerciale dans ses articles.

Règles concernant surtout les dirigeants

1. *Liberté d'information.* Le droit à l'information implique que l'on donne sur tout événement particulier un éventail aussi large que possible de points de vue. Dans le cas de la presse écrite, où les situations de monopole sont moins fréquentes qu'en ce qui concerne la radio et la télévision, l'existence de journaux concurrents est le meilleur moyen d'assurer la liberté d'information. Il convient donc, à cet égard, de ne pas mettre à profit la concurrence naturelle qui existe entre les journaux pour réduire leur nombre. Le fait qu'à côté de la presse écrite, il existe d'autres moyens d'information électroniques peut aussi contribuer à assurer cette diversité de l'information qui, de l'avis géné-

ral, est souhaitable. Les moyens d'information concurrents ont donc mutuellement intérêt à coexister.

2. *Service du public.* Étant donné leur portée et leur champ d'action, les moyens d'information jouent un rôle important dans le service du public. Il convient, en conséquence, qu'ils assument la responsabilité morale et légale de leur façon de traiter l'information. Cela implique non seulement qu'ils évitent de déformer ou de manipuler les nouvelles, mais aussi qu'ils fassent des efforts positifs pour améliorer la compréhension au sein de la communauté comme au niveau international.

3. *Rectification des erreurs.* Les lois relatives à la calomnie et à la diffamation garantissent dans une certaine mesure la rectification des erreurs commises dans la presse écrite ou parlée. La norme, s'agissant d'un journalisme de qualité, veut que, dans la mesure du possible, les organismes d'information n'attendent pas qu'une action en justice soit intentée, mais s'efforcent de rectifier d'eux-mêmes les erreurs qu'ils peuvent avoir commises de bonne foi sous la pression des délais ou en raison d'informations erronées qui leur sont parvenues. Plusieurs pays ont tenté de réglementer le droit de rectification et une convention des Nations unies en la matière est entrée en vigueur.

(On fait observer que, pour les organismes de télévision en particulier, la rectification de communications erronées constitue une obligation difficile à respecter en raison du temps limité imparti aux nouvelles. Force est donc d'admettre que les radio-diffuseurs peuvent se limiter à rectifier les erreurs importantes et laisser passer les erreurs minimes - portant sur un nom ou une adresse, par exemple.)

4. *Droit de réponse.* Comme le droit de rectification, le droit de réponse est autant un engagement moral qu'une obligation légale. Dans maints pays, la presse écrite a admis depuis longtemps le principe qu'il s'agit d'un droit fondamental de l'individu. Mais là aussi, en ce qui concerne la radio et la télévision, l'exercice du droit de réponse est fonction du temps disponible pour les nouvelles ainsi que de l'importance de l'événement relaté.

(Les participants aux consultations ont été informés que même dans le pays où il existe plusieurs organisations de télévision de caractère privé, il n'est pas admis que l'exercice du droit de réponse, notamment lorsque des campagnes électorales provoquent de multiples demandes de « temps de parole égal », se fasse au détriment de la diffusion des nouvelles.)

Enfin, les organisations non gouvernementales ont estimé que divers principes figurant dans certains codes de déontologie des moyens d'information n'ont qu'un champ d'application limité du fait qu'ils correspondent à des situations nationales particulières. Signalons pour mémoire, qu'il s'agissait des points suivants : responsabilité en matière de sûreté nationale, procédures de sanction en cas de violations des codes, droit d'auteur, règles relatives aux photographies, incitation à la violence et compte rendu de procédures officielles. » *Le Devoir*, 4/3/74.

Le privé et le public. Tome II
Quatrième partie. Aspects éthiques

Chapitre II.

Vers une nouvelle éthique collective

Introduction

Le viol de la vie privée et son autocorruption

Société ouverte et éthique nouvelle

Comment construire une éthique collective de la critique idéologique à la philosophie sociale

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La critique éthique deviendrait-elle une nouvelle mode ? Après le légalisme moraliste d'avant-hier et la réaction de permissivité d'hier, voici que le propos éthique refait surface. Le scandale Watergate en est peut-être le symbole clé. Les accusés font appel au « réalisme politique » pour se justifier. Comme en affaires, on ne doit pas ici s'encarcaner dans un système moral rigide. D'ailleurs l'histoire américaine révèle que les scandales politico-financiers n'ont jamais fait perdre une élection. Il en va tout autrement des habitudes sexuelles illicites et des problèmes maritiaux ou psychologiques. Richard Johnson et Grover Cleveland, pour ne pas nommer les cas récents, sont des témoins

de ce critère privilégié de jugement. Après s'être placés au-dessus des lois, après avoir violé la vie privée de multiples façons, des accusés du Watergate soutenaient encore qu'il est légitime d'exposer publiquement, par exemple, la vie conjugale d'un candidat adverse.

Devant de tels propos, il faudra bien savoir à quoi se réfèrent ceux qui craignent un néo-moralisme. À l'autre extrême, d'aucuns fondent leur dissidence sur la non congruence des codes juridiques et moraux par rapport aux nouvelles conditions sociologiques et culturelles de vie dans la société ouverte, changeante et soumise à une critique sociale, politique et scientifique permanente. D'autres vont plus loin en contestant la légitimité d'un système judiciaire qui serait aux mains de pouvoirs et d'intérêts plus ou moins injustes et hors de tout contrôle démocratique effectif.

J'ai l'impression que le débat éthique, dans ce nouveau contexte, ne fait que commencer. Sur le plan politique, des procédures très complexes viennent souvent brouiller les profonds enjeux moraux des nombreux scandales qui ont préoccupé l'opinion publique, ces derniers temps. Certains pouvoirs se servent des vieux codes pour étouffer des questions neuves de la vie privée et publique. Par ailleurs, beaucoup de contestataires font rarement montre de cohérence éthique tant dans leurs accusations que dans leurs propres conduites.

En dessous des contestations comme des scandales, n'y a-t-il pas une pauvreté éthique partagée par la plupart des citoyens ? Perplexité ? Démission ? Le défi est plus complexe. Dans quelle mesure accepte-t-on des critères objectifs pour évaluer les nouvelles sensibilités subjectives, culturelles ou autres ? Ne manque-t-il pas au pluralisme idéologique et aux idéologies elles-mêmes la distance critique d'une philosophie éthique ? Cette dernière instance est souvent traitée d'une façon superficielle et erratique par les uns et par les autres. L'homme de la rue, le savant, le politicien et même le juriste se contentent parfois de repères simplistes et accommodants en ce domaine. Et pourtant il y va ici de la qualité de la vie et de la civilisation. Peut-on faire l'économie de l'éthique pour définir l'homme et la société, la culture et la politique, les objectifs technologiques et économiques, etc. ? Je pense que bien des Occidentaux ont d'abord perdu une éthique du quotidien. D'où le caractère parfois schizophrénique de la critique ac-

tuelle qui a cours dans l'opinion publique. Critique des institutions, de la politique, des grands intérêts économiques. Mais qu'en est-il des comportements des citoyens eux-mêmes dans leurs pratiques courantes ? On y trouverait sans doute une foule de petits watergates.

Par ailleurs, comment envisager de solides aventures humaines et de profondes relances historiques sans un dynamisme moral fort et éclairé ? La démarche éthique commande une synergie du cœur, de l'intelligence et des mains, une correspondance du « pensé » et du « vécu », de la conscience et de l'action, du politique et du quotidien. C'est la fibre propre de l'homme capable de poursuivre avec allant et justesse critique ses orientations profondes de vie. Cela vaut aussi pour la société et ses divers collectifs.

Qualité du pain, force d'âme, sagesse de vie, voilà peut-être les trois requêtes éthiques quotidiennes qui retient l'homme ordinaire aux enjeux planétaires de l'histoire présente. Par exemple, la prédiction - de plus en plus insistante - de grandes famines mondiales interpelle radicalement les privilégiés qui ont perdu le sens du pain et de la vie ordinaire. Tant de techniques et d'avoirs, si peu de « couenne morale », de sagesse et d'amour ! Les grandes tâches de libération et de justice ont un urgent besoin de ces sources.

Le viol de la vie privée et son autocorruption

De l'inoffensif à l'offensif

[Retour à la table des matières](#)

« Depuis trois ou quatre ans, je reçois en moyenne trois ou quatre visites par semaine de jeunes adolescents qui me sollicitent pour un abonnement au Star ou à la Gazette. Le journal promet à ces jeunes intrus un magnifique prix s'ils atteignent un certain nombre d'abonnements. La Presse et le Montréal Matin préfèrent engager des intermé-

diaires téléphonistes qui vous harcèlent régulièrement. De plus, je reçois une dizaine de visites pour toute sorte de fins mercantiles. Évidemment, il y a les tournées annuelles d'une centaine d'associations avec leur *tag day*, leur tablette de chocolat, leur pomme à vendre au profit de la bonne cause. Pourtant dans l'immeuble où j'habite, nous avons tous les dispositifs habituels de protection. Ah oui, j'oubliais les fameux sondages, l'avalanche de circulaires ou dépliants commerciaux ! J'ai beau faire une sélection judicieuse des programmes de radio et de télévision, la publicité réussit à occuper le quart des quelques heures de la soirée que je passe à la maison après une dure journée de travail. Il m'arrive très rarement de connaître deux heures de paix d'affilée ».

Combien de citoyens prendraient à leur compte ce témoignage ? Bien sûr, il y a la complicité des citoyens eux-mêmes qui bousillent leur propre vie privée de mille et une façons. Par exemple la radio et la télévision permanentes. On se plaint de la pollution de l'air, mais que dire de celle du bruit ! Certains banlieusards installent même un haut-parleur pour ne rien perdre des ondes magiques pendant leurs travaux ou leurs ébats autour de la maison, au grand dam des voisins. J'ai déjà entendu, à 22 heures, une stéréophonie cacophonique à quatre voix : les nouvelles de CJMS, une chanson lyrique à CKAC, un adagio de Mozart à CBF et une ligne ouverte de CKVL.

Au métro, au magasin, sur le trottoir, dans l'ascenseur, au travail, vous êtes en ondes. Quand le ton hausse et se fait criard, à coup sûr il s'agit d'un message publicitaire. Notre monde libre vous présente tellement de choix qu'il n'en reste pas un seul pour vous-même. Alors on joue le jeu, comme à CKVL, 20 heures sur 24 de ligne ouverte. Vous expliquez vos problèmes privés au grand public. Un spécialiste « généralise » votre problème particulier et vous donne un conseil applicable à tout le monde. Démocratisation des media ! Écoutez vos concitoyens ! N'est-ce pas un progrès gigantesque que cette expression libre et gratuite de toutes les opinions ? Ne soyez pas réactionnaire, vous n'êtes pas obligé d'acheter un billet de loto tous les premiers vendredis du mois. On n'est plus aux contraintes de la religion d'autrefois.

Y a-t-il conflit d'intérêts pour les programmes de radio ou de télévision ? C'est simple, distribuez les appareils aux quatre coins de la maisonnée. Hier soir, à l'hôpital, je visitais un malade dans « une chambre à quatre ». Trois télévisions ouvertes à des canaux différents en même temps !

Notre société a développé des formes très efficaces et très subtiles d'intrusion, d'envahissement et de viol. Le procès d'une publicité sournoise et des media commercialisés garde toute sa vérité. Mais, nous ne sommes pas assez conscients de nos complicités et de notre laisser-faire. Prenons l'exemple du téléphone. N'importe qui, de n'importe où, pour n'importe quoi, vous afflige du buzz à n'importe quel moment. Il ne faut pas boudier cette technologie merveilleuse de la communication. Mais s'inquiète-t-on assez de la « corruption du meilleur » ? L'ambivalence est ici évidente : ouverture du privé ou pollution de la vie privée. Parler de la qualité de la vie, c'est aller jusqu'à réviser nos styles de vie et de communication quotidienne. Combien s'imposent ici la moindre discipline ? Je crains les libertés irrespectueuses de celles des autres. Elles imposent les pires servitudes et contraintes. Inconsciemment, plusieurs reproduisent l'irrespect d'une société qui sacrifie si facilement tout ce qu'il y a de sacré.

Un problème moral gigantesque

Des media révèlent publiquement la vie privée de bien des citoyens. On joue les réputations sur des supputations douteuses. Certains drames très personnels sont livrés en pâture à une opinion publique complice. La « fièvre jaune » déborde les petits journaux spécialisés dans le salissage. Serait-on en train de perdre ce qu'il y avait d'humain dans cette possibilité inédite de vie privée qu'offrait la cité moderne en regard du village d'autrefois ?

Il y a bien des formes de « jaunissure » ou de viol. Nous qui jugeons si sévèrement les pays totalitaires, nous voilà en train de développer des formes très raffinées d'intrusion dans la vie privée. Pour nous « accréditer », Master Charge voudra en savoir aussi long que le confesseur ou le psychiatre. Une énorme filière permettra bientôt aux bureaux de crédit, aux banques, aux policiers, aux travailleurs sociaux, aux administrateurs scolaires et au gouvernement de connaître

ce qui se cache de privé derrière votre numéro d'assistance sociale. Que les fraudeurs éventuels de l'assurance-chômage se tiennent sur leurs gardes ! Tout citoyen est un voleur en puissance. Le fonctionnaire peut chercher sous le lit de la mère nécessiteuse l'amant possible qui la fait vivre. Ne cache-t-elle pas un petit compte en banque ? Qui sait, il y a peut-être un vieil oncle qui ajoute au pécule. Nul n'est à l'abri de la visite d'un quelconque inspecteur. On troquera des remises de peine pour des délations. Le oui-dire, le on-dit et les ragots entrent dans le réseau cryptopublic-d'information. Même les voisins sont mis à contribution. Dans les secteurs les plus divers, on peut retracer l'identité du commettant, du requérant comme s'il y avait une filière commune qui échappe aux citoyens sans défense. Attention, même votre téléphone peut vous « taper » sur les doigts, si vous sortez de la normalité établie.

J'ai recueilli quarante-cinq articles de journaux et de revues sur l'écoute électronique. Un seul explicitait les enjeux profonds qui ont trait au respect de la vie privée ¹⁵. Policiers, avocats et gouvernements défendaient leurs droits, qui de sécurité publique, qui de secret professionnel. Un autre exemple du caractère superficiel du monde de l'information, sans doute à l'image de l'opinion publique. Dans ces articles, on ne parlait que de rencontres, d'affrontements, de moyens utilisés, de statuts. Chez les tenants comme chez les opposants, aucune philosophie explicite ne transpirait. Le ministre de la Justice, peu embarrassé par les questions métaphysiques, nous sert le sophisme de la fin qui justifie les moyens. Mesure de sécurité, de protection ! On sait où cela a mené la très démocratique Amérique. Watergate n'est qu'une manifestation entre d'autres, tels les papiers du Pentagone, le dossier médical d'Ellsberg, etc.

On nous reprochera un purisme chagrin. De tels moyens n'ont-ils pas permis de saisir des réseaux d'espionnage comme en Allemagne fédérale (démission de W. Brandt), des abus de pouvoir, comme au secrétariat de Wilson en Angleterre, des relations douteuses de lords britanniques avec des prostituées dangereuses, des rapports louches entre des ministres québécois et le crime organisé ? L'écoute électronique prend dans un filet sûr la pègre, les terroristes, les saboteurs et

¹⁵ Laurent Laplante, « Le viol de la vie privée » dans *Nous*, octobre 1973.

les activistes de toutes sortes. Mais à quel prix va-t-on constituer ces banques de données ? Combien d'innocents paieront de leur vie privée étalée ? Qui restera vierge ? La moindre offense sera enregistrée dans « l'incorrupible mémoire de l'ordinateur » sous le puissant regard de l'informatique.

Les États-Unis, le Canada, la Suède, l'Angleterre ont manifesté récemment certains scrupules. *Records Computers and the Rights of Citizens* a proposé un premier code éthique bien timide. Il faut, après un certain laps de temps, informer les citoyens « tapés », renseigner le public sur certaines démarches policières d'écoute. Quant à nos législations fédérales ou provinciales, elles ne vont guère loin dans le contrôle démocratique de ces énormes puissances d'investigation et d'intrusion.

Un autre problème s'est révélé dans l'affaire du dossier scolaire cumulatif. Une information précieuse, fidèlement codée, qui vous accompagnera toute la vie. S'agit-il de vos succès scolaires successifs ? Oui et plus encore. Tels, vos « comportements jugés hors-série ». Les « stanines » vous évaluent de neuf façons différentes. Votre fiche fera partie sans doute de votre prochain dossier intégré que divers contrôleurs privés ou publics pourront consulter à partir de votre numéro d'assistance sociale. La société de bien-être (!) ira-t-elle jusque-là ? Empreintes digitales et cartes d'identité obligatoires ne suffiront pas. Après tout, il faut « rentabiliser » les ordinateurs de plus en plus puissants et coûteux qu'on achète.

Toujours est-il que votre dossier cumulatif vous échappera de bien des façons : ce que d'autres ont décidé de voir, enregistrer, conserver et diffuser, les erreurs de ceux qui vous jugent et vous poinçonnent, l'absence de votre propre point de vue ou de votre autodéfense, le jugement qui permettra d'évaluer votre progéniture à partir de votre dossier.

Les causes, les conséquences ?

Huxley, Orwell, McLuhan, Skinner nous ont si bien boulangé la science et la fiction du conditionnement électronique ! Ah cette belle et grande révolution des communications ! On sait tout maintenant des

comportements mécaniques de l'homme. L'électronique ne fait que « démultiplier » ces nécessaires déterminismes par delà les illusions de liberté et de dignité... ces utopies coriaces mais futiles. Soyons réalistes, nous sommes de toute façon sur-conditionnés au départ. Autant mettre la science et la technique au service de conditionnements positifs ! *Clock Work Orange* nous montre un jeune homme savamment ré-éduqué avec toutes les techniques skinnériennes. La violence est enfin vaincue, mais le jeune en sort comme une loque humaine, plus près du légume que du robot. Le savant américain proteste en prétendant que sa thèse ne va pas jusque-là. Pur débat académique entre behavioristes ? Une pièce manque à tout ce dossier et c'est la principale. À côté de ces thèses de laboratoire plus ou moins farfelues que le cinéma « dramatise », on ne s'est pas rendu compte que la *city actuelle est devenue un énorme appareil de conditionnement avec sa panoplie quotidienne de stimuli du même ordre.*

D'aucuns s'inquiètent de l'absence d'éthique, de la nouvelle sauvagerie des extrémismes, de la dépolitisation des masses, de l'explosion d'irrationnalité (spiritisme, parapsychologie, etc). Je me demande si ces phénomènes fous n'ont pas une forte liaison avec ce massage ininterrompu de l'œil, de l'oreille, du cœur et du cerveau. Des moyens de plus en plus raffinés permettent d'attenter tantôt à l'intelligence, tantôt à la volonté, tantôt à l'affectivité. Ne reste-t-il que la fuite à la campagne ou dans le bois, au-delà des quatorze soleils ? Rien n'est plus rare qu'un espace encore vierge de l'envahissement commercial, même dans l'aire domestique. *La distinction entre l'espace urbain et l'espace domestique ne tient plus.*

Tant de communication et d'anonymat, de technique et d'impuissance, d'organisation et de licence à la fois ! On sait le pôle gagnant en l'occurrence. Rarement le jugement personnel ou l'autodétermination. Et dire que l'idéologie dominante est bâtie sur l'initiative privée, sur l'offre et la demande ! La technostructure crée son marché sans vous, sans vos choix. Vous parlez de vos besoins, de vos aspirations. Apprenez qu'ils ne sont pas de vous. Bien sûr, il y a des manipulations planifiées de ce monde omniprésent de marchands. Mais tout se passe comme si la machine pouvait fonctionner toute seule, tellement cette cybernétique socio-économique travaille à la perfection. L'érosion de la conscience dans une telle organisation programmée du travail, des

loisirs, des achats gagne sur l'apparente hypercritique du citoyen plus informé que jamais.

Une question de fond

Allons-nous vers des super-chaos dans d'hyper-ordres ? Aurons-nous le choix entre les terroristes ou les colonels ? « Une caricature exagérée » me direz-vous. « Nous ne sommes pas en Amérique du Sud... ici les classes moyennes neutralisent ces deux extrémismes. » Pourtant n'y a-t-il pas des phénomènes du même genre en Amérique du Nord ? Pouvoir unique et mouvements sauvages. La technopolis elle-même a poussé très loin l'affolement du balancier de l'ordre au chaos. D'une part, un univers rationnel de techniques, un environnement bien quadrillé, des institutions fonctionnelles, un habitat stéréotypé, bref un beau damier de cubes ; et d'autre part, une vie privée et publique tourmentée, chaotique et agitée, des modes évanescences, des « bulldozages » incessants, des rythmes et des rites brisés, des stimulants et des tranquillisants chimiques, au total un chaos sauvage dans un ordre civilisé ! « Mais c'est un monde passionnant, dira le psychiatre-amateur, une solution moins coûteuse que la guerre. » L'agressivité apprivoisée, la violence domestiquée ! Mais combien de citoyens connaissent ici un *stress* indéfinissable ? Combien tiennent le coup et sont heureux ?

L'urbain moderne devient un être incertain. Il louche vers les vieilles mystiques et mythologies. Seules symboliques cohérentes pour imaginer un quelconque destin et fonder peut-être une éthique ou au moins une orientation de vie que sciences et techniques ne peuvent fournir. Mais le jeu, l'hindouisme, le nationalisme ou quelque autre succédané ne sauraient remplacer des solutions inventées à même notre propre contexte historique, culturel et spirituel. Il faut créer notre propre art de vivre, des cohérences vitales bien à nous. Retrouver un certain bon sens. Il y a des arbres qui meurent parce qu'on a coupé une de leurs branches principales. N'est-ce pas l'histoire de certaines vasectomies spirituelles ? Beaucoup d'entre nous ont coupé bien de leurs racines. Les voilà incapables de se régénérer parce qu'ils ne peuvent plus tirer les sucs du sous-sol nourricier.

Désacralisation de la conscience

« Je n'ai plus de fond, ni d'horizon, me disait un jeune adulte, je suis peut-être à l'image de la société. » La civilisation a pratiqué le « *skimming the cream* ». Elle se retrouve avec le petit lait. Et de vieux athées avant de mourir nous parlent des huit péchés capitaux du monde moderne. D'autres sages à retardement réclament une éthique et même une foi. On a joué les rationnels cyniques et suffisants. On a démystifié tous les absolus et dénoncé le sens du mystère. On a sécularisé les symboles et moqué les religions. On a désacralisé le sexe, l'amour, la vie, l'homme. Que reste-t-il ? Le procès des robots, l'existence insignifiante de la mégalopolis, l'obsession du système et du pouvoir. Certains discutent des nouveaux modes d'éducation. Mais leurs contenus, leurs visées ! Quoi transmettre ou échanger ? Le propos devient tout à coup inconsistent, vague et creux. L'incroyance la plus stupide a envahi toutes les contestations à la mode. Il n'y a plus de leviers décisifs pour soulever une aventure humaine aussi aplatie... ni sel, ni levain. Derrière la crise morale des individus et des masses en Occident, je soupçonne un refoulement de toute foi significative et engageante.

Les scénarios idéologiques ont le discours noble. Mais ce n'est pas le cas des attitudes et des comportements quotidiens. On peut dire et faire à peu près n'importe quoi. Suprême libération des tabous, des conventions bourgeoises ! N'allez pas parler de démission ou de vulgarité, vous serez accusé d'hypocrisie. Quand on saccage le sens du sacré, il n'y a plus de respect de soi ni des autres. Aucune réalité humaine n'a valeur d'absolu. Par exemple, le serment, la conscience, le droit à une juste réputation, etc. Les rumeurs diffusées fondent fausement des jugements collectifs sommaires que le droit démocratique avait voulu éviter. Que d'existences privées ont été violées ! Bien sûr, cette désacralisation amène des individus à se prêter à des stripteases morbides qui s'offrent en pâture. Les media servent très souvent à entretenir ce goût du scandale. Mais que dire de ces tribunaux privés de la honte qu'on érige un peu partout... dans les salons, les tavernes et tant d'autres lieux domestiques. On épluchera ce compagnon ou même cet ami absent qui vit un drame conjugal ou familial. D'une façon

naïve ou irresponsable, certains croient que leurs propos se confineront à ce premier cercle étroit de confidences. C'est ignorer la psychologie collective des rumeurs qui se déploient presque aussi vite que le son ou la lumière. Avec l'intensité et la rapidité des communications modernes, le potin indiscret atteint la démesure en un rien de temps. Son contenu subit des déformations monstrueuses.

Ainsi la vie privée et publique dépouillée de toute sacralité, devient débridée, sauvage et incohérente. Après une démystification légitime des tabous, on est passé au sac des consciences et aux refus de toute balise ou norme. Des *problèmes éthiques inédits* apparaissent non seulement au sein des deux domaines précités, mais aussi dans leurs rapports mal élucidés. Il ne suffit pas de songer à de nouvelles protections juridiques ou à des législations plus justes. Une éthique exige beaucoup plus. Elle repose en définitive sur quelques impondérables humains qui ont un certain coefficient d'absolu : la dignité personnelle, la liberté des autres, le respect de la conscience. Après avoir refoulé ces valeurs dans le privé, la société libérale se voit aujourd'hui confrontée à une absence d'éthique collective. Même le privé est contaminé sur son propre terrain. L'amoralité publique reflue dans les comportements individuels. Des *undergrounds* empoisonnés se constituent. Ne pensons pas seulement aux diverses formes de pègre ou de mafia. Il existe bien d'autres zones grises qui révèlent une démission grave devant toute responsabilité morale. Si bien que nombre de citoyens ne croient plus à la possibilité d'une morale tant au plan privé qu'au plan public.

Nous aurons à nuancer cette problématique trop unilatérale. Par exemple, une société qui privilégie la liberté, prend des risques et accepte des ambiguïtés inhérentes à ce pari. On trouvera dans ce système ouvert le meilleur et le pire. Les sociétés sécuritaires et fortement contrôlées ont d'autres défis. Mais connaissons-nous bien les nôtres ?

Société ouverte et éthique nouvelle

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne voulons pas céder ici à un moralisme qui ignore certaines conditions objectives d'existence. Le développement qui va suivre en témoignera. Par exemple, il n'est pas inutile de bien évaluer une caractéristique neuve de notre société qui appelle d'autres solutions que celles d'hier. Les sociétés traditionnelles comportaient des communautés passablement fermées. Voici que nous débouchons sur des sociétés ouvertes qui laissent place à des communications en tout sens. *Le pot mélangeur (metting pot) américain en est un exemple frappant. Il s'opère des brassages de capitaux, d'institutions, de cultures, de groupes et d'individus, qui atteignent aujourd'hui une limite critique. Tout peut s'échanger et se dire. On a l'impression d'un ensemble chaotique de libertés folles ou incertaines.*

Il serait trop facile de coiffer cette salade du halo de la démocratie libre ou encore de faire une apologie aveugle et idéaliste de la permissivité. Les esprits superficiels qui raisonnent ainsi n'ont pas vu le résultat paradoxal de certaines anarchies qui provoquent des dictatures soutenues par une masse de citoyens impuissants et bouleversés. N'importe quoi, n'importe qui, n'importe comment, n'importe quand, n'importe où. Essayez de bâtir une société avec une telle épicerie. Au bout de la ligne vous voyez apparaître *John Brown going from nowhere to nowhere, in less than no time, for nothing.*

Une telle société, à sa base comme à son sommet, saccagera les rapports humains les plus fondamentaux. D'une part une vie quotidienne sans tissus, sans rythme, sans relations stables, sans normes, sans philosophie ; par exemple, le sort des enfants est tragique quand il dépend d'adultes instables et inconsistants. D'autre part, une vie publique sauvage avec ses scandales politiques, ses tables d'écoute, ses takeovers, ses violences de rues, ses répressions, ses grèves en chaîne, ses crimes organisés. Les grands mécanismes de la société moderne

semblent être détraqués : parlement, banque ou bourse, syndicat ou école, etc.

Essoufflement de la démocratie ? Crise des institutions ? Décadence morale ? Aucun de ces diagnostics isolés ne résiste à la profondeur et à l'ampleur du défi. Par exemple, ils ne disent rien de l'ambivalence de la société ouverte, des nouveaux rapports qu'elle appelle : entre autorité et liberté, entre légalité et moralité, entre le public et le privé, entre les diverses institutions ou les différents groupes, entre les forces et classes en présence, entre les sous-cultures, entre les sous-systèmes « démultipliés ». Les dimensions culturelles, économiques, politiques s'envahissent l'une l'autre, se heurtent, se neutralisent, se renforcent dans un écheveau inextricable. Les experts avouent leur impuissance. Pour un problème résolu, dix autres surgissent. N'est-ce pas le cas de certaines réformes urbaines ? Un meilleur logement provoque indirectement une conscience plus critique des autres frustrations non rencontrées. On garde une impression d'impuissance généralisée face à ces problèmes collectifs, et cela malgré la reconnaissance ébahie d'une science et d'une technologie extraordinaires.

Tout ce qui relève des objectifs humains est renvoyé à des instances marginales, hors des circuits de l'organisation de cette société ouverte. Ainsi se constituent des groupes utopiques qui rêvent d'une société sans esclaves et sans privilégiés. D'autres retrouvent dans la religion non plus un supplément de sens mais tout simplement l'âme qu'un matérialisme vulgaire avait étouffée. Ce n'est pas un mince paradoxe qu'une société ouverte sans horizons spirituels qui viennent de l'intérieur. Il faut se retirer ou se distancer d'elle pour penser son aventure humaine. Les uns le font par l'intériorité, les autres par la fuite. Plusieurs ne croient plus aux instances critiques du spectacle ou de la politique où l'on s'assimile au système même en le dénonçant. Même la nouvelle orientation futurologique est envahie par le technologisme des experts qui n'ont pas grand-chose à dire sur l'homme spirituel, sur la philosophie de la vie. Le « choc du futur » fait du changement technique une sorte de nouveau déterminisme encore plus contraignant que celui de la société traditionnelle fermée. Quel est le contenu humain de ce changement ? Quelles en sont les finalités spirituelles ? Quels types d'homme véhicule-t-il ? Les réponses ne sont qu'instrumentales, structurelles, technologiques. Très peu de choses sur la

culture, l'art de vivre, la civilisation. Un nouvel ordre de choses quoi ! Mais non une philosophie rénovée de l'homme et de la vie.

On s'empresse de réformer cette ouverture inédite qui, pourtant, offre de nouvelles possibilités de liberté et de créativité proprement humaines. Enfin, une cité des hommes et non un marché de consommation. Enfin une gratuité d'existence et non une réponse obligée à un quelconque système. « La révolution permanente est devenue possible », disent les uns ; à l'autre extrême, le plaidoyer va vers le rétablissement d'un ordre public pour mâter la licence, l'anarchisme, le désordre angoissant. N'y a-t-il donc que l'alternative d'un privé sauvage ou de totalitarismes (politiques, scientifiques ou autres) ? Dans cette société ouverte, d'aucuns posent la question : « Mais de quoi sommes-nous libres ? ». Les servitudes spirituelles croissent avec les libérations matérielles. L'instance de liberté est-elle donc inconciliable avec le réalisme du pain ? Est-ce vrai que les hommes deviennent fous quand ils cessent d'avoir faim ?

La thématique du bonheur resurgit à chaque tournant de civilisation. Elle devient obsessionnelle après de longues périodes de prospérité. Elle accompagne les temps de décadence. Deuxième face de Janus. Le creux spirituel confine avec la corne d'abondance. Babylone, Jérusalem, Athènes, Alexandrie, Rome ont vécu bien avant nous cette recherche affolée d'un bonheur tout à coup indéfinissable. Après avoir connu un sommet de civilisation, après en avoir expérimenté les limites, les hommes insatisfaits retournent au chaos originel. C'est pratiquement une loi anthropologique, tellement cette récurrence vient à point nommé. Faut-il s'en consoler pour autant, et se résigner à penser que les hommes vivent davantage de tragédie que de bonheur ? Ce qu'on a appelé la « civilisation heureuse » contemporaine d'une certaine contre-culture, ressemble étrangement aux vieux mythes de l'âge d'or. *Eros et civilisation* de Marcuse ne laisse aucune équivoque là-dessus. Par-delà la critique radicale des aliénations inédites, on cherche vainement un nouveau contenu dans ce plaidoyer. Le jeu et la fête doivent remplacer la morale et le travail. Quel jeu ? Quelle fête ? Le plaisir des sens. Mais beaucoup de contemporains y ont goûté jusqu'à l'écœurement sans y trouver le bonheur. F. Sagan témoigne de ses « bleus à l'âme ».

Après l'ère des révolutions et des engagements de libération, c'est vers le bonheur individuel, désengagé, que plusieurs tournent leur regard. Chacun construit son île. Plutôt « Robinson Crusoé » que Rousseau, parce qu'il n'est pas question d'investir dans un nouveau contrat social. Le hippie, marginal hier, devient modèle latent, inavoué, dans les couches favorisées de la société, particulièrement chez ceux qui sont à la fois bénéficiaires et contestataires du système actuel. « Les structures vont s'écraser d'elles-mêmes, il faut plutôt changer la vie.,, Mais concrètement, c'est son petit bonheur insulaire qu'on protège. Surtout pas de projet ; ce serait une contrainte. Et la note ? On s'en fout. Et les pauvres ? L'État doit s'en occuper. Le travail ? C'est dépassé. Le laisser-vivre au gré des pulsions gratuites du moment, voilà la nouvelle définition du bonheur. Vous oubliez Épicure. L'expérience a déjà été tentée. L'histoire garde un goût assez amer des grandes bouffes, un drôle de relent suicidaire !

Cette crise intérieure du bonheur privé inaccessible n'a plus de repères. Jadis ceux-ci sont venus de l'expérience collective et de la communauté. L'illusion présente viendrait d'un individualisme exacerbé où chacun croit pouvoir réinventer la vie et son sens à partir de zéro, en faisant table rase des patrimoines historiques et même de la société présente. Au bout de la ligne, il ne reste qu'un projet individuel décroché, un projet réduit aux velléités immédiates d'une expérience isolée et à courte vue. L'angoisse prend alors le dessus. On ne sait plus qui l'on est, ce que l'on veut, ce qui se passe autour de soi. La société ouverte n'est que « béance » sans nom. Bien sûr, il y a la réalité brutale, impersonnelle, des grandes organisations qui encadrent le travail, l'éducation, bref toute la vie quotidienne. Combien se sentent écartelés par le fossé large et profond qui sépare l'univers public et l'univers privé, l'organisation programmée et la subjectivité explosée ? La tentation, c'est la bousculade chacun pour soi. Ainsi le comportement intime rejoint le capitalisme libéraliste de la société ouverte.

On comprend le succès de la parabole récente de Jonathan. Elle reliait l'idéologie de la société sans frontières et la nouvelle sensibilité subjective. Mais voici que cette « vie aux limites » n'apporte pas vraiment les extases de l'infini gagné par la mouette. C'est plutôt un sentiment de l'indéfini, de l'insaisissable qui étreint une culture occidentale habituée aux cadres rationnels, à la maîtrise calculée et véri-

fiable des choses et des hommes, de la nature et de la société. On a l'impression de ne plus savoir occuper le temps et l'espace. Le voyage à la lune se mue en astrologie, la technique en gadget d'évasion. On revient autour de la maison, aux fictions domestiques de l'enfance. La vie projetée de la cité future fait voir soit des nains spirituels, soit des robots. Toute la littérature futurologique en témoigne, et plus encore les spectacles de fiction.

Alors on se tourne vers des modèles étrangers plus vérifiables. Telle la révolution chinoise. Cette masse humaine paisible séduit. L'individu et la société semblent réconciliés. Est-ce un exemplaire de l'humanité future ? La technologie y apparaît mieux située, tout comme l'économie, la politique et la culture. Certains notent une sagesse indéniable dans cet heureux mélange d'un projet sociétaire neuf coulé dans une vieille culture qu'on a voulu respecter. En effet, on n'a pas déchiré les tissus communautaires. Au contraire on les a fécondés, orientés vers de nouveaux objectifs de civilisation. Mais revenus à leur propre expérience, d'autres résistent à cette séduction. Leurs sensibilités occidentales flairent un collectivisme niveleur. Ils se demandent s'il n'y a pas ici une nouvelle version de la société fermée. Ne faut-il pas plutôt apprivoiser la liberté sauvage de notre société ouverte, y trouver de nouvelles cohérences ? Mieux vaut la jungle que le zoo. Celle-là n'a-t-elle pas ses cohérences cachées au creux des libertés ? N'y a-t-il pas chez l'homme une plasticité extraordinaire pour transcender les systèmes et inventer de nouveaux modèles plus souples, moins rigides ?

Nous revenons à notre interrogation du début. Nous ne pourrions pas faire l'économie d'une sagesse qui critique lucidement notre contexte réel de société ouverte et les défis *d'inventer à la fois des bases, des cohérences, des horizons, des convictions et des consensus nouveaux*. Cinq requêtes actuelles de la société ouverte. Elles sont inséparables. Mesurons d'abord les conséquences de l'anomie (absence de normes) grandissante dans nos cités modernes. Quelle éducation peut-on envisager à la maison, à l'école, dans les mouvements sociaux, s'il n'y a pas un minimum de consensus ? Quels seront les critères de vigilance démocratique et de jugement critique pour évaluer la vie collective, les politiques et les tendances idéologiques ?

« J'ai des principes », disait-on autrefois. Une telle affirmation fait rire aujourd'hui. Nous ne rêvons pas à l'unanimité imposée de naguère. Mais voyons bien *la dérive d'une morale de conviction à une morale d'opinions fluides et plus ou moins interchangeables*. Bien sûr, il y avait autrefois une conformité qui faisait le jeu d'une autorité absolue et d'une contrainte sociale impersonnelle. Les règles reçues étaient indiscutables. Seule l'autorité avait le privilège de l'arbitraire. Nous avons développé des attitudes plus critiques et un goût farouche de la liberté et de l'autonomie. Un progrès indéniable. Mais collectivement, des conformismes superficiels ont remplacé les conformités d'hier, par-delà la destruction d'une éthique de base. Il fallait en réinventer une autre plus accordée aux nouvelles sensibilités spirituelles. Aucun individu, aucun groupe, aucune institution ne peuvent connaître une cohérence minimale sans une échelle de valeurs partagée. Autrement, il ne reste que des règlements administratifs et des lois impersonnelles.

De quelque côté qu'on se tourne, il y a un vide éthique navrant. On a la tentation d'accuser ici l'univers de production et de consommation comme le prototype d'une société déshumanisée par les agressions commerciales, les rapports de domination, les exploitations honteuses, les spéculations malhonnêtes ou les égoïsmes débridés. Les questions d'argent font oublier toute considération morale quand l'intérêt individuel est en jeu. Il n'y a pas que les manœuvres des gros requins. Combien de citoyens, regroupés ou non, tiennent compte des autres dans leurs revendications ? Dans bien des cas, le portefeuille est loin de la conscience du cœur. Ce procès moral n'est pas à refaire, même s'il garde toute sa crudité et sa centralité en éthique. Mais il est bien d'autres domaines où l'on devrait s'attendre à une plus grande qualité humaine.

Les techniques sociales ne produisent pas d'elles-mêmes une philosophie sociale. Elles demeurent un univers instrumental incapable d'instaurer une critique des fins, des libertés et des projets de vie. La politique telle que vécue ne propose pas non plus des choix sur les contenus humains des décisions, mais plutôt des alternatives de moyens ou de structures. Les scientifiques, en majorité, ne se disent pas concernés par les jugements de valeurs et pourtant ils influencent les conditions de vie et les politiques qui impliquent ces dimensions.

Par exemple, beaucoup d'étudiants entrent à l'université avec un certain idéal social et on en fait des techniciens sans horizon humain, des spécialistes sans philosophie sociale ou politique, sans profondeur culturelle et éthique. On ne s'inquiète guère de leur qualité d'homme et de citoyen. Certains nous diront que ce travail d'éducation doit se faire ailleurs. On connaît l'argument : c'est le rôle de la famille, comme si celle-ci était le seul lieu éthique. Nous entrons alors dans un cercle vicieux : d'une part l'aveu que la famille se définit désormais par l'ensemble de la société, et d'autre part, le rejet sur elle d'une responsabilité centrale pour orienter cette même société. À l'école, un professionnalisme syndical qui mesure les minutes de présence, contredit par ses gestes quotidiens ce qu'il proclame sur le plan purement idéologique : critique politique d'une bureaucratie tatillonne, d'une école au service de la classe dominante, d'une absence de philosophie de l'éducation. Comment concilier ces idéaux avec le comportement de petits fonctionnaires mesquins surprotégés par des clauses contractuelles extrêmement étroites ?

On retrouve le même problème un peu partout dans la fonction publique. La démocratisation et l'humanisation des services collectifs essentiels sont des objectifs déclarés de tous les agents d'intervention. Mais chaque catégorie d'intervenants négocie uniquement à partir de ses intérêts. Ne sont sujets à la considération morale que l'injustice des autres et la lèse-majesté de ses propres droits. Toutes les chartes des droits de l'homme sont piégées au départ, dans la mesure où il n'y a pas de base éthique quotidienne. Je n'en veux pour exemple que cette méfiance devant toute considération de bien commun. Un vieux concept corporatiste qui masque la structure de domination d'une classe ! Consensus, règles du jeu, philosophie de base, concertation, participation... tous ces référents sont matière à suspicion. On ne nie pas l'importance d'une éthique collective, mais on refuse tous les lieux démocratiques ou autres pour son élaboration. Bien sûr, *la société ouverte pluraliste, plus libre, plus complexe exige des redéfinitions morales inédites. Mais où, qui, quand, comment, quoi ? À notre connaissance, il n'y a eu chez nous que l'entreprise encore bien fragile de la Ligue des droits de l'homme qui a posé le problème à ce niveau.* Nous y reviendrons. Notre inquiétude se porte davantage sur les conduites quotidiennes privées et publiques.

Les lieux quotidiens de formation éthique sont de plus en plus réduits. Chacun fait son apprentissage sur le tas, à même un univers collectif éclaté. Nous voulons bien jouer la carte de l'autodétermination de la conscience. Mais notre métier d'éducateur social nous a appris que cette seule carte ne peut constituer un véritable jeu collectif viable dans une société aussi complexe que la nôtre. Les voies d'accession à une éthique collective doivent être plus diversifiées et plus « socialisées ». Les individus ne peuvent inventer leurs chemins sociaux uniquement à partir d'eux-mêmes. C'est une fumisterie que de croire à une société plus solidaire sans assurer une base éthique plus solide au niveau proprement collectif. À côté de l'homo laborans et ludens, l'homo sapiens et socius est bien pauvre et démuné. Et une des raisons, c'est que le contexte social comme tel ne comporte pas de philosophies cohérentes, d'éthiques identifiables. Dans le domaine humain, on n'invente pas des modèles à la manière de l'industrie de l'automobile. Les démarches sont extrêmement plus compliquées et plus lentes. Le néo-positivisme d'un R. Skinner marque le sommet de cette illusion qui transpose la technologie des choses sur les conduites des hommes. On se méfie tellement des humanismes d'hier qu'on en arrive à n'avoir plus d'humanisme du tout. C'est une affaire de liberté privée, de gratuité personnelle, de conscience isolée. Socialement, cette privatisation de l'éthique aboutit à ces limites extrêmes : incapacité d'identifier les responsabilités, les droits, les libertés, les enjeux dans la plupart des conflits. Mais avant tout, c'est la vie ordinaire qui a perdu son sens humain. Comment débattre alors avec une saine philosophie éthique des questions limites comme l'avortement, le divorce, la drogue et que sais-je encore ? *Il n'y a pas d'éthique de l'ordinaire.*

Alors, on cherche l'insolite, le parapsychologique, le surhumain ou le sous-humain. Voyez ce que nous présente la télévision, le cinéma, le théâtre, le roman. On ne sait plus quoi inventer pour fuir cet univers privé et public qui n'a plus d'âme. Des petits groupes réussissent à se donner une vie communautaire intéressante. Mais la grande société n'est pas touchée de l'intérieur. Son vide déprime des milliers d'individus. Elle n'offre pas d'objectifs humains collectifs qui appellent des motivations profondes, des implications durables, des solidarités humaines denses.

Quand nous parlons d'éthique, nous songeons moins à de nouveaux contrôles qu'à des orientations dynamiques et cohérentes de vie personnelle et collective. De véritables projets de société sont nécessaires à l'élaboration d'une nouvelle éthique collective quotidienne. Je ne pense pas que seule une charte des droits de l'homme peut résoudre cette anomie actuelle des conflits d'intérêts, d'idéologies ¹⁶. La confrontation de projets collectifs permet de préciser les cinq requêtes mentionnées plus haut : *il n'y a pas de projets authentiques sans base dans la situation réelle, sans choix critique des finalités, sans cohérence des moyens, sans minimum de consensus collectif, sans convictions de dépassement*. Autant de constituants pour façonner une éthique. S'en remettre aux tandems droits et devoirs, libertés et responsabilités, efficacité et participation, c'est simplifier la complexité des conduites proprement humaines. Dans un troisième temps, nous voudrions qualifier les institutants d'une nouvelle éthique collective.

¹⁶ Ce qui ne nous empêche pas de reconnaître que ce corps de droits fondamentaux est une des plates-formes démocratiques objectives pour permettre aux citoyens de juger et de confronter leurs conditions particulières, culturelles, sociales, idéologiques et politiques. *Sans charte des droits de l'homme, le jugement public dépendra unilatéralement des partis pris, des positions de classe, des divers héritages culturels et historiques, sans repère commun*. Où mèneront des luttes de pouvoir si les uns et les autres ne croient pas à un droit objectif indépendant de leurs propres orientations politiques, qu'elles soient à droite, à gauche ou au centre ? où la société ouverte, multiforme, changeante, trouvera-t-elle une certaine assise unifiée, si le propos éthique n'est tributaire que des idéologies particulières des sous-cultures ou des sous-systèmes ? Bien sûr, cette diversité peut se réfracter dans une charte des droits et permettre une acculturation qui corrige le danger d'un universalisme abstrait. Par ailleurs, il faut bien admettre que ce cadre juridique ne saurait seul apporter l'élan vital d'une vraie démarche éthique.

Comment construire une éthique collective ?

Une façon d'aborder le problème ?

[Retour à la table des matières](#)

Ne vaudrait-il pas mieux parler de l'éthique tout court ? Nous tenons à ce qualificatif « collectif » pour bien des raisons : éclatement des grandes cohérences historiques, individualisme occidental exacerbé, dislocation de la vie sociale, étanchéité des sous-cultures et des nouvelles scolastiques idéologiques, brisure des relations humaines fondamentales, absence de communautés de travail, d'éducation et d'habitat, atomisation des valeurs et des appartenances, cassure des rites d'initiation et des rythmes d'existence, disparition des symboliques d'identification et de communication, difficultés d'adhésion à des projets collectifs, sentiments répandus de solitude, de repli, d'insularité, d'atonie sociale, etc. Il y a aussi des raisons positives, tels les fondements moraux de l'autoéducation collective, de la créativité communautaire, de l'autodéveloppement. Les nouvelles formes d'interdépendance appellent des exigences neuves de solidarité et de concertation. Les hommes retrouvent allant et espoir en bâtissant des couvres communes valables.

Nous savons les périls des collectivismes ou des totalitarismes. Mais nous sommes moins critiques devant la permissivité indéfinie qui fonde autant l'anarchisme libertaire que le capitalisme exploiteur. En démissionnant de toute éthique collective minimale, les cités occidentales ont engendré une foule d'individus angoissés, impuissants et décrochés. N'y a-t-il pas eu, pendant longtemps, des critiques trop faciles qui identifiaient la morale aux tabous, aux conventions ? Le conformisme superficiel des modes a imposé des contraintes autrement plus arbitraires et souvent farfelues. Publicité, mode, bureaucratisation et media, avouons-le, ont évacué tout référent éthique critique.

C'est ainsi que le dialogue familial tout autant que le débat public deviennent de plus en plus difficiles. Des opinions sur le tas. Une tolérance informe à côté d'intolérances concrètes, sauvages et fermées. Le parti pris se constitue en rets de pêche, la persuasion en stratégie commerciale. Le meilleur marketing l'emporte en morale comme en politique. Belle conséquence d'une économie pour le moins amoral.

Nous voilà forcés de reprendre le propos éthique à sa genèse. Tout se passe comme si nous avions à réapprendre l'abc de la morale. Comment le nier, alors que tant de citoyens se disent profondément perplexes et démunis devant le moindre défi d'évaluation. Les remarques sont trop fréquentes pour les ignorer : « Je ne comprends plus rien » « Où est-ce qu'on s'en va ? ». Il est trop facile de dire : c'est la réaction d'un monde adulte encore accroché à une morale traditionnelle dépassée. Je ne suis pas sûr que les jeunes s'accommodent de l'état actuel des choses. Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de ressusciter les vieux codes, mais d'inventer de nouvelles cohérences à même des contenus inédits. Ajoutons que cette entreprise ne doit pas mettre en veilleuse le patrimoine historique des sages éthiques. La perplexité actuelle n'est pas étrangère à l'appauvrissement de la conscience historique. Je crains une morale de café instantané. Elle manquera de goût, de densité et de signification. Je tiens à cette image. Combien de citoyens ne savent rien des étapes franchies entre la plantation et leur tasse de café ? Rien sur la condition des premiers producteurs, sur les réseaux économiques et politiques intermédiaires, sur la mise en marché du produit, sur le contexte social qu'il conditionne. Le problème de l'éthique collective va jusque-là. Bien sûr, on s'inquiète de la hausse des prix. Mais sait-on juger des habitudes de consommation ¹⁷ ?

¹⁷ Retenons ici un exemple révélateur. Matelas tout confort pour votre chien. (\$16) Mocassins protecteurs (\$19.). Culottes hygiéniques pour chiennes en chaleur (\$6.). Vitamines, jouets, protéines abondantes. On a même prévu des cimetières où les cercueils à toutous coûtent \$50., l'inhumation \$25., le terrain \$100. et l'entretien annuel \$5. Et cela, au moment où bien des experts annoncent de tragiques pénuries dans les pays pauvres et une crise de l'alimentation dans les pays riches. Qui s'insurge devant de telles contradictions ? On n'a même pas songé à des exactions de taxes pour décourager ces abus. Quand je mentionne cet ensemble d'exemples, mes interlocuteurs lèvent les épaules, ils ont l'air de me dire : « Qu'est-ce qui lui prend ? » Après tant de procès sur la

Nous pourrions étendre ces considérations à tous les domaines de la vie personnelle et collective. Les débats publics à incidence éthique s'inscrivent rarement dans un vrai cadre de référence. Existe-t-il vraiment ? On fait appel tantôt aux situations particulières, tantôt à la liberté individuelle, tantôt au dénominateur commun légal, tantôt à telle ou telle valeur. *Notre société n'a pas trouvé encore sa voie pour problématiser les questions morales dans un ensemble bien structuré de démarches.* Les expertises spécialisées confinent avec des opinions échevelées. On se méfie des moralistes. Les scientifiques n'ont reçu aucune formation éthique. Les politiciens s'en tiennent aux considérations légales. L'opinion publique va en tout sens. Les intervenants sociaux se gardent d'imposer leur morale. On passe d'un problème à l'autre sans chercher à établir de ligne de cohérence. D'aucuns ne croient plus à la possibilité d'élaborer une ou des philosophies de base. Après avoir tant structuré l'univers physique, on refuse toute structure de conscience. Mais n'y a-t-il pas un certain ordre du cœur, sans doute plus complexe que les structures d'intelligence les plus raffinées ? Nous avons peut-être démissionné à ce niveau de profondeur pourtant si important. Le privé le plus profond n'a plus de consistance. Le public est à son image. La faiblesse de l'un renforce celle de l'autre. Que de « ratés » s'ensuivent ! La liberté farouchement réclamée en même temps que la décharge des responsabilités sur les gouvernants. Les propos se font simplistes : pour ou contre, pas de législation pour les alcôves, avortement sur demande, adultes consentants, etc. Sur quelle base les décisions privées et publiques se prennent-elles ? On s'arrête en chemin, comme si on craignait de rencontrer un certain vide.

Essayons d'établir un itinéraire plus juste et plus articulé que ceux des scénarios habituels. Nous ne prétendons pas fournir ici un cadre de référence exhaustif. Il y en a sûrement d'autres possibles. Voici les dix pièces de cet échiquier.

« normalité », on en est venu à perdre toute distance critique sur les habitudes reçues. L'amoralité est pire que l'immoralité. Elle n'a même pas le support régulateur de l'instinct des animaux.

1. Libre expression des orientations profondes

On n'en est plus au lieu obligé d'une dogmatique morale indiscutable ou irréformable. Il y va beaucoup plus que d'une simple exigence démocratique. La démarche éthique ne se réduit pas à un système de règles (morales) acceptées par la majorité ou imposées par une classe. Elle relève davantage des orientations profondes de la conduite de la vie personnelle et collective. La libre expression fait partie de l'éthisation. C'est d'abord par cette voie que l'homme se définit, s'objective, se distancie et se projette. Il n'y a pas de cohérence vitale signifiante et engageante sans libre expression de ce qu'on vit, voit, entend et comprend.

Certains voudraient nous enfermer dans des débats simplistes, tel le choix entre « d'ordre naturel » et la morale de situation, entre la loi et l'opinion, entre une dogmatique fermée et une liberté sans contenu. Par ailleurs, dans la cité permissive, on a ramené le propos éthique soit à la décision privée et insulaire, soit à une question d'opinion. Pour réagir contre les absolus des morales traditionnelles, on en est venu à tout relativiser au point de n'accepter aucun critère déterminant. Une liberté informe a succédé à une nécessité héritée. De la morale-héritage à l'opinion sur le tas.

Une démocratie adulte se reconnaît non seulement par la liberté mais aussi par la qualité du jugement critique des citoyens. Avons-nous vraiment travaillé à développer les conditions d'émergence d'un tel jugement critique ? Qu'est-ce qui s'offre à « l'opinion publique » ! Déjà, cette expression signifie le peu de profondeur, de force et de pertinence qu'on accorde à l'intervention des citoyens. Formulée en public la conviction devient opinion. Les styles actuels de politique, d'éducation et de media superficialisent, émiettent et multiplient les opinions. On s'arrête vite en chemin. On regarde surtout aux conte-nants. Apparemment, il n'y a jamais eu autant de lieux de libre expression. Mais au fait, il ne s'agit que de l'espace et du temps d'une opinion, vite noyée dans un magma indifférencié et énorme d'informations. On renvoie au privé les questions de fond de l'aventure humaine. Certains doivent se constituer des lieux marginaux pour trouver des échanges communautaires en profondeur sur les questions

cruciales de l'existence. Entre la charte des droits de l'homme et une opinion publique superficielle, il y a sûrement place pour des expressions collectives plus qualitatives où l'on prendrait au sérieux les interrogations éthiques les plus vitales.

2. Confrontation plus serrée des interprétations

La récente diversification idéologique, chez nous, a permis l'émergence de différentes lectures de la société. Il s'ensuit un conflit inévitable d'interprétations. À moins de retourner au modèle unanime et imposé d'hier, on ne fera pas l'économie de confrontations permanentes ou fréquentes. Il y a encore ici une dynamique interne à la démarche éthique qui véhicule une conception de l'homme et de la société.

Au Québec, nous n'avons pas l'habitude du débat idéologique. Nous avons longtemps vécu d'une doctrine, d'une seule idéologie, d'une seule autorité divinisée. Le naturel revient au galop. Le plaidoyer idéologique s'identifie vite à la vérité. Plus il est radical, plus il se fait dogmatique. Nous nous écoutons de moins en moins les uns les autres. Vous êtes d'un côté de la clôture ou de l'autre. On n'a pas d'oreille pour ceux qui cherchent à cerner la complexité du réel. Des gens non « branchés ». Des *fence sitters*. Étrange paradoxe dans un contexte social qui ramène l'éthique à une question d'opinion, de conviction privée ou de choix gratuit.

Qui sait si l'éthique reconduite dans le débat public ne permettait pas l'apprentissage d'une confrontation plus profonde des enjeux sociaux, économiques, politiques et culturels. Je suis sidéré par l'absence de philosophie sociale critique dans les luttes politiques actuelles et dans les affrontements idéologiques. On opine, on adhère, on attaque, on juge sans trop se préoccuper d'apporter des fondements sérieux à son interprétation. Si on pense qu'il n'y a qu'une interprétation possible de la situation ou de l'événement, on n'ira pas loin dans sa recherche, dans son dialogue ou dans son diagnostic. Après avoir tant reproché à la chrétienté d'avoir sacrifié l'interprétation libre de la conscience, certains se soucient très peu de la qualité de leur propre interprétation et de la compréhension de celle des autres. La vraie démarche éthique creuse et ouvre à la fois l'intelligence de soi, du monde et des autres. Elle est aussi empathique que critique. Elle oblige à l'auto-évaluation,

à la correspondance du pensé et du vécu. Science et technique ne suffisent pas ; autrement, on pourrait se contenter des confrontations d'experts. Il s'agit ici davantage d'une sagesse collective élaborée par un rude apprentissage d'interprétations confrontées, revues, corrigées, réinventées dans une communauté humaine historique.

3. Retour constant aux vécus

L'expression libre et la confrontation d'interprétations peuvent devenir des rituels démocratiques décrochés de la vie réelle, de vrais comportements. Ce qu'on peut abuser des mots et des théories ! La crise du langage en témoigne. La structure linguistique des discours de toute tendance véhicule les mêmes mots : liberté, justice, démocratie. On s'accuse des mêmes péchés : fascisme, intolérance, etc. Le propos éthique est piégé sans les validations du vécu réel, des gestes effectifs. Il ne faut donc pas se contenter d'assurer uniquement la cohérence de l'expression ou de l'interprétation. Celle du vécu importe davantage. Que de contradictions à ce niveau ! N'est-ce pas le lieu premier et dernier de validation des intentions ? Une science se renouvelle en revenant à son champ propre d'expérience pour mettre à l'épreuve ses théories. Nous imposons-nous le même processus pour jauger la pertinence de nos opinions et de nos politiques, morales ou autres ? *Nous avons une éthique de gros billets de banque... sans monnaie pour l'échange quotidien. Charte des droits de l'homme, idéologie officielle généreuse, critique sociale radicale donnent de l'altitude aux idéaux.* Mais les hommes commencent vraiment à se questionner, à réagir, à penser et à agir quand ils sont confrontés au réel. Dans la plupart des cas leur vécu est le premier et le dernier catalyseur de réflexion. Or, il n'y a plus de congruence éthique à ce niveau-là. La quotidienneté, répétons-le, a perdu ses axes de référence. Les citoyens sont idéalement sur-conscientisés et pratiquement sous-conscientisés. Qui les interpelle dans leurs comportements véritables ? Plusieurs décrochent de la société, peut-être parce qu'ils n'y retrouvent même pas les questions de leur vraie vie. Voyons comment se pose la majorité des problèmes actuels : leurs causes sont rattachées aux structures et leurs conséquences aux vécus. Bien peu envisagent la problématique inverse. D'où le faible coefficient d'autocritique. C'est pourtant là le test de vérité de l'honnêteté de base.

Que les uns et les autres soient amenés à regarder ensemble le vécu dans toutes ses dimensions, voilà une autre étape de la maturation de la conscience individuelle et collective, une première objectivation. Mais nous ne voulons pas isoler ici ce processus. Il faudra toujours la distance critique de la norme et de son interprétation. Les temps de crise sont marqués par l'alternance folle de l'idéalisme et du pragmatisme, des idéaux décrochés et des vécus sur le tas. Le raccord entre la conscience et la vie est plus difficile. Raison de plus pour y investir davantage.

4. Médiation des lieux communautaires quotidiens

L'affaiblissement des communautés quotidiennes n'est pas étranger à l'appauvrissement de l'éthique collective. En effet le comportement moral est surtout mis à l'épreuve dans les rapports familiaux au travail, à la maison, bref dans les relations courantes de la vie. Bien sûr, il y a de grandes considérations éthiques autour de la société en gros, des macro-rapports de classes, de pouvoirs. Mais qu'en est-il des solidarités de base, des petits intérêts en jeux, des collectifs quotidiens ? Nous avons bâti une morale pour le deuxième étage, une morale qui n'atteint pas les pratiques ordinaires. Le divorce a atteint un seuil schizophrénique. On critique sévèrement la grande société sans remettre en cause le style de vie du citoyen, du travailleur, de l'amoureux, bref des personnes concrètes. Malgré la prolifération des sciences et des techniques psychologiques, les relations directes entre les hommes font très peu l'objet de considérations éthiques. Celles-ci sont réservées pour la conscience intime ou pour la grande société. L'interpersonnel et le communautaire deviennent des instances gratuites marginales et même sauvages dans les styles de vie actuels. On tend à les décrocher des réseaux institutionnels.

Le plus bel exemple se trouve dans l'organisation du travail : d'une part un travail très individualisé (poste, rémunération, etc.) et d'autre part un syndicalisme de plus en plus politisé et moralisateur. Entre les deux, aucune communauté de travail, et bien peu de rapports quotidiens d'entraide, de co-responsabilité et de solidarité. Les travailleurs reproduisent en petit, et entre eux, ce qu'ils reprochent à la grande société : ses inégalités, ses égoïsmes collectifs, son idéologie des intérêts privés, sa structure de pouvoir.

Je ne crois pas possible l'émergence d'une éthique collective réaliste et efficace sans la ré-invention de solidarités de base et de milieux de vie où l'on apprend à conjuguer d'une façon concrète la justice, la liberté, la fraternité, l'égalité, le partage équitable des charges et des rémunérations, la co-responsabilité, le respect et l'aide des moins forts. Comment revendiquer une société plus juste et se préoccuper si peu de transformer le milieu immédiat, à portée de main ? Créer de nouvelles formes de solidarité, c'est anticiper ce qu'on veut avoir comme société. Il y a trop d'écart entre la volonté de démocratiser les grandes institutions et le comportement individualiste quotidien. Un second regard nous fera peut-être découvrir que les individus se replient sur leurs intérêts immédiats, parce qu'ils ne voient et ne savent comment établir de justes rapports horizontaux entre eux. Les morales *d'hier et d'aujourd'hui* ont été des morales verticales. Dénonciation de la domination des grands, libération des petits d'en bas. On moralise pour « au-dessus » ou pour « en bas », mais très peu entre pairs.

5. Dynamisation par l'action collective

La morale a été « transférée » de l'acte au spectacle. Les rituels juridiques, dramatiques, politiques permettent de maintenir l'éthique en dehors des circuits de l'existence. L'instance éthique est réservée au procès monté, à l'enquête, à la scène, à l'écran. Les tribunaux se sont multipliés. Les procès des autres occupent tellement « l'opinion » que personne n'a plus le temps de s'interroger sur soi-même, sur son milieu, sur ses groupes d'appartenance. Cet état de chose a une autre conséquence : la critique passive. Il manque à l'éthique actuelle ce qui la rendrait plus positive, plus créatrice et plus dynamique. Nous avons déjà signalé l'importance des projets collectifs pour concrétiser et dynamiser une intention, une conviction ou une option partagées. Le champ moral des uns et des autres est pavé de bonnes intentions, de grandes inquiétudes et parfois de profonds pessimismes. On ne s'est pas donné de mains à ce niveau.

La morale est restée répulsive et est devenue hypercritique stérile. On cherche ailleurs des raisons de vivre, des dynamismes de dépassement, comme si on ne croyait pas vraiment à ces valeurs au nom

desquelles on dénonce autrui. Une morale sociale d'anti-profit et une dynamique personnelle de *self-interest* ! Cette contradiction devient de plus en plus fréquente. La morale se fait de plus en plus verbalisante. Elle motive de moins en moins d'engagements quotidiens collectifs, malgré certaines politisations spectaculaires. Voyez certaines dérives : par exemple, l'évacuation de l'amour dans la lutte collective. Justice politique et amour individualiste. On ne mise pas sur l'amorisation des grands collectifs humains. On réserve la tendresse pour les actes privés de l'amour et de l'amitié réservés à ses « proches ». La conscience collective malheureuse creuse son pessimisme dans l'inaction, son dégoût dans la résistance passive et résignée. Nos démarches, critiques, sont sans proportion avec nos investissements de transformation et de libération collective. Même l'art se met de la partie pour renforcer une pathologie sociale déjà avancée. Il propose des symboliques d'impuissance et d'échec collectif, une dramatique de sous-prolétariat, mais bien peu d'ardeur de vivre et encore moins de grands gestes. Nous ne plaidons pas ici pour une quelconque bonne conscience facile, mais *pour une synergie éthique de la critique radicale et de la création collective audacieuse et lucide*. Il n'y a pas plus de demi-mesure dans l'éthique de l'action que dans le jugement sévère sur la crise actuelle. L'avantage de la première, c'est le dynamisme qu'elle soulève. Elle s'adresse à ce qu'il y a de meilleur chez l'homme. L'autre, laissé à lui-même, cultive le mépris et le découragement.

6. Harnachement des nouvelles sensibilités culturelles

- *Passage de l'homme normal, ajusté, adapté et soumis à l'homme normatif, créateur, autodéterminé et inventif*. Des normes reçues aux normes à créer. L'éthique collective n'est pas à retrouver mais à construire. Ce propos dépasse l'opposition autorité-liberté, qui a fait biaiser les débats récents. D'où ces deux camps séparant les autoritaires et les libertaires dans une psychologie simpliste de guerre. Il faut davantage harnacher cette aspiration positive d'autodéveloppement collectif qui se donne ses propres règles du jeu. Autrement, on oppose faussement l'institution et la vie, la loi et la liberté. Comme si la liberté et la vie n'avaient pas de requêtes structurelles et éthiques. Dans le désarroi actuel, leaderships et memberships sont acculés à créer de nouvelles normes, même en matière de conflits. L'intérêt renouvelé pour la créativité doit retenir sur les démarches éthiques elles-mêmes. Trop de

contestataires se sont contentés de dénoncer les règles du jeu, sans se rendre compte qu'ils avaient gardé eux-mêmes de vieux réflexes moraux peu accordés à leurs sensibilités culturelles.

- *Passage d'une éthique descendante, déductiviste, dogmatique à une éthique ascendante, « cheminante » et expérientielle.* Dans une culture où les hommes veulent inventer leurs propres chemins, il serait illusoire de garder une morale des modèles acquis et tout définis à l'avance. L'âge de la recherche, du développement, de la libération, des essais, des nouvelles valeurs et des frontières repoussées commande une éthique plus près des itinéraires individuels et collectifs, plus interne aux cheminements des hommes, plus acculturée à la diversité culturelle et spirituelle. À gauche comme à droite, combien ont peur d'une éthique risquée, distante de l'idéologie qu'ils ont érigée en absolu ? Saurons-nous accepter l'hypothèse, l'essai, la ré-évaluation en ce domaine ?

- Nouveaux rapports entre le changement et la permanence. « Les valeurs qui font progresser l'humanité ne sont pas les mêmes que celles qui la font durer ; depuis 150 ans, le monde entier magnifie les premières et saccage les secondes » (J. Fourastié, *Essai de morale perspective*, Gonthier, 1966). Cette remarque est encore plus vraie dans la décennie '70. Les hommes sont las de cette psychologie du transitoire, du provisoire, du prêt-à-jeter, des relations courtes. Ils redécouvrent l'importance des traditions, des racines, des sagesse historiques. Il faut donc une nouvelle combinatoire éthique qui établisse des relais entre les sagesse d'hier, les expériences du présent et le dégagement d'un avenir possible et d'un long terme viable.

7. Exploration des divers possibles

Il ne s'agit pas de remplacer l'éthique unanime d'hier par une autre éthique de contenu différent, mais de même unicité. Je crois nécessaire une exploration plus systématique des sagesse historiques, une intelligence plus ouverte aux diverses familles spirituelles actuelles et une prospection de toutes les avenues possibles. Je crains les batailles simplistes d'absolus, le retour à l'esprit scolastique, tant chez les opposants que chez les pouvoirs en place, tant chez les savants que chez les hommes de la rue. Des scolastiques technocratiques, idéologiques,

scientistes, religieuses ou mythiques se disputent l'adhésion de disciples à leur système.

Il faut d'abord se rappeler qu'un des rôles de l'éthique c'est d'assurer la liberté critique face aux mœurs, aux cultures, aux idéologies, aux systèmes sociaux souvent vécus comme des « en soi » indiscutables. Un certain esprit statistique a même inventé une morale de la majorité (les sondages d'opinion). Conception simpliste de la démocratie et de l'éthique. Les majorités silencieuses ne sont pas plus vertueuses que les minorités bruyantes, et vice versa. On doit davantage s'inquiéter de la méfiance répandue devant toute approche éthique. Bien sûr, on a abusé jadis du moralisme. La réaction saine au début a viré trop souvent en scepticisme, en démission et même en rejet face à la morale. Cette fibre du cœur est gravement affaiblie. Sa pauvreté n'incite pas à de gros investissements de recherche de solutions plus valables.

Nous nageons en pleine confusion et dispersion mentales. D'où la tentation de passer d'un monisme à un autre, d'une morale de devoir à une morale de droit, de la soumission résignée à la révolte nihiliste. Chercher de nouvelles cohérences partielles, c'est permettre l'émergence de divers possibles dans le champ éthique. Les globalismes actuels ne satisfont ni les uns, ni les autres. Et surtout, ils ne font pas vivre dans cette cité moderne plus diversifiée, culturellement, socialement et idéologiquement.

Nous suggérons de revaloriser ce que nous appelons *l'éthique « creuse »*, celle qui véhicule des dynamismes spirituels applicables à de multiples objectifs ou projets. Le courage, la foi, l'espérance, l'amour sont des forces de long terme, des ouvertures dynamiques à divers dépassements possibles. Nous dirions la même chose du goût, de la liberté, du sens de la dignité. J'ai vu des hommes changer leur vie et s'engager solidement le jour où ils ont relevé la tête pour la première fois au nom d'une dignité profondément ressentie.

8. Réinvention de dialectiques plus fécondes

Disons d'abord qu'il y a des conflits internes à la démarche éthique elle-même. Poser la valeur éthique, c'est en même temps lui opposer la contre-valeur correspondante. Certains ont la tentation de liquider cette double polarité au profit exclusif d'un seul pôle. On trouve une telle réduction dans les apologies unilatérales de la violence ou de la non-violence. C'est un monisme moral très dangereux qui rend les êtres incapables de vivre dans le monde réel où rien n'est jamais tout blanc ou tout noir en matière de comportement humain. On n'évitera jamais un certain coefficient d'ambiguïté à ce niveau. Si oui, on se retranche de l'histoire avec ses imprévus, ses risques et ses impondérables. L'angélisme ne vaut pas mieux que l'abêtissement. Nous ferons la même remarque sur le passage de la morale d'enveloppement à la morale de nudité. Deux purismes qui se ressemblent. Dès qu'une valeur est isolée et absolutisée, elle devient tyrannique, fût-ce l'amour. L'éthique est dialectique jusqu'au cœur de sa normativité. Ma liberté entre en rapport avec celle des autres selon plusieurs coordonnées : interdépendance, limite, conflit, réciprocité. Je puis sacrifier des valeurs au profit d'autres, sacrifier un court terme pour un long terme plus qualitatif.

Sur le plan collectif, combien de luttes stériles ou destructives viennent d'un refus de certaines dialectiques fondamentales : continuité-rupture-dépassement ; héritage-situation-projet ; sécurité-liberté-risque. Bien sûr, on peut mettre l'accent sur un pôle ou l'autre, privilégier tel ou tel rapport, ordonner différemment une échelle de valeurs. L'homme adulte, comme la société « mature », doit renouveler les rapports entre ce qui l'a fait, ce qu'il est et ce qu'il veut être. Il y a ici une concaténation étiologique fondamentale. Une morale de besoins manquera d'ouverture, de dépassement, de goût du risque, alors qu'une morale d'aspiration fera bon marché de la sécurité, de la stabilité, du réalisme des moyens. Dans une analyse comparative des attitudes des jeunes au CEGEP, et de celles des travailleurs à l'usine je me suis rendu compte de ces deux univers exclusifs. Les ouvriers-petits-salariés manifestaient des besoins sécuritaires en bosse. Il fallait fouiller pour faire monter des aspirations refoulées et dégager une dynamique d'avenir autour de certains risques collectifs. Chez les jeunes, il y avait une insécurité en creux, latente et non assumée. Dans les deux cas,

une dialectique majeure était brisée. La reconstruction éthique ne pouvait se faire que par deux approches différentes.

9. Établissement de nouvelles cohérences éthiques, légales et politiques

Une longue expérience de consultant m'a appris que la plupart des intervenants (travailleurs sociaux, éducateurs, etc.) et des commettants ne savaient pas distinguer entre décision de conscience, loi morale et loi civile, entre mœurs et norme éthique, entre système de règles (morales) et orientations de vie et d'attitudes (éthiques).

Dans la société traditionnelle, surtout dans la chrétienté, on coulait dans un même moule univoque la loi divine, la loi morale et la loi civile. Voici qu'un gouvernement porte des lois qui laissent place à de libres décisions qui enfreignent la moralité reçue. Voici qu'un épiscopat refuse de faire pression pour ne pas imposer la morale catholique à tout le monde. Eh quoi, la morale n'embrasse-t-elle pas tout : les situations particulières, les lois, les politiques et même les conduites religieuses ? Cette relativisation de l'instance morale n'est pas seulement reliée à des phénomènes empiriques comme le pluralisme culturel, social ou idéologique et philosophique. Elle tient à d'autres facteurs : la disparition de l'autorité absolue dans le contexte démocratique, le respect de la vie privée, la distinction entre la légalité et la moralité. Il y a des comportements immoraux qui ne sont pas illégaux. Bien sûr, on ne doit pas conclure à l'absence de liens entre le moral et le légal. C'est là que rentre en jeu le discernement politique qui doit tenir compte des facteurs précités. Par exemple, déterminer les limites d'une coercition légale, juger l'applicabilité d'une loi dans une société et une époque données, prendre en considération les mœurs (éthos) du milieu tout en maintenant l'instance éthique normative et éducative sans pour cela s'y identifier.

Les cohérences ici ne seront jamais parfaites et définitives. Elles doivent être à la fois éthiques, légales et politiques. On aura à les refaire ou à les réinventer en tenant compte de l'évolution de la société. La démarche politique (dans son sens le plus large : hauteur de point de vue, participation démocratique, choix fondamentaux, etc.) assouplira la rigidité des codes légaux. Mais l'instance éthique empêchera le

politique de glisser dans l'arbitraire, l'autoritarisme ou le laisser-faire. Face à la tâche de réinventer une éthique collective, j'ai l'impression que les autorités tout autant que les citoyens démissionnent trop facilement. On a tendance à reléguer l'évaluation morale dans la soute des consciences privées. Certains événements publics récents qui avaient de fortes incidences morales nous ont révélé la pauvreté ou même l'absence d'un cadre cohérent de jugement chez les politiciens, les juristes et les citoyens ordinaires. Tout se passe comme s'il n'y avait plus de sagesse collective pour situer les problèmes soulevés. Or, c'est précisément le rôle d'une telle sagesse que d'établir de justes rapports entre le politique, le légal et le moral. Le moule univoque d'hier n'existe plus. Le jugement individuel devient vague, erratique parce qu'on a négligé de redéfinir des lieux de cohérence et des cadres de référence pour l'ensemble des membres de la société. La charte des droits de l'homme n'est pas suffisante pour établir ici un paradigme valable.

10. Le façonnement de nouveaux paradigmes

Plusieurs ont gardé l'ancien système de règles pour la vie publique, tout en tentant de développer une éthique personnelle pour la vie privée. Le premier a perdu sa consistance et sa congruence, La seconde n'a pas trouvé sa cohérence. On ne résoudra aucun des deux problèmes en isolant ici deux univers étanches. Voyons les choses de plus près.

Il y a tantôt conflit entre les anciennes valeurs et les nouvelles valeurs, tantôt absence de cohérence des nouvelles. Beaucoup de citoyens connaissent une sorte de surimposition d'un nouveau noyau de valeurs sur l'ancien noyau qui n'a pas été réévalué ou redéfini. La modélisation éthique est un processus très complexe. Les révolutions économiques, politiques, scientifiques et culturelles des derniers siècles ont bouleversé de fond en comble les modèles moraux traditionnels. La sexualité en est le plus bel exemple. Des sociétés qui ne contrôlaient pas les effets physiques de la relation amoureuse ont multiplié les lois civiles et morales pour éviter les conséquences que l'on connaît. Le contrôle acquis, la problématique change profondément ; mais il ne fournit pas de nouveau modèle normatif. Il n'y a pas à vrai dire d'éthique sexuelle correspondante aux nouvelles conditions scien-

tifiques, culturelles et sociales. Les débats actuels en témoignent. De même les tentatives de solutions se limitent très souvent à la connaissance et à la maîtrise de mécanismes physiques, psychologiques ou sociologiques, sur un fond culturel rarement critiqué avec une philosophie morale critique. Bien sûr, on parle d'éducation. Mais le contenu éthique de celle-ci n'est jamais présenté et analysé de façon systématique. D'où le désarroi latent qui demeure après tant d'informations, d'initiations psychologiques ou autres.

Voici que la science paradoxalement, dans ses recherches de pointe, semble nous ramener en arrière et nous faire découvrir ce qu'on appelait jadis « l'ordre naturel ». Des convergences extraordinaires amènent à penser l'homme dans un système unique bio-psycho-socio-culturel à la base de tous les paradigmes historiques. Voilà une première assise pour réconcilier nature et culture, matière et esprit que trois siècles de cartésianisme avaient séparés en univers parallèles. Des raccords nouveaux apparaissent entre une éthique d'autodéveloppement et un monde fait de *Self-organizing systems*, capables d'auto-régulation, aptes à se réorganiser par-delà les brèches du hasard et des ruptures encore mystérieuses.

Mais dans un tel contexte qu'advient-il de la liberté et de la responsabilité humaines ? Illusion ? Passion inutile ? Disons au point de départ que la liberté ne saurait plus se penser et se vivre d'une façon insulaire. Elle fait partie d'une économie extrêmement complexe. On ne fait pas fi d'une évolution répartie sur des millions d'années. Par exemple, cette hypothèse d'une différenciation sexuelle et culturelle qui aurait mis quatre millions d'années pour se définir. Contraste énorme avec certaines prétentions actuelles d'une révolution culturelle ex nihilo. Et pourtant, les néo-utopistes peuvent contester à leur tour l'esprit systématisé et déterministe chez des scientifiques incapables de regarder en elle-même et à son propre plan la conscience de l'homme. Il y a ici une transcendance qui échappe aux systèmes génétique, cérébral, écologique et même culturel. Cette transcendance n'est pas un « pur mystère incompréhensible », un trou que la science comblera un jour. L'homme a une conscience vive et très réelle de ce « drôle de petit sens » (Sartre) qui lui est propre, de cette liberté capable d'enfreindre les lois de cette médiation extraordinaire des systèmes. Ce serait minimiser l'homme que de ramener la liberté à la brè-

che du hasard, comme l'ont fait certains structuralistes scientifiques égarés en philosophie. La liberté constitue un écart dynamique extraordinaire pour transcender « le système » tout en l'assumant. Sans elle, il n'y a ni science, ni histoire, ni civilisation. Les cultures ne sont pas que des variétés de nature, indépendantes de l'initiative des individus et des groupes historiques.

Voilà le deuxième niveau de paradigme. Celui où conscience transcendante et liberté inventent des *praxis* proprement humaines, façonnent des demeures et des oeuvres rêvées, symbolisées et réalisées à partir d'initiatives conçues et voulues par les hommes eux-mêmes. Entre l'architecte et l'abeille, entre la cité et la ruche, entre la liberté intelligente et l'ordre de l'instinct, il y a tout un monde de créativité gratuite, de recherche éthique, de possibles nouveaux, de progrès et d'erreurs, de fautes et de conversions, d'échecs et de victoires, de sagesse et de démesure.

L'éthique établit ici une dialectique entre les systèmes du monde et le monde que l'homme veut bâtir. Je crains ces choix exclusifs et simplistes qui optent soit pour la cité, soit pour la nature vierge. Ils troquent l'économie éthique avec ses composantes essentielles : les systèmes de base, la nucléation de valeurs et les finalités du projet humain libre. Il faut établir des rapports vivants, justes et créateurs entre l'histoire qui nous a faits, celle que nous voulons faire, et les requêtes contemporaines d'humanisation.

Si l'éthique globaliste d'hier réduisait faussement la complexité d'une telle économie, les éthiques partielles d'aujourd'hui sont toutes aussi simplistes. Des féministes, par exemple, considèrent comme un épiphénomène les différenciations naturelles et culturelles de l'homme et de la femme. Un exemple extrême de tant d'aberrations modernes en tout domaine : de la mode unisexe au rejet de la famille, etc. Trop de projets pseudo-éthiques n'ont ni base, ni cohérence, ni finalité. Plusieurs entrent dans le bois en jetant la boussole, comme si celle-ci restreignait la liberté. Le refus de certains faux « bon sens » d'hier ne justifie pas le rejet aveugle du bon sens tout court.

Plus on joue la carte d'une société ouverte, d'une exploration de tous les possibles, plus les exigences de lucidité et de responsabilité

grandissent, plus la liberté devient aussi difficile que passionnante, plus les possibilités d'erreurs s'accroissent, plus la conscience critique et les instruments d'évaluation doivent s'affiner. il y a ici une concaténation de démarches éthiques, qui constitue un paradigme accordé aux requêtes historiques actuelles.

Que d'exemples nous aimerions donner ici ! Avons-nous compris le rôle complexe des paradigmes rituels : fournir un réseau intégré de symboles de compréhension, d'identification, de socialisation ; établir un dialogue entre le monde intérieur et le monde extérieur, entre l'institution et la vie, entre la liberté et la nécessité, entre le rêve et la réalité, entre les mythes et l'histoire, et même entre l'ordre et le chaos. La cité moderne a brisé les rituels qui rythment la vie comme le cœur. Elle fait fi de cette respiration vitale. Il ne reste que des *happenings*, des avalanches de nouvelles chaotiques. Combien de citoyens étouffent sans même savoir pourquoi ? Éducation, travail, amour, rythmes d'existence, rapports quotidiens en miettes. Où commencent et où finissent l'enfance et l'adolescence ? Qu'est-ce qui est geste d'adulte ?

Sur-détermination de structures et de techniques rationnelles et sous-détermination des conduites humaines, des rapports interpersonnels et communautaires, des échelles de valeurs, des finalités et des projets de vie. Prétendre changer la vie et ne pas savoir l'économie minimale du façonnement critique et créateur d'un style de vie, c'est une illusion. Réclamer des « politiques » sans le moindre cadre éthique de référence, c'est renforcer le technocratisme non finalisé des mécanismes programmés ou bien l'utopisme de valeurs éclatées et sans mains.

Nous avons tenté dans ce chapitre d'établir un ensemble de démarches susceptibles d'aboutir à la constitution d'éthiques collectives mieux fondées, plus cohérentes et susceptibles de favoriser un débat démocratique plus qualitatif et centré sur les enjeux cruciaux. C'est sur le plan éthique que la vie privée et la vie publique révèlent leur manque de profondeur, de cohérence et de finalité, leur pauvreté d'humanité. La révolution actuelle se fait plus spirituelle. Elle a besoin d'une éthique à la fois mieux articulée et plus souple, aussi dynamique qu'ouverte, aussi réaliste qu'imaginative.

L'éthique bien conçue renouvelle de fécondes concertations entre la science, la technique, l'art et la sagesse. Elle est une économie de base de l'histoire et de l'aventure humaine, des itinéraires individuels et de l'évolution sociale. Rien ici d'un moraliste étroit qui s'approprierait une telle dynamique pour justifier le statut quo ou un conservatisme stérile. Mais ce serait suicidaire ou irresponsable de refuser toute boussole pour orienter notre goût profond de liberté et nos projets collectifs. Bien sûr, cette boussole n'est pas pur héritage ni simple technique. En régime humain, c'est un paradigme qui doit beaucoup à la responsabilité libre, intelligente, créatrice, solidaire et courageuse des hommes.

La prochaine étape nous permettra d'aller plus loin dans cette recherche d'une nouvelle dynamique éthique capable de donner élan, profondeur et horizon à ce qu'il y a de meilleur chez l'homme et la société d'ici.

NOTE :

Les limites de cette étude nous empêchent d'élaborer plus avant sur la démarche éthique dans le contexte historique actuel. Par exemple, cette revendication d'inventer une nouvelle morale dans l'expérience, libre des postulats reçus, pré-établis et absolus. Une telle morale se veut plus problématique que dogmatique. Récemment, certains ont plaidé pour une morale consécutive, donc à l'opposé de la traditionnelle uniquement en amont ou en surplomb de la liberté et de la responsabilité. Aux lois transcendantes on oppose « l'autorisation de soi par soi ». À la limite la conscience devient une île où l'individu est seul maître à bord. Ici, c'est la socialité de l'homme qui s'appauvrit. Respecter ou renvoyer les autres sur leur île ne résout pas le problème de fond d'une éthique collective d'hommes qui vivent ensemble dans un même milieu, surtout au moment où des interdépendances planétaires s'entrecroisent avec les solidarités quotidiennes des plus humbles contextes de vie.

De plus, comment aborder le problème de la multiplication des morales dans une même société ? La société permissive laisse chacun à ses « préférences », mais tôt ou tard, il faut qu'on les confronte aux « références » pour les choix collectifs comme pour les lois. Bien sûr,

la démarche est radicalement changée par le passage du stade normatif au stade normateur. L'homme qui veut faire l'histoire et non la subir, doit se réapproprier la détermination éthique. Mais une telle revendication ne lui épargne pas la tâche de fonder sérieusement ses jugements, ses choix et ses engagements. Peut-il le faire uniquement en son âme et conscience ? Très soucieux des pertinences, l'est-il autant de la vérité de ses opinions et de ses décisions ? La critique récente a surtout contesté l'origine de la morale, la non-pertinence des vieux codes, le divorce entre le discours moral officiel et les changements de culture, de mœurs, de style de vie. Mais en même temps, elle a parfois rejeté aveuglément ce qu'autrefois on appelait les « principes ». Comment alors assurer un minimum de cohérence, de continuité, de consensus et même de communication sans un minimum de références à un ensemble intégré de points de repères ? Sans cela, quelle éducation, quelle politique seront possibles ?

Évidemment, il ne faut pas revenir à la morale close dont parlait Bergson. Il faut aussi maintenir l'instance critique de Pascal : « La vraie morale se moque de la morale ». Mais sommes-nous conscients des travers d'un nouveau cléricalisme moralisateur exercé par certains scientifiques qui se donnent le beau rôle en réduisant la conscience à certains impératifs de *L'éthique de la connaissance* (J. Monod) ? L'éthique ne coïncide pas plus avec la science qu'avec les mœurs, ou encore les absolus dogmatiques. Elle comporte une brèche de liberté qui fraie le passage aux divers possibles de projets humains imaginés, voulus et engagés par-delà l'univers des nécessités. Le scientifique risque de ramener cette liberté au hasard. Étrange récurrence d'une autre forme de providence arbitraire.

Mais retenons les aspects positifs d'une conduite éthique moderne plus positive, plus marquée par le goût de vivre. On ne veut plus s'enfermer dans la contradiction d'une certaine morale de la loi absolue : « C'est raisonnable et sensé, malheureusement, c'est interdit par la loi morale ». Descartes, avec raison, disait qu'il est bon d'interroger l'avis des sages, mais qu'il est meilleur de regarder davantage ce qu'ils font. Une norme, dans la mesure où elle éclaire immédiatement une démarche humaine, ne saurait être absolue. Ce que les clercs de toutes sortes n'ont jamais compris. Par ailleurs, c'est fausser le débat que de tout ramener à l'opposition simpliste : code *versus* conscience en situation.

Il faut une constante dialectique entre les deux. Mais celle-ci comporte une certaine « économie » de redéfinition et de renouvellement. Voilà ce que nous avons voulu repérer dans cet ouvrage.

De la critique idéologique à la philosophie sociale

Un positivisme inavoué

[Retour à la table des matières](#)

Jamais il n'a été autant question des droits de ceci ou de cela à propos de tous les problèmes privés ou publics. Le mot « droit » devient le passe-partout pour ouvrir, enfoncer ou fermer toutes les portes. Dans les sociétés traditionnelles pré-démocratiques, surtout dans les régimes de pouvoir absolu, le « devoir » était le mètre universel de jugement. Les hommes simplifient facilement les exigences de la philosophie éthique. Certains pouvoirs ramènent la « morale » à des repères réducteurs pour mieux dominer ou se protéger. Mais le soupçon de Marx sur la « fausse conscience » idéologique s'applique aussi à des complicités largement diffusées chez les citoyens.

Comme nous l'avons déjà noté, le passage culturel de l'homme « normal » à l'homme « normatif » ne nous dit rien sur les contenus de ce nouveau déterminant éthique. De même le primat de l'instituant sur l'institué. On qualifie ici d'autres démarches, d'autres processus sociaux, culturels et politiques sans définir les philosophies sous-jacentes. Après l'anti-théâtre ou l'anti-roman, certains glissent vers l'anti-philosophie. À l'autre extrême, des structuralistes opposent leurs systèmes de contenants à tous les contenus humanistes. Les humanismes de divers horizons sont battus en brèche, tantôt au nom d'une option anti-système, tantôt au nom de l'esprit de système lui-même.

Débats d'intellectuels ? Fuite de la crise ? Anarchie antiintellectuelle ? Manœuvre des pouvoirs dominateurs ? Idéologie technocratique instrumentale ? Chacune de ces explications ne saurait nous satisfaire. Un fait demeure certain : beaucoup d'Occidentaux n'ont plus vraiment ce que nous avons appelé une philosophie de la vie. Répétons-le, c'est là le signe évident de la profondeur de la crise de civilisation que nous vivons. Je ne puis me contenter de certains diagnostics fréquents :

- Nous explorons des terres nouvelles avec notre vieux bagage.
- Les civilisations sont mortelles, la nôtre aussi.
- Le genre humain est capable de tous les dépassements.
- Il nous faut retrouver une conscience historique.
- Seule la politisation des masses...
- Rendre la liberté possible, le reste viendra par surcroît.
- Redonner au spirituel son primat.
- Refaire des communautés.
- Se défaire de la techno-bureaucratie.
- Lutter contre l'impérialisme.

Mais on dit bien peu de choses sur l'homme ou la société qu'on veut. Le propos philosophique s'appauvrit même chez les intellectuels. Serait-ce qu'il a perdu son sol nourricier avec la destruction des sagesse populaires ? Certains Québécois, pourtant très soucieux de leurs « spécificités », empruntent leurs réflexions systématiques ailleurs, qui d'Althusser qui du Che. D'autres préfèrent « l'arrière-cour » de M. Tremblay à un sérieux programme politique. Car la littérature, voyez-vous, va au fond des choses. Mais n'y a-t-il pas trop loin entre le centre d'achats et la poésie québécoise ? Il faut plus pour bâtir un pays. Devant le vide actuel, des pouvoirs établis commencent à philosopher. Les oppositions leur laissent le champ libre. Elles se contentent de proclamer le nouveau dessein québécois, de le chanter bellement sur toutes les scènes.

Jusqu'à preuve du contraire, on ne me convaincra pas facilement que sociétés et individus peuvent faire l'économie d'une forte pensée bien structurée pour donner cohérence aux sentiments comme à l'action. Je songe ici à bien des exemples révélateurs. Un groupe de jour-

nalistes éminents de chez nous concluaient une réunion « sérieuse » sur la situation québécoise en ces termes : « Il nous faut des faits ». Mais avec quel équipement critique poursuivra-t-on l'intelligence de ces faits ? Je retrouve ce même positivisme (bien libéral) chez un tas d'experts, d'analystes qui plaquent leur système instrumental sur une réalité aussi mal prospectée que non formalisée. À l'autre extrême, des marxistes-léninistes, sans culture politique et historique, répètent les stéréotypes de leur petit système endisqué. Le verbe idéologique abondant des uns et des autres n'a de la philosophie sociale que les apparences, si nous en jugeons par son faible coefficient d'autocritique. Test par excellence d'une authentique démarche philosophique ¹⁸. On me reprochera ici de prendre mes interlocuteurs de haut. Mais que diable, je ne puis supporter ces diverses formes de refus face à l'intelligence critique. Combien s'arrêtent en chemin dans l'investigation des questions les plus fondamentales qui nous assaillent ? Je voudrais faire état de quelques-uns de ces problèmes clés.

Libertés individuelles et libertés collectives

On sait le difficile équilibre entre les libertés individuelles et les libertés collectives. Les libéralistes au pouvoir flairent un certain collectivisme totalitaire chez ceux qui fondent leur conception de la société sur de fortes solidarités chez les citoyens. Pourtant ces solidarités sont nécessaires non seulement dans un contexte de sous-développement, mais aussi dans nos sociétés capitalistes agressives, davantage favorables aux personnalités fortes. Par ailleurs, une telle insistance peut mettre en veilleuse la sensibilité occidentale fortement attachée à la liberté individuelle. N'y a-t-il pas ici une valeur fondamentale ? Mais les objecteurs reviennent à la charge en soulignant les abus de la liberté individuelle chez les plus forts. De plus, cet individualisme amène un style de société chaotique et peu éthique. On n'a qu'à penser au saccage des conduites de vie et des cohérences morales

¹⁸ Évidemment, il faudrait mentionner ici la pauvreté de l'univers philosophique comme tel au Québec. Où sont les philosophes de chez nous, qui éclairent systématiquement les problèmes de fond de notre milieu ? On a l'impression qu'ils tournent en rond. La scolastique nous aurait-elle asséchés pour longtemps ? Le débat récent sur la philosophie dans l'enseignement est tombé à pic... dans le vide... faute de combattants. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on cherchera vainement au Québec des couvres solides en philosophie sociale.

de base. Par exemple, n'est-ce pas abuser du bon sens que de faire de l'avortement une question de droit absolu de la mère ? Parfois, on va jusqu'à évoquer le droit au suicide. De même on ne peut parler de droit de l'État face à la peine de mort. Il s'agit plutôt de moindre mal, de mesures d'exception, d'équité relative.

Retenons d'abord les deux faiblesses majeures des libéralistes : l'aveuglement devant les conséquences désastreuses d'un style de société si peu solidaire, d'une économie foncièrement asociale, dans une politique oligarchique et ploutocratique. Mentionnons aussi les déséquilibres psychiques, sociaux et culturels qui accompagnent cet individualisme exacerbé. L'idéologie libérale dominante s'est tellement diffusée chez les Occidentaux que même les opposants s'en inspirent malgré eux. Ainsi une certaine contre-culture exalte un « laisser-vivre » irresponsable qui reproduit inconsciemment le laisser-faire du libéralisme. *Après avoir corrompu le public, le capitalisme répand son acide corrosif et abrasif sur le privé.* Dans les années '50, des enquêtes révélaient que près de 25% des citoyens des grandes villes occidentales présentaient des troubles psychiques assez graves. Aujourd'hui de nouvelles enquêtes portent le pourcentage à près de 35%. Il y a évidemment bien des causes. Mais l'agressivité anarchique du capitalisme y est pour beaucoup. D'où cette contradiction entre l'apologie de l'initiative et de l'entreprise privées et la corrosion de la vie privée comme de la vie publique.

Qu'on nous comprenne bien, il n'est pas question de minimiser un tant soit peu l'importance des libertés individuelles. Nous savons trop leur prix après des siècles de longues luttes. On a mis bien du temps avant de reconnaître le caractère sacré et inviolable de la personne, de la liberté individuelle, de la conscience. Mais certains se servent de ce fer de lance pour justifier des positions ou des attitudes asociales. Subtilement, ils opposeront liberté individuelle et asservissement collectif, comme si la liberté n'avait pas de socialité interne. Je pense à certaines affirmations fréquentes des libéralistes : « Seule, la personne est sujet de droit ». Situé dans les contextes historiques et politiques réels, ce jugement isolé et unilatéral devient un sophisme anti-humain et anti-politique. L'individu, partie prenante d'une classe ou d'une ethnie dépossédée, aliénée et dominée, sait que les libertés et les droits indivi-

duels lui sont inaccessibles. Sa libération passe par celle de sa classe ou de sa communauté.

Cela ne vaut pas seulement pour les pays sous-développés et colonisés. Au cœur des pays riches, il y a des classes, des minorités, des groupes marginaux et même des majorités asservis et privés de droits fondamentaux. Seules les personnalités fortes se percent un bon trou au plafond. Trop d'études sur la mobilité sociale, culturelle ou économique nous le prouvent. Certains slogans libéraux sont devenus des mythes pernicioseux. Par exemple l'accessibilité universelle des études supérieures, fondée sur une prétendue égalité de chances. Les jeunes appartenant aux classes populaires connaissent au départ des seuils critiques infranchissables. Le contexte culturel et économico-politique bourgeois impose une série de conditions inaccessibles. En combien d'autres domaines existe le même problème ! Tels le travail, la protection juridique, la famille, etc.

Les mesures réformistes du néo-capitaliste n'ont pas changé fondamentalement cet état de choses, parce qu'on continue de proclamer des droits en dehors de leur véritable contexte social. Il n'est pas nécessaire d'être « idéologue » pour contester radicalement le modèle bourgeois des libertés individuelles. La démocratie est un vain mot abstrait sans le test de vérité des promotions et des libérations collectives.

Les libéraux généreux se leurrent quand ils souhaitent une société plus solidaire uniquement à partir d'une philosophie unilatérale des libertés individuelles pour tous. L'histoire des derniers siècles dément cette naïveté. Une telle philosophie individualiste a permis la domination des plus forts et des terribles exploitations de l'homme par l'homme. Les droits « sociaux » ont été arrachés de longues luttes aux pouvoirs libéralistes. Même les Églises ne les ont reconnus qu'après des décennies de combat des masses laborieuses. Le pseudo-contrat social de la démocratie libérale ne changeait pas vraiment les rapports entre le fort et le faible. Il ne faisait qu'alléger les inconvénients d'un rapport de force laissé intact. Il accordait les mêmes droits à tous, mais non le pouvoir d'y accéder. Une philosophie politique qui sépare le droit et le pouvoir est piégée. Elle relève de la fausse conscience idéologique dont parle Marx.

Avant de pousser plus loin notre réflexion, retenons un corollaire des remarques précédentes. Nos sociétés occidentales libéralistes ne sortiront pas de leur profonde crise actuelle, si elles maintiennent les mêmes postulats. Les libertés sociales des « collectifs » de base peuvent permettre un renversement de perspective et initier un style de société plus solidaire que le libéralisme capitaliste, réformé ou non, ne saura jamais produire. Mais il serait illusoire de croire que les riches et les pouvoirs établis opéreront d'eux-mêmes cette transformation profonde. Les collectifs de base ne feront pas l'économie de très dures luttes de pouvoir pour fonder une réelle accessibilité universelle aux droits individuels et collectifs. Mais quel itinéraire à parcourir, quand on voit ce qui se passe présentement ! De toutes les façons imaginables, le patrimoine commun est approprié et dilapidé par des intérêts privés individuels et collectifs. Il existe des égoïsmes collectifs aussi pernicious que les égoïsmes individuels, jusqu'au cœur d'institutions officiellement dévouées à la promotion collective. Je pense, par exemple, au syndicalisme nord-américain qui soutient indistinctement toutes les luttes de ses membres, qu'elles soient justes ou pas. Ce serait terrible si les classes populaires se détournaient du seul instrument de libération collective qui reste à leur portée. En effet, il n'y a pas encore chez nous, particulièrement au Québec, un parti qui regroupe vraiment les forces populaires.

Mais on ne peut se limiter ici à des instruments comme le parti ou le syndicat. L'idéologie dominante est trop diffusée dans les masses nord-américaines pour ne pas songer à une critique et à une action plus radicales sur les fondements mêmes de la philosophie libérale. Je persiste à croire que la démarche éthique, *entre autres*, sera d'un apport précieux non seulement dans cette œuvre de démystification et de dédomestication, mais aussi dans l'élaboration d'un autre projet de société. Essayons d'abord de mieux cerner le discours légitimateur du pouvoir libéral.

La « fausse conscience »

Seul l'individu est « sujet » de droit. Le droit de se nourrir, de travailler, de se soigner, de s'instruire, de s'exprimer librement. La seule limite, c'est la liberté des autres. Ici le propos libéral se fait encore plus généreux dans ses idéaux : « À ces libertés correspondent évidemment des obligations dont l'importance est d'autant plus grande que la liberté dont on jouit est étendue ». Dans ce contexte, l'État sera à la fois arbitre des droits, des obligations et des libertés jusque dans leurs aires de conflit. Ici apparaît la philosophie de base : « L'intérêt général est la pondération particulière des divers intérêts privés en cause ¹⁹ ». Les groupes n'ont de légitimité que dans la défense des intérêts de leurs membres, et cela, selon les normes établies de protection juridique, politique ou économique. Ne l'oublions pas, il y a aujourd'hui un néo-libéralisme qui se dit plus « socialisé ». Il admet que l'État puisse se faire producteur direct de biens et de services, particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'habitation, de la sécurité et de l'assistance sociale. Mais à vrai dire les services publics ne sont conçus qu'en fonction des individus. Les constituants proprement collectifs, les tissus sociaux, les communautés ne sont que des soutiens extérieurs aux individus. Ici, la dimension sociale n'est

¹⁹ Ces propos d'André Raynauld, président du Conseil économique du Canada, illustrent bien le caractère primaire de la pseudo-philosophie libérale. Il n'y a de sens et de valeur que dans les intérêts particuliers. L'intérêt général ici n'est que l'objet d'une pondération. L'économiste a sa règle à calcul en dessous de la table, toute prête pour mesurer l'espèce sonnante et trébuchante. L'intérêt général n'a aucun contenu à son niveau. Il ressemble à cette conception du groupe comme somme quantitative d'individus. L'intérêt général, ici, comme la communauté, n'a pas d'économie et de finalité propres. Il ne constitue pas une dimension véritable de l'expérience humaine. C'est un institué et non un instituant. On se rend compte ici du caractère anti-politique et bien peu « social » de tels postulats. Une philosophie politique minimale nous enseigne que l'instance politique véritable émerge quand on atteint le palier du projet de société, de choix sociétaires par delà les compromis des intérêts particuliers. Toute communauté humaine, la famille par exemple, ne se réduit pas à un simple compromis provisoire entre ses membres. Il y a une dynamique communautaire originale et irréductible. Les libéralistes n'y comprennent rien. D'où leur incapacité de proposer de nouvelles orientations sociétaires avec une telle philosophie primaire, anti-politique et asociale.

pas interne à cette philosophie de l'homme. Mais avant d'aborder cette critique, essayons de mieux comprendre ce qui s'est passé chez les libéralistes de chez nous. Récemment, plusieurs éminents porte-parole ont discoursé dans le même sens, tels P.E. Trudeau, C. Castonguay, A. Raynauld. La description du paragraphe précédent était en quelque sorte un résumé de leur plaidoyer.

1. Notons d'abord chez eux l'adhésion non critique à un certain pragmatisme positiviste nord-américain. Ils opposent le succès anglo-saxon à l'échec latin-catholique, à partir de deux ou trois critères : la liberté individuelle, le réalisme face aux biens matériels, l'indépendance de la fonction économique. Leur idéologie se transmue ici en philosophie universelle. Mécanisme bien connu de la fausse conscience qui refuse de critiquer les réfractions de ses intérêts et de sa position sociale sur sa propre idéologie.

Par exemple, une position sociale élevée a toutes les chances de valoriser unilatéralement l'individu. En effet celui-ci, en l'occurrence, s'inscrit déjà dans tout un réseau de relations et de ressources avantageuses, alors que les citoyens plus démunis ont à créer un réseau de solidarités, de libération et de promotion collectives, et cela dans des conditions très difficiles. Les nantis n'ont pas à affirmer aussi crûment un collectif acquis, appuyé sur les fortes institutions qu'ils contrôlent. Ce collectif assuré gagne à être la partie immergée de l'iceberg libéral des droits. Corollairement, trop insister sur les collectifs des citoyens pauvres, des travailleurs exécutants, des consommateurs atomisés, c'est éveiller une conscience dangereuse à plusieurs titres : d'abord cette conscience peut mieux découvrir les collectifs cachés des classes possédantes ; elle est porteuse d'un dynamisme essentiel à une promotion solidaire de la majorité des citoyens ; elle révèle l'impuissance concrète de l'individu dans sa position de classe défavorisée ; elle saisit les vrais rapports de force et de pouvoir et menace ainsi le contrat libéral qui sait affirmer des droits idéaux pour tous et maintenir en même temps des positions de privilèges.

Le réalisme face aux biens matériels que nos libéralistes attribuent à nos riches voisins a d'étranges relents dans les diverses crises actuelles. Il cache un pragmatisme aveugle incapable d'identifier les énormes déchets et culs-de-sac qu'il a provoqués jusqu'au sein d'une éco-

nomie déboussolée et anarchique. Nous en avons longuement parlé dans la première partie de l'ouvrage. Retenons ici son incapacité d'atteindre le palier d'une philosophie et d'une éthique critiques susceptibles de confronter les objectifs économiques actuels et les crises psychologiques, sociales, culturelles et politiques des Nord-Américains. L'éclatement de l'univers économique sous-jacent forcera-t-il enfin une critique plus « réaliste » de l'idéologie dominante si largement diffusée ?

Quant à l'indépendance de la fonction économique, on sait où elle nous a menés. Les correctifs des néo-libéralistes laissent intacts les problèmes de fond d'une économie non finalisée qui ne respecte même plus ses vieilles règles classiques et officielles. Ici la crise atteint même les « moyens sûrs », les mécanismes prestigieux du succès capitaliste. Pendant des décennies, on a laissé à elle-même une activité fondamentale de la société. Des phénomènes cancérogènes comme la stagflation, la croissance-sécession en sont de pures conséquences. Voici que les néo-libéralistes, après avoir connu, un moment, une certaine mauvaise conscience sociale, retournent aux vieux réflexes avec un simplisme désarmant : « Nous avons trop socialisé et étatisé ». « Les politiques sociales sont en train d'étouffer la croissance économique ». « L'État doit se replier et redonner à l'entreprise privée son souffle d'hier ». On retourne au XIX^e siècle, au moment où il faudrait envisager un dépassement radical du système libéral. Est-ce que la stagflation actuelle dépend d'abord des politiques sociales ou plutôt de vices endogènes de l'économie capitaliste et de la société correspondante ? Nous avons tenté de répondre à cette interrogation tout au long de cet ouvrage. Ce qui nous intéresse ici, c'est le palier de la philosophie éthique, trop absent du propos libéral et des discours oppositionnistes. Allons donc plus loin.

2. Beaucoup de nos libéralistes québécois se réclament du personnalisme. Ici leurs sources philosophiques sont françaises. Au lendemain de la dernière guerre mondiale, après l'éclatement des fascismes et d'un certain ordre social, une famille spirituelle a tenté de redéfinir la civilisation autour de l'idée de l'homme « personnel », libre et responsable, de la personne transcendante, du primat de la conscience. Chez nous, ce courant humaniste venait contester une expérience historique qui avait trop duré : celle de la chrétienté. Religion de l'ordre,

de l'obéissance inconditionnelle, de l'autorité absolue, de la collectivité messianique, du droit naturel figé. Par exemple, le petit catéchisme, unique manuel du peuple, faisait peser cet ordre figé au grand dam de la conscience et d'une responsable liberté créatrice (il n'est question de liberté qu'une seule fois dans les 508 questions et réponses). Le personnalisme venait donc à point nommé dans cette vive requête de libération individuelle. D'ailleurs encore aujourd'hui, il permet à nos libéralistes de critiquer, non sans raisons, les nouvelles versions de ce catéchisme collectiviste, tel le petit manuel de Léandre Bergeron.

Il y a donc ici une sensibilité critique qui a son fondement de vérité et sa pertinence historique au Québec. Mais les choses se gâtent, quand ce personnalisme se réfracte dans un libéralisme non critique. L'intériorisation de l'expérience humaine s'accompagne ici de la privatisation des enjeux proprement humains. Celle-ci masque les problèmes structurels, les conditions collectives de l'aliénation des individus, l'exploitation des grands pouvoirs anonymes, l'asservissement de classes sociales entières. On juge de la langue, d'une politique, d'une question morale, d'une entreprise, et même d'une option ou d'un engagement sous son angle « profitable », toujours au nom d'un pragmatisme réaliste. Cette logique de l'intérêt immédiat a de terribles conséquences à long terme. La crise très « personnelle » des individus aujourd'hui en témoigne. Le système libéral s'est peu préoccupé publiquement des raisons de vivre, des rapports fondamentaux entre les hommes, des finalités collectives. Il ne sait pas se situer face aux collectifs réels locaux ou régionaux, aux collectifs de classes, de minorités, d'ethnie.

Il est étrange que nos libéralistes québécois, au cœur de leur critique de la chrétienté, n'aient pas vu les comportements réels des chrétiens. En effet, l'éthique individualiste reste le pôle principal d'une sensibilité religieuse encore majoritaire. Combien de Québécois, croyants ou non, refusent des engagements publics compromettants pour leurs goussets, leurs sécurités professionnelles, leur tranquillité privée et leur promotion individuelle ? On est loin des solidarités radicales commandées par les sources judéo-chrétiennes de notre civilisation, par des requêtes contemporaines évidentes sur tous les plans, et aussi par une philosophie sociale pratiquement absente de l'éthos capitaliste. Nous vivons la dramatique du péché originel ou de Babel, ou

encore de la Peste. Après avoir refusé les solidarités positives et libres, nous voilà des solidaires obligés dans les pollutions, les inflations, les pénuries, les injustices croissantes et les crises sans précédent. L'aveuglement du libéralisme a des sources profondes. C'est une sorte d'anti-philosophie dans la mesure où il propose une caricature du vrai visage humain. Une anti-politique qui s'est révélée dans des formes très raffinées d'exploitation de l'homme par l'homme. Il faut aller encore plus loin pour bien saisir l'enjeu éthique de fond.

Appauvrissement de la socialité interne de l'homme

Chez les libéralistes, la dimension sociale est toujours traitée comme une donnée secondaire, conséquente, extérieure ou de l'ordre du soutien. L'individu dans son autodéfinition est insulaire. Il ne s'agit pas ici d'opposer simplement une autre idéologie ou un autre courant de civilisation plus solidaire. Il faut atteindre cette composante ontologique de l'Homme, être aussi communautaire qu'individualisé. Jamais l'humanité historique n'a été aussi vivement appelée à cette communauté radicale, en deçà et par-delà les richesses spécifiques indéniables des individus, des cultures et des groupes particuliers. Nous n'avons ni éthique, ni politique « réelles » à ce niveau, surtout dans notre monde capitaliste. Nos libéralistes n'ont rien à dire sur les constituants de la communauté comme telle.

Par exemple leur puritanisme latent qui accorde tant d'importance au travail ne contient aucune conscience de l'absence de vraies communautés de travail. Le capitalisme taylorien a tué le travail humain, sa dynamique sociale interne, son lieu privilégié de solidarité et d'expérience humaine partagée. L'explosion incessante de grèves sauvages témoigne de frustrations très profondes. Celles-ci sont pourtant très reliées aux aliénations de cette importante activité quotidienne. Quel aveuglement ! On n'a qu'à penser aux pseudo-réformes libérales en matière de travail. Les réformateurs croient tout résoudre au plan de la satisfaction de l'individu, de son *job enrichment*. Mais ils maintiennent la même structure de base : les postes individuels, le statut insulaire de salarié, la concurrence sauvage dans une activité qui exige des concertations épanouissantes et fécondes.

Après avoir tu et relu tant de plaidoyers néo-libéralistes, je n'arrive pas à discerner chez eux la moindre philosophie sociale de la communauté, qu'il s'agisse de travail, d'éducation, d'habitat, d'économie 'de politique ou de que sais-je encore ? lis n'ont rien à nous dire là-dessus, encore moins sur l'éthique correspondante. lis définissent la communauté en termes négatifs ou privatifs. Par exemple, les limites que m'imposent les libertés des autres. Tout se passe comme si l'expérience collective de la liberté n'était qu'un compromis d'intérêts divergents et particuliers, une condition de paix sociale, un pur contrat provisoire. Mais ce n'est pas un constituant et un instituant de l'homme lui-même. À ce niveau, on s'en remet uniquement à la personne individuée. En appauvrissant la dimension relationnelle interne de l'homme, on a beau jeu pour l'aliéner dans des fonctionnalités extérieures à lui-même. Des fonctionnalités contrôlées par le pouvoir d'une minorité d'individus omnipotente. La « passe » est subtile, beaucoup plus que celle des collectivismes totalitaires qui dépossèdent d'une façon plus évidente les libertés. Nous craignons autant l'une que l'autre.

Nous devons nous inquiéter davantage des propres vices de notre régime libéral. Il a secrété paradoxalement un collectivisme anonyme latent grâce à ses appareils technocratiques prestigieux. Comment expliquer le désarroi de tant d'individus démunis et insécures dans ce prétendu monde libre ? Entre eux et les grosses structures pseudo-démocratiques, il n'y a ni philosophie, ni éthique, ni politique communautaires.

L'absence de politiques familiales est un indice parmi d'autres ²⁰. La chute de natalité chez nous et ailleurs suscite des commentaires

²⁰ Le Québec enregistrait en 1963 un total de 133,640 naissances. Déjà à ce moment, il y avait chute prononcée de notre évolution démographique. Dix ans plus tard en 1973, le chiffre de naissances passe à 84,921. Une baisse de 37%. 33,000 inscriptions scolaires de moins dans les écoles francophones de la CECM entre 1969 et 1973. Une telle chute a des conséquences graves de tous ordres. Déséquilibre des institutions, du personnel, des services. Déséquilibre de l'économie et de la main-d'œuvre. Déséquilibre des groupes d'âge et des générations. Déséquilibres psycho-sociologiques, culturels et moraux. Entre 1972-2001, la proportion de la population québécoise versus celle du Canada tomberait de 28% à 22,6%. Forte émigration, faible immigration et déna-

suaves chez certains libéralistes. Par exemple, des allocations familiales plus généreuses, un ministère de la Population, des mesures sociales comme les garderies, des rabattements d'impôt, une représentation politique des parents comme tels, etc. Mais on ne remet pas en cause la société libérale qui a tout organisé en fonction de l'individu, qui a refusé une autocritique de son échelle de valeurs. *L'intérêt privé exacerbé a diffusé ses critères étroits de profit, de rentabilité, et de profitabilité immédiate dans les différents domaines de la vie.* L'économie libérale est devenue culture, idéologie, mentalité ou mode de vie pour tout le peuple jusque dans les aires les plus humaines et sociales de son existence. D'où cette érosion morale tragique au moment où les Québécois vivent un tournant historique difficile et déjà insécurisant. Face à un avenir incertain et sans la résistance morale de naguère, beaucoup des nôtres refusent d'envisager toute fécondité à long terme. Symptôme par excellence d'une incapacité devant les autres formes de créativité personnelle et collective. Le libéralisme économique a engendré, redisons-le, une culture et une morale libertaires chez ses fils. Il a créé un style de société sans éthique véritable.

Rôle d'un cadre éthique critique

Il ne faut pas seulement une économie politique nouvelle, mais « une philosophie, une morale et un droit nouveaux » qui commandent des solidarités, des responsabilités et des lucidités aussi radicales qu'inédites. Nous entrons dans des temps difficiles où nous aurons à réapprendre les chemins des patientes fidélités et des longues résistances morales. Les dynamismes créateurs devront être plus solidaires. Il est moins facile de faire des communautés humaines fécondes que de créer des marchés de consommateurs. Avouons-le, nous vivons dans une société d'abord et avant tout marchande, centrée sur des échanges de choses beaucoup plus que sur des rapports humains. L'économie libérale a « réifié » l'homme. Elle l'a asservi au mercantilisme de son industrie. Elle a brisé tout recours aux sagesse historiques. Elle n'a laissé aux citoyens que la philosophie du « distributeur automatique » et des budgets annuels. Elle a défendu en « affaires » des manœuvres,

talité en seraient les trois causes majeures immédiates. On ne peut isoler ces chiffres du contexte culturel, socio-économique, politique et éthique, ni isoler les décisions privées des enjeux collectifs.

des comportements et des objectifs qui défiaient souvent un sens moral minimal. Que d'injustices ne peut-on commettre encore légalement ! Je me souviens de ce sourire sceptique d'un groupe d'hommes d'affaires et de politiciens libéraux devant ma tentative d'établir un cadre critique pour un jugement éthique cohérent.

La vérité comme fondement
La justice comme règle
L'amour comme moteur
La liberté comme climat

Avec preuves et faits à l'appui, j'essayais de confronter les conduites privées et publiques avec ce petit ensemble normatif. J'ai senti chez eux un refus de voir les choses à ce niveau de profondeur. N'est-ce pas le cas de bien d'autres citoyens de notre société ? Le pragmatisme nord-américain ne va pas loin dans la recherche d'une cohérence éthique défendable quand il parle de liberté, ou de justice ou d'amour. Quant à la vérité, il vit trop dans un monde de masques, de maquillage, de montage et de spéculations pour la croire possible. Parler de vérité, c'est être ou bien dogmatisant ou bien naïf ou prétentieux.

Je soupçonne en dessous de ces attitudes une profonde démission devant la possibilité d'une philosophie de la vie capable de se défendre éthiquement. Démission autant privée que publique. Le vieux Hobbes, au début du libéralisme, affirmait que « le pouvoir, et non la vérité, fait la loi ». On l'a bien compris depuis. C'était la justification à l'envers du postulat d'une autre idéologie, à savoir la lutte des classes. Les grandes idéologies modernes ont séduit même les intellectuels ou les scientifiques au point de remplacer (faussement) le rôle de la philosophie elle-même. D'où l'absence de vraies philosophies sociales, économiques ou politiques. Je ne prétends pas ici répondre à ce défi. Je cherche plutôt à révéler sa dramatique et sa problématique actuelles.

On ne saura réinventer une éthique sans prendre au sérieux l'instance philosophique elle-même, sans instaurer une critique cohérente

des fins et des moyens. Même l'univers scientifique actuel avec ses multiples disciplines est impuissant. Il a trop longtemps refusé de confronter ses champs rationnels particuliers avec une quelconque philosophie de l'homme et de la société. Ce ne serait pas le boulot du sociologue ou de l'économiste, du psychologue ou du travailleur social, du technocrate ou du politicien ! Et pourtant tous ces gens poursuivent des objectifs, pèsent sur des décisions qui comportent des choix éthiques fondamentaux. Renvoie-t-on la philosophie aux citoyens et la morale aux curés ? Il n'y a plus à *vrai dire de cadre éthique critique susceptible d'offrir une plate-forme valable aux débats de fond de la société pluraliste. Je ne dis pas la « réponse » décisive et unique. Je préfère parier ici de lieux de cohérence autres que des tribunes idéologiques, des catéchismes dogmatiques, des propagandes politiques ou des chapelles mystiques et utopiques.*

Bien sûr, il faut aussi d'autres démarches, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. Par exemple, il n'est pas facile d'inventer une sagesse normative dans une société anomique, dans une économie politique non finalisée, dans une culture déstructurée, dans une quotidienneté sans véritable texture. Nous avons tenté de préciser ces démarches. Nous avons aussi montré quelques exemples d'une philosophie sociale qui se donne une pensée plus ferme et des mains plus réalistes. Nous rappelons ici que la démarche éthique elle-même est peut-être une des rares issues de la société bloquée particulièrement au plan d'un consensus minimal entre les citoyens. Personne, à gauche comme à droite, ne peut faire honnêtement l'économie d'une critique de son propre propos idéologique. Encore faut-il une philosophie pour évaluer les idéologies actuelles. Et cela est à faire. Ce serait stupide de croire que nous partons de zéro. Aurions-nous exténué notre conscience historique à ce point ?

Critique des idéologies, des systèmes, mais aussi critique des conduites effectives de la vie. Autrement, nous retournerons aux vieux débats nominalistes qui ont sapé la crédibilité, la légitimité et la pertinence elle-même d'une certaine philosophie traditionnelle.

L'opinion publique ramenée de plus en plus aux problèmes de base nous révèle déjà un vide qui a trop duré. Il y a ici une des tâches majeures de notre civilisation et de notre propre société. Les trois princi-

paux modèles que décrivent certains analystes (modèles pragmatique, technocratique et utopique) relèvent davantage du processus instrumentai et de l'idéologie inavouée que d'une philosophie sociale critique. Après tant de bouleversements psychologiques, culturels, sociaux et économiques, nous voilà tous démunis pour façonner des cohérences dynamiques nouvelles. Certains misent sur la politique, d'autres sur la démarche culturelle, alors que les libéralistes tentent désespérément de réparer leur machine économique détraquée. Dans aucune de ces voies on ne trouve vraiment la moindre figure précise de l'homme et de la société anticipée. Bien sûr, on parle de philosophie de base, mais sans jamais l'explicitier et la confronter soit aux situations réelles, soit aux instruments de transformation, soit aux projets ou aux rêves.

Le film comme l'ordinateur, la télévision comme l'Assemblée nationale, le sondage comme le bureau d'études consacrent le medium en message. Rituels vides de contenus et gadgets d'une société infantile, aliénée dans ses instruments. Tout se passe comme si celle-ci était devenue un immense medium qui occupe toute la place. Ce medium bouche tous les pores de la vie d'où pourraient surgir une réflexion, une liberté, une solidarité et une créativité qui soient vraiment de l'homme lui-même, de ses vécus exprimés, réinterprétés, partagés et transformés dans une auto-éthique cohérente. **Notre société s'est constituée en medium sans amont et sans aval humains. Ses membres ne savent plus juger ni des causes profondes ni des conséquences à long terme de la majorité des défis actuels. Les questions de fond de l'aventure humaine resurgissent violemment. Les uns se cherchent désespérément dans les vieilles sagesse archaïques. D'autres fuient dans des utopies futuristes farfelues. Quelques-uns s'aménagent des jardins loin de la cité. Mais la plupart ne savent donner sens, force et horizon au pays quotidien qu'ils ont sous les pieds.**

Je ne veux pas prêter flanc à une critique cynique stérile. Mais au bout de mon itinéraire de prospection de la vie privée et publique, j'arrive à pointer ce défi dans des termes éthiques. Je formule l'hypothèse qu'une des tâches les plus importantes, c'est de redéfinir de véritables philosophies de base et de les confronter d'une façon aussi judicieuse que démocratique. Qu'il s'agisse d'entreprises collectives, de projets

individuels ou de débats publics, on retrouve toujours le même travers : le peu de qualité de l'amont et de l'aval des démarches, des processus ou des instruments. Je soupçonne ici une pauvreté éthique et philosophique pour évaluer humainement tant le medium que son contenu. Cela vaut pour le privé comme pour le public. Après des décennies de démission en ce domaine, beaucoup d'hommes modernes vont chercher en dehors de leur réalité historique des visions du monde, des cartes du ciel, des cadres éthiques qui servent de cohérence d'emprunt. Mais leur pays quotidien reste sans axe interne de signification et d'engagement.

Les pragmatiques ont moqué les philosophies et les sages. Leurs fils le leur rendent bien aujourd'hui. Ils n'acceptent pas de prendre le relais d'une société-medium sans amont et sans aval. Ils sont déjà sur une autre orbite. Avant de croire qu'ils sont en train de créer une autre civilisation, j'aimerais mieux connaître leur trajectoire. Je me demande si eux aussi, comme leurs pères immédiats, ne sont pas aussi démunis pour assumer, orienter et corriger leurs propres trajectoires.

J'aime trop la vie pour jouer l'apprenti-sorcier avec les libéralistes aveugles et leurs fils libertaires. Aucune civilisation véritable ne s'est construite sur cette base. Il n'y a pas de philosophie tant dans le laisser-faire que dans le « se laisser vivre ». L'homme et la société adultes qui veulent créer leur propre destin ne peuvent faire l'économie d'un cadre éthique critique et dynamique capable de donner profondeur et altitude, amont et aval à leurs vécus véritables. Les mythes libéraux, technocratiques et utopistes actuels ne sauraient remplacer la recherche d'une solide philosophie de base à l'intérieur de l'histoire réelle, privée ou publique. Dans l'Amérique libéraliste, cette philosophie devra avoir un fort accent social, si elle veut débouter la crise actuelle.

Le privé et le public. Tome II

Conclusions en quatre temps

- I. Brève rétrospective
- II. Un pays en quête d'âme
- III. Comment voyez-vous l'avenir ? Huit opinions possibles
- IV. Un « bee » historique.

[Retour à la table des matières](#)

Le privé et le public. Tome II
Conclusions en quatre temps

I.

Brève rétrospective

[Retour à la table des matières](#)

Le divorce grandit entre le privé et le public, et cela de plusieurs façons. D'une part, un public polarisé sur l'instrumental, aliéné dans la « structurite » bureaucratique, d'autre part, un privé anarchique dans sa recherche exacerbée de sens et de valeurs vivables. Tout ce qui touche l'humain immédiat est relégué à l'aire domestique, à la conscience individuelle. « Le gouvernement ne doit pas légiférer pour les alcôves. » Cette affirmation est aussi simpliste que la prétention des Prélats romains à diriger les consciences par décrets. La critique des valeurs et des fins humaines n'a pas encore pénétré efficacement non seulement les styles de vie privée mais aussi les décisions politiques courantes comme les grandes planifications gouvernementales.

Par exemple, les forces populaires qui s'opposèrent à l'autoroute est-ouest à Montréal, ont été considérées comme réactionnaires par rapport aux changements technologiques. Leurs arguments « humanitaires » pesaient bien peu dans la balance. Blocage du privé au public, mais aussi blocage inverse tout aussi grave. On érige le privé en bas-

tion d'autonomie et de liberté, tout en attendant passivement et d'une façon dépendante des services collectifs adéquats. Comme si toute politique de libération et de promotion collectives ne comportait pas une certaine limitation des libertés individuelles. Certains radicaux honnissent la propriété privée des nantis et proclament un individualisme des conduites en contradiction avec les enjeux collectifs. Demander à l'État d'assumer de lourdes charges en politiques sociales et refuser qu'il impose la moindre contrainte au nom des libertés privées, c'est tenter une réconciliation impossible du privé et du public.

On assiste présentement à une profonde désarticulation de l'expérience privée et de la chose publique. Devant une bureaucratisation pléthorique et très complexe, plusieurs citoyens commencent à défendre sauvagement leur autonomie individuelle. Ils ne voient d'épanouissement et de consistance que dans leur projet personnel souvent réduit à l'espace et au temps privés. Bien sûr, ceux-ci ont pris apparemment plus d'ampleur avec la diminution des heures de travail et de certaines servitudes. Tout se passe comme s'il y avait double pléthore croissante du privé et du public, et en même temps une crevasse s'agrandissant entre les deux. Allons-nous vers un public collectiviste et un privé individualiste ? Le problème, considéré sous divers angles, se révèle plus compliqué que ne le laisse entendre cette dernière remarque. D'aucuns voient ici une dialectique féconde entre ces deux univers « extrémisés ». Celle-ci permettrait de pousser très loin et le sociétaire et l'individuel. Tâche difficile, mais seule capable d'opérer un dépassement du libéralisme individualiste et du collectivisme totalitaire. Mais une telle hypothèse ne rend pas compte de certaines données essentielles de la philosophie sociale et des expériences historiques. L'individu restera-t-il anonyme dans le public ? Le privé se videra-t-il de toute dynamique communautaire et de toute responsabilité collective ? N'y a-t-il pas une socialité interne à la personne individualisée et une individuation interne à tout groupe humain communautaire ou sociétal ? Nous sommes bien loin ici de la dichotomie entre les deux univers précités. Dans quelle mesure le tandem privé-public, tel que vécu, n'amène pas une opposition ou du moins un parallélisme des diverses dimensions de l'homme et de la société ? *Comment se fera l'unité dans l'aventure personnelle située ? Comment s'établiront des consensus libres et volontaires dans la société ? Ne doit-on pas s'inquiéter de la disparition des communautés quotidiennes de travail,*

d'éducation, d'habitat ? Nous y reviendrons. Voyons d'abord certaines tendances récentes qui recèlent des défis latents trop peu perçus par les analystes de la société occidentale.

Par exemple, l'utopie de la « civilisation heureuse » liquide la perspective de nouvelles cohérences collectives, au profit d'un anarchisme stérile. La tension entre le principe de plaisir et le principe de réalité s'inscrit dans celle de l'ordre et du chaos. Il n'y a pas d'ordre humain étanche, Les brèches de liberté et même de hasard permettent une évolution, un dépassement, mais aussi des ruptures et des régressions, bref, ce qui fait l'histoire. Par ailleurs la création d'un ordre, elle aussi, constitue une mission de l'homme. La tentation commune, c'est d'ignorer, nier ou annihiler un des deux pôles. On élève des barricades entre des contestataires qui se limitent aux fins humaines et des conservateurs ou des réformistes qui s'en tiennent aux moyens. Ce clivage recoupe celui de l'ordre des moyens par rapport au chaos des fins. Ce ne sont pas là distinctions futiles. *Combien de débats ne confrontent que les pragmatiques et les utopistes ?* Il y manque une véritable philosophie éthique et une solide praxis politique. Sans l'une et l'autre, les conflits nous charrient de l'anarchie au *law and order*, de l'ordre sans contenu aux libertés sauvages. Les mouvements protestataires et les campagnes électorales se ressemblent : on y cherche vainement un quelconque dessin clairement identifiable par la majorité des citoyens.

D'aucuns parlent d'une société cassée en deux, où la polarisation simpliste des « pour » et des « contre » se substitue à la confrontation démocratique de diverses lectures sérieuses du réel, des différentes options mûries et des possibilités de dépassement. L'absence d'un véritable champ politique et éthique, bien structuré et finalisé, se fait sentir ici. On a l'impression que le pluralisme actuel n'a pas de lieux de cohérence. D'où cette polarisation dichotomique précitée. Le dualisme historique de l'Occident renforce ce phénomène de la société à double étage, poussé à la limite critique par le néo-capitalisme. Pouvoir unifié d'une part et masses asservies d'autre part. Voilà où nous mène à long terme le libéralisme. Certains désespèrent du projet démocratique. Ils préfèrent chercher leur unité par la voie culturelle ou mystique dans la vie privée. La politique serait devenue le lieu de divisions insurmontables et de luttes sans issue. Les deux faces de Janus

seraient irréconciliables. D'autres ne démissionnent pas de leurs responsabilités collectives dans la cité réelle. Ils soutiennent qu'il faut d'abord refaire ou créer l'unité de la base sociale. On aurait trop misé jusqu'ici sur la politique d'en haut pour établir le projet sociétair. C'était faire le jeu des élites et des nantis favorisés au départ. C'était aussi renforcer le deuxième étage au point d'écraser le premier.

Mais le problème de fond reste entier. On s'en rend compte en regardant de plus près le divorce entre le privé et le public. Plusieurs des solutions avancées plus haut simplifient indûment les nouveaux rapports complexes à instaurer entre ces deux univers. Les sociétés traditionnelles plus unitaires ne connaissaient pas un tel défi. Elles n'ont pas élaboré de solutions en ce domaine. La difficulté est passablement neuve. Même les sciences humaines ne lui ont pas accordé grande attention. Pourtant il y va d'une expérience vécue quotidiennement par tous les citoyens de la cité moderne. Combien réussissent à concilier leur vie privée et leur vie publique, à les féconder l'une par l'autre ? Au palier privé, on vit les problèmes, les besoins et les aspirations, sans s'interroger sur les stratégies et les politiques nécessaires pour donner cohérence et dynamisme à ce qui monte de la vie. Le public discute, débat, planifie, organise sans questionner sérieusement les contenus humains des structures et des programmes nouveaux ou anciens. Aurons-nous le courage d'aller au bout de certaines questions ? Qu'est-ce que nous produisons et consommons ? Qu'est-ce que nous voulons ? Les mêmes gadgets pour tout le monde, le même bungalow ou *bachelor insignifiant*, la voiture moyenne de l'année ?

Au Québec, dans une société qui a besoin de forts investissements autochtones pour l'affirmation collective, certains radicaux réclament la semaine de trente heures et en même temps toutes les « facilités » nord-américaines. En filigrane, on trouvera en creux cette contradiction inavouée : Que le public se charge des *contraintes* et que le privé recouvre sa liberté totale ! *Que le public s'occupe du collectif et que le privé soit l'aire sacrée de l'individu. Belle résurgence de l'idéologie libérale en pleine ferveur socialiste.* On raisonne comme si le privé n'avait pas besoin de cohérence. J'en prends à témoin ces situations limites exprimées par des travailleurs sociaux dans le cours quotidien de leur profession. Des centaines de gens les supplient d'éclairer leur

lanterne. L'importance des problèmes moraux est révélatrice d'une profonde perplexité dans la conduite de la vie.

Une quotidienneté sans axe de référence

- Ma fille de treize ans prend des anovulants.
- Johanne, 17 ans, veut « se faire avorter ».
- Mon garçon de 19 ans refuse le mariage et « pratique » l'union libre.
- Madeleine, 32 ans, affirme son droit au suicide, parce qu'elle n'a pas demandé à naître.
- L'un et l'autre (un couple en instance de divorce) refusent d'assumer leurs enfants.
- Lyse, célibataire, décide de garder son enfant.
- Je viens de découvrir que mon fils est un *pusher*.
- *J'ai trois enfants ; un drop out*, un révolutionnaire et une fille maîtresse d'un professeur marié.
- Ma femme, pour se libérer « comme femme », nous a laissés, les enfants et moi.
- La compagnie de finance me tient à la gorge, je n'arriverai jamais à m'en sortir. Je suis acculé au vol ou à l'assistance sociale.

Ces travailleurs sociaux n'arrivent pas eux-mêmes à se situer. D'abord il n'y a pas de politiques définies par les agences et les gouvernements. Il n'y a plus de consensus au plan des valeurs et des normes. Les interventionnistes craignent d'imposer les leurs. C'est l'anomie de part et d'autre. Ou bien, la surabondance des points de repère psychologiques, sociologiques, économiques, culturels ou légaux amène des attitudes erratiques de part et d'autre. On s'arrange à qui mieux mieux, d'une situation à l'autre. J'ai constaté, comme consultant, un refus d'aborder ces questions d'une façon soutenue et systématique. On préférerait des solutions privées « sur le tas ». Même problème chez les enseignants. Quoi transmettre ? On ne sépare pas aussi facilement qu'on veut bien le dire instruction et éducation. Les philosophies de la vie se réfractent inévitablement dans ce genre de rapport social. Tâche exclusive des parents ? Ne partagent-ils pas la même

perplexité ? Les solutions privées immédiates et provisoires devront être situées un jour ou l'autre dans l'ensemble social, dans le champ éthique et politique de la société.

Or, de part et d'autre, c'est la perplexité totale... morale, psychologique, culturelle ou sociale. On laisse s'accuser cette double inconsistance. « C'est un symptôme de transition... les choses vont se tasser », disent des esprits superficiels. D'autres y voient un nouveau mode de vie fait de constants changements : « Les jeunes vont s'y accommoder beaucoup plus que nous, adultes ». Est-ce si sûr ? Les hommes ne supportent pas d'inventer leur propre chemin à tous les tours d'horloge. Bien sûr, cette psychologie d'itinéraire plus libre et gratuit favorise l'autodétermination et la créativité. Mais il suffit de voir les comportements réels pour laisser tomber bien des illusions d'une certaine nouvelle culture. La recherche désespérée des vieilles cohérences d'hier (astrologie, religions orientales, mythologies archaïques) démasque une telle prétention.

On ne se passe pas facilement d'une vision du monde intégrée, d'un certain cadre éthique de jugement. La production idéologique chez nous n'a pas vraiment offert de substituts signifiants et vitaux pour la conduite de la vie. Même l'idéologie néo-nationaliste n'a pas vraiment fourni un cadre acculturé et quotidien de pensée et d'action. D'ailleurs, je doute que l'idéologie comme telle puisse répondre à cette recherche de cohérence pour l'ensemble de la vie. Il lui manque la distance critique nécessaire vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis des autres idéologies. Il lui manque aussi une prise assez large sur la société réelle avec ses diverses composantes. Son processus sélectif lui fait écarter des impondérables humains qui n'entrent pas dans sa logique. Peut-on alors compter sur la religion comme lieu plus universel de cohérence entre les conduites privées ou publiques ? Nous savons mieux aujourd'hui les fondements idéologiques particuliers des religions. La politique ? Elle ne couvre pas tout le projet humain. Le privé moderne s'y objecterait. D'ailleurs la politique ne peut articuler justement le pouvoir et le droit sans une éthique collective de base.

Seule, à mon sens, l'éthique peut embrasser le sociétaire et l'individuel, le privé et le public. On m'objectera que je cède au vieux réflexe de la chrétienté unanime. Ce serait vrai, s'il s'agissait ici d'un système

de règles étroites et rigides. Je conçois l'éthique comme un ensemble bien intégré d'orientations fondamentales, un cadre critique permettant d'évaluer, de confronter les diverses options privées et publiques. C'est le premier lieu de cohérence de « l'intérêt général », même dans le cas des conflits radicaux. Par exemple, la charte des droits de l'homme n'a de portée véritable qu'à travers ce minimum de consensus éthique collectif ; sinon elle n'est qu'un appareil juridique à côté des autres, une initiative marginale dépendante du pouvoir, un fourre-tout des diverses tendances éthiques. Nous l'avons vu dans le cas des libertés individuelles et collectives.

Dans cet ouvrage, j'ai montré comment se constitue une éthique, quels sont ses rôles anciens et nouveaux, ses finalités. Une tentative ambitieuse, et sans doute décevante pour le lecteur exigeant. J'ai surtout insisté sur les démarches pédagogiques, en me défendant de définir seul les contenus humains de cette éthique à bâtir. L'essai reste donc très limité. Il peut servir d'instrument, parmi d'autres, pour les citoyens préoccupés de cet objectif majeur dans la société actuelle.

Évidemment, l'ouvrage déborde ce propos. Il me fallait, en amont et en aval de la démarche éthique, faire une lecture attentive et critique de notre société, du contexte historique actuel et des principales orientations face à l'avenir. La diversité des angles d'analyse agacera peut-être l'un ou l'autre des spécialistes des sciences humaines. On aurait raison, si je prétendais offrir ici une recherche savante. Je rappelle simplement que tout citoyen, dans la moindre de ses démarches, doit tenir compte des diverses dimensions analysées dans cet essai.

Je voudrais donc faire écho, dans un deuxième temps, à cette lecture critique, marquée fortement d'ailleurs par mon souci éthique. Ici, la dramatique du privé et du public s'aiguise. En effet, la privatisation des enjeux fondamentaux pourrait bien être l'expression la plus tragique de notre domestication. Nous ne saurions séparer l'intelligence de notre destin personnel de celle d'un destin collectif difficile qui retentit sur tous les hommes d'ici.

Le privé et le public. Tome II
Conclusions en quatre temps

II.

Un pays en quête d'âme

[Retour à la table des matières](#)

Que se passe-t-il chez les Québécois de l'heure ? La diversité chaotique des réponses manifeste notre perplexité à tous. Dans cet entre-deux pénible plusieurs cherchent le problème ou la solution clé. Moi-même, j'ai la tentation de proposer ici des diagnostics qu'il faudra dépasser.

- Québec '60, une école qui grandit démesurément comme un adolescent. Québec'70, une super-agence sociale sans base économique solide.
- Un pays quotidien qu'on ne retrouve pas dans les pays imposés des pouvoirs en selle et dans le pays idéologique des oppositions militantes.
- Des débats publics artificiels, des législations à la pièce, des projets émiettés, sans stratégie de développement, sans cohérence culturelle et sans leadership politique véritable.

- Nouvelles structures urbaines, régionales et étatiques mises en échec par de vieux réflexes de fabrique, de collège... de braconnage.
- Société tronquée, sous la tutelle d'Ottawa et de Washington. Toujours la même ornière. D'où le retour à la résignation d'hier et la démobilisation générale.
- Divisions politiques des Québécois francophones et bientôt balance du pouvoir aux mains des Anglo-Québécois.

Après le décompte de nos passifs par les comptables, nous recourons à la thérapie des cliniciens pour fouiller notre inconscient collectif. L'analyse n'en finit plus. Même nos technocrates se mettent en congrès d'orientation, après avoir cru aux vertus infaillibles de l'action planifiée. Tout se passe comme si notre sous-sol ne pouvait pas supporter les nouvelles armatures. Il faut donc rejoindre le vrai terreau du Québec. Qui sait s'il n'y a pas là des dynamismes latents, ignorés ? En coupant tant de nos racines, aurions-nous perdu le pouvoir de capter nos propres sucs ? Notre terre est-elle plus pauvre que celle du voisin ? C'est pourtant elle seule que nous pouvons féconder.

On a médité beaucoup de la première colonisation. Mais n'a-t-elle pas permis de constituer un peuple enraciné, des communautés vivantes, un « quotidien » à nous ? Nous avons sans doute manqué le tournant du second chantier urbain et industriel. Pour le rattraper rapidement, plusieurs ont voulu faire table rase. Aujourd'hui la crise se radicalise et nous ramène à nos fondations. Les exemples ne manquent pas.

- Derrière l'échec (provisoire) des structures régionales, scolaires, sociales, économiques, administratives, il y a peut-être le défi mal assumé de milieux de vie défaits, de communautés locales inconsistantes, de styles de vie sans axe de cohérence. Notre expérience historique avait noué des types de solidarités qu'il nous faut redécouvrir et transmuier dans de nouvelles perspectives.

- Comment politiser des hommes qui ne maîtrisent même pas leur environnement immédiat, particulièrement leur milieu de travail ? Quand on est un exécutant dans l'activité la plus déterminante de sa vie, on devient un consommateur passif, un auditeur crédule, un spectateur non critique, un citoyen dépendant. Après quinze ans d'expériences sociales, je me rends compte que la plupart des gens vivent selon leur mode de travail. Les syndicalistes, les technocrates, les leaders populaires, bref, la plupart d'entre nous, nous avons escamoté cette première étape de toute *praxis* sociale. On devient créateur, responsable, libre, solidaire d'abord en gagnant la maîtrise de son activité quotidienne principale. La conscience sociale et politique part de là. Que de fausses politisations ces derniers temps. Pour un qu'on surchauffe, dix décrochent. Conservatisme ? Il n'y a que des bourgeoisies de droite et de gauche. Le peuple est ailleurs.
- Plusieurs ont balancé la religion d'hier. Ce faisant, certains ont jeté le petit avec l'eau du bain, c'est-à-dire la culture première, l'éthos de fond du peuple, l'âme collective. Nos oeuvres d'art cultivent le mépris de nous-mêmes. Ces complaisances masochistes n'ont rien de tellement dynamique. Pas surprenant qu'on brûle les bateaux avant de les avoir vraiment expérimentés. On exalte l'État québécois et on fait tout pour l'affaiblir. Et que dire du « joual » de Troie, panacée de toutes nos luttes. Aucun peuple n'a grandi et vaincu ses crises, sans *couenne morale*, façonnée par l'apport quotidien soutenu. Toute foi qui se veut solide et profonde, a besoin de fibre et de souffle, pour aller au bout de ce qu'elle entreprend. La force première et dernière d'une vraie révolution est d'abord spirituelle.

Nos pères têtus nous ont laissé comme héritage le courage. Qu'en faisons-nous ? Ce courage joignait le réalisme du pain et le projet fou de devenir un peuple autonome sur ce vaste continent. Il nous faut retrouver cette alliance première pour inventer un nouveau destin collectif à même le pays réel.

Je crois que beaucoup de Québécois vont se rencontrer à un tel carrefour. Nos longs hivers suivis de violents printemps nous ont appris

que le sol humain renferme lui aussi des forces invisibles. Nous avons besoin de nos racines pour capter cette sève montante de la source commune, et déboucher sur des luttes plus décisives, sur des projets aussi réalistes qu'audacieux.

Mais avant tout, nous nous rappelons que l'âme et le pain d'un peuple sont inséparables. Pour l'avoir oublié, les élites anciennes et nouvelles, de gauche ou de droite, se retrouvent aujourd'hui sans prise sur les sentiments réels des hommes d'ici. Démagogie ? Je nous soupçonne de ne pas nous écouter les uns les autres, de sacrifier la collectivité à nos partis pris. Trop de politiciens, de technocrates et de révolutionnaires veulent bâtir un Québec sans les Québécois. Le peuple les renvoie dos à dos. Voilà la leçon cuisante des derniers temps. Qui sait si les citoyens ordinaires ne pointeraient pas des cibles bien différentes de celles qu'on leur offre de part et d'autre ? Cela commence déjà dans les secteurs les plus disparates. Tout à l'heure, ces citoyens chercheront une cohérence politique, mais ce sera peut-être ailleurs que dans les scénarios officiels d'aujourd'hui.

Par ailleurs, nous ne saurions isoler notre destin difficile du contexte historique de la civilisation actuelle. Un peu partout dans le monde, les peuples doivent envisager des dépassements inédits. Mais plusieurs hésitent, comme nous, face à des réorientations profondes de leur société. La distance critique de la démarche éthique doit mordre sur ces enjeux les plus cruciaux, d'une façon signifiante et engageante. Elle exige même le risque d'options toujours limitées. Je crois donc nécessaire de marquer clairement l'option qui m'habite. Il n'y a pas d'un côté une éthique tout à fait neutre, et des tendances idéologiques purement partisans. C'est là une fausse dichotomie de l'éthique et du parti pris. L'un et l'autre doivent rentrer en rapport soutenu et critique. D'où l'importance de signifier sa propre enseigne et cela au cœur même de la réflexion éthique. Le débat démocratique en sera plus net.

Par-delà les sentiers battue et rabattue

Encore hier, politiciens, hommes d'affaires, économistes, éditorialistes pourfendaient les critiques « exagérées » des militants sociaux d'ici. Ils nous reprochaient notre irréalisme, nos inquiétudes non scientifiques, Je relis aujourd'hui les discours, les éditoriaux des défenseurs

du régime. Et je me demande qui étaient les véritables aveugles. Bien sûr, les tenants du bon sens immédiat pouvaient s'appuyer sur des économistes savants qui réduisaient les crises à des questions de cycles. Les voilà aujourd'hui scandalisés, aussi impuissants que nous. *La machine ne fonctionne plus. On sent bien qu'il faut plus qu'un tune-up ou un réalignement de roue. Changer de chauffeur ? Changer de véhicule ? Le défi est peut-être plus radical, plus exigeant.*

N'a-t-on pas trop attendu pour poser différemment les problèmes fondamentaux de l'ordre économique qu'on érigait en absolu ? Dans quelle mesure les réformes timides annoncées aux parlements et commentées avantageusement par certains éditorialistes sont-elles possibles dans le cadre actuel ? Est-ce farfelu de poser une telle question ? Pendant longtemps, plusieurs ont cru que tout était possible dans le système libéral ²¹. Je ne leur reproche pas leurs convictions,

²¹ G. Rocher écrivait récemment : « Parmi les traits que les observateurs de la société moderne lui attribuent, il y a ce fait souvent relevé que le processus révolutionnaire prévu par Marx et Engels ne s'est pas réalisé dans les sociétés industrielles les plus avancées, mais plutôt dans les sociétés moins développées, largement rurales et de type féodal ou semi-féodal. C'est là, à mon avis, un phénomène d'une grande importance, car l'explication qu'on pourra lui apporter peut nous aider à mieux comprendre le type de société et le type de changement historique que l'avenir nous réserve ». (Discours à la Société Royale du Canada, 1974)

Selon l'auteur, la société industrielle avancée a tous les mécanismes pour résoudre, ou atténuer ou neutraliser les conflits radicaux ou non. Sa dynamique de changement peut intégrer une critique sociale permanente. Ce point de vue est partagé par bien des libéralistes. Mais n'est-il pas de courte vue ? Il tait la crise structurelle de plus en plus profonde du néo-capitalisme, les échéances planétaires de l'écologie, de la démographie, de l'alimentation, de l'énergie. Parler ici d'une crise économique purement conjoncturelle, c'est réduire aveuglément l'enjeu d'une civilisation de rechange. À ce niveau, le positivisme exprimé plus haut n'a pas grand-chose à dire et à faire. Les sociétés industrielles avancées ne sont peut-être pas au seuil de cette révolution violente anticipée par des gauches extrémistes. Mais il se pourrait bien qu'elles débouchent progressivement vers des crypto-totalitarismes de droite où, par-delà une démocratie nominaliste, un pouvoir de plus en plus concentré économiquement et politiquement exercera une domination très forte. Voilà une autre hypothèse. Nous craignons davantage l'aveuglement et la démission d'un grand nombre de citoyens et de divers leaderships face à l'éclatement possible du monde actuel. Mais ce défi historique inédit pourrait tout aussi bien susciter enfin une

mais le peu de cas qu'ils ont fait de ceux qui, avec des moyens pauvres, cherchaient d'autres solutions... une société plus solidaire dans ses styles, ses moyens et ses objectifs de vie. Tous ces problèmes économiques, sociaux, culturels, psychologiques et politiques qui meublent la vie quotidienne, les journaux et la grande société, n'ont-ils rien à voir avec cette civilisation capitaliste qui domine le monde ?

Bien sûr, on nous dira que les oppositions extrémistes n'ont aucun projet concret de rechange, que l'autre système, le socialiste, connaît des défis historiques aussi graves. Pourtant, nous étions nombreux à ne pas vouloir troquer bêtement un système pour un autre. À l'intérieur de notre propre contexte historique, avec nos sensibilités occidentales, nous avons d'abord pointé le cancer qui menaçait la société capitaliste. Nous avons travaillé à de petits projets collectifs d'une tout autre inspiration. L'échec était inévitable. Le rouleau compresseur continue sa marche aveugle. Et voilà qu'on résume nos convictions profondes à un sentiment veule d'amertume, à un complexe de minoritaires vaincus. Allons donc ! Plusieurs, parmi nous, acceptent courageusement et dignement cette pauvreté de forces et de moyens.

Une autre pauvreté commence dans cette économie de prochaine pénurie. Riches et pauvres, grands et petits y ont rendez-vous. La question de l'utilisation et du sens des ressources naturelles et humaines se pose autrement pour nous tous, L'humanité, la société d'ici ont besoin de toutes les énergies disponibles. *À la dernière assemblée extraordinaire de l'ONU, pour la première fois, il y a eu consensus face à une nécessaire réorientation fondamentale de l'économie et de la civilisation dominantes. Je voudrais bien savoir si les pouvoirs majoritaires d'ici l'entendent ainsi.* Nous aurons peut-être beaucoup en commun avec le Tiers monde. Sommes-nous prêts ! Citoyens et pouvoirs en place vont-ils massivement choisir de continuer dans la foule actuelle ? Où nous mène-t-elle ? Les questions qu'on nous pose valent-elles aussi pour nos interlocuteurs ? Combien acceptent sérieusement de poursuivre d'autres chemins, d'autres objectifs ? Le pouvoir et l'avoir que l'on a restent trop souvent le motif déguisé derrière cer-

solidarité radicale à l'échelle de toute la terre des hommes et une neuve civilisation planétaire plus humaine. Il faut donner des mains à cet espoir fou qui confine au désespoir les deux tiers de l'humanité.

tains plaidoyers qui refusent des hypothèses de travail plus compromettantes, plus désinstallantes.

J'entends l'argument : « Tu veux nous dire que tu avais raison ». Le raisonnement est un peu vicieux s'il vient de gens qui ont abusé de leurs raisons, qui ont refusé longtemps d'évaluer celles des autres. Il fallait montrer le dernier « sou manquant » des abus d'argent et d'exploitation. Les vices des petits scandalisent beaucoup plus que ceux des gros. Devant les profits abusifs des corporations, l'autorité fédérale doit hausser le ton en désespoir de cause. Quant à l'autorité provinciale, elle tente de nous convaincre que « l'affaire Paragon » n'a rien d'immoral. La légalité est sauve, que dire de plus ?

Mais un autre sentiment nous habite. Voici que nous entrons dans des temps difficiles. Peut-être sommes-nous tous réduits à prospecter ensemble tous les avenir possibles et à envisager des décisions coûteuses. La porte étroite d'une certaine austérité n'a rien d'invitant, surtout chez les privilégiés de la prospérité. *Quelle éthique collective tirerons-nous d'une économie libérale sans échelle humaine de valeurs ? Qu'allons-nous livrer aux prochaines générations ? Quelles transformations profondes faut-il consentir dès maintenant ?*

Ceux qui refusent systématiquement de voir les causes profondes des malaises actuels, de considérer d'autres solutions que les leurs, ne prendront pas au sérieux ces questions. « Des aveugles qui conduisent d'autres aveugles », a dit un certain Jésus. De lui, je dois la conviction que les chemins de l'histoire passent par de très dures désinstallations avant de déboucher sur une terre nouvelle et des cieux nouveaux. De lui, j'ai appris le danger d'éterniser en absolu une cité historique. *L'aventure de Babel, plus que la confusion des langues, révèle le danger des systèmes fermés. Les pires sont ceux qui se veulent inchangeables de nature. Aimerons-nous assez la vie et les hommes pour n'écarter, a priori, aucune solution de dépassement ?*

Les points sur les i ²²

Au moment où un nombre grandissant de Québécois s'interrogent sur l'avenir collectif de leur communauté francophone, un pouvoir leur offre désormais de bien administrer leurs dettes, de s'assurer de bons boss et de protéger leur sécurité de locataires, de prolétaires, de serveurs de la finance étrangère. S'agit-il pour nous maintenant de participer à l'administration libérale, comme si la question des choix fondamentaux avait été réglée ? Voilà un problème vraiment politique qui déborde les PPBS, les juridictions fédérales-provinciales et les négociations avec ITT.

Est-ce vrai que ceux qui ont fait le peuple que nous sommes n'ont jamais pris de risques ? N'est-ce pas ravalier un destin collectif que de tout ramener à une sécurité immédiate ? Nous avons le droit à notre tour d'interroger ceux qui contestent l'avenir collectif que nous cherchons. Quel est le leur ? Quel est le contenu de leur réalisme ? Quelles raisons de vivre les habitent ? De quel développement nous parlent-ils ? Dans quelle mesure ne poursuivent-ils pas le même scénario colonial qui tout au long de notre histoire nous a accordé le pseudo-pouvoir d'éternels minoritaires ?

Les épargnes des plus vieux seront sauvegardées dans les caisses populaires et au parlement du pouvoir unique. Mais quelle fierté les jeunes tireront-ils de l'héritage de pères qui refusent aujourd'hui de regarder en face l'avenir de la génération montante ?

Messieurs les libéraux, bien des jeunes sont déjà partis. Ils ne sont plus de votre société. Ils ont pris vos calculs partisans en dégoût. Ils ont découvert que le choix libéral se résume soit à l'assistance de la castonguette, soit à la condition de salariés dans une économie et une politique où ils n'ont aucun poids.

²² J'ai écrit ce texte avec Fernand Dumont à la fin de 1973. Il garde toute son actualité. En le logeant dans cette conclusion, je veux signifier la ligne de continuité de mon analyse de la société québécoise.

De quoi, en effet, avez-vous parlé d'autre à ce peuple ? Vous avez tâché de l'immuniser contre la tentation de se tenir debout, vous l'avez prévenu des risques qui menaçaient les consolations de sa pauvreté. Vous l'avez incité à préférer la rumination de sa sujétion à la voie plus rude de la liberté. Vous avez tenté de le vider de sa sève et de son dynamisme. Vous êtes allés plus loin encore : non contents de laisser occuper par les autres notre patrimoine collectif, vous vous êtes servis des investisseurs étrangers pour tenir ce peuple tranquille. À ceux qui sont ici des locataires, et qu'il ne s'agit pas de mettre à la porte en bloc, vous avez donné en plus le rôle d'épouvantails pour bloquer les aspirations des adultes et tranquilliser nos enfants. Sur quoi maintenant allez-vous fonder vos ambitions de croissance économique ? Sur un peuple dépourvu de toute fierté, de toute initiative, de toute audace ? Sur des investisseurs étrangers qui, en plus d'utiliser nos ressources, feront désormais peser sur vous la puissance que vous leur avez donnée pour assurer votre pouvoir sur vos concitoyens ?

Cette stratégie de la peur, de la sécurité immédiate, pourrait bien exténuer toute velléité de reprise de la natalité, tout goût d'investissement collectif, toute dynamique d'autodéveloppement.

Cette prospérité chantée laisse intacte les gigantesques problèmes d'une population réduite majoritairement au statut de purs exécutants, de consommateurs impuissants, de citoyens démunis et de spectateurs aliénés. Dans ce contexte, qui profite de cette prospérité ?

Cette apologie de l'investissement étranger est disproportionnée par rapport aux propos vagues sur « l'autodéveloppement des Québécois ». Ici le capital de l'ITT est-il plus précieux que le capital humain d'une jeune génération que l'on a déçue ?

Cette défense de l'entreprise privée ne s'accompagne pas d'une reconnaissance honnête de l'absence de véritables contrôles démocratiques sur ce monde marchand qui peut défaire, dans le réseau privé de la production et de la consommation, ce que les politiques sociales tentent de rééquilibrer. Par exemple, comment indexer un panier de consommation sur lequel le pouvoir politique n'a aucun contrôle décisif ? D'ailleurs la collusion des intérêts des pouvoirs économiques et politiques libéraux ne nous laisse aucune illusion...

Cette pseudo-politique qui réduit les problèmes constitutionnels, linguistiques ou autres à des arrangements administratifs marque un processus dilatoire de démission. Nous restons toujours absents des paliers de décision qui pourraient nous acheminer vers une véritable stratégie de développement '

Nous continuerons donc de plaider pour le risque. Ce risque rencontre des aspirations qui ont pris corps chez des centaines de regroupements de citoyens.

Avec eux, nous chercherons à réunir ce que vous tentez de séparer : la langue, la souveraineté politique, l'autodéveloppement social et économique.

Nous allons placer au premier plan une politique de ressources humaines que vous avez soumise jusqu'ici à des calculs étroits de rentabilité partisane et d'ajustement aux règles des investisseurs.

Nous poursuivrons une lutte implacable pour démasquer cette utilisation anti-démocratique des ressources publiques que contrôle un patronage grandissant dans divers secteurs de la vie collective.

Nous amènerons à la limite critique ces prétendues réformes qui n'ont pratiquement rien changé aux écarts économiques grandissants entre les régions et entre les catégories de citoyens, à la paupérisation actuelle des petits salariés.

Nous maintiendrons vive cette instance de dépassement que constitue le projet d'un État québécois souverain, enfin capable de politiques suffisamment autonomes et unifiées.

Nous ferons appel à ce qu'il y a de meilleur chez nos concitoyens pour remplir le vide de pensée et de motivations qu'un certain style politique est en train de creuser.

Nous ne cesserons de dénoncer des stratégies de gouvernement qui ressemblent à celles des compagnies de finance, un mépris de l'intelligence critique, des façons de discréditer les nouveaux leaderships po-

pulaires, des maquignonnages de nos ressources, des techniques sociales de manipulation, des collusions avec nos exploiters.

Voilà ce que nous avons l'intention de redire pendant les années qui viennent en y mettant tous les détails qu'il faudra. Nous ne nous limiterons pas à des procès. Malgré tous les obstacles et tous les « référendums » qui prétendent fixer l'histoire sous le règne des pouvoirs d'aujourd'hui, un autre pays se fait peu à peu. Nous sommes nombreux à travailler dans des secteurs divers : parmi nous se trouvent des militants de tous ordres et de toutes conditions qui veulent être des citoyens véritables. Ils sont dans les structures de l'État, dans les coopératives et les syndicats, dans les entreprises publiques ou privées, dans l'université et les écoles et, pourquoi le cacher, dans l'Église aussi. Ils ne sont pas des enfants ou des rêveurs. Ils sont soucieux d'économie autant que quiconque mais ils la veulent au service des hommes.

Ceux qui, comme nous, ont passé le milieu de la vie n'ont pas plus aujourd'hui qu'hier le goût des bombes. Vous pourrez compter qu'ils ne violenteront pas la croissance d'un peuple comme le font des pouvoirs qui veulent, par d'autres moyens, le confiner à son silence. Ils ont appris la patience de l'engagement de chaque jour. Cette patience sera aussi longue et aussi têtue que l'histoire l'exigera. Nous n'avons pas d'autre opposition à vous proposer pour la bonne marche de votre système ni d'autre idéal à transmettre à la génération qui nous suit.

Mais notre engagement ne peut nous épargner la recherche de lieux distancés et plus larges où il y a place pour des confrontations fécondes. Voilà l'objectif du troisième temps de cette conclusion.

Le privé et le public. Tome II
Conclusions en quatre temps

III.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Huit options possibles

[Retour à la table des matières](#)

Les grands tournants de civilisation, surtout au moment des crises, amènent les hommes à réfléchir davantage sur leur destin et sur celui de leur société. Tout se passe alors comme si le regard devenait plus critique, plus profond, plus angoissé. Bien sûr, plusieurs ont la tentation de s'accrocher aux sécurités immédiates ; d'autres fuient dans l'irréel. Dieu sait comment nos sociétés ont repoussé le pain et les jeux aux extrêmes du choix entre la domestication et la réaction sauvage. Accepter tout ou rejeter tout.

T.S. Eliot prétend que la majorité des hommes ne supportent et n'acceptent de connaître qu'une infime partie de la réalité. Et ils cherchent souvent chez les autres une confirmation de ce qu'ils ont choisi de voir ou de retenir dans le réel. Un tel enfermement est plus grave dans des temps où il faut inventer de nouveaux chemins de vie. L'homme, par son intelligence, a l'avantage de pouvoir rêver ou anticiper ce qu'il voudrait réaliser. Le plus mauvais architecte, en ce sens, vaut mieux que l'abeille de la ruche. Il a la liberté de divers possibles. L'histoire nous enseigne que souvent les hommes ont dégagé leur présent en prospectant les diverses possibilités de l'avenir.

Peut-être, dans l'état actuel des choses, sommes-nous incapables de définir de nouveaux chantiers possibles, de préciser très concrètement des choix décisifs. *Ce serait déjà beaucoup que de se laisser interroger par les scénarios d'avenir que les uns et les autres nous portons sans jamais les approfondir ni les confronter.*

Je propose ici un cadre de réflexion propice à une telle démarche. Après l'avoir expérimenté avec bonheur plusieurs fois, je crois qu'il peut aider les individus ou les groupes intéressés à sonder leur philosophie de la vie, à éclairer des engagements éventuels.

L'avenir noir

Nous allons vers une crise sans précédent. La société moderne est une grosse machine détraquée. Le parlement, la monnaie ou les médicaments, l'économie, la politique ou l'éducation ne fonctionnent plus. C'est l'histoire des dinosaures qui se répète avec les bureaucraties de l'Est et de l'Ouest. Stop the world, I want to get off. On décroche, on ne veut plus rien savoir.

Comme l'apprenti-sorcier, l'homme ne contrôle plus son pouvoir. Il a créé une sorte de volcan permanent, en irruption incessante. Eh oui, les échéances sont bien connues. Échec de la révolution verte et famine mondiale à l'horizon. Les bouches deviennent trop nombreuses, au moment où la nature violée et polluée donne des rendements décroissants, au moment où les ressources s'épuisent. Guerre nucléaire ou guérillas, l'incendie est inévitable. Crise sociale aussi. Selon certains spécialistes, au moins 30% des citoyens modernes connaissent de graves déséquilibres psychiques. Le stock génétique de l'humanité s'appauvrit : effet paradoxal du progrès médical. Pilules et ordinateurs ne laissent plus d'illusions. On opposait jadis le progrès des pays développés au sort sans issue du Tiers monde. Tous, maintenant, se retrouvent avec la même impuissance, face à une catastrophe planétaire inévitable.

Le plus grave, c'est que le politicien, le savant et l'homme de la rue se font complices pour taire ou nier cette menace tragique. Inconscience ? Aveuglement ? Peu importe, on ne peut plus arrêter le rou-

leau compresseur. Et l'homme reconnaîtra trop tard, comme auparavant dans l'histoire, les responsabilités qui auraient pu le sauver. Mais cette fois, le défi est pratiquement insurmontable.

L'avenir rose

Allons donc ! Pour la première fois dans l'histoire, les hommes ont les moyens de conjurer le « déluge universel ». À chaque tournant millénaire, il y a eu des illuminés, des prophètes de malheur pour prédire la fin du monde. Il ne faut pas céder à cette névrose collective. Nous connaissons mieux les lois de l'histoire, les comportements des hommes et des sociétés. Nous avons d'extraordinaires moyens scientifiques et techniques. Les systèmes forts et complexes peuvent se permettre plus de chaos et de liberté. C'était moins possible dans des sociétés de survie et de subsistance. Tout au plus avons-nous à apprendre à vivre dans un monde de changement, dans un contexte de plus grande liberté. Jusqu'ici les sociétés ont vécu dans des systèmes fermés. Une vie plus ouverte et plus risquée est autrement plus intéressante et passionnante.

L'homme n'a pas encore utilisé le centième de son cerveau, de ses possibilités. L'évolution scientifique suit un rythme géométrique. De nouvelles techniques vont résoudre ce qui paraît aujourd'hui être un seuil infranchissable. Après une certaine prospérité, les hommes ont toujours cru qu'ils avaient atteint les limites du progrès. Après, l'abîme ! Mais non, l'histoire a repris de plus belle sur une autre orbite, grâce à des découvertes imprévisibles. L'homme semble capable d'une évolution indéfinie vers des nouvelles frontières sans cesse repoussées. Il faut prendre plus d'altitude pour évaluer les défis de l'heure. Depuis des millions d'années, la vie n'a cessé de se perfectionner tout en traversant les pires crises. L'éco-système a une force et une résistance encore inconnues. L'homme, lui-même, vient à peine de naître. Nous ne devons pas évaluer l'avenir à partir du présent, mais à partir de cette assurance scientifique nouvelle : nous en savons assez pour entrevoir une foule de dépassements possibles. Nous ne pouvons les nommer, mais nous sommes sûrs de leur développement éventuel.

Les partisans du scénario rose n'en réclament pas moins le monopole du réalisme, de l'évolution intelligente avec des moyens concrets.

Selon eux, la science et la technologie peuvent résoudre tous les problèmes de l'homme.

L'avenir gris

Oui, il y a une crise mondiale à l'horizon. Elle est même nécessaire. Les hommes consentent rarement à changer les choses sur une base volontaire ; encore moins acceptent-ils librement de sacrifier leurs privilèges, leurs idées toutes faites ou leurs vieilles habitudes, leurs modes de vie ou leurs institutions. Les civilisations sont mortelles. Elles n'ont jamais prévu ou assumé les signes avant-coureurs de leur décadence. Mais c'est une loi inéluctable. On ne planifie pas les crises. Elles nous tombent dessus. Elles sont la plupart du temps bénéfiques à long terme. Un passage obligé pour une qualité de vie supérieure. N'est-ce pas le cas de l'adolescent, et de tous les itinéraires de la vie ? On ne fait jamais l'économie de ces désintégrations positives. Cela vaut pour la société comme pour l'individu.

Mais attention, la crise peut aussi détruire, et parfois même irrémédiablement. Il se pourrait bien que l'humanité se suicide. Pour la première fois, elle en a les moyens. D'où le tragique de la situation actuelle. Jusqu'ici les guerres, par exemple, ont été contenues dans certaines limites. Jamais il n'y a eu d'armes pour faire sauter la planète.

Plus dangereux encore sont les moyens d'autodestruction sociale que les hommes ont inventés avec beaucoup de raffinement. Par exemple, un petit groupe peut mettre en échec toute la société. Quand ces goulots d'étranglement se multiplient, on en arrive à la paralysie totale. Les hommes modernes jouent avec le feu, et cela d'une façon tellement irresponsable. L'inflation mondiale, par exemple, est le symptôme le plus concret des illusions et des maladies cachées d'un système qu'on avait cru aussi indestructible que le Titanic. L'iceberg d'une nature violente pourrait bien briser la quille humaine de cette folle civilisation. Nous avons créé nos propres problèmes. Nous maintenons de graves complicités avec des pouvoirs aveugles qui sacrifient l'avenir aux intérêts présents.

La crise est inévitable, nécessaire, mais ambivalente ; elle peut annihiler ou nous amener à une vie supérieure.

L'avenir rouge

Des pouvoirs irresponsables, des masses inconscientes. *Que peut-on faire, si ce n'est qu'envisager une révolution radicale.* Il faut frapper dru et fort, engager des luttes à finir, et cela sur tous les fronts. Le temps n'est plus aux réformes, à la persuasion, à la diplomatie ou à la discussion. Mao a raison, il faut commencer par les fusils, par la révolte du peuple asservi. Les petits Vietnamiens ont pu jeter les impérialistes à la mer. C'est donc possible. Donc, des Vietnams un peu partout. L'histoire n'avance qu'avec les révolutions. Aujourd'hui, la planète entière vit une phase révolutionnaire latente qu'on doit faire monter en surface.

Rien de pire qu'un volcan caché. Mieux vaut crever l'abcès qui est en train d'envahir tout l'organisme. Par exemple, aucun réformisme ne saurait vaincre les firmes multinationales, ce cancer qui, telle une pieuvre, réussît à atteindre tous les tissus. Il faut des anticorps aussi puissants, aussi violents. Seul l'extrémiste va au fond des choses. Plus la crise est radicale, plus la solution devra être profonde. La crise actuelle a l'avantage de démasquer les réformettes des derniers temps. Ouvrons-nous les yeux : les pouvoirs se concentrent, se durcissent et s'imposent avec des moyens de plus en plus gigantesques. Nixon, par exemple, se maintient en selle, malgré la volonté majoritaire d'un peuple. S'il a fallu des révolutions pour l'avènement de la démocratie des riches, on ne fera pas l'économie d'une révolution encore plus large et plus profonde pour créer la démocratie des masses, des prolétaires. La lutte des classes est le nerf de l'histoire. Celle-ci avance au pas des révolutions ; autrement elle recule et s'affaisse sous le poids grandissant d'injustices et de dominations de plus en plus lourdes. Les pays pauvres reculent toujours davantage. Les pays riches n'arrivent pas à résoudre leurs problèmes. Les grands systèmes dominants ont fait la preuve de leur inhumanité. Il faut repartir à zéro. Mais on ne saura y parvenir sans liquider les vieilles cultures du passé et les nouvelles structures d'une exploitation toujours plus monstrueuse. On ne négocie pas avec une pieuvre, on la tue.

L'avenir blanc

Statu quo, réforme, révolution, c'est de la foutaise ! La vraie vie est ailleurs. Écumes inoffensives que ces crises dont on parle tant. Bataille illusoire entre matérialistes. On se dispute des biens ou des pouvoirs périssables. Au fond, toute la discussion tourne autour des avoirs. Combien d'hommes se jouent la comédie en faisant entrer dans leurs intérêts des idéaux auxquels ils ne croient pas ? Il y a des assoiffés de pouvoir d'un côté comme de l'autre. Les idées à gauche, le portefeuille à droite. On veut une plus grosse part du gâteau sans se préoccuper de sa qualité. La piastre, voilà l'enjeu de ces jeux politiques, économiques ou autres. Le beurre et les canons sont du même ordre. Ils n'ont rien de l'homme véritable. Que d'agitations inutiles pour disputer des productions et des consommations futiles ! On se tue à travailler pour dépenser follement. On se bat pour des choses qui passent. C'est tellement vrai que vainqueurs et vaincus se retrouvent aussi vides après leur guerre stupide. ils voulaient bâtir un ordre nouveau et ils ont créé un désert.

L'esprit échappe à cette histoire contingente, à cette soif matérialiste. Lui seul apporte une qualité d'être. La société peut craquer et la planète sauter, l'esprit demeure. L'âme est immortelle. C'est elle qui rend l'homme libre. Le corps passe, l'âme reste. Dans ce monde pollué, l'esprit sera l'unique purificateur efficace. Comme dit le poète, le plus important est invisible. Voilà ce que les hommes modernes, surtout les Occidentaux, mettent du temps à comprendre. C'est dans l'esprit que l'homme est beau et pur, et non dans la chair et le sang. Envers et contre tout, l'esprit poursuit sa course. Voyez les jeunes qui s'intéressent au spirituel. La mystique va bientôt l'emporter sur la politique, l'intériorité sur les apparences extérieures. Après les révolutions économiques et politiques, scientifiques et techniques, une révolution culturelle extraordinaire s'annonce ; elle débouche sur l'homme spirituel, libre, pacifié, réconcilié avec lui-même, avec les autres, avec la nature et la vie.

Ce scénario blanc propose la non-violence comme moyen privilégié, et la paix comme but politique déterminant.

L'avenir jaune

Rien de nouveau sous le soleil. La guerre de Troie se répète. Les non violents, par exemple, suscitent autant d'agressivité que les violents. Tantôt matérialiste, tantôt spiritualiste, l'homme va sans cesse du pain au mythe, de l'esprit à la chair. Il se ment à lui-même. La vie d'hier, d'aujourd'hui et de demain est un tissu de contradictions. Le démocrate demande au gouvernement de résoudre ses problèmes. Le révolutionnaire veut la dictature du prolétariat au nom de la liberté. Les pouvoirs, toujours dominateurs, changent tout simplement de mains de l'Ouest à l'Est, de la colonie à l'État indépendant.

Les hommes sont fous. Quand un problème réel est réglé, ils s'en créent un autre « imaginaire ». D'aucuns, du même souffle, réclament le droit à la drogue et la lutte anti-pollution, l'avortement sur demande et l'abolition de la peine de mort.

Nous sommes enfermés dans un cercle vicieux d'absurdités. Nous croyons tout, sauf la réalité brutale du désespoir, de la mort. Le cycle des illusions recommence d'une civilisation à l'autre, de la toute dernière crise à la prochaine. Vous voyez bien que les hommes répètent les mêmes bêtises. Les guerres nous le prouvent indubitablement. Les Grands parlent de paix et font la guerre. Les Petits se veulent libres et entretiennent leurs servitudes. Personne ne sait être heureux. Bien peu avouent que le bonheur est impossible. La science nous a enlevé nos dernières illusions de liberté, en nous révélant jusqu'à quel point nous sommes conditionnés par les systèmes biologiques, psychiques et culturels. Tout au plus quelques brèches de hasard et de chance : la vie, l'homme. Mais que de violences et de haines ont fait cette histoire imprévisible.

Il n'y a rien de vraiment sûr si ce n'est le plaisir immédiat. Changer la vie, prévoir l'avenir, créer l'homme nouveau, vouloir dominer le monde, voilà les grands mythes à pourfendre. Ils nous empêchent de vivre le moment présent. Il faut savoir mordre à la pulpe de tous les fruits sans chercher les pourquoi et les comment. Les institutions, les morales, les lois asservissent les hommes. Ceux-ci en ont déjà assez

des violences de la nature. Ils doivent savoir qu'ils sont les seuls êtres du monde capables de vaincre l'angoisse par la jouissance. Tout le reste ne mérite que cynisme et mépris.

L'avenir bleu

Notre monde a les « bleus ». Il est psychologiquement bloqué. Il a besoin de thérapie plus que de chirurgie. Ce sont les hommes qui sont malades, et non les structures. Le problème de celles-ci sert trop souvent d'alibi. Il faut se « dépogner » comme disent les porteurs de la nouvelle culture. La vraie libération est là. Les drogues n'ont pas résolu la difficulté de vivre dans cet univers de plastic et de néon. Mais elles ont servi à dépasser ce qu'on croyait la seule vie possible. La vie est plus que sa quotidienneté. Un peu comme l'azur, le bleu du corps et de l'âme désencombre, crée de nouveaux espaces, redonne de l'altitude.

La parabole récente de Jonathan n'aurait pas eu un tel succès, si elle n'avait pas rencontré ce nouveau goût sauvage de prendre le large. Briser les racines de la rive, foncer vers la haute mer, se moquer des traditions et des contraintes, voilà la meilleure façon de sortir des prisons anciennes et des nouvelles. Il faut donner un nouveau sens au voyage : partir sans but, ni projet, ne s'imposer aucune limite. Ah, ce culte du temps qui nous aliène de l'infini et de l'éternel ! Ah, ces rythmes et ces rites qui ont isolé l'âme et le corps, la nature et la culture, l'individu et la société, le travail et la fête ! Pour la première fois peut-être, les hommes peuvent vivre de leur liberté et dans la démesure de leurs rêves. Non pas vivre en rêve, mais vivre leur rêve, le rendre à la réalité qui se cache en eux et dans le monde. *La civilisation bleue sera la première qui risque l'infini à partir d'elle-même.* L'homme de demain peut être le Dieu qu'on avait imaginé hier. Mais pour découvrir ce vrai destin, il faut consentir un grand saut dans le vide, ou du moins jouer dangereusement sa vie sur des paris toujours plus audacieux. Peu importe les vagues ou les nuages, les grands vents suppléeront aux premières retombées. Il n'y a de crise que chez ceux qui restent amarrés au port. L'homme est un extra-terrestre, en train de se libérer.

L'avenir vert

Plus la crise est profonde, plus l'espérance est difficile. Mais il se cache toujours un printemps au creux de nos hivers les plus désespérants. Image trop facile ? Pourtant, elle véhicule une sagesse méconnue : il n'y a pas de commune mesure entre la mort et la renaissance. Que la vie meure, cela va un peu de soi. Mais la beauté extraordinaire, scandaleuse et incompréhensible, c'est la résurrection, la vie qui jaillit dans la mort du grain. *Mais l'espérance ne tient pas des rêves décrochés du soi.* Elle exige un second regard et des mains capables de capter la sève invisible de la vie. Quand la nuit se prolonge, il faut creuser davantage. Dans les temps de stérilité, l'homme doit se faire sourcier pour repérer de nouveaux points d'eau. On ne résout pas les crises en surface. Il y a des sois qui s'assèchent faute de profondeur, de qualité intérieure, de culture patiente, d'irrigation courageuse.

N'est-ce pas le drame d'une société toute étalée en surface et si peu soucieuse de son sous-sol et de ses racines ? *Le vert a besoin du suc de la terre pour oxygéner la vie qui monte.* Voilà où commencent l'élan vital, le progrès humain. Ce scénario semble reprocher aux autres leur vérité trop partielle. L'économie de l'homme se trouve davantage dans cette symbolique de l'espérance que dans ces visions noires, roses, grises, blanches ou jaunes du monde. Le printemps, c'est un peu le coup de cœur décisif de la nature, le moteur des trois autres saisons. Ainsi l'espérance apporte densité, largeur et horizon, ou appui, élan et orientation à ceux qui avancent dans la vie sans jamais démissionner. Il faut à la fois de fortes racines et un feuillage généreux pour mettre à profit les richesses de la terre et des cieux.

Fin du monde ? Mais non, c'est plutôt la fin d'un monde qui porte déjà le germe d'un homme nouveau. L'histoire connue n'est que la pointe de l'iceberg. Comme la marche imperceptible du glacier, l'homme avance, d'une civilisation à l'autre, vers une vie supérieure. Mais c'est par son espérance têtue qu'il façonne et dépasse son propre destin. Il n'y a d'avenir que pour les espérants envers et contre tout. Les autres démissionnent parce qu'ils ne savent voir et assumer la marche invisible de la vie, de l'amour et de l'esprit. La vraie mort irrémédiable, c'est celle qui s'arrête ou se croit figée pour toujours. En-

racinement et ouverture, voilà les deux dynamiques inséparables de l'avenir vert.

Et toi, lecteur ?

Te reconnais-tu dans l'un ou l'autre de ces scénarios sans doute un peu caricaturé ? Où mets-tu ton centre de gravité de vie et d'engagement ? Comprends-tu un peu ceux qui tirent de l'arc dans d'autres directions ? Quel jugement portes-tu sur ces diverses orientations de l'homme et de la société face à l'avenir ? Y a-t-il d'autres scénarios ? As-tu un scénario pour ta conscience et ta vie privée, et un autre pour la vie publique, la société, les autres ? Si tu empruntes à ces divers scénarios, quelle cohérence particulière établis-tu entre eux ?

Peux-tu décrire les principaux traits de la société que tu anticipes ? Répondre à cette question, c'est se prêter à une sorte de test de vérité très révélateur d'une plus ou moins grande maturité sociale. Je voudrais, dans un quatrième temps, te présenter, d'une façon assez concrète, mon propre scénario de l'avenir. Il s'agit d'une vision dynamique et cohérente de la société québécoise que j'anticipe. Ce scénario véhicule à la fois une philosophie et une *praxis* de base, accordées à l'éthique et à la politique historique que j'ai élaborées dans cet ouvrage. Mon projet reste ouvert à une confrontation démocratique. Et je souhaite qu'enfin nous apprenions à débattre des projets constructifs, par delà les démarches critiques et les luttes nécessaires. Beaucoup parmi nous, se limitent à formuler un projet individuel et privé pour retrouver une certaine cohérence. Je ne crois pas que ces tentatives isolées soient suffisantes. Les uns et les autres, nous avons besoin de mieux nous situer par rapport à la société que nous voulons. Voilà une des principales issues du divorce actuel entre le privé et le public, entre la vie quotidienne et le système social.

Le privé et le public. Tome II
Conclusions en quatre temps

IV.

Un « bee » historique

D'abord la fibre du cœur

[Retour à la table des matières](#)

S

Je suis habité par un souci d'urgence et un sentiment de long terme quand je songe à l'avenir du petit peuple d'ici. Je sens que plusieurs des miens hésitent entre l'Égypte et le désert. Et je me demande comment nous pourrions donner le grand coup de la libération. La sécurité immédiate reste encore la maîtresse du destin de la majorité. Peut-être n'est-il pas inutile d'imaginer les figures possibles de l'indépendance conquise pour diffuser le goût du grand risque collectif ?

Mais qui peut se prêter à la prospective en ces temps de brouillard répandu sur toute la planète ? Même les savants de tous horizons font du prophétisme à la renverse. On ne parle plus d'accélération de l'histoire, mais plutôt de goulots d'étranglement. Ici comme ailleurs, nous serons tributaires plus que jamais de profonds bouleversements mondiaux, économiques, politiques et culturels. *Les sociétés qui passeront la crise, le devront à une forte dynamique d'autodéveloppement, à une économie d'autosuffisance à la fois très solidaire, frugale et laborieuse et surtout à une « fibre humaine » de grande qualité.*

J'essaie d'imaginer ici les diverses réactions devant de telles perspectives. Notre esprit contemporain hypercritique est piégé. Derrière le moindre propos, il cherche l'idéologie cachée : fascisme, capitalisme, socialisme, corporatisme, anarchisme et que sais-je encore ? Ou bien il sort la règle à calcul pour tout mesurer : tantôt les portefeuilles, tantôt les opinions. Ou encore, il ne retiendra qu'une dimension : culturelle, éthique ou politique. Je me demande si nous n'avons pas à retrouver un regard à la fois plus simple et plus profond pour accepter d'envisager lucidement et courageusement les différents aspects de notre situation réelle. Pour nous dire aussi des choses essentielles avant de distinguer et de contre-distinguer. Je voudrais d'abord qualifier notre société de demain, tout en étant conscient du caractère scandaleux de cette prospective dans le contexte actuel.

Un régime d'austérité

Nous avons vécu longtemps des résidus de la prospérité de nos riches voisins, et en même temps de leurs « facilités ». Plusieurs auront le sentiment d'un recul ; ils regretteront les oignons d'hier. Bon gré mal gré, nous anticipons un tout autre style de vie dans une économie de pénurie qui existera d'ailleurs un peu partout dans le monde. L'ère de l'abondance est pratiquement finie. Autant nous y préparer tout de suite, en sabrant déjà dans la consommation futile et dans les besoins artificiels. *Nous devons inventer enfin une économie de l'essentiel, du nécessaire pour tous.* Et ce, dans les budgets privés comme dans les budgets publics, dans le style de vie individuelle comme dans l'organisation institutionnelle. Tout l'opposé des pyramides d'un certain maire et des nouvelles cathédrales : tours de centre-ville, campus scolaires monstrueux, hypermarchés, hyperprojets extrêmement coûteux.

Le cercle vicieux d'une croissance sans échelle de priorités pourrait bien se transformer en un remous engloutissant. Ne sommes-nous pas en train de prolonger une apparente prospérité qui hypothèque gravement le moral et la bourse des prochaines générations ? Nous avons identifié l'abondance au luxe, sans jamais l'avouer. Un luxe menacé par une inflation endogène à une psycho-économie du futile. Si les milieux populaires voient disparaître leurs dernières insécurités, les privilégiés, eux, sont effarés par la moindre austérité. Voilà ce qui ar-

rive quand on ajoute sans retrancher, peu importe la note de crédit. Bon gré mal gré, nous l'aurons bientôt ce régime d'austérité. Plus nous retardons, pire ce sera. Y faire face tout de suite permettrait des solutions plus humaines et éviterait les extrémismes aveugles des riches déclassés ou des masses exaspérées.

Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de retourner au bas de laine. J'associe ici l'austérité à une autodiscipline capable de fécondité soutenue. Faut-il un exemple ? Un peuple aussi discipliné que les Allemands fait preuve actuellement de beaucoup d'inventivité et de souplesse en éducation, en organisation du travail et en économie. Quel contraste avec le conservatisme social inconscient des fils libertaires du libéralisme nord-américain !

Un régime d'autosuffisance

Nous avons tout ce qu'il faut au Québec pour rencontrer les besoins fondamentaux d'une vie saine, simple et féconde. Assez de nature et de technique, assez de ressources et de qualité humaine. Aux yeux de plusieurs d'entre nous, la preuve n'est plus à faire. Trop de bilans nous l'ont déjà démontrée. *Il ne s'agit pas ici de fermeture sur nous-mêmes, mais plutôt d'autodéveloppement diversifié et dynamique.* Déjà certains spécialistes prévoient d'énormes problèmes pour les grandes cités, pour les régions ou les pays trop spécialisés dans leur économie et leur technologie. La prochaine pénurie mondiale réduira cette intense circulation de matières et de biens que nous connaissons aujourd'hui. Seules les sociétés d'autosuffisance minimale vivront un certain équilibre satisfaisant. N'est-ce pas le fondement d'une véritable autonomie ? Ce régime exigera des communautés capables de se prendre en mains, et d'intégrer des *praxis* efficaces d'éducation, de travail et d'organisation sociale. Il en naîtra un type d'homme polyvalent, mieux initié aux techniques et aux apprentissages de base de la vie dans ses dimensions essentielles. Redonner cohésion, élan et humanité à des milieux de vie autodéterminés constitue peut-être la première démarche pour fédérer des *praxis* sociales tragiquement séparées les unes des autres. Voilà peut-être la tâche initiale de ce modèle d'autosuffisance.

Un régime d'autogestion

Eh oui, le mot fait peur, tellement il vous renvoie à l'opposé des idéologies dominantes : élitistes, oligarchiques, technocratiques. Au fond, le contexte actuel ne se prête pas à une véritable démocratie où les administrés devraient pouvoir contrôler, orienter et ramener à la base ceux qu'ils ont provisoirement élus. Il y a bien des formes possibles d'autogestion sociale et économique. Les 78 000 communes chinoises présentent déjà plusieurs modèles. Le monde libre se fait illusion sur sa diversité. On y retrouve pratiquement un seul modèle administratif : plutôt autocratique, appliqué tout autant à la gestion d'un gouvernement qu'à celle d'une usine. L'école, l'hôpital le centre d'achat, rien n'y échappe. Étrange paradoxe dans cet Occident si fier de sa liberté individuelle (de plus en plus rare et inconsistante), que cette peur malade de l'autodétermination collective.

Refaire la base sociale, lui redonner son primat, c'est transformer indirectement les superstructures institutionnelles nécessaires, y compris l'État. Si j'avais à fixer une priorité, je mentionnerais d'abord le travail collectif autogéré. Voilà une expérience fondamentale au carrefour du social, de l'économique, du politique et même du culturel. Ici pas d'illusions sur les rapports humains, sur les motifs, sur les biens produits et consommés et sur la qualité du pain à manger et à partager.

J'anticipe une *société enfin capable de se construire par sa base* et de vivre des rapports dynamiques entre des leaderships et des memberships aussi vigoureux et clairvoyants les uns que les autres.

Un régime de créativité

À gauche comme à droite, plusieurs citoyens s'enferment dans une dialectique de pouvoirs dualistes ou de lutte interne. L'Occident a trop entretenu ce manichéisme à divers visages. Je sais bien que l'histoire porte une requête de libération radicale jamais achevée. Mais ce qui fait vivre les individus comme les peuples, c'est surtout la poursuite de projets créateurs valables. La créativité mobilise le cœur, l'intelligence et les mains. Elle exige profondeur et élan. Elle fait appel à ce qu'il y a

de meilleur chez l'homme. Bien sûr, dans nos perspectives, elle sera à la fois individuelle et collective, aussi culturelle qu'économique, aussi spirituelle que matérielle.

Le débat politique se fera autour d'une confrontation de projets. Ainsi les conflits inévitables retrouveront cette finalité décisive, si souvent absente des grandes luttes historiques. Autrement, Machiavel aura toujours raison. À nos yeux, le choix entre violence et non-violence n'est pas la question majeure. De même la problématique de la productivité ou du partage des biens, de l'efficacité rentable ou de la participation démocratique. Ces choix sont trop réducteurs. Sans dynamique de créativité, ils deviennent des dilemmes insolubles.

L'amour, le droit et la force ne se rencontrent que dans une vie humaine féconde et solidaire, que dans un chantier à construire. Une longue histoire élitiste amène des « politisés » de toutes tendances à ne pas croire vraiment à la créativité libératrice et collective du peuple lui-même. D'où cette conception d'une démocratie tantôt conflictuelle, tantôt passive, mais rarement inventive. *J'opte pour une politique, une éducation, une économie qui jouent la même carte, celle de la créativité collective des citoyens.* Les « élites » de toutes tendances n'y croient pas... et la grande majorité des citoyens non plus. Ne nous leurrions pas, ce sera un défi difficile à relever, un vrai test de démocratie authentique.

Du laisser-faire au risque collectif

Quelques paragraphes pour décrire la société québécoise libérée, ce n'est même pas l'espace d'une déclaration de principe. Que de choses laissées en chemin : les rapports avec le Canada, les États-Unis et le monde ; le monopole radical des pouvoirs économiques étrangers ; la question des classes sociales ; les spécificités historiques et culturelles ; les idéologies et les partis en présence ; le rôle de l'État ; le problème religieux, etc. Je pense, par exemple, à l'importance de redéfinir une éthique. Je sais aussi l'urgence de formuler une stratégie complexe et réaliste de développement.

Nous sommes conviés à un grand « bee » historique pour construire un pays à nous. Le prix en est élevé. On n'y arrivera pas avec les tendances actuelles d'une certaine contre-culture qui plaide le « laisser-vivre ». Ainsi, le libéralisme « laisser-vivre ». a engendré des fils pareils à lui, malgré leurs protestations. Austérité, travail créateur et intense, partage radical, autodéveloppement complexe et exigeant, autant de repoussoirs tant pour la masse de consommateurs que pour les émancipés post-industriels. Mon utopie n'est sûrement pas à la mode. On y verra même une résurgence janséniste ou puritaine.

Et pourtant je crois qu'on pourrait couler une belle joie dans ce « bee » historique difficile et passionnant ! On évoque souvent l'ineluctable évolution vers les grands ensembles économique-politiques. Peut-être faudra-t-il commencer à sonder les capacités créatrices des sociétés à taille humaine pour inventer de nouveaux rapports sociaux, réapprendre à vivre et rendre possible la fête d'hommes heureux.

Ce que nous avons compliqué les choses ! Je nous souhaite une fibre du cœur plus ferme et plus tendre... et surtout plus simple.

Le pays de demain devra beaucoup au courage têtu et patient des patriotes d'hier et d'aujourd'hui. Ils auront été plus forts que leur destin impossible dans l'immense Amérique.

FIN DU DEUXIÈME TOME.